





BIBLIOTECA NAZ.
Vittorio Emanuele III

XXI
A

21



#### NOUVEAU

# COMMENTAIRE

SUR

L'ORDONNANCE

# CIVILE.

Du mois d'Avril 1667:
TO ME SECOND.



# COMMENTAIRE

SUR

# L'ORDONNANCE

# CIVILE

Du mois d'Avril 1667.

Nouvelle Edition, augmentée de l'Idée de la Justice Civile.

Par M, Jouss E, Confeiller au Présidial d'Orléans.

TOME SECOND.



### A PARIS,

Chez DEBURE, pere, Quai des Augustins; à l'Image S. Paul.

M. D CC, LXVII,

Avec approbation, & Privilege du Roi.

. . .

(0.3.9.7.1 A) (b.7.5.7.1.3.1 %)



## COMMENTAIRE s u r

L'ORDONNANCE

# CIVILE

Du mois d'Avril 1667.

### TITRE XX.

Des faits qui gissent en preuve vocale ou littérale.

#### ARTICLE I.



Oulons que les faits qui gissenten preuve (1), soient succinctement articulez, & les réponses sommaires, sans al-

léguer aucune raison de Droit, interdisant toutes répliques & additions; Tome II. 304 Des faits qui gissent en preuve & désendons d'y avoir égard, & de les mettre en taxe, ni les comprendre dans les mémoires des frais, & salaires des Procureurs; le tout à peine de répétition du quadruple.

1. Voulons que les frais qui gissent en preuve. ] Littérale ou testimoniale, c'est-à-dire, qui sont dans le cas d'être prouvés, soit par Titres, soit par Témoins

On n'admet point indistinctement à la preu-

ve de toutes fortes de faits. Ainfi,

1º. La preuve par Témoins n'est point admife, quand il s'agit de l'interprétation d'une coutume ou d'un usage, pour lesquels on faisoit artresois des enquêtes parturbes; (Suprà, tit. 13, art. 1, pag. 188.) mais on a recours en ce cas aux actes de notoriété.

2°. On ne l'admet point non plus, à moins qu'il n'y ait une Instance liée; & les examens à futur ont été abrogés par l'art 1. du tit. 13. de la présente Ordonnance. ( Voyez cet article,

page 188.)

3°. Il faut que les faits dont on demande la preuve foient pertinens, c'est-à-dire, qu'ils puissent opèrer la décision de la Cause: nam fru-firà probatur, quod probatum non relevat. (L. ad probationem, Cod. de probation.)

4°. Il faut que les faits soient de nature à être prouvés. Ainsi si on demandoit à faire la preuve d'une négative pure & simple, cette preuve ne

devroit point être admise.

La négative pure & simple est celle qui ne renserme en soi rien de positif; comme si l'on ostroir de prouver que Pierre n'a jamais été à

Mais si la négative n'est point une négative

vocale ou littérale. Tit. XX. 305
pure & fimple, & qu'elle contienne en foi une
affirmation implicite, comme fi elle est restreinte
par le tems & par le lieu, alors on peut en faire
la preuve; v. g. si pour prouver qu'un Huissier
n'a pas fait un tel acte un tel jour à Orléans,
je prouve que cet Huissier étoit ce jour-la a
Lyon.

Il en est de même des faits négatifs de qualités, comme si je demande à prouver qu'un tel héritage n'est point séodal, qu'un tel homme n'est pas sain d'esprit, &c. Dans ces cas, comme la preuve renferne en soi quelque chose de post-

tif, elle doit être admile.

5°. Enfin il y a des cas où l'on ne doit point admettre à la preuve d'un fait: par exemple, quand on voit que cette demande n'est faite que pour prolonger la Cause, & qu'il est évident que cette Partie n'y est pas fondée; ou du moins le Juge doit obliger la Partie qui demande cette preuve, à nommer sur le champ ses Témoins, à l'exemple de ce qui s'observe pour la preuve des faits justificatifs. (Voyez l'art. 4. du tit. 18. de l'Ordonnance de 1670. Voyez aussi l'art. 8. au titre des Récusations du Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 337.)

Il faut aufi observer, que quand un Procès peut être expédié par un point de Droit, ou par une sin de non-recevoir qui paroit évidente, on ne doit jamais admettre les Parties en fait contraire. (Ordonnance de 133, chap. 11. att. 11. Voyez aussi Theveneau sur les Ordonnances,

liv. 3. tit. 17. art. 4.)

On prétend que lorsqu'il y a appel d'un Jugement qui ordonne une preave teltimoniale, cet appel suspend l'exécution du Jugement, & que la preuve ne peut être faite au préjudice de cet appel, ainsi qu'il a écé jugé par Arrêt du Parlement du 12. Mai 1699. Voyez la suire d'us 326 Des faits qui gissent en preuve Arrèts de Bonisace, édition de 1750, liv. 2, chap. 4, § 7. Tel est le sentiment de Rebusse sur les Ordonnances sit. de sentens, executor, art. 10. glos. 1. n. 7, & l'art. 9, du tit. 22, de la présente Ordonnance n'est point contraire à cette maxime. Voyez néanmoins ce qui est dit ci-après en la note 5, sur l'art. 2, du tit. 12, qui peut servit à éclaireir cette question.

#### ARTICLE II.

Seront passez actes pardevant Notaires, on sous signature privée, de toutes choses (1) excédant la somme ou valeur de cent livres (2), mesme pour déposse volontaires (3), & ne sera receu aucune preuve par Témoins, contre & outre le contenu aux actes (4), ni sur ce qui seroit allégué avoir esté dit avant, lors, ou depuis les actes, encore qu'il s'agist d'une somme ou valeur moindre de cent livres; sans toutesois rien innover pour ce regard, en ce qui s'observe en la Justice des Juge & Consuls des Marchands (5).

1. De toutes choses. ] Ainsi il ne s'agit pas senlement de conventions faites entre deux Parties , comme il étoit porté par l'article 54. de l'Ordonnance de Moulins , mais en général de toutes chases qu'on a pu rédiger par écrit; comme si j'offrois de prouver par Témoins que j'ai payé de l'argent à Pierre, &c. Dans ce cas la preuve ne seroit point admise, & ainsi des autres. Cependant la règle établie dans cet article n'est pas si générale, qu'elle ne soussire plusieurs excepvocale ou littérale. T11. XX. 307

g. 295.

18. xcédant la fomme ou valeur de cent livres. 1

and même la Partie feroit préfumée avoir

néneti à cette preuve par Témoins, au-deffus

cent livres, v. g. en faifant son Enquête conire, elle feroit néanmoins toujours recevable

ppeller. (Ainfi jugé par Arrèt du mois de Dénbre 1773, rapporté par Théveneau sur les

donnances, liv. 3, tit. 9, art. 5. & par un

re Arrêt du 28. Juin 1599, rendu au raprt de M. Louet. Voyez Carondas, liv. 2.

19, 91 & le Prêtre, Centurie 4, chap. 22. n. 9.

Je crois cependant que si la Partie qui a intéd'empêcher la preuve, avoit consenti en mes exprès à cette preuve par Témoins, oiqu'au-dessus de cent livres, cette Partie ne roit plus ensuite recevable à en interjetter

ppel.

3. Même pour dépôts volontaires.] Ergó à risori; pour argent prêté.

Ce terme de dépôt comprend aussi la remise s titres ou pieces, qu'on auroit conssées à 1 Huissier ou à un Procureur pour faire des sursuites: car la preuve par Témoins ne doit sint être alors admise, saute den avoir pris un cépissé. (à nissi jugé par Arrêt du 30. Déceme 1601. rapporté par Péleus, liv. 4, de ses

ctions Forences, article 12.)

 308 Des faits qui gissent en preuve

à un Voiturier pour les conduire à Paris, je ne pourrois être admis à faire cette preuve aux termes de l'Ordonnance, parce qu'il ne dépend que de moi de prendre une reconnoissance du Voiturier, du moins par Notaires, s'il ne sçait pas écrire. Néanmoins comme c'est un usage constant de ne point prendre de reconnoissance par écrit des choses qu'on fair voiturer, il semble que dans ce cas la preuve par Témoins peut être admise; & c'est le sentiment de Dany en son Commentaire sur le traité de la Preuve par Témoins de Boiceau, partie 1. chapitre 3. aux

additions, n. 33.

A l'égard des Voituriers publics, tels que sont les Maîtres de Carrosses & de Messageries, comme ils sont obligés d'avoir des livres, suivant l'Edit du mois de Mai 1635. & les Ordonnances antérieures, on doit avoir soin, quand on leur donne quelque chose à voiturer, d'en faire charger leur livre. Si l'on ne prend pas cette précaution, & que le livre ne se trouve point chargé des effets qu'on leur a donnés à conduire, & qu'ils nient les avoir reçûs, on ne pourroit demander à faire preuve par Témoins que ces effets leur ont été remis; mais si leurs livres en sont chargés, & que ces effers se trouvent perdus, non par une force majeure qui mette ces Voituriers dans l'impuissance de les rapporter, alors on doit condamner les Messagers à en payer le prix à celui à qui ils appartiennent, & ce dernier en est cru à son serment pour la quantité des effets donnés à voiturer, les particuliers n'étant point obligés de charger les Regiftres des Messageries de tous les effets en détail.

4. Contre & outre le contenu aux actes. ] Comme si j'osfrois de prouver par Témoins que j'ai fait un payement au-dessous de cent livres à

vocale ou littérale. Tit. XX. 309 mpte, sur une somme que je dois par contrat obligation fous fignature privée. On raporte cependant quelques Arrêts qui ont jugé contraire, & entr'autres un du 20. Décembre 140. rapporté par Boniface, tom. 1. liv. 8. . 27. chap. 4. & un autre du mois d'Août 182. de la Cour des Aydes, rapporté au Jour-I du Palais, tom. 2. de l'édition in-folio. siceau en son traité de la preuve par Téoins , part. 2. chap. 11. paroît aussi être du ntiment, que la preuve de la libération con-: un contrat doit être reçûe par Témoins en usieurs cas qu'il expose; mais il paroît que seroit aller directement contre le texte de Ordonnance, que d'admettre ces sortes de cuves.

Quand on allégue le fait d'usuré ou du jeu ontre une promesse, on admet quelquesois la euve par Témoins; ce qui dépend des disséntes circonstances, & lorsque la présomption è violente. (Voyez le Procès-verbal de l'Or-

onnance, pag. 221. & 222.)

On peut auffi admettre à la preuve par Téoins contre des Registres de Baptême, lorst'il y a des adminicules de preuves contraires, g. par Contrat de mariage, ou lorsqu'un ennt auroit été gardé avant le Baptême, ce qui rive assez souvent. (Voyez le Procès-verbal

: l'Ordonnance, pag. 224.)

5. En la Justice des Juge & Confuls des Marhands.) C'est-à-dire, dans les affaires Consuires qui se passent est passent du Marchand our fait de marchandises; ce qui est sondé sur que les Livres des Marchands où ces marnés sont inferits, sont une espéce de commenment de preuve par écrit. Mais il faut dire utôt que cette exception est sondée sur la veur du Commerce; & il a même été jugé 310 Des faits qui gissent en preuve par Arrêt du 8. Décembre 1659, rapporté au Journal des Audiences, que le Livre d'un Marchand étoit suffilant pour justifier sa demande contre un autre Marchand au sujet d'une livraison par lui sournie. (Voyez sur cette question Boiceau en son Traité de la Preuve par Témoins, partie 2. chap. 8. où il regarde la preuve tirée des Livres des Marchands comme une sémipreuve.)

Au refte il ne faut pas conclure de la dispofition de cet atricle, qu'on doive admettre indistindement dans toutes fortes de cas la preuve par Témoins dans les Jurisdictions Consulaires; cette preuve n'y doit être admise, que lorsqu'elle est aidée de quelques adminicules, & se se lon la qualité des affaires & des personnes. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 217.)

### ARTICLE III.

N'entendons exclure la preuve par Témoins pour dépost nécessaire en cas d'incendie, ruine, tumulte, ou naustrage, ni en cas d'accidens imprévus (1), où on ne pourroit avoir fait des actes, & aussi, lorsqu'il y aura un commencement de preuve par écrit (2).

1. Ni en cas d'accidens imprevús, &c.] Comme en cas de guerre, de peste, de sédition, émotion populaire, &c. parce qu'alors la nécessité preslante où l'on se trouve, ne permet pas de retirer du Dépositaire une reconnoissance par écrit.

2. Et ausst lorsqu'il y aura un commencement de preuve par écrit.] On appelle commencement vocale ou litté rale. Tit. XX. 311 se preuve par écrit, tout acte d'où il réfulte juelque preuve, quoique non fuffisante; v. g. ne Lettre par laquelle une personne me demanteroit à emprunter une somme.

De même les Journaux des Marchands & Arifans pour raifon de leurs fournitures, peuvent re regardés comme des commencemens de reuve par écrit; ce qui dépend des circonftan-

es & de la prudence des Juges.

Mais hors ce cas, il faut que ce commencent de preuve par écrit foit de la Partic cone laquefie on demande à faire preuve, & non 'autres perfonnes; autrement il feroit facile Éluder l'Ordonnance: car pour se ménager une reuve en pareil cas, il suffiroit de faire faire n écrit par un tiers, où il seroit fait mention e la convention qu'on veut prouver; ce qui troit d'une conséquence dangereuse.

#### ARTICLE IV.

N'entendons pareillement exclure la reuve par Témoins pour dépost faits en geant (1) dans une Hostellerie, entre s mains de l'Hoste ou de l'Hostes (2), ui pourra estre ordonnée par le Juge, tivant la qualité des personnes, & les reconstances du fait (3)

1. Pour dépôts faits en logeant, &c. ] Ainh i dépôt fait par un domicilié dans une aubere, n'est pas compris dans cette exception : cat dépôt ne peut être regardé comme nécessain ains qu'on doit le regarder à l'égard d'un yageur qui oge dans une auberge en passant, qui par conséquent est obligé de le sier à sobelier.

312 Des faits qui gissent en preuve
2. Entre les mains de l'Hôte ou de l'Hôtesse. Il sau observer, que pour qu'un aubregisse lôte responsable des essess volés dans sa maison, il n'est pas nécessaire que ces esses ayent été déposés entre ses mains, ou qu'il soit complice du vol: il en est responsable aussi-tôt qu'ils ont été portés chez lui, & il est civilement garant à cet égard du sait de ses domestiques. (Voyez les Arrèes de Montholon, chap. 15. le Journal des Audiences, tom. 2. liv. 8. chap. 2. Mainard, liv. 3, chap. 82. 83, & M. le Prétre, Centurie 1. chap. 19.) Ce qui est conforme à ce qui s'observoir en Droit. Voyez la Loi 1, \$8. st. nature, caupones, slabularit.

3. Et les circonstances du fait.] c'est-à-dire, lorsqu'il y a des commencemens de preuve, on des circonstances qui doivent la faire ad-

mettre.

Outre les exceptions portées dans cet article & le précédent, il y a encore un grand nombre de faits dont la preuve peut le faire par Témoins, quoique la demande monte à plus de cent livres. Tels sont tous les faits que les Par-

ties n'ont pn rédiger par écrit.

Ainfi, 18, je pais prouver par Témoins qu'un Locataire qui a joui de ma maison pendant un certain nombre d'années, en a effectivement joui, parce qu'indépendamment du Contrat de louage, la jouissance de cette personne est un fait public qui me produit une action; & en cela je ne demande point à prouver une convention directement ni indirectement, & par conséquent je ne contreviens point à l'Ordonnance.

2°. Quand il s'agit d'une vente faite en marché ou en foire, il femble que la preuve par Témoins peut être admise. (Yoyez Boiceau en fon Traité de la Preuve par Témoins, partie x. recale cu littérale. TIT. XX 313 hap. 9.) parce qu'alors il est difficile d'avoir in Notaire tout prêt pour rédiger la convention ar écrit.

3°. On permet aussi souvent de prouver par émoins, que des Actes authentiques qui ont été crdus, soit dans un incendie ou autrement, u soustraits par lacération, ou péris par quelu'autre accident, ont été vis & lus, & suivité de la reuve par Témoins, partie 1. chap. 15. sur article 53. de l'Ordonnance de Moulins. Voye 1 Coutume de Normandie, att. 528. qui en une disposition précise. Voyez aussi instra de accident parties de l'accident de l'accident sur une disposition précise. Voyez aussi instra de accident de l'accident de l'acci

11. 14.)
4°. En matiere de quasi-Contrats, on admet ussi à la preuve par Témoins; comme si quelu'un a géré les affaires d'un autre en son abnec, & que ce premier demande à faire preue de cette gestion pour êtte remboursé des 
vances par lui faires, ou autrement: d'aus ce 
as il doit y être admis, parce que ce n'est point 
it une affaire ordinaire, dont il ait pu passer 
n acte avec celui qui refuse de lui tenir comted ces avances, cela s'étant s'ait pendant son

bfence

Il en est de même si quelqu'un s'immisçoir n la jouissance des biens d'un Mineur ou drau bsent, sans vouloir lui en tenir compte: car e Mineur ou cet absent seroit bien sondé à emander à prouver par Témoins la jouissance e celui qui nie, ou qui resuse de rendre les ruits qu'il a perçuis illégitimement.

5°. Quand îl s'agit de délits, la preuve s'en aufi par Témoius; car il ne dépend pas es Parties d'établir ce fait par des Actes; v. g. je suis dépouillé de la possession de mon hétage, &c. C'est aussi la disposition de l'Ordonance. (Suprà, tt. 18. art. 3. pag. 272.)

Вi

314 Des faits qui gissent en preuve

La preuve des faits de dol & de fraude peu e austi le faire par Témoins, ainsi que des faits de force & de violence que l'on prétend avoit cu lieu dans un Contrat, ou autre Acte, parce que le plus souvent il est impossible de faire ces sortes de preuves autrement. (Voyez Carondas en ses Réponses, liv. 7. chap. 187. Mornac sur la L. dolum 6. Cod. de dolo malo; & d'Argentré sur l'article 269. de la Coutume de Eretag ie, au mot Fraude.)

6°. Les mauvais traitemens de mari à femme se prouvent aussi par Témoins. Il en est de même des recélés & détournemens des effets d'une succession ou d'une Communauté.

γ°. La preuve par Témoins ſe reçoit auſti quand il s'agit de quaſi-delits; v. g. ſi un Voituriet en palſant m'a cauſe queſque dommage avec ſa charette, ou ſi queſqu'un a laiſſe tomber queſque choſe d'une ſenêtre qui m'ait bleſſe, &c. dans tous ces cas la preuve par Témoins ſe reçoit, à queſque ſomme que monte le domnage.

8°. Enfin on peut prouver par Témoins dans certains cas l'état des personnes. (Voyez infrà, ait. 14.)

#### ARTICLE V.

Si dans une mesme Instance la Partie fait plusieurs demandes, dont il n'y ait point de preuve, ou commencement de preuve par écrit, & que jointes ensemble elles soient au-dessis de cent livres (1), elles ne pourront estre véri sées par Témoins, encore que ce soit diverses sompres qui viennent de disserent tes causes (2), vocale ou littérale. Tit. XX. 315 & en différens tems, fi ce n'estoit que es droits procédassent par succession, lonation, ou autrement de personnes disférentes.

1. Et que jointes ensemble elles foient au dessite cent livres.] Lorsqu'on veut faire en Julia a preuvegnat Témoins d'une somme au-desius le cent livres, on peut se restreindre; v. g. s'il agit de faire la preuve d'un Bail verbal de six u de neut ans, à raison de quatre-vingt livres ar an, on peut se restreindre à en demander me année, se dans ce cas la preuve par Ténoins est admissible. Ita, Boiceau & Danty Traité de la preuve par Témoins, part. 1, hap. 18. pag. 437. & 441.)

Mais quand on a une fois formé la demande un-dessus de cent livres, on ne peut pius ensuite è restreindre pour être admis à la preuve. Voyez Mornac sur la Loi 29: sf. de Légibus, 20 il cire un Arrêt du 22. Septembre 1; 83. qui 'a ainsi jugé. Voyez aussi Bardet, tom. 2. siv. 7. chap. 46. dei cire un Arrêt du 17. Décempre 1638, qui a jugé la même chose.)

2. De différentes causes.] Ce qui est contre la lisposition de Droit. (Voyez la Loi 11. sf. de

Turifdiet).

3. Ou autrement de personnes dissérentes. ]
Parce qu'alors chacune de ces personnes n'étant
réanciere que d'une somme de cent livres ou
au-dessous, étoit dans le cas de pouvoir faire
reuve par Témoins de sa dette, se par conséquent le changement qui s'est fait du Créancier
par succession, donation ou legs, ne doit rien
hanger à cet ordre.

#### 316 Des faits qui gissent en preuve

#### ARTICLE VI.

Toutes les demandes, à quelque ritre que ce foit, qui ne seront entiérement juitifiées par écrit, seront sormées par un mesme Exploit (1), après lequel les autres demandes dont il n'y aura point de preuve par écrit, ne seront receues (2).

1, Seront formées par un même Exploit, Ge. ] Il feroit bien à fouhaiter que cette disposition qui est très-sage, sût observée plus exactement qu'elle ne l'est; cela contribueroit beaucoup à abréger la décision des Procès.

2. Ne feront reques. ] Quid ? Si le Défendeur ne veut point userde ce droit , & n'oppose point la fin de non-recevoir , il semble que le Juge peur la suppléer d'office, afin que les Procés ne soient pas tirés on longueur; ce qui résulte de ces mots , ne feront reques.

#### ARTICLE VII.

Les preuves de l'âge, du mariage, & du temps du déceds, seront receues par des registres en bonne forme, qui serone soi & preuve en Justice (1).

1. Qui seront soi & preuve en Justice.] Il faut voir sur cet article & les suivans, jusqu'à la fin du titre, la Déclaration du Roi du 9. Avril 1736. qui contient sur cette matiere des dispositions beaucoup plus étendues. Nous allons rapporter ces dispositions sur chacun des articles de ce titre où elles ont rapport.

### vocale ou littérale. Tit. XX. 317

#### ARTICLE VIII.

Seront faits par chacun an deux regifes (1) pour écrire les Baptesmes, Maages & Sépultures en chacune Paroisse, ont les feuillets seront paraphez & cot-2 par premier & dernier, par le Juge yal du lieu où l'Eglise est située : l'un esquels servira de minute & demeurera : mains du Curé ou du Vicaire, & l'aue sera porté au Gresse du Juge Royal, our servir de grosse: lesquels deux refires feront fournis annuellement aux ais de la Fabrique avant le dernier Déimbre de chacune année, pour comioncer d'y enregistrer par le Curé ou icaire les Bapresmes, Mariages, & épultures, depuis le premier Janvier assiriant, jusques au dernier Décemre inclusivement.

1. Seront faits par chacun an deux registres; c. l'article 1. de la Déclaration du 9. Avril 736. potre : » que dans chaque Parioise du Royaume il y aura deux Registres qui seront réputés tous deux authentiques, & feront également foi en Justice, pour y inscrire les Baptémes, Mariages & Sépultures qui se feront dans le cours de chaque année, l'un desquels continuera d'être tenu sur le papier timbré dans le pays où l'usage en est presceir, & l'autre sera en papier commun, & que lesdits deux Registres seront fournis aux dépens de la Fa-

318 Des faits qui giffent en preuve » brique, un mois avant le commencement de

» chaque année.

L'article 2, de la même Déclaration porte : » que lesdits deux Registres seront cottés par » premier & dernier, & paraphés sur chaque » feuillet, le tout sans frais, par le Lieutenantv Général, ou autre premier Officier du Bail-» liage, Sénéchaussée, ou Siège Royal, res-» fortiffant nuement ès Cours de Parlement » qui aura la connoissance des cas Royaux dans » le lieu où l'Eglise sera située. Veut Sa Ma-» jesté, que lorsqu'il y aura des Paroisses trop » éloignées dans l'étendue dudit Siége, les Cu-» rés puissent s'adresser pour faire correr & para-» pher lesdits Registres, au Juge Royal qui sera. » commis à cet effet au commencement de chaoque année pour lesdits lieux par ledit Lieute-» nant-Général, ou autre premier Officier du-» dit Siége, sur la réquisition du Procureur du. » Roi, & fans frais.

L'article 3, porre: » que tous les actes de » Baprèmes, Mariages & Sépulsures feront inf-» crits fur chacun desdits deux Registres de « suite, & sans aucun blanc, & que les dits actes peront signés sur les deux Registres par ceux: qui les doivent signer, le tout en même tens.

» qu'ils seront faits. »

#### ARTICLE IX.

Dans l'article des Baptesmes (1) sera fait mention du jour de la naissance, & seront nommez l'ensant, le pere & la mete, le parain & la maraine: & aux Mariages (2), seront mis les noms & sursons, âges, qualitez & demeutes de ceux qui se marient, s'ils sont ensans

woale ou littérale. TIT. XX. 319 de famille, en tutelle, curatelle, ou en puissance d'autrui, & y assisteront quatre Témoins qui déclareront sur le Registre s'ils sont parens, de quel costé & en quel dégré: & dans les articles de Sépultures (3) sera fait mention du jour du déceds.

1. Dans l'artiele des Baptémes.] L'artiele 4. de la Déclaration du 9. Avril 1736. porte: » que » dans les actes de Baptéme il fera fait meunion du jour de la naiffance, du nom qui fera » donné à l'enfant, de celui de fes pere & mere, » parain & maraine, & que l'acté fera figné fur » les deux Regiftres, tant par celui qui aura » administré le Baptéme, que par le pere, (s'il ») eff préfent, ) le parain & la maraine; & qu'à » l'égard de ceux qui ne pourront figner, il » fera fait mention de la déclaration qu'ils en » feront.

L'article 5. porte: » que lorsqu'un enfant » aura été ondoyé en cas de néceffité, ou par » permission de l'Evêque, & que l'ondoiement » aura été fait par le Curé, Vicaire ou Desservant, » ils feront tenus d'en inscrire l'acte incontinent » fur lesdits deux Registres; & que si l'enfant a » été ondoyé par la l'age-femme ou autre, celui ou celle qui l'aura ondoyé, seront tenus, à » peine de dix livres d'amende, qui ne pourra » être remise ni modérée, & de plus grande » peine en cas de récidive, d'en avertir sur le » champ lesdits Curé, Vicaire ou Desservant, » à l'effet d'inscrire l'acte sur lesdits Registres, » dans lequel acte fera fait mention du jour de » la naissance de l'enfant, du nom des pere & mere, & de la personne qui aura fait l'onodoiement, & que ledit acte sera figné sur les320 Des faits qui gissent en preuve

n dits deux Registres, tant par le Ĉuré, Vicaire nou Desserva...t, que par le pere, s'il cst prénsent, & par cell 1 ou celle qui aura fait l'onno doiement; & qu'a l'égard de ceux qui ne pournont ou ne spauront ingner, il sera fait menntion de la déclaration qu'ils en feront.

L'article 6. porte : » que lorsque les cérémo-» nies du Baptême feront suppléées, l'acte en » fera dressé, ainsi qu'il a été prescrit ci-dessus » pour les Baptêmes, & qu'il y sera en outre » fait mention du jour de l'acte d'ondoiement. 2. Et aux Mariages. ] L'article 7. de la Déclaration du 9. Avril 1736. porte : » que dans n les actes de célébration de mariage seront » inscrits les noms, surnoms, âge, qualité & » demeure des Contractans, & qu'il y sera mar-» qué s'ils sont enfans de famille, en Tutelle » ou Curatelle, ou en la puissance d'autrui, & » que les consentemens de leurs peres & meres, » Tuteurs ou Curateurs, y feront pareillement » énoncés; que quatre Témoins dignes de foi » affisteront aussi ausdits actes, sçachant figner, » s'il peut aisément s'en trouver dans le lieu » qui fachent figner, que leurs noms, qualités » & domiciles seront pareillement mentionnés » dans lesdits actes, & que lorsqu'ils seront pa-» rens ou alliés des Contractans, ils déclare-» ront de quel côté & en quel degré, & que » l'acte sera signé sur les deux Registres, tant » par celui qui célébrera le Mariage, que par m les Contractants, ensemble par lesdits quatre "Témoins au moins; & qu'a l'égard de ceux » des Contractans on des Témoins qui ne pour-» ront ou ne scauront signer, il sera fait » mention de la déclaration qu'ils en feront. " Veut au surplus S. M. que tout ce qui a été " present par les Ordonnances, Edits, Décla-

» rations & Réglemens sur les formalités qui

vocale ou littérale. Tit. XX. 321

» doivent être observées dans la célébration des » Mariages, & dans les actes qui en seront ré-» digés , soit exécuté selon sa forme & tenear,

» fous les peines y portées.

L'article 8. porce : » que lesdits actes de cé-» lébration seront inscrits sur les Registres de » l'Eglise Paroissiale du lieu où le Mariage sera » célébré; & qu'en cas que pour des causes justes » & légitimes il ait été permis de le célébrer » dans une autre Eglise ou Chapelle, les regis-» tres de la Paroisse dans l'étendue de laquelle » ladite Eglise ou Chapelle sont situées, sen ront apportés lors de la célébration du Ma-» riage, pour y être l'acte de ladite célébration

» inscrit.

Et l'article 9. veut : » Qu'en aucun cas lesdits » actes de célébration ne puissent être écrits & n fignés sur des feuilles volantes; ce qui sera exése cuté, à peine d'être procédé extraordinaire-» ment contre le Curé, ou autre Prêtre qui au-» roit fait lesdits actes, lesquels seront condam-» nés en telle amende, où autre plus grande peine qu'il appartiendra, fuivant l'exigence » des cas, & à peine contre les Contractans de » déchéance de tous les avantages & conventions » portées par le Contrat de muriage, ou autres » Actes, même de privations d'effets civils, s'ils n y échet.

3. Et dans les articles de Sépultures. ] L'Arricle 10. de la Déclaration da 9. Avril 1736. porte : » Que dans les actes de Sépulture il sera » fait mention d 1 jour du décès, du nom & qua-» lité de la personne décédée; ce qui sera ob-» fervé même à l'égard des enfans de quelq l'âge n que ce foit; & que l'acte fera figné fur les » deux regultres, tant par celui qui aura fait la " Sépulture, que par deux des plus proches pan rens ou amis qui y auront affifté, s'il y en a 322 Des saits qui gissent en preuve 22 qui sachent ou qui puissent signer, sinon qu'il-22 prica fair mention de la déclaration qu'ils en-22 present

L'Article 11. porte: » Que s'il y a transsort. » hors de la Paroisse, il en sera fait un acte en » la forme marquée par l'article précédent sur. » les deux Registres de la Paroisse d'où le corps » sera transsorté; se qu'il sera fait mention du-» dit transsort dans l'acte de Sépulture, qui sera » mis pareillement sur les deux Registres de » l'Eglise où se resaulte servent.

L'Article 12. porte: » Que les corps de ceux: » qui auront été trouvés morts avec des fignes. » ou indices de mort violente, ou autres circont-» tances qui donnent lieu de le foupçonner, ne » pourront être inhumés qu'en conséquence d'une » ordonnance du Lieutenant-Criminel, ou au-» tre premier Officier au Criminel, rendue fur. » les conclusions du Procureur de Sa Majesté. » ou de ceux des Hauts-Justiciers, après avoir » fait les procédures, & pris les instructions qu'il-» appartiendra à ce sujet; & que toutes les cir-» constances ou observations qui pourront ser-» vir à indiquer ou à défigner l'état de ceux qui » seront ainsi décédés, & celui où leurs corps morts auront été trouvés, seront insérées dans. » les Procès-verbaux, qui en seront dressés, des-» quels Procès-verbaux, ensemble de l'ordon-» nance dont ils auront été suivis, la minute sera » dépofée au Greffe, & ladite ordonnance fera. » datée dans l'acte de Sépulture, qui sera écrit. » fur les deux Registres de la Paroisse , ainsi qu'il mest prescrit ci-dessus, à l'effet d'y avoir re-» cours quand befoin fera.

L'Arcicle 13, porte: » Que ne féront pareiln lement inhamés ceux auxquels la Sépulture. » Eccléfiaftique ne fera pas accordée qu'en vertu na d'une ordonnance du Juge de Police, des lieux "

vocale ou littérale. TIT. XX. 314 rendue sur les conclusions du Procureur du » Roi, ou de celui des Hauts-Justiciers, dans » laquelle ordonnance sera fait mention du jour n du décès, & du nom & qualité de la personne » décédée; & qu'il sera fait au Gresse un regil-» tre des ordonnances qui seront données audit-» cas, sur lequel il sera délivré des extraits aux » Parties intéressées, en payant au Greffier le

» salaire porté par l'art. 19. ci-après, pag. 328. L'Article 14. porte : " Que toutes les dispo-» fitions des articles précédens seront observées >> dans les Eglises succursales qui sont actuellement en possession d'avoir des Registres de » Baptêmes, Mariages & Sépultures, ou d'au-» cun desdits genres d'actes, sans qu'on puisse » en ce cas se dispenser de les insérer dans les-» dits Registres des Eglises succursales, sous » prétexte qu'ils auroient été inscrits sur les Re-

se gistres des Eglises matrices.

L'Article 15. porte : " Que toutes les disposi-» tions desdits articles seront pareillement exén cutées dans les Chapitres , Communautés Sé-» culieres ou Régulieres, Hôpitaux, ou autres » Eglises qui seroient en possei on bien & dûe-» menrétablie d'administrer les Baptêmes, ou de » célébrer les Mariages, ou de faire des Inhuma-» tions, à l'effet de quoi ils seront tenus d'avoir » deux Registres costes & paraphés par le Juge, » ainsi qu'il a été ci-dessus prescrit; n'entend n néanmoins Sa Majesté rien innover à l'usage nobservé dans les Hôpitaux de la ville de Paris, » de faire cotter & parapher leurs Registres seu-» lement par deux Administrateurs, & que les-» deux Registres desdits Hôpitaux, tant de lan dite Ville qu'autres, seront tenus en papier. » commun.

Et l'article 16, " Que dans les Paroisses our autres Eglises, où il est d'usage de mettre les

114 Des faits qui gissent en preuve
n actes de Baptémes, ceux de Mariage, & ceux
n de Sépulture sur des Registres séparés, ledit
n usage continuera d'être observé, à la charge
nnéanmoins qu'il y aura deux originaux de
nechacun desdits Registres séparés, & que les
actes seront inscrits & signés en même tems
n sur l'un & sur l'autre, ainsi qu'il a été presretit ci-dessus.

### ARTICLE X.

Les Baptesmes, Mariages & Sépultures, seront en un mesme Registre (1), selon l'ordre des jours, sans laisser aueun blanc (2); & aussi-tost qu'ils auront esté faits, ils seront écrits & signez; scavoir les Baptesmes (3) par le pere, s'il est présent, & par les parains & maraines; & les actes de Mariages (4), par les personnes mariées, & par quatre de ceux qui y auront assisté; les Sépultures par deux des plus proches parens (5) ou amis qui auroni affisté au convoi ; & st aucun d'eux ne sçavent signer, ils le déclareront, & seront de ce interpellez par le Curé ou Vicaire, dont sera fair mention.

2. Sans laisser aucun blanc. ] Afin qu'on n'y

3. Sçavoir les Baptêmes. ] Voyez ci-dessus-

<sup>1.</sup> Seront en un même Registre. 7 Voyez cidessus, pag. 318. l'art. 3. de la Déclaration dur 9. Avril 1736.

vocale ou littérale. Tit. XX. 325 pag. 319. l'art. 4. de la même Déclaration de 1736.

4. Et les actes de Mariage. ] Voyez pag. 320.

l'art. 7. de la même Déclaration.

5. Les Sépultures par deux, &c. ] Voyez cidessus pag. 331. l'article 10. de la Déclarations de 1736.

#### ARTICLE XI.

Seront tenus les Curez ou Vicaires (1), fix semaines après chacune année expirée, de porter ou d'envoyer feurement la grosse & la minute du Registre signé d'eux & certi'é véritable, au Greffe du Juge Roya! qui l'aura corté & paraphé ; & sera tenu le Gressier de le recevoir, & y faire mention du jour qu'il aura esté apporté, & en donnera la décharge, après néan moins que la grosse aura esté collationnée à la minute qui demeurera au Curé ou Vicaire, & que le Greffier aura barré en l'une & en l'autre tous les blancs, & feuillets qui resteront, le tout sans frais : laquelle grosse de registre fera gardée par le Greffier pour y avoir recours.

r. Seront tenus les Curés ou Vicaires, &c. T L'article 17, de la Déclaration du 9. Avril 1736. porte: » Que dans six femaines au plus tard » après l'expiration de chaque année, les Curès, Vicaires, Desservans, Chapitres, Supérieurs de Communautés, ou Administra\$26 Des faits qui giffent en preuve

n teurs des Hôpitaux, seront tenus de porter ou » envoyer furement un desdits deux Registres so au Greffe du Bailliage, Sénéchauffée, ou » Siège Royal resfortissant nuement ès Cours, » qui auront la connoissance dés cas Royaux

" dans le lieu où l'Eglise est située. L'article 18. porte : » Que sors de l'apport du " Registre au Greffe, s'il y a des feuillets qui # soient vuides, ou s'il s'y trouve d'autres blancs, n ils seront barrés par le Juge, & sera fait menntion par le Greffier sur ledit Registre du jour » de l'apport, lequel Greffier en donnera ou en-» voyera une décharge en papier commun aux " Curés, Vicaires, Desfervans, Chapitres, Su-» périeurs ou Administrateurs, pour raison de » quoi sera donné pour tous droits cinq sols au » Juge, & la moitié au Greffier, fans qu'ils » puissent en exiger ni recevoir davantage, à n peine de concussion, & que ledit honoraire » sera payé aux dépens de la Fabrique, ou des » Eglises ou Hôpitaux qui sont en possession » d'avoir des Registres.

L'article 20. porte : " Qu'en cas de change-» ment de Curé ou Desservant, l'ancien Curé » ou Desservant sera tenu de remettre à celui » qui lui succédera les Registres qui sont en sa » possession, dont il lui sera donné une déchar-» ge en papier commun , contenant le nombre

» & les années desdits Registres.

L'article 21. porte: » Que lors du décès des 7 Curés ou Desservans, le Juge du lieu, sur la n requisition du Procureur du Roi, ou de celui » des Hauts-Justiciers, dressera Procès-verbal du w nombre & des années des Registres qui étoient-» en la possession du défant, de l'état où il les » aura trouvés, ou des défants qui pourroient s'y rencontrer, chacun desquels Registres il paraphera au commencement & à la finvocale ou littérale. TIT. XX. 327

L'article 22. porte: » Qu'il ne pourra être pris plus d'une seule vacation pour ledit Pro-» cès-verbal, & ce suivant la taxe portée par » les Réglemens qui s'observent dans le ressort » de chacune des Cours de Parlement; & que » ladite taxe sera payée sur les deniers ou effets » de la succession du défunt, & en cas d'insol-» vabilité, sur les revenus de la Fabrique de la » Paroisse, sans qu'il puisse être taxé aucuns " droits pour le voyage & transport du Juge, » si ce n'est à l'égard des Paroisses éloignées de » plus de deux lieues du chef-lieu de la Justice » dont elles dépendent, auquel cas sera taxé une » vacation de plus pour les frais dudit trans-

" port.

L'article 23. porte : » Qu'en cas qu'il ait été ap-» posé un scellé sur les effets des Curés, Vicai-» res ou Desfervans décédés, lesdits Registres » ne pourront être laissés sous ce scellé, mais » seront les anciens Registres enfermés au Pres-» bytere ou autre lieu für, dans un coffre ou » armoire fermant à clef, laquelle sera déposée » au Greffe; & que les Registres doubles de l'an-» née courante seront remis entre les mains de " l'Archidiacre ou du Doyen Rural, suivant » les usages des lieux , lequel remettra ensuite » lesdits Registres doubles au Curé successeur. » ou à celui qui sera nommé Desservant, des » mains duquel ledit Curé successeur les retirera » lors de sa prise de possession, auquel tems lui » sera pareillement remise la clef du coffre ou de » l'Armoire, où les anciens Registres auront » été enfermés, ensemble lesdits anciens Regis-» tres, & ce sans aucuns frais.

L'article 24. vont néantmoins: » Qu'en cas » que l'Archidiacre ou le Doyen Rural, sui-» vant les usages des lieux, offrent de se charp ger de la clef du coffre ou de l'armoire dans

328 Des faits qui gissent en preuve » lequel les anciens Registres auront été rensers-més, il foit ordonné par le Juge que ladite » cles s'era remise audit Archidiaere ou Doyen » Rural, lequel en donnera décharge au Gréf-nster, & remettra ensuire ladite cles au Curé » successeur, ainsi que ledit Gressier seroit tenu » de le faire, suivant ce qui est porté par l'art, » 13.

#### ARTICLE XII.

Après la remife du Registre au Grefse, il feste au choix des Parties (1) d'y lever les extraits, dont ils auront besoin, signez & expédiez par le Grefsier, ou de le compusser ès mains des Curez ou Vicaires; & y sera fait mention du jour de l'expédition & délivrance, à peine de nuslité. Pour chacun desquels extraits ou certificats, pourront tant les Curez ou Vicaires que les Grefsiers prendre dix sols, ès Villes esquelles il y a Parlement, Evesché ou Siège Présidial, & cinq sols ès autres lieux, sans qu'ils puissent exiger ou recevoir plus grande somme, sous quelque prétexte que ce soit, à peine d'exaction.

1. Il fera au choix des Parties. ] Voyez infrà, art. 18: & la note.

L'article 19. de la Déclaration du 9. Avril 1736, porte: » Qu'il fera aû choix des Parties » intéresses de lever des extraits des actes de » Baptême, Mariage ou Sépulture, soit sur le » Registre qui sera au Gresse, soit sur celui què vocale ou littérale. Tit. XX. 329
restra entre les mains des Curés, Vicaires,
Desservas, Chapitres, Supérieurs ou Administrateurs, pour lesquels extraits il ne pourra
n'être pris par lédits Gressers, ou par les dits
Curés, ou autres ci-desse nommés, que dix
nols pour les extraits des Registres des Paroisses
rétablies dans les Villes où il y aura Parlement,
Evèché ou Siège Présdial; huit sols pour les
extraits des Paroisses des autres Villes, & cinq
n sols pour les Extraits des Registres des Bourgs
& Villages, le tout y compris le papier timbré.
Défend S. M. d'exiger, ni de recevoir plus
ngrande semme, à peine de concussion.

#### ARTICLE XIII.

Enjoignons à tous Curez ou Vicatires (1), Marquilliers, Custodes & autres Directeurs des Envres & Fabriques, aux Maistres & Administrateurs, Recteurs, & Supérieurs Ecclésastiques des Hospitaux, & tous autres, pour les lieux où il y aura eu Baptesmes, Mariages, & Sépultures, chacun à son égard, de satisfaire à tout ce que desus; à peine d'y estre contrains, les Ecclésastiques par saisse de leur temporel, & à peine de vingt livres d'amende contre les Marguilliers ou autres personnes laïques en leur nom.

1. Enjoignons à tous Curés ou Vicaires, &c.] L'article 39, de la Déclaration du 9. Avril 4736, veut: » Qu'en cas de contravention aux disposofitions de ladite Déclaration, qui concernent 330 Des faits qui gissent en preuve

» la forme des Registres, & celle des actes qui » y seront contenus, la remise desdits Regis-» tres à ceux qui en doivent être chargés, & » l'apport qui en doit être fait aux Greffes des " Jurisdictions Royales, les Laïcs soient con-» damnés en dix livres d'amende, & les Curés » ou autres personnes Ecclésiastiques en dix li-» vres d'aumône applicable à telle œuvre pie » que les Juges estimeront à propos, & les uns » & les autres en tels dépens, dommages & » intérêts qu'il appartiendra; au payement des-» quels, ensemble de ladite aumône, lesdites » personnes Ecclésiastiques pourront être con-» traintes par saisse de leur temporel, & les " Laics par toutes voies dues & raisonnables. » même les uns & les autres au payement des » déboursés des Procureurs du Roi, ou de ceux » des Hauts-Justiciers, en cas de poursuites de » leur part, laissant à la prudence des Juges » de prononcer de plus grandes peines felon » l'exigence des cas, notamment en cas de » récidive.

L'article 40. » enjoint au Procureurs-Géné-" raux & à leurs Substituts aux Jurisdictions » ci-dessus mentionnées, de faire toutes les » poursuites & diligences nécessaires pour l'exé-" cution des Présentes, sans que lesdites pour-" fuites, Procès-verbaux, Sentences & Arrêts » intervenus sur icelles, puissent être sujettes » aux droits de Contrôle des Exploits ou de » Sceau, ni autres droits de quelque nature " qu'ils soient.

## ARTICLE XIV.

Si les Registres sont perdus, ou qu'il n'y en ait jamais eû , la preuve en sera vocale ou littérale. Tit. XX. 331 receue, tant par citres (1) que par Témoins; (2) & en l'un & en l'autre cas, les Baptesmes, Mariages, & Sépultures pourront être justifiez, tant par les Registres ou papiers domestiques des petres & meres décédez (3), que par Témoins, sauf à la Partie de vérifier le contraire, messme à nos Procureurs-Généraux, & à nos Procureurs sur les lieux quand il s'agira de capacitez de Bénésiers, réceptions, sermens, & installation aux Charges & Offices.

1. La preuve en sera reçue, tant par titres; &c. ] Cette disposition est très - sage : car quand des Registres sont perdus, on ne peut rien imputer aux Contractans. S'il n'avoit point en tout été tenu de Registres, la preuve seroit plus difficile. Au reste tous les actes qui précédent le Mariage, comme la publication des bancs, les fiançailles, &c. ne sont point suffisans pour établir le Mariage, si cela n'est soutenu par des actes postérieurs à la prétendue célébration, ou par la déposition des Témoins. Il faut aufi observer que pour pouvoir être admis à la preuve d'un état, il faut avoir un commencement de preuve par écrit, ou une possession reconnue de l'état qu'on reclame, & qu'il nes'agisse plus que de fortisser cette preuve.

2. Que par Témoins Deux. Témoins suffifent pour cela. (Voyez Boiceau en son Traité de la preuve par Témoins, partie 1. chap. 15.

n. 6.)

3. Des peres & meres décédés. ] Et par conséquent s'il sont encore vivans, leurs papiers domestiques ne sont point de preuve. Autre-

132 Des faits qui gissent en preuve ment il pourroit arriver tous les jours qu'un pere pourroit préjudicier à un enfant pour en avantager un autre qu'il aimeroit par préférence, en mettant sur son Registre ce que bon lui sembleroit. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag, 229.)

#### ARTICLE XV.

Sera tenu Registre des Tonsures (1), des Ordres Mineurs & Sacrez, Vestures, Noviciats & Professions de vœux; sqavoir aux Archeveschez & Eveschez pour les Tonsures, Ordres Mineurs & Sacrez; & aux Communautez Régulieres pour les Vestures, Noviciats & Professions. Lesquels Registres seront en bonne forme, reliez, & les feuillets paraphez par premier & dernier par l'Archevesque ou Evesque, on par le Supérieur, ou la Supérieure des Maisons Religieuses, chacun à son égard; & seront approuvez par un acte capitulaire inséré au commencement du Registre.

1. Sera tenu Registre des Tonsures, &c. 1 L'article 32. de la Déclaration du 9. Avril 1736. porte: "Qu'il l'eta, tenu aux Archevèchés & Evèchés des Registres pour les Tonsures & "Ordres Minedis & Sacrés, lesquels seront "cottés par premier & dernier, & paraphés sur "chaque seuillet par l'Archevêque ou Evê-"que.

L'article 25. de la même Déclaration porte : » Que dans les Maisons Religieuses il y aura vocale ou littérale. Tit. XX. 333 n deux Registres en papier commun, pour infscrire les actes de Véture, Noviciat, & Pronfession, lesquels Registres seront cottés par n premier & dernier, & paraphés sur chaque nfeuiller par le Supérieur ou la Supérieure, nà quoi faire ils seront autorisés par un acte ncapitulaire qui sera inséré au commencement nde chaque désdis Registres.

## ARTICLE XVI.

Chacun aîte de Vesture, Noviciat & Profession (1) sera écrit de suite sans aucun blanc, & signé tant par le Supérieur & Supérieure, que par celui qui aura pris l'habit, ou fait profession, & par deux des plus proches parens ou amis qui y auront assisté; dont le Supérieur ou la Supérieure feront tenus de délivrer extrait vingt quatre heures après qu'ils en auront esté requis.

1. Chacun alle de Vêture, &c.] L'article 26, de la Déclaration de 1716. porte: " Que tous » les actes de Vêture, Noviciat & Profelion, » feront inferits en François fur chacun dessittes » deux Registres, de suire & sans aucun blanc, « & que lesdits actes feront signés sur ledits » deux.Registres par ceux qui les doivent signer, » le tout en même tems qu'ils seront fairs, & y qu'en aucun cas lestits actes en pourront être » inscrits sur des feuilles volantes.

L'article 27. porte; » Que dans chacun def-30 dits actes il era fait mention du nom & fur-30 nom , & de l'âge de celui ou de celle qui pren-30 dra l'habit où qui fera Profession , des noms , 334 Des faits qui gissent en preuve

y qualités, & domiciles de ses pere & mere;
y du lieu de son origine, & du jour de l'acte,
y lequel sera signé sur les sidis seux Registres,
y tant par le Supérieur ou la Supérieure, que
y par celui ou celle qui prendra l'habit ou sera
y Profession, ensemble par l'Evèque, ou autre
« personne Ecclésiastique qui aura sait la céréy monie, & par deux des plus proches parens ou
y amis qui y auront assistité.

L'article 28. porte : » Que lesdits Registres

» ferviront pendant zinq années confécutives, » & que l'apport au Greffe s'en fera, (avoit » pour les Regiftres qui feront fais en exécu-» tion de la préfente Déclaration, dans fix se-» maines après la fin de l'année 1741. ensuite de » cinq ans en cinq ans. Qu'au surplus sera ob-» servé tout le contenu aux articles 17. & 18. » (ci-dellus, pag, 32, 83.6.) sur l'apport des » Registres, & la décharge qui en sera donnée au

» Supérieur ou à la Supérieure.

L'article 29. porte: " Qu'il fera au choix des Parties intéreifées de lever des Extraits defindits actes fur le Registre qui fera au Gresse, pen payant au Gresse la laire porté par l'arnicle 19. (ci-dessus, par 328.) ou sur le Registre qui restera entre les mains du Suppérieur nou Supérieure, qui feront tenus de délivrer plessis Extraits vinge-quatre heures après qu'ils pen seront requis, sans aucun salaire ni frais, pà la reserve du papier timbré seulement.

# ARTICLE XVII.

Les Grands-Prieurs de l'Ordre de Saine Jean de Jérufalem (1) feront tenus dans l'an & jour de la profession faite par nos Sujets dans l'Ordre, de faire regisvocale ou littérale. Tit. XX. 335 trer l'acte de Profession; & à cette sin enjoignons au Secrétaire de chacun grand Prieuré, d'avoir un Registre relié dont les seuilles seront pareillement paraphées par premiere & derniere par les Grands-Prieurs, pour y estre écrit la copie des actes de Profession, & le jour auquel elles autont esté faites, & l'acte d'enregistrement signé par le Grand-Prieur pour estre délivré à ceux qui le requerront; le tout à pesne de saisse du temporel.

1. Les Grands-Prieurs de l'Ordre de Saint Jean, &c. ] L'article 31. de la Déclaration du 9. Avril 1736. porte : » Que les Grands-Prieurs » de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem seront » tenus dans l'an & jour de la Profession faite par nos Sujets dans ledit Ordre, de faire ren gistrer l'acte de Profession; & à cette fin en-» joint au Sécretaire de chaque Grand-Prieuré . "d'avoir un Registre dont les feuillets seront » cottés par premier & dernier, & paraphés sur so chaque feuillet par le Grand-Prieur, ou par celui qui en remplira les fonctions, en cas » d'absence, ou autre empêchement légitime, » pour y être écrit la copie des actes de Profeson, & leur date, & l'acte d'enregistrement » figné par le Grand-Prieur, ou par celui qui en » exerceta les fonctions, pour être délivrés à » ceux qui le requerront; le tout à peine de 2) saisie du temporel.

# ARTICLE XVIII.

Permettons à toutes personnes (1) qui Tome II. C auront beson des actes de Baptesmes, Mariages, Sépultures, Tonsures, Ordres, Vestures, Noviciats ou Professions, de faire compulser tous les Registres entre les mains des Dépositaires, lesquels seront tenus de les représenter, pour en estre pris des extraits, & à ce faire contraints, nonobstant tous Priviléges & Usages contraires; à peine de saise du temporel, & de privation de leurs Droits, Exemptions & Priviléges à eux acçordez par Nous & nos Prédécesseurs

1. Permettons à toutes personnes. ] L'article 21. de la Déclaration de 1736, » permet à tou-» tes personnes qui auront droit de lever des » actes, foir de Baptêmes, Mariages, ou Sé-» pultures, foit de Vêture, Noviciat, Pro-» fession, ou enregistrement des Professions » dans l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, soit » de Tonfure & Ordres Mineurs ou Sacrés, de » faire compulser les Registres entre les mains » des dépositaires d'iceux, lesquels seront tenus » de les représenter pour en être pris des Ex-» traits, & à ce faire contraints nonobstant tous » Priviléges & usages contraires, à peine de » faisse du temporel, & de privation des droits, » exemptions & priviléges à cux accordés par » S. M. ou par fes Prédécesseurs,

Il faut observer que cet article 33, permet sculement à ceux qui auront droit de lever des actes, soit de Baptémes, Mariages on Sépultures, &c. de faire compusser les Registres; au jieu que l'art. 18, de la présente Ordonnance le permet l'addistinctement à poutes personnes qui

vocale ou littérale. Tit. XX. 337
Tont dans le cas d'avoir besoin desdits actes.

Nous allons rapporter en finissant la difposition des autres articles de la Déclaration du 9. Avril 1736, qui n'ont pu être rapportés sur les articles précédens du présent titre.

T'amiala and Afalana anamia dan de

L'article 41. » déclare exemps des droits de Nontrôle & tous autres, tant les Registres mentionnés en la présente Déclaration, que n les extraits des actes y contenus, & les déncharges qui seront données dans les cas cin des des marqués.

L'article 30. porte: ", Qu'en cas que par les ... on Cours, ou par les autres Juges compétens, il » soit ordonné quelque réforme sur les actes qui o se trouveront dans les Registres des Baptêmes, 2) Mariages & Sépultures, Vêtures, Noviciats ou Professions, ladite réforme sera faite sur » les deux Registres, & ce en marge de l'acte » qu'il s'agira de réformer, sur laquelle le Juge-» ment fera inferit en entier ou par extrait : en-» joint à tous Curés, Vicaires, Supérieurs ou » autres Dépositaires desdits Registres, de faire » ladite réforme sur lesdits deux Registres, s'ils » les ont encore en leur possession, sinon sur » celui qui sera resté entre leurs mains; & aux 35 Greffiers, de la faire pareillement sur celui » qui aura été déposé au Gresse.

Élarticle 34. veut : » Que l'Edit du mois de Décembre 1716. portant suppression des Offices de Graffier-Conservateurs des Registres des Baptémes, Mariages & Sépultures, soit exéveuté sélon sa forme & teneur, & en conséquence que dans trois mois au plus tard après » la publication de la présente Déclaration., » ceux qui ont exercé les discontes en titre ou » par commission, leurs veuves & héritiers ou » ayans caule, soient reuns de remettre, si fait » sa été, tous les Registres qui écotent en leur 338 Des faits qui gissent en preuve

possession, même les Registres ou actes des constituires j'aux Gresses des Bailliages, Sch é-chausses ou autres sièges Royaux ressortiontilans nuement ès Cours qui auront la connoissance des as Royaux, dans les lieux pour lesquels des les les registres out été faits; faute de quoi ni by seront contraints à la requête des Procureux du Roi auxdites Jurissièrions, sçavoir accux qui ont exercé les discos, par corps, de leurs veuves, héritiers ou représentants, par toutes voies dues & raisonnables, & conjudannés en telle amende qu'il appartiendra, même qu'il sera procédé extraordinairement contre cux, s'sil y éches.

L'article 35. porte : " Que les héritiers ou » ayans cause des Curés, ou autres Dépositai-» res des Registres mentionnés en la présente » Déclaration, & généralement tous ceux qui » auroient en leur possession, à quelque titre, » & sous quelque prétexte que ce soit, aucunes » minutes ou groffes des Registres dont ils ne » doivent point être Dépositaires, seront tenus » dans le délai porté par l'article précédent de » les remettre au Greffe des Jurisdictions men-» tionnées audit article, finon qu'ils y feront » contraints à la requête des Procureurs du Roi » auxdites Jurifdictions; scavoir les Ecclésiasti-» ques par saisse de leur temporel, ceux qui » sont ou qui en ont été Dépositaires publics, » par corps, & tous autres par toutes voies dûes » & raifonnables; & feront en outre condam-» nés en telle amende qu'il appartiendra, même o fera procédé extraordinairement contre eux p s'il y echet.

L'article 36. porte: » Que lors de la remice » desdites minutes ou grosses au Gresse par les » personnes mentionnées aux deux articles présecteus, il sera dresse Procès-verbal de l'état wocale ou littérale. Tit. XX. 359 in dicelles, & qu'elles seront paraphées par le D'Juge, après quoi il en sera donné une déncharge en papier commun par le Gresser.

» ceux qui les auront rapportées.

L'article 37. porre : » Que toutes les grosses des Registres qui auront été restities au Greste, y demeureront ; & qu'à l'égard des minures, » autres néanmoins que celles des registres ou » actes des Constistoires , il sera ordonné qu'elles les feront remises ou renvoyées à ceux qui en » doivent être Dépositaires , a la charge par eux » d'en remettre au Greste une expédition signée » d'eux en papier commun. Veut Sa Majetté » qu'à l'égard des minutes desdits Registres ou » actes des Constitutiors elles demeurent au Greste ainsi que les grosses.

L'article 38. porte: " Que les Procureurs du " Roi aux Bailliages, Sénéchaussées Siéges " qui auront la connoissance des cas Royaux, " seront tenus d'envoyer aux Procureurs - Gé-" néraux, sux mois après la publication de la " présente Déclaration, un état en papier com-" mun certifié du Greffier de ceux qui auronu " satisfait aux dispositions y contenues, & de " retux qui n'y auront pas satisfait; ce qu'ils se-" ront tenus de faire ensuite tous les ans dans

» le mois de Mars au plus tard.

Enfin l'article 24. veut: » Que la présente "Déclaration soit exécutée selon sa forme & " teneur, à commencer au premier Janvier " 1737. dérogeant en tant que besoin seroit à " tous Edits, Déclarations, Ordonnances & " Réglemens, en ce qui ne seroit pas conforme " aux dispositions y contenues.

4



# TITRE XXI.

Des Descentes fur les lieux, Taxe des Officiers qui iront en Commission, Nomination & Rapports d'Experts.

## ARTICLE I.

Is Juges, mesme ceux de nos Cours, ne pourront saire descente sur les lieux dans les matieres où il n'échet qu'un simple rapport d'Experts (1), s'ils n'en sont requis par écrit par l'une ou l'aure-des Parties (2), à peine de nullité, de restitution de ce qu'ils auront receu pour leurs vacations, & de tous dépens, dommages & intérests.

1. Dans les matieres où il n'échet qu'un simple rapport d'Experts.] Comme quand il s'agit uniquement d'estimet des ouvrages de Maçonnerie, Charpenterie ou autres; de sçavoir s'ils. ont été bien faits, & si l'on a suivi les conditions du marché; si l'on prétend que des bâtimens ne sont pas en état, & qu'ils ont besoin de réparations; ou s'il s'agit d'estimer un dommage sait à un héritage ou à des terres, &c. & il en est de même en matjere de délit & de quasidélit. Dans tous ces cas, comme la visite des Experts est sufficante pour décider la contrelation, le Juge ne peut point ordonnet de désente, à moins qu'il n'en soit requis par l'une ou l'autre des Parties; & il doit s'eulement ordonner que les choses contentieuses seront vûes & visitées par Expetts, pour estimer les ouvrages ou le dommage.

Mais si le différent n'est pas de la qualité de ceux qui peuvent se décider par un simple rapport d'Experts, comme si ce différent tombe sur la situation ou sur la disposition du lieu contentieux, ainsi qu'il arrive dans le cas d'entreprise de vûes, égoûts ou autres servitudes par un voisin fur un autre voisin, & qu'il soit nécessaire que le Juge examine cette situation par lui-même, qu'il foit dressé Procès-verbal des lieux, & qu'il entende les dires & contestations des Parties, dans ce cas il peut ordonner la descente d'office. & sans qu'il en soit requis par aucune des Partics. Ainsi jugé par Arrêt du 19. Décembre 17; 1. fur les conclusions de M. Chauvelin, Avocat-Général entre M. Glucq de Siport, & le fieur Duché, Fermier-Général. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 319.)

Il n'est pas toujours nécessaire que cette descente du Juge soit accompagnée de visse d'Experts. Cette visite n'est nécessaire que dans les cas où la matiere en est susceptible; hors ces cas, la descente du Juge se fait sans eux.

Lorsque la contestation est telle, que nonfeulement la présence du Juge ou la visite des Experts est nécessaire, mais qu'il saut de plus avoir une figure & description des lieux, le Juge peut ordonner, & ordonne le plus souvent qu'il sera fait un plan ou figure de ces lieux, soit par Arpenteurs, Charpentiers, Architectes, Peintres, Sculpreurs ou autres, suivant la nature de

Сiу

Ja chose contentieuse. Néanmoins si les Parties veulent convenir à l'amiable de ces plans & sigures, ou les tracer par elles-mêmes, elles le peuvent, & alors il faut qu'elles soient signées de l'une & de l'autre des Parties, pour être jointes au Procès-verbal du Juge ou Commissaire, lorsou'il y descente ou vistre.

2. S'ils n'en sont requis par écrit par l'une ou l'autre des Parties. | Toutes les fois que l'une ou l'autre des Parties requiert la descente du Juge, elle ne peut être refusée. Outre l'intérêt que cette Partie peut avoir à ce que le Juge voie par lui-même & constate l'état des lieux, cette précaution devient quelquefois nécessaire ; v. g. dans le cas où cette Partie auroit lieu de craindre que les Experts, par le crédit & l'autorité de sa Partie adverse, n'eussent pas toute la liberté dont ils ont besoin pour remplir leur devoir. Néanmoins cette regle n'est pas tellement générale, qu'elle ne souffre quelques exceptions; fi la Partie qui demande la descente du Juge n'allégue aucun moyen raisonnable pour la déterminer, il ne paroît pas que le Juge soit dans l'obligation de l'accorder. Au reste il faut observer que dans tous les cas où il n'échet qu'un simple rapport d'Experts, la descente du Juge doit se faire aux dépens de celui qui l'a requife. ( Ainsi jugé par Arrêt du 12. Fevrier 1732. rendu sur les conclusions de M. Chauvelin , Avocat-Général, confirmatif d'une Sentence rendue au Bailliage de Meaux le 3. Décembre 1731. (Voyez Denifart en ses collections de Jurisprudence, au mot descente de Juges.)

# ARTICLE II.

Les Rapporteurs des Procès pendans en nos Cours, Requestes de nostre Hoffur les lieux, &c. Tit. XXI. 34; tel & du Palais, ne pourront estre commis (1) pour faire les descentes ordonnées à leur rapport (2); mais sera commis par le Président un des Juges qui aura assisté au Jugement, ou, à leur refus, un autre Conseiller de la mesme Chambre; ce qui sera aussi observé & gardé pour les descentes ordonnées en l'Audience.

1. Ne pourront être commis.] La raison de cet article est, asin que ces descentes ne soient pas si fréquentes, & que dans les cas où elles sont absolument nécessaires, il y air au moins deux Juges pleinement instruirs de l'affaire, & qui puissent la faire entendre aux autres; & austi afue que tout l'intérêt des Parties ne soit pas comunis.

à la foi d'un seul Juge.

Au surplus cette défense de commettre les Rapporteurs pour faire les descentes ordonnées à leur rapport, ne regarde que les Cours Souveraines & les Requêtes de l'Hôtel & du Palais, ainsi qu'il est dit en cet article, mais non les Bailliages, Sénéchaussées & autres Jurisdictions, Car dans ces dernieres Jurisdictions, le Rapporteur peut être commis comme les autres Juges pour faire la descente. (Ainsi jugé par Arréé du 6. Septembre 1712, rendu en la cinquieme Chambre des Enquêtes, rapporté au nouveau Recueil, som. 2, pag. 491.)

2. Pour faire les descentes ordonnées à leur

rapport.

Idem pour les comptes. Voyez ci-après, tit,

#### ARTICLE III.

Dans les Bailliages, Sénéchaussées;, Présidiaux & autres Sieges, l'ordre du Tableau sera gardé; à commencer par le Lieutenant-Général & autres principaux Officiers, & les Conseillers qui auront: assisté en l'Aduience (1) ou au rapport de l'Instance.

1. Qui auront affifté en l'Audience. ] Par Arrêt du Consciirda premier Juillet 1668. rapporté au nouveau Recueil, tom. 1. pag. 195. un Procès-verbal de descente fait par le Lieutenant-Général a été cassé, parce qu'il n'avoit pas présidé à l'Audience & jour que cette descente avoit été. ordonnée.

# ARTICLE IV.

Les Commissaires pour faire les descentes feront nommez par le mesme Arrest ou Juzement (1) qui les ordonneras

1. Seront nommés par le même Arrêt ou Jugement. ¡Sans qu'il. foit permis au Rapporteur de remplir la Sentence de fon nom, ou de celui d'un autre Juge qui par son rang y séroit appellé. (Arrêt du Parlement du 30. Juin 1689. rendu pour le Présidial d'Angoulème, att. 30.

Il fait aussi observer, que le Commissaire nommé pour faire la descente n'en peut subroger un autre en se place, à peine de nullité: (Ordonnance de 1493, article 46. Ordonnance de 1535, chap. 1. art. 16. Réglement du Confur les lieux, &c. Tit. XXI. 345 feil du 24 Mai 1603, rendu pour le Présidial de Bourg-en-Bresle, art. 20. Edit du mois de Février 1705, rendu pour le Présidial d'Ipres, art. 34.)

#### ARTICLE V.

Les Commissaires ne pourront faire les descentes sans la réquisition de l'une des Parties (1); & seta tenue la Partie requérante, consigner les frais ordinaires (2).

1. Sans la réquisition de l'une des Parties.]
Dans le cas même où cette descente auroit été ordonnée d'office.

2. Consigner les frais ordinaires. ] Sauf à les répéter, s'il est ainsi ordonné en fin de Cause.

Cette confignation doit être faite par la Partie qui a requis la descente du Juge. (Ainsi jugé par l'Arrêt du 22. Février 1732. cité ci-desfus art. 1. note 2. pag. 342.)

# ARTICLE VI.

L'Arrest ou Jugement qui ordonnetz la descente, & la Requeste portant réquisition pour y procéder, seront mis pardevers le Commissaire; qui donneta sur la premiere assignation (1) un jour & lieu certain pour s'y trouver (2); le tout signisse à la Partie ou à son Procureur: & ser tenu le Commissaire de partit dans le mois du jour de la réquisition; autrement sera subrogé un autre en su Cvi

puisse (3), sans que le temps de voyage puisse être prorogé, à peine du nullité & de restitution de ce qui aura esté receu.

1. Sur la premiere assignation. ] Donnée à la

Requête de la Partie poursuivante.

2. Un jour & lieu certain pour s'y trouver. I A toutes les Parties: car leur préfence est nécessaire, ou du moins celle de leurs Procureurs, dans les descentes de Juges. (Voyez infrà les articles 15. & 21.)

Si la Partie assignée ne comparoît pas, le Commissaire en doit faire mention dans son Procès-verbal, & déclarer qu'il sera procédétant en présence qu'absence; si les Parties comparent, il leur donnera acte de leur comparent,

tion.

3. Aurement fera fubrogé un autre en far place. ] Pour obtenir cette fubrogation, il faut préfenter Requête au Juge, & obtenir un Jugement qui fubroge un autre Commilfaire en la place du premier. Il faut enfuite fignifier et Jugement à la Partie adverfe, & obsérver à l'égard du Commissaire fubrogé les mêmes chosés qui font établies dans cet article, soit pour la réquisition & jour du départ, soit pour la consignation.

## ARTICLE VII.

S'il y a causes de récusation (1) contre le Commissaire, elles seront proposées trois jours avant son départ (2), pourveir que le jour du départ ait esté signissé huit jours auparavant (3); autrement sera passé outre par le Commis.

far les lieux, &c. Trr. XXI. 347. Taire, & ce qui sera fait & ordonné (4), exécuté nonobstant oppositions ou appellations, prises à partie, & récusations, mesme pour causes depuis survenues, sauf à y faire droit après le retour du Commissaire.

r, S'il y acauses de récusation. ] Car les Commissaires peuvent être récusés, ainsi que les Juges. (Voyez quels sont ces cas cas fà, tit. 24.

art. 1. & fuivans. )

Cette réculation a lieu non-feulement dans Ie cas de descente, mais en général pour toutes les sonditions de Commissaires, même pour celles des Commissaires-Enquêteurs-Examinateurs; & ces Officiers sont sujets à la récusation, ains de de la même maniere que les Juges, & dans les mêmes cas. (Voyez infrá, tit. 22. art. 9. & 10. & tit. 24. art. 21. note 1/2 Voyez aussi l'Iedit du mois de Mai 1583, portante création de ces Officiers, article 8.)

z. Trois jours avant son départ. ] Afin d'empêcher les retards qu'une Partie pourroit causer, si elle attendoit à récuser un Commissaire

la veille de son départ.

3. Ait été signifié huit jours auparavant.]

Voyez infra, tit. 24. art. 22.

Si cette fignification n'avoit pas été faite huit jours auparavant, le Commissaire pourroit être

réculé même la veille de son départ.

4. Et ce qui sera fait & ordonné, &c. ] C'està-dire, ce qui sera fait par le Commissité dans
ce qui concerne ses fonctions, &c non au-delà.
Car il faut observer en général cette maxime,
que dans tout ce qui peut être de la compétence
des Commissaires, comme Descence, Scelks,
Inventaires, l'attages, Tutelles, Curatelles, &c.

fur les lieux , &c. Tit. XXI. 340 fait pas mention de leur nom, (à moins qu'il y en ait plutieurs, ) dans le Jugement qui ordonne la vifite ou estimation par Experts. (Voyez

infrà, tit. 22. art. 5. note 3.)

3. La nomination des Experts. | Au Châtelet de Paris la nomination des Experts ne se fait point par les Commissaires-Enquêteurs, mais par un acte tignifié de Procureur a Procureur, ou a l'Audience; quand les Parties n'en nomment pas, le Juge en nomme d'office. Il seroit à souhaiter que cette Procédure fût suivie dans tous les autres Sieges.

Lorsque les choses qu'on doit visiter sont dans une autre Justice, & hors le droit de la Jurisdiction où l'instance est pendante, on peut commettre le Juge du lieu pour procéder à la nominastion des Experts, & recevoir leur ferment. Mais cette Commission doit être donnée par le Siege où le Procès s'instruit, & non par le Lieutenant-Général seul, ou autre Juge chargé de l'instruction,

4. Et recevoir leur ferment. Si les Experts ont ferment à Justice, ils ne sont pas tenus de le réiterer à chaque fois qu'ils sont nommés. (Voyez. l'Edit du mois de Mai 1590, portant création d'Experts-Jurés dans les Villes où il y a Parlement, & celui du mois de Juillet de la mêmeannée, qui en établit dans les Villes où il y as Bailliage, &c.

5. Comme aussi du délai. ] C'est-à-dire, du délai pour convenir d'Experts : car ce délai doit être

réglé par le Jugement.

En conséquence de ce Jugement, la Partie la plus diligente dost faire assigner la Partie adverse a domicile de Procureur pardevant le Commifsaire, afin de convenir d'Experts. Les Parties ont néanmoins la liberté de nommer leurs Experts à l'Audience à l'instant de la prononciation de la Sentence, fi elles en veulent nommer,

#### ARTICLE IX.

Si au jour de l'assignation (1) l'une des Parties ne compare, ou qu'elle soit resurante de nommer ou convenir d'Experts, le Commissaire en nommera d'office pour la Partie absente ou resusante, pour procéder à la visitation avec l'Expert nommé par l'autre Partie; & en cas de resus par l'une & l'autre des Parties d'en nommer, le Commissaire en nommera d'office; le tout sauf à récuser (2): & si la récusation est jugée valable, il en sera nommé d'autres en la place de ceux qui auront esté récusez.

1. Si au jour de l'affignation.] C'est-à-dire ; de l'assignation donnée par la Partie poursuivante en vertu de l'ordonnance du Commissiare, Si sur cette assignation la Partie assignée comparorit, & qu'elle nomme de son côté un Expert, tout est bien-tôt consommés mais si elle ne comparoit pas, & qu'elle refuse d'en nommer, il faudra suivre ce qui est porté en cet article.

Dans les endroits où il y a des Experts en titte d'office, les Parties & même le Juge, quand il en nomme d'office, ne peuvent en choisir

d'autres.

2. Le tout sauf à récuser. ] Voyez infrà, article 15.

Les causes de récusation contre les Experts ont sieu dans tous les cas où l'on peut réprocher les Témoins, & où l'on peut récuser des Juges. (Voyez infrà, tit. 23, art. 1. note 2, & tit. 24, art. 1. & suivans avec les notes.)

fur les lieux , &c. Tit. XXI 351

Lot'qu'il y a quelque cause de récustation propossée contre un Expert, le Commissaire en doit donner acte aux Parties, & les renvoyer au Siege pour y être fait droit; ce qui a lieu en général à l'égard de toutes les contestations qui peuvent naître entre les Parties incidemment aux sonctions de Commissaires - Enquêceurs - Examinateurs. ( Yoyez ci-dessus, art. 7. note 4. pag 347.)

#### ARTICLE X.

Le Commissaire ordonnera par le Procès-verbal de nomination des Experts, le jour & l'heure pour comparoir devant lui, (1) & faire serment (2); ce qu'ils seront tenus de faire sur la premiere assignation: & dans le même tems sera mis entre leurs mains l'Arrest ou Jugement qui auta ordonné la visire, à quoi ils vaqueront incessamment (3).

1. Pour comparoir devant lui.] Il n'est pas nécessaire que les Parties soient présentes pour voir prêter ce serment aux Experts, à la différence de ce qui est établi à l'égard des Témoins dans les Enquêtes. (Infr., tit., 22. art., 5.) L'Ordonnance n'éxigeant point ici cette formalité, on the doit point par conséquent l'exiger. Il est vrai que dans le projet de cet article, lors de la rédaction qui en sur faite, il étoit dit que l'assignation seroit donnée, tant aux Experts qu'uux Parties; mais on a retranché ces mots de l'article en le rédigeant. D'ailleurs cela ne pourroit se pratiquer dans les endroits où les Experts sont en titte d'office, parce qu'ils ne prêtent point de serment, au moyen du serment général qu'ils

ont à Justice. ( Voyez ce qui est dit ci-dessas sur Farticle 6. du tit. 19. note 2. pag. 282.)

2. Et faire le serment. | Dans les endroits ou il y a des Experts-Jurés en titre d'office, on ne leur fait point prêter serment, parce que ces Experts l'ont prêté pour toujours à leur réception. ( Voyez ci-deffus, art. 8 note 4, pag 349.

La fonction des Experts est libre, à la différence des Séquestres & des Gardiens. (Voyez ci-deflus, tit. 19. art. 6. note 1. pag. 282. & art. 15. note 4. pag. 295.) Ainsi lorsque des Experts assignés devant le Juge ou Commissaire refusent de comparoître ou d'accepter la fonction dont on veut les charger, tout ce que le Juge ou Commissaire peut faire, est d'ordonner qu'il en soit nommé d'autres.

Il peut arriver néanmoins des cas on les Juges pourroient contraindre des Experts de prêter leur ministere, v. g. dans des cas provisoires ou autres cas de nécessité. Autrement il seroit difficile & quelquefois même impossible d'en trouver

qui voulussent accepter.

3. A quoi ils vaqueront incessamment.] La présence des Parties n'est pas nécessaire pour ces sortes de visites, à moins que cela ne soit porté par le Jugement, auquel cas les Parties doivent être sommées de s'y trouver, & leurs dires & réquifitions doivent être transcrits dans le Procès-verbal. Mais celle des Procureurs est entiérement inutile dans le cas où la présence des Parries n'a pas été ordonnée par le Jugement.

#### ARTICLE XI.

Les Juges & les Parties pourront nommer pour Experts (1) des Bourgeois ; & en cas qu'un Artisan soit intérellé en son nom contre un Bourgeois, ne pourra estre pris pour tiers Expert qu'un Bourgeois (2).

1. Pourront nommer pour Experts.] La Partie qui a nommé un Expert peur le révoquer & en nommer un autre; fans être tenue de dite le sujet de sa révocation, lorsque le rapport n'est pas encore commencé. Ainsi jugé au Châtelet de Paris. (Voyez Denisart en son Recueil des actes de notoriété de ce Tribunal, pag. 101. aux notes.)

 Pour tiers Expert qu'un Bourgeois. ] Même dans les endroits où il y a des Experts en sitré d'office, à moins que parmi ces Experts il n'y ait aussi des Experts-Bourgeois en titre d'office,

comme à Paris.

La zaifon pour laquelle l'Ordonnance défendde pendre un Artifan pour tiers Expert dans les caufes où un Artifan elt intéreffe contre un Bourgeois, est rapportée par Dolive, liv. 4, chap. 12. de est conforme à la Novelle 64, de Justinien, où il est dit que si le Juge dans ce cas nommoir d'office un Artifan pour tiers, cela formeroir un préjugé en faveur de JArtifan.

## ARTICLE XII.

Les Experts délivreront au Commissaire leur rapport (1) en minute, pour estre attaché à son Procès-verbal, & transcrit dans la grosse en mesme cahier.

1. Délivreront au Commissaire leur rapport.]
Ou le mettront au Greffe.

Les Experts pour faire ce rapport, doivent sefaire assuter de gens connoissans au fait dont il s'agir; v. g. de perfonnes qui aient connoissance des chostes ou lieux contentieux, & cela fans qu'il en coûte davantage aux Parries. Ils doivent aussi avoir attention de ne mettre dans leur rapport que ce qui est de leur art, c'est-à-dire, que ce qui concerne l'état & la description ou valeur des choses contentieuses, sans vouloir raisonner, comme ils sont asses souloir tot des Parries, & sur ce qui est du ministere

du Juge. · Il n'est pas nécessaire que ce rapport soit rédigé sur le lieu; cela ne pourroit guère se pratiquer sans causer de grands frais aux Parties. Les Experts pour accélérer, se contentent ordinairement de faire sur les lieux des Mémoires de ce qu'ils ont vû & visité; mais il leur faut presqu'autant de tems pour rédiger leur rapport, qu'ils en ont employé à faire ces Mémoires. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, page 247. où M. le premier Président observe qu'il y a eu quelquefois des Commissions où l'on a employé trois mois entiers, & quelquefois plus long-tems; de s'orte que s'il falloit que le rapport fût dressé sur le lieu, comme cela ne pourtoit se faire sans que les Experts y résidassent, & même le Juge & les parties, ou leurs Procureurs, cela causeroit des frais excessifs.)

On prétend néanmoins qu'à Paris le rapport doit être rédigé fur le lieu fuivant l'art. 18 5. de la Coutume de Paris, & que cela a été ainfi jugé par une Sentence rendue au Chârelet en forme de Réglement, & confirmée par Arter du 2.6. Août 1704. entre les Greffiers de l'écritoire; ce qui a été établi pour empêcher que les Experts ne foient follicités de changer leur avis au recout de leur commission. Mais il paroît qu'on ne peut établir la-deffus aucune régle fixe, & que cela dépend des circonstances. (Voyez le Procès-vez-

fur les lieux, &c. Tit. XXI. 355 bal de l'Ordonnance en l'endroit qu'on vient de

citer.)

Pour ne pas tomber en contravention à l'article 185, de la Coutume de Paris, les Experts ont soin de prendre un consentement passérit des Parties à ce qu'ils puissent terminer le rap-

port en leur Bureau.

Dans plusieurs endroits il y a des Greffiers dont la fonction particultere est de dresser les rapports, d'en donnet des expéditions aux Parties, & d'en garder les minutes; on les appelle Greffiers de l'écritoire, & dans ees endroits c'est à ces Greffiers seuls que ce droit appartient, à l'exclusion des autres Greffiers de la Jurisdiction, l'exclusion des autres Greffiers de la Jurisdiction.

Lorsque les Experts ne sçavent pas écrire, ils font rédiger leur rapport par un Notaire.

Un rapport fair un jour de Fête d'Eglife, est nul, & les Experts doivent être condamnés aux dépens de la réfection; Arrét du Parlement de Provence du 18. Novembre 1694.)

# ARTICLE XIII.

Si les Experts sont contraires en leur rapport, le Juge nommera d'office un tiers (1) qui sera affissé des autres en la viste (2); & si tous les Experts conviennent, ils donneront un seul avis & par un mesme rapport, sinon donneront chacun leur avis (3).

1. Nommera d'Office un tiers. ] Quand un tiers Expert vient à abandonner son opération après l'avoir commencée, & quonnomme à sa place un autre tiers Expert , le Procès-verbal du premier doit être continué & parachevé par celui qui est commis en sa place, Ainsi jugé par Arrêt du 12. Mai 1745. (Voyez Denisart en son Recueil des actes de notoriété du Châtelet de Paris, pag. 101. aux notes.)

2. Affifé des autres en la visite. ] On doit faire affigned ce tiers pour prêter sement, (s'il est dans le cas de le prêter) & ensuite sommer les autres Experts de se trouver à la visite avec lui.

Lorsque les deux Experts qui ont d'abord été nommés, font un rapport uniforme', les Parties ne sont pas recevables a en demander un autre, quand niême celle qui demanderoit le nouveau rapport, offriroit de le faire faire à ses dépens, à moins que le premier rapport ne fut pas concluant, ou qu'il fût exprimé d'une maniere ambigue & suspecte, ou qu'il renfermât quelqu'autre vice de cette espece. Dans ce cas le Juge peut, même d'office, en ordonner un nouveau, s'il a besoin d'êrre plus amplement éclairei. L'article 184, de la Coutume de Paris, permet en général aux Juges d'ordonner une seconde visite, s'ils ne se croient pas suffisamment éclairés par le rapport des Experts. (Voyez Ricard sur cet article 184 de la Coutume de Paris, & la note de Dumoulin sur l'article 79, de l'ancienne Coutume de la même Ville. )

3. Sinon donneront chacun leur avis. I Si les Experts nommés par les Parties font d'accord fur quelques points, & ne font d'avis contraire que fur quelques autres, le tiers. Expert ne doit donner fon avis que fur les points dans lesquels les premers Experts se font trouvés contraires.

## ARTICLE XIV.

Abrogeons l'usage de faire recevoir en Justice les Procès-verbaux des defcentes, & rapports des Experts, & pourfur les lieux, &c. Tit, XXI. 357 rom les Parties les produire ou les contesser (1) si bon leur semble.

1. Et pourront les Parties les produire ou les contesser. ] Voyez infrà, art. 23. pag. 362.

# ARTICLE XV.

Défendons aux Commissaires & aux Experts de recevoir par eux ou par leurs domessiques aucuns présens des Parties, ni de soussir qu'ils les défrayent ou payent leur dépense directement ou indirectement, à peine de concussion & de trois cens livres d'amende applicables aux pauvres des lieux; & seront les vacations des Experts taxées par le Commissaire (1).

1. Taxées par le Commissaire.] Sauf la voie d'opposition au Siége pour raison de cette taxe, foit de la part des Experts, soit de la part des Parties.

Les Experts avant de faire leur opération & de se transsporte sur les leux, peuvent demandet que leurs vacations soient consignées. (Argument tiré de l'art. 5, ci-dessus, pag. 345.) Un Réglement rendu au Bailliage d'Orléans le 22, Décembre 1750. défend aux Gressiers du Bailliage, &c. d'expédier à l'avenir aucuns Rapports, qu'ils n'ayent au préalable sait payer entre leurs mains la taxe des vacations des Experts, dont ils seront tenus de faire mention sur les Expéditions, & ensuire seront tenus de remettre ausdits Experts le montant de la taxe de leurs vacations, & d'en retirer d'eux une décharge; &c.

que néanmoins où ils feroient avertis que les Parties voudroient se pourvoir par opposition contre ladite taxe, les Greffiers seront autorisés à faire consigner cette taxe entre leurs mains, & à la retenir jusqu'a ce qu'il ait été statué sur cette opposition.

# ARTICLE XVI.

Les Juges (1) employez en mesme temps en dissertes commissions, hors les lieux de leur domicile, ne pourront se faire payer qu'une seule sois de la taxe qui leur appartiendra par chacun jour, qui leur sera payée par égale portion par les Parties intéresses.

1. Les Juges.] Il en faut dire de même des Experts. La disposition portée par cet article & les deux suivans reçoit également son application par rapport à cux. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 251. art. 23.)

# ARTICLE. XVII.

Si la longueur du voyage (1) est augmentée à l'occasion d'une autre commisfion, les journées seront payées par les Parties intéressées, à proportion du temps qui aura esté employé à cause de l'augmentation du voyage.

1. St la longueur du voyage. ] Il faut dire la même chofe des Experts. (Voyez la note fur l'atticle précédent.)

Article

# fur les lieux , &c. Tit. XXI. 359

## ARTICLE XVIII.

Lorsque les Juges (1) seront sur les lieux pour vaquer à des commissions & descentes, & qu'à l'œcasson de leur présence ils feront requis d'exécuter une autre commission, ils ne seront payez par les Parties intéressées à la nouvelle commission & descente, que pour le temps qu'ils y vaqueront, & les Parties intéressées à la premiere commission payeront les journées employées pour aller fur les lieux où la premiere descente devoit estre faite, & pour leur retout.

1. Lorsque les Juges.] Il faut dire la même chose des Experts. (Voyez la note sur l'article 16. ci-dessus.)

## ARTICLE XIX.

Les Commissaires seront tenus de saire mention sur les minutes & grosses (1) de leurs Procès-verbaux, des jours qui auront esté par eux employez pour se transporter sur les lieux, & de ceux de leur séjour & retour, & de ce qui aura esté consigné par chacune des Parties, & receu des taxes faites pour la grosse du Procès-verbal, & de ceux qui autont assisté à la commission; le tout à peine de concussion & de cent livres d'amende.

Tome II.

1. Sur les minutes & groffes. ] Les Juges ne peuvent le lervir pour Greffiers dans leurs Commifions que des Commis des Greffes des Siéges & Cours dont ils font corps, à peine de nullité de leurs Procès-verbaux, &c. (Voyez infrà, tit. 22. art. 25. note. 1.)

#### ARTICLE XX.

Si les Commissaires sont trouvez sur les lieux, ils no prendront aucune vacation pour leur voyage ni pour leur retour; & s'ils sont à une journée de distance (1), ils prendront la taxe d'un jour pour le voyage, & autant pour le retour, outre le séjour.

a. Et s'ils sont à une journée de distance, I C'est-à-dire, à une journée de distance du lieu où la visite & descente doit être faite.

Si les Commiffaires font éloignés de deux ou de trois journées, ou plus, ils prendrout la taxe de deux ou trois journées, & ainsi des autres, & autant pour le retour, outre le séjour.

# ARTICLE XXI.

Chacune des Parties sera tenue d'avancer les vacations de son Procureur, sauf à répéter, si elle obtient condamnation de dépens en sin de Cause; & si outre l'assistance de son Procureur elle veut avoir un Avocat, ou quelque autre personne pour Conseil, elle payera ses fur les lieux, &c. Tit. XXI. 361 vacations sans répétition (1). Si néantmoins la Patrie poursuivante se trouvois obligée d'avancer les vacations pour l'autre Partie, exécutoire lui en seta délivré sur le champ, sans attendre l'issue du Procès.

1. Sans répétition.] Parce que ces fortes de Confeils ne sont que pour l'intérêt particulier de la Partie qui veut s'en servir; ainsi il est juste que cette Partie en fasse seule strais.

# ARTICLE XXII.

Lorsque les Officiers feront des descentes ou autres commissions hors la Ville & Banlieue (1) de l'establissement de leur Siège, ils ne prendront par chacun jour que les sommes qui seront par Nous ci-après ordonnées par une Déclaration particuliere (2).

1. Hors la Ville & Banlieue.] Car dans la Ville & Banlieue, ils ne son payés que par vacation. Ces vacations sont réglées pour les Lieutenans-Généraux des Sieges où il y a Présidial, à raison de six livres pour chaque vacation de trois heures, à quatre livres pour les autres suges, & pour les moindres vacations à proportion. (Arrêt de Réglement de la Cour du 10. Juillet 166, art. 38. rapporté au nouveau Recueil, tom. 1. pag. 509.)

 Par une Déclaration particuliere.] Cette taxe est différente suivant ses différens Sièges.
 Par un Arrêt du Conseil du 16. Octobre 1684.
 (zapporté aussi au nouveau Recueil, tom. 4 pag. 543.) la taxe des Officiers du Présidial d'Opleans, lorsqu'ils font des descentes ou autres Commissions hors la Ville & Banlieue de leur Siege

est réglée: sçavoir,

1º. Au Lieutenant-Général & Criminel, à vingt livres par jour, lorsqu'il y a Partie civile. & à dix livres , lorsque le Roi est seul Partie.

2º. Aux Lieutenans - Particuliers, à seize livres, lorfqu'il y a Partie civile, & à huit livres quand le Roi est seul Partie.

3°. Aux Conseillers dudit Siege, à douze livres, quand il y a Partie Civile, & à fix livres. quand le Roi est seul Partie.

4°. Aux Procureurs du Roi dudit Siege, les deux tiers du Lieutenant-Général ou Criminel. . Aux Greffiers, pareillement les deux tiers

desdits Lieutenant-Général & Criminel.

6°. Et aux Procureurs des Parties & Huifsiers, le tiers desdits Lieutenant-Général & Criminel.

Il est dit par ce même Arrêt, que ces taxes diminueront d'un fixième, quand la Commisfion durera plus de quinze jours, & d'un tiers. quand elle durera plus d'un mois,

# ARTICLE XXIII.

Pourra la Partie plus diligente faire donner au Procureur de l'autre Partie, copie des Procès-verbaux & rapports d'Experts, & trois jours après pour suivre I Audience sur un simple acte (1), 82 produire les Procès-verbaux & rapports des Experts, si le principal différend est appointé (2).

1. Poursuivre l'Audience sur un simple acte. Yoyez infra, tit. 22. arr.4. & 35. fauf à mettre Sur les lieux, &c Tit. XXI. 363 les pieces sur le Bureau, ou à appointer, s'il y a lieu de le faire.

2. Si le principal différent est appointé.] Cette production se fait par un Inventaire qui doit être signissé.

# TITRE XXII.

# Des Enquêtes.

Les Enquêtes dont il est parlé dans ac Titre font les Enquêtes ordinaires. A l'égard de celles qui se font dans les matieres sommaires & dans les Jurisdictions des Juge-Consuls, elles doivent être faites suivant la maniere ci-dessus ordonnée. (Voyez le tit. 17. art. 8. & 9. & tit. 16. art. 7. 8. & 9.

# ARTICLE I.

Es matieres où il écherra de faire des Enquestes (1), le messene Jugement qui les ordonnera, contiendra les faits des Parties (2), dont elles informeront respeditivement (3) si bon leur semble, sans autres intendits & réponses, Jugement ni Commission.

1. Es matieres où il écherra de faire des Enquêtes. ] Car la preuve par Témoins n'a lieu que dans certains cas. (Voyez ce qui a été dit ci-desus, tit. 20. art. 1. aux notes, pag. 304. )
Diii

364 Des Enquêtes.

Quand il s'agit de faire reconnoître quelque meuble qu'on reclame comme à foi apparte-tant, cela doit fe faire par Enquête de Témoins qui ayent connoissance des meubles reclamés, & qui doivent les reconnoître en présence des Parties, & non par Procès-verbal de la reconnoissance de ces meubles fait en présence du Juge. Cette espéce d'Enquête doit même presque toujours se faire sommairement. (Voyez suprà, tit, 11. art. 5, note 1. pag. 180.)

2. Contiendra les faits des Parties.] Afin que celui qui est chargé de faire l'Enquète, s'ache exactement quelle est la Commission, & que les Témoins ne chargent point seurs dépositions de faits inutiles ou étrangers. Une Enquête qui ne contiendroit point les faits des Parties, doit être déclarée nulle, suivant l'article 20, de

ce titre.

3. Dont elles informeront respectivement. ]
Afin que chacune des Parties puisse défendre son droit contre la déposition des Témoins de sa Partie adverse, qui pourroit ne faire entendre à sa Requête que les Témoins qui lui seroient savorables, & non ceux qui pourroient lui être contraires.

Il n'est pas négessaire que la permission de faire preuve contraire soit portée par l'appointement; s'il avoit été oublié d'en faire mention,

elle seroit sous-entendue.

#### ARTICLE II.

Si l'Enqueste est faite au mesme lieu où le Jugement a esté rendu, ou dans la distance de dix lieues, elle sera commencée dans la huitaine (1) du jour de la signification du Jugement saite à la

Des Enquêtes. Tit. XXII. 364
Partie ou à son Procureur, & parachevée
dans la huitaine suivante (1): s'il y a
plus grande dislance (3), le délai sera
augmenté d'un jour pour dix lieues.
Pourra réantmoins le Juge (4), si l'affaire
le requiert, donnet une autre huitaine
(5) pour la confection de l'Enqueste,
sans que le délai puisse estre prorogé (6):
le tout nonobstant oppositions, appellations, récusarions, & parties, &
fans y préjudiciet.

1. Elle sera commencée dans la huitaine.] Les délais de huitaine dont il est parlé dans cet Article, ne sont que pour les Cours, Bailliages, Sénéchaussées & Présidiaux. A l'égard des autres Jurisdictions, ces délais ne sont que de trois

jours. (Voyez infrà, article 32.)

2. Du jour de la signification du Jugement faite à la Partie ou à son Procureur, & parache. vée dans la huitaine. ] C'est une maxime constante que la signification qu'une Partie fait du Jugement qui admet à la preuve, ne fait pas courir contre elle le délai faire Enquête, & qu'elle ne le fait courir que contre la Partie adverse à mi cette signification est faite; mais si cette Partie adverse veut faire courir le délai contre celle qui lui a fait fignifier le Jugement, il faut qu'à son tour elle le lui fasse signifier; en effet on ne peut se servir des diligences d'une Partie pour établir contre elle une fin de nonrecevoir. Il a même été jugé au Parlement de Rouen par Atrêt du 16. Mars 1752. (rapporté à la fin du texte de la Coutume de Normandie, de l'édition de 1753.) que celui qui a commencé son Enquête n'a point de délai fatal pour la finir tant que le Jugement qui admet à la preuve ne lui a point été fignifié. L'Auteur qui a fait imprimer cet Arrêt observe que la Partie contre laquelle l'Enquête avoit été commencée, soutenoit que ces termes parachevée dans la huitaine suivante, tomboient sur le dernier jour de la huitaine, où l'Enquête avoit été commencée; au lieu que l'autre Partie prétendoit que le délai de faire Enquête, ne couroit contre une Partie que du jour qu'on lui avoit fait signisser le Jugement; qu'il falloit que le Demandeur en forclusion fit ses diligences pour l'obtenir, parce que nul ne se forclot lui-même, & que ces mots parachevée dans la huitaine suivante, tomboient sur la fignification du Jugement, & nonsur le commencement de l'Enquête.

3. S'il y a plus grande diflance.] En matiere d'Enquêtes, si les héritages & droits contentieux sont éloignés du Siege où le Procès est pendant, le Juge peut commettre le plus prochain Juge Royal des lieux. (Voyce le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 286.) C'est aussi la disposition de l'article 168. de l'Ordonnance de Blois qui porte: » Que s'il est Beson d'exa-m miner quelques Trimoins hors les lieux de la memeure des Juges, ils seront tenus (s'ils en mont requis) octroyer commission d'ressance naux Officiers des lieux, sans qu'ils la puissent restuter.

Ces mots, s'ils en sont requis, font voir que le Juge n'est pas obligé dans ce cas de commettre, à moins que les Parties ne le requierent: souvent les Parties aiment mieux que l'Enquête, quoique plus coûteusle, soir faite pardevant le Juge où la consestation est pendante, que de la faire saire par un Juge étranger.

Si l'une des Parties demandoit que l'on commît le Juge du lieu de la chose contentieuse, Des Enquêtes. Tit. XXII. 367 & que l'autre Partie s'y opposat, alors il faudroit dire que cette commission n'auroit lieu que pour l'Enquête de celui qui demande le renvoi, & non pour l'Enquête de l'autre Partie, qui seroit faite dans ce cas par le Juge du lieu où le Procès est pendant.

S'il s'agissoir d'entendre quelque Témoin qui füt hors d'état de se transporter, & qui demeurât hors le ressor du Juge où l'instance se, poursuit, il saudroit nécessairement commettre le Juge du lieu de la demeure des Témoins, quia Judex non potest extra territorium jus dicere.

Quand l'infance est pendante devant un Juge Royal, on est ordinairement dans l'usage de commettre un Juge Royal le plus prochain des sieux; néanmoins on peut aussi commettre un Juge de Seigneur. Cette commission est rogatoire, lorsque le Juge qui commet, est inférieur ou égal à celui qui est commis. (Voyez la note 4fur l'art. 1. du tit 10. pag. 120.)

Si le Juge à qui l'Enquête aura été ainfi renvoyée, accepte la commiffion qui lui est adresfée, il doit procéder à l'Enquête, de même qu'auroit fair le Juge qui a donné cette commisfion. Pour accepter ces fortes de commissions, il suffir que le Juge qui a été commis, donne acte du rapport du Jugement qui le commet, & permette en conséquence d'affigner pardevant lui dans le délai qu'il impartit pour cet effet.

4. Pourra néanmoins le Juge.] Le Commiffaire ne peut de son aurorité donner aucun délai ni proregation, & il doit renvoyer les Parties à se pourvoir sur cet incident devant les Juges sains de l'instance principale.

3. Une autre huitaine. I Quand il y a appel du Jugement qui admer à faire la preuve, le délai pour faire. Enquête ne court que du jour de la fignification qui a été faire à personne ou à do-

micile de l'Arrêt ou Jugement confirmatif de l'appointement à faire preuve dont il a été ap-

pellé. Ainsi jugé par plusieurs Arrêts.

6. Sans que le délai puisse être prorogé. ] Dans le projet de rédaction de cet article, il étoit ajouté, lequel délai sera péremptoire; ce qui revient au même. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 177.)

Au reste le délai dans lequel les Parties sont obligées de faire & d'achever leurs Enquêres, a été sagement fixé, afin que les Procédures ne. soient pas éternisées, & que les Plaideurs de de mauvaise foi n'abusent pas de ce moyen.

#### ARTICLE III.

Après que les reproches auront esté fournis contre les Témoins, ou que le délai d'en fournir sera passé ( 1 ), la Cause. sera portée à l'Audience, sans faire aucun acte ou procédure pour la réception d'Enquête; & ne seront plus sournis-moyens de nullité par écrit, sauf à les proposer en l'Audience (2), ou par contredits, si c'est en Procès par écrit.

2. On que le délai d'en fournit sera passé. ] Ce : délai est de huitaine pour les Cours, Bailliages Sénéchauffées & Présidiaux, & de trois jours pour les autres Jurisdictions. ( Voyez infrd, art. 27. & 12.)

Pour que ce délai coure, il faut que la Parrie qui a fait son Enquête, ait donné à l'autrecopie du Procès-verbal. (Voyez infrà, art. 27.)

2. Sauf à les proposer en l'Audience. ] Ainsi c'est une mauvaite Procédure dans les affaires. Des Enquêtes. Tit. XXII. 369 d'Audience de signiser des actes, soit pour expliquer son Enquête, soit pour attaquer celle de la Partie adverse, ainsi qu'il est dit en cet article & en l'article 31. ci-après. Ces actes doivent être rejettés & ne pas passer en taxe.

# ARTICLE IV.

Si l'Enqueste n'est faite & parachevée dans les délais ci-desses, le Désendeur (1) pourra poursuivre l'Audience fur un simple asle (2), sans forclusion de faire Enqueste, dont Nous abrogeons l'usage.

1. Le Défendeur.] Soit qu'il n'ait point fait d'Equête de son côté, soit qu'il en ait fait une. 2. Sur un simple acté. ] Cet acte a retenu le nom d'avenir. (Voyez siprà, tit. 21. art. 8. pag. 134. &t tit. 14. art. 1. avec les notes, pag. 189.)

# ARTICLE V.

Les Témoins seront assignez (1) pour déposet, & la Partie pour les voir jurer (1), par ordonnance du Juge (3), sans commission du Greffe (4).

r. Les Témoins seront assignés.] Car des Térhoins qui se présentent d'eux-mêmes, deviennent suspects, & on ne doit point avoir égard à leurs dépositions.

Cette assignation doit être donnée sur la pourfaite de la Partie qui veut faire son Enquête, & elle est sujette aux formalités ordinaires des Exploits, Elle se donne à domicile de Procureux

Dvi

Joríque la Partie qu'on affigne en a cotté un ; finon il faut affigner la Partie à fon domicile... (Voyez ce quia été dit ci-deffus, tit. 17, art. 7, note 2. page 247. pour les élections de domicile, qui doivent être faites par les ajournans qui ne cottent point de Procureur.)

2. Et la Partie pour les voir jurer. ] C'est-àdire, la Partie contre laquelle l'Instance se poursuit. (Voyez ci-dessus, tit. 21. art. 10. note 2.

pag. 352.)

Il n'est pas nécessaire que la Partie assignée comparoisse; il sussit que ce soit un Procureur pour elle.

Cette affignation doit être donnée à la Partie, ou au Procureur qu'elle a corde fur le lieu, dans le cas où l'Enquêre fe fait par un Juge délégué, ou quand le Juge doit se transporter chez un Témoin malade pour recevoir sa déposition. (Yoyez Rebuffe tradf. de inquistion. art. 12. gl. 2. n. 8. 8 (10.)

3, Par ordonnance du Juge.] On peut douter: fi quand il n'y a qu'un Juge dans une Jurifdiction il faur pour affigner les Témoins prendre une ordonnance du même Juge qui a permis de faire enquête. Cette question est traitée dans le Recueil d'Arrêts de la quarrieme Chambre des Enquêtes du Parlement de Paris, pag. 564. l'Auteur rapporte deux Arrêts, l'un de 1723, & l'autre de 1723, qui ont jugé que cette ordonnance. n'étoit pas nécessaire. Il observe cependant que. Lors du dernieg de ces deux Arrêts le mérite des preuves fit grande impression, & que l'avis pour la validité de l'Enquête ne passa que le vois voix.

Dans les Jurisdictions où il y a des Commisfaires-Enquéreurs en titre d'office, c'est à eux àfaire ces sortes d'Enquêtes, même dans les Proces appointés, lorsque ces Enquêtes s'ordonnents Des Enquêtes. TIT. XXII. 371 fur des fairs articulés par les Parties; & par conféquent c'eft aussi à eux à donner leur ordonnance pour assigner les Témoins. (Edit du mois de Mai 1683, art. 1. Autre du mois d'Ochobre 4693. Arrêt du Conseil du 31. Août 1689. rendu pour le Présidial d'Orléans, art. 9.)

À l'égard des Enquêtes d'office, elles doivent fe faire par les Juges ou par les Rapporteurs, si les Procès sont appointés, & non par les Commissaires-Enquêteurs. Même Edit de 1585. art. 5. Arrêt du Conseil du 31. Août 1689. rendu pour Orléans, art. 9. Arrêt du Parlement du 26. Février 1602. rapporté par Joli, tom. 2. pag. 1512. Arrêt du Conseil du 26. Octobre 1604. rapporté Ibidem, pag. 1335.) Voyez infrà, art. 24. note 3. ce que c'est qu'Enquêtes d'osse de la conseil du 26. Edobre d'osse de la conseil du 26. Edobre 1604. rapporté Ibidem, pag. 1335.) Voyez infrà, art. 24. note 3. ce que c'est qu'Enquêtes d'osse de la conseil de la consei

4. Sans commission du Gresse. ] Même dans les Cours & Sieges Présidiaux. (Voyez ci-dessus tit. 2. art. 10. tit. 8. art. 1. tit. 10. art. 2. & tit.

12. art. 5.)

# ARTICLE VI.

Le jour & l'heure pour comparoir seront marquez dans les Exploits d'assignation qui seront donnez aux Témoins & aux Parties; & si les Témoins & les Parties ne comparent, sera différé d'une autre heure (1), après laquelle les Témoins présens seront le ferment, & seront ouis, si les Parties ne consentent la remise à un autre jour (2).

1. Sera différé d'une autre heure.] Si les Témoias ne comparoissent pas pendant ce tems. Des Enquêtes.

372 ils peuvent être punis par amende, comme il est dit infrà , art. 8.

2. A un autre jour. ] Auquel cas il faudra affigner de nouveau les Témoins, & austi la Partie pour les voir jurer. (Voyez le Procès-verbal de Ordonnance, pag. 296. art. 7.)

## ARTICL'S VII.

Les Témoins seront assignez (1) à per-Sonne ou domicile, & les Parties au domicile de leurs Procureurs (2).

1. Les Témoins seron: assignés. ] Tous ces Témoins doivent être assignés devant le Juge ou Commissaire du lieu ou l'Instance est pendante, & oil se fait l'Enquête, quoiqu'ils ne soient pasjusticiables de ce Juge.

2. Et les Parties au domicile de leurs Procureurs. ] Lorsque la Partie n'a point cotté de Procureur, il faut l'assigner à domicile; mais voyez fuprà, tit. 17. art. 7. note 2. pag. 247.

# ARTICLE VIII.

Les Témoins seront tenus de comparoir ( 1 ) à l'heure de l'assignation, ou auplus tard à l'heure suivante, à peine de dix livres, au payement de laquelle ilsseront contraints par saisse & vente de leurs biens, & non par emprisonnement, si ce n'est qu'il fust ordonné parle Juge (2) en cas de manifeste désobéisfance (3): & seront les ordonnances des Juges (4) exécutées contre les Témoins, Des Enquêtes. Tit. XXII. 373' nonobstant oppositions ou appellations a mesme celles des Commissaires-Enquesteurs & Examinateurs pour la peine de dix livres seulement, encore qu'ils n'ayent aucune Jurisdiction, & sanstirer à conséquence en autre chose.

t. Les Témoins seront tenus de comparoir. I Quand même ils auroient des raisons valables: pour se dispenser de déposer, ils faut toujours qu'ils comparoissent à Justice, à moins qu'ils ne soient dans l'impuissance de le faire, auquel cas il doivent proposer leurs exoines.

On trouve au Journal des Audiences tom. 7. pag. 22. un Arriet du 14. Fevrier 1718. par lequel il fut ordonné qu'un Témoin feroit conduit au Palais par un Huisser pour déposer, & cependant défenses de l'arrêter pendant sa conduite.

Les Religieux sont tenus de comparoître comme les autres (Voyez infra, art. 11. aux notes, pag. 377.)

2. Si ce n'est qu'il fût ordonne par le Juge.] Et non par le Commissaire, comme il résulte de

la fin de cet article.

Si le Témoin étoit Eccléfiastique, il ne pourroit être contraint que par l'amende de dix sivres, & en cas de refus d'obéir, par saisse de sontemporel. S'il est Religieux de quelque Ordre, les Supérieurs sont tenus de le faire comparoitre sous les mêmes peines. (Voyez l'art. 2. du tit. 6. de. l'Ordonnance de 1670.)

3. En cas de manifeste désobéissance. ] Comme 6. l'Exploit d'assignation faisoit mention expresses que la Partie a déclaré par sa réponse qu'elle ne.

comparoîtroit point.

4. Et seront les ordonnances des Juges. Non

774 colles des Officiaux, qui ne peuvent condamner en l'amende les Témoins défaillans, même Eccléfiastiques, ainsi qu'il a été jugé par plusieurs Arrêts.

#### ARTICLE IX.

Soit que la Partie compare ou non (1) à la premiere assignation, ou à la seconde, si les Parties en ont consenti la remife le Juge ou Commissaire prendrale serment des Témoins qui seront préfens, & fera par lui procedé à la confec-tion de l'Enqueste (2), nonobstant & fans préjudice des oppositions ou appellations (3), mesme comme de Juge incompétent, récufations, ou prises à partie (4), fauf à en proposer les moyens (5), & fournir de reproches après l'Enqueste.

1. Soit que la Partie compare ou non. Lorsque la Partie contre laquelle l'Enquête se pourfuit, ne comparoît pas fur l'affignation qui lui est donnée, le Juge ou le Commissaire donne défaut contre elle, & prend le serment des Témoins présens.

2. Par lui procédé à la confection de l'Enquête. ] Hors la présence des Parties. (Infrà ,

art. 15. pag. 381.)

3. Et sans préjudice des oppositions ou appel-lations. ] Sauf à la Partie appellante ou opposante à proposer ses moyens de récusation ou prise à Partie après que l'Enquête aura été finie; & sauf austi à cette Partie à fournir ses moyens de reproches, comme il est dit sur la fin de cet article. Mais elle ne peut sur le fondement de

Des Enquêtes. Trr. XXII. 375 ces reproches, ou pour autre caufe, empêcher qu'il ne foir paffé outre à l'audition des Témoins. (Voyez Papon qui cite à ce sujet deux Arrêts, liv. 9. tit. 3, art. 7. & 20.)

4. Réculations, ou prises à partié. ] Car les Juges ou Commissaires qui font les Enquères, font fujers aux récusations et prises à partie, a ainsi que les autres Juges. (Voyez infrà, tit. 24. & 25. quels sont les cas de récusation & de prise

à partie,)

Aureste la disposition de cet article ne regarde que les Enquêtes qui se sont hors le lieu de la résidence du Juge, à cause de ce qui est dit en l'article suivant. (Yoyez le Procès-verbal de l'Ordonnance de 1667, pag. 296. art. 8.)

5. Sauf à en proposer les moyens. ] Et à les faire, juger, comme il est dit ci-après, tit. 24. art. 2.

#### ARTICLE X.

Si le Juge fait l'Enqueste dans le lieu de sa résidence, & qu'il soit récusé ou pris à partie, il fera tenu de surséoir (1) jusques à ce que les récusations & prises à partie ayent esté jugées (2).

1. Il fera tenu de furfeoir.] D'où il suit que si l'Enquête est faite par le Juge hors le lieu de sa résidence, & qu'il soir récuté, il n'est pas tenn de surfeoir, à moins que la récusation n'ait été proposée trois jours avant son départ. (Infrà, tit. 24. art. 22.) Il en est de même quand l'Enquête est faite par un Juge délégué, en vertu d'une commission qui lui est adresse, sans à faite droit en ces cas sur la réculation & prise à partie après l'Enquête achevée; & si la récusation est piugé valable, il sera nommé un autre

Juge ou Commissaire à la place de celui qui, a été réculé. Cette réculation du Jugo délégué se juge au Siege saisi de l'Instance principale. d'où la commission est émanée.

2. Ayent été jugées. ] Parce qu'alors l'incident sur la récusation peut être jugée en peu de tense.

# ARTICLE XI.

Les parens & alliez des Parties, jusques aux enfans des Cousins issus de germain inclusivement (1), ne pourront estre Témoins (2) en matiere civile pour déposer en leur faveur, ou contre eux, &c. ferant leurs dépositions rejettées.

1. Les parens & allies des Parties, jusques aux enfans des Coufins iffus de germain inclusivement.] Idem en matiere de récusation. Voyez infrà, tit. 24. art. 1.

2. Ne pourront être Témoins. ] Car les parentés & alliances font apud concordes excitamenta caritatis, apud iratos irritamenta odiorum, ainfi que l'observe M. Pussort à l'occasion des récusations de Juges pour fait de parenté. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, tit. 25. art. 4. pag. 335.)

Cette régle n'est pas cependant si générale, qu'elle ne reçoive quelques exceptions: car,

1°. Toutes les fois qu'il s'agit de prouver l'âge, l'état ou le décès de quelqu'un, & que les registres qui pourroient constater ces choses, font perdus, alors on doit faire entendre les parens en déposition, parce que ce sont eux qui font ordinairement appellés aux Baptêmes, Maziages & Sépultures. (L. 16. ff. de probat. kà Des Enquêtes. Tiv. XXII. 377 etiam Mornac in E. 7. Cod. de in integrum restitution.)

Il en est de même lorsqu'il s'agit de prouver une parenté ou alliance. Theveneau sur les

Ordonnances, liv. 3. tit. 13. art. 5.)

2°. Lorsqu'il s'agit de vérisier un fait qui s'est passé dans le secret d'une samille, dont les Etrangers n'ont pû avoir que peu de connoissance. (Le Prêtre, Centurie 3. chap. 119.)

3° En matiere d'évocations, on peut aussi faire assigner des parens pour déclarer leur dégré de parenté. (Voyez le Procès-verbal de l'Or-

donnance, pag. 298.)

Outre les parens & alliés, il y en a encore d'autres personnes dont le témoignage doit être rejotté: tels sont les impuberes, suivant la Loi 3. S. Lege, ff. de Testibus; ou du moins s'ils sont entendus, c'est pour avoir tel égard que de raison à leur témoignage.

A l'égatd des domestiques, voyez ce qui est

dit infra, fur l'art. 14. aux notes.

La régle générale qu'on peut établir en matiere de déposition, est que route personne peur être reçûe à déposer, si elle n'est excluse par quelque loi ou disposition particuliere.

Les Religieux peuvent être entendus comme d'autres en déposition, quoiqu'ils soient motscivilement, parce qu'alors leur sondition est regardée commenécessaire, sur-tout s'il s'agissoit d'un recélé, ou d'un autre fait qui se seroit passé
dans l'intérieur d'une maison dont ils auroient
connoissance.

Rien n'empêche aussi qu'un Expert soit entendu comme Témoin dans le même sait sur lequel il a donné son rapport. (La Rocheslavin en ses Atrêts, liv. 4, titre 4, des Témoins, art. 6.)

## ARTICLE XII.

Abrogeons la fonction des Adjoints, mesme de ceux en titre d'office (1), pour la confection des Enquestes, sauf à estre pourveu à leur indemnité ainsi que de raison: N'entendons néantmoins rien changer ès cas portez par l'Edit de Nantes. (2)

 Même de ceux en titre d'Office.] Ces Offices avoient été rétablis par Edits du mois de Février 1674. & d'Avril 1696. mais par un Edit postérieur du mois de Novembre 1717. ils ont tié entiérement supprimés.

2. Es cas portés par l'Edit de Nantes. ] Cet te exception n'a plus lieu depuis l'Edit du mois d'Octobre 1685, qui révoque l'Edit de Nantes, & qui interdit l'exercice de la Religion Prétendue Réformée dans tout le Royaume.

# ARTICLE XIII.

Le Juge ou Commissaire à faire Enqueste, en quelque Jurisdiction que ce foit, mesme en nos Cours, recevra le ferment & la déposition (1) de chacun Témoin, sans que le Greffier ni autre puisse les recevoir ni rédiger par écrit hors sa présence.

1. Recevra le serment & la déposition, &c. ] afin que cette déposition soit plus authentique, Des Enquêtes. Tir. XXII. 379 & qu'on y doive ajouter plus de foi, que si elle étoit recûe par le Gréffier seul.

#### ARTICLE XIV.

Au commencement de la déposition, fera fait mention du nom, surnom (1), âge (2), qualité & demeure du Témoin, du serment par lui presté, s'il est ferviteur ou domestique (3), parent ou allié de l'une ou de l'autre des Parties, & en quel degré.

1. Sera fait mention du nom, furnom, &c.]
Afin que le Défendeur puisse non-seulement découvrir avec plus de facilité les moyens de reproches, mais les justifier même par l'aveu & la déclaration des Témoins.

2. Age. ] On ne reçoit point en matiere civile la déposition des Témoins, à moins qu'ils n'ayent atteint l'âge de puberté. Rien n'empêche néanmoins qu'un Témoin pubere puisse déposer de ce qu'il a vû pendant qu'il étoit encore pupille.

3. Serviteur ou domestique ] Non pour rejetter leur témoignage, comme on le croit ordinairement, & comme il est di à l'égard des parens en l'attiel 11. ci-destis, mais pour y avoir égard par le Juge suivant les eirconstances. En effet, si l'intention de l'Ordonnance esti été de rejetter le témoignage des serviteurs & domestiques, elle n'auroit pas manqué d'en faire une disposition; mais ne l'ayant point fait, c'est une preuve qu'elle a laisse ces choses à l'arbitrage du Juge. On ne peut mieux faire que de suivre là-dessis les dispositions de Droit.

Quand le serviteur dépose contre son maître

380 il semble que son témoignage doit être reçû, & qu'il est d'autant moins suspect, ( suivant la Loi 8. Cod. de Testibus.) C'est ainsi que le pense Gui-Pape , quest. 45.

Mais quand un serviteur dépose en faveur de fon Maître, fon témoignage doit être rejetté, ( suivant la même Loi 8. Cod. de Testibus. Nam testi fides adhibenda non est, cui im-

perari potest ut testis fiat.)

Il v a même des cas où l'on est dans l'obligation d'entendre les serviteurs & domestiques en déposition, v. g. dans le cas d'une demande en séparation, de mauvais traitement de mari à femme. De même quand une femme est accufée de foustraction des effets de la fuccession de son mari, la principale preuve réside toujours en la bouche de ses domestiques, sans quoi on n'auroit presque jamais de preuve. (Voyez le Procès - verbal de l'Ordonnance, pag. 298.) Nam ea que domi geruntur, non facile per alienos possunt constreri. (Voyez la Loi 8. §. 6. Cod. de repudiis. ) Ce qui a aussi lieu en général toutes les fois qu'on ne peut avoir autrement la preuve. ( L. 7. ff. de Testibus, )

Dans les Procès de Communautés d'habitans qui plaident en nom collectif, les serviteurs & domestiques de quelques-uns de ces habitans ne font point reprochables, & peuvent être entendus en déposition. ( Ainsi jugé au Bailliage d'Orleans par Sentence du 16. Janvier 1750.)

Au reste il ne faut pas confondre le mot de serviteur avec celui de domestique. Domestiques sont ceux qui vivent dans la même maifon , & mangent à la même table sans être ser-

vitcurs.

#### ARTICLE XV.

Les Témoins ne pourront déposer en la présence des Parties (1), ni mesme en la presence des autres Témoins (2), aux Enquestes qui ne seront point faites à l'Audience (3); mais seront ouis séparément sans qu'il y ait autre personne que le Juge ou Commissaire à faire l'Enqueste, & celui qui écrira la déposition.

1. En la présence des Parties ] Afin que les Témoins puissent déposer avec une entiere liberté.

2. En la présence des autres Témoins. ] Afin

qu'ils ne réglent point leurs dépositions sur celles des autres.

3. Qui ne seront point faites à l'Audience.

Comme en matiere sommaire, Suprà, titre 17.

Confus pag 24.7 ) & Consulaire (Sund titre

Comme en matiere fommaire, \(\supra\), titre 17. art. 8. pag. 247.) & Confulaire. (Supra, titre 1.6. article 7. pag. 231.)

# ARTICLE XVI.

La déposition du Témoin estant achevée, lecture lui en sera faite; & sera ensuite interpellé de déclares si ce qu'il a dit contient vérité; & s'il y persiste, il signera sa déposition (1); & en cas qu'il ne sceus ou ne pusse signer, il le déclarera, dont sera fait mention sur la minute & sur la grosse.

1. Il signera sa déposition. La déposition doit aussi être signée du Commissaire & du Gressier.

#### ARTICLE XVII.

Les Juges ou Commissaires feront rédiger tout ce que le Témoin voudra dire (1), touchant le fait dont il s'agit entre les Parties, sans rien retrancher des circonstances.

1. Tout ce que le Témoin voudra diré.] Les Temoins ne doivent dépofer que des faits dont il s'agit entre les Parties, & qui font de leur connoiffance particuliere; & lis doivent expliquer ces faits dans toutes les circonstances împortantes, fans aucune affectation de ce qui peut fervir ou préjudicier à celui à la Requête de qui ils ont été affignés pour déposer. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 302.)

# ARTICLE XVIII.

Si le Témoin augmente, diminue ou change quelque chose en sa déposition, il sera écrit par apostilles & par renvois en la marge, qui seront signez par le Juge & le Témoin, s'il sçait signer, sans qu'il puisse estre adjousté soi aux interlignes, ni messme aux renvois qui ne se ront point signez (1): & si le Témoin ne sqait signer, en sera fait mention sur la minute & sur la grosse.

<sup>1.</sup> Aux interlignes, ni même aux renvois qui ne feront point fignés. ] Dans l'usage on se contente de parapher ces apostilles& renvois, au

Des Enquêtes. Tit. XXII. 383 lieu de les figner, du moins dans quelques Sieges.

Quand un Témoin a une fois été entendu en déposition, il ne peut plus se rétracter: néanmoins si ce Témoin avoit déposé faux, & que par un principe de conscience il déclarât ensuite au Juge qu'il a déposé saux, & que la vérité est que les choses se son passes devroient avoir égard à cette rétractation, si l'affaire n'est pas jugée dispnitvement; ce qui dépend des circonstances & de la prudence du Juge. Voyez sur cette question Gui Pape, question 556. avec les notes de Ferrerius.

## ARTICLE XIX.

Le Juge fera tenu de demander au Témoin s'il requiert taxe (1); & si elle est requise, il la fera eu égard à la qualité, voyage, & séjour du Témoin.

1, S'il requiert taxe.] Cette taxe se fait par les Commissaires, lorsque ce sont eux qui reçoivent la déposition des Témoins. L'article 15, du titre 11. ci-dessis en a une disposition à l'égard des Experts. (Voyez la note sur cet article, pag. 357.)

## ARTICLE XX.

Tout ce que dessus sera observé en la consection des Enquestes, «à peine de nullité ( 1 ).

1. A peine de nullité. I L'effet de cette nullité est d'être privé de faire Enquéte, sans pouvoir Tome II. É la recommencer, même à ses dépens ; néanmoins cela n'exclut pas les autres preuves.

Mais lorsque la nullité vient du Juge ou du Commissaire, la Partie dont l'Enquête est déclarée nulle, peut en faire une nouvelle aux frais de ce Juge ou Commissaire : (Infra, article 35. pag. 395.) car il n'est pas juste que cette Partie souffre, & soit privée de son droit par la négligence d'un autre.

Si la nullité de l'Enquête vient du fait du Procureur, la Partie est privée du droit de la recommencer; mais elle a son recours contre son Procureur pour raison de ses dommages & intérêts. (Voyez Henris, tom. 1. liv. 2. chap.

4. quest. 27.)

#### ARTICLE XXI.

Défendons aux Parties de faire ouir en matiere civile plus de dix Témoins sur un mesme sait (1), & aux Juges ou Commissaires d'en entendre un plus grand nombre; autrement (2) la Partie ne poutra prétendre le remboursement des frais qu'elle aura avancez pour les faire ouir, encore que tous les dépens du Procès lui soient adjugez en fin de Cause.

1. Plus de dix Témoins sur un même fait.] Afin de ne pas multiplier les frais, & de ne pas

sirer la Procédure en longueur.

Lacombe en sa Jurisprudence civile au mot Témoins, sect. 3. édition de 1753, dit que sur des faits articulés en matiere d'incendie au ciyil, la Partie peut faire entendre plus de dix Témoins, & fl cite à ce sujet un Arrêt de la Grand'Chambre du 16. Mai 1744.

Des Enquêtes. Tft. XXII. 385 2. Autement.] Cest-à-dire, que si la Partie fait entendre plus de dix Témoins, elle ne pourra demander à être remboursée des frais qu'elle a faits pour en faire entendre un plus grand nombre, quand même elle obtiendroit tous les dépens.

## ARTICLE XXII.

Le Procès verbal d'Enqueste fera sommaire (1), & ne contiendra que le jour & l'heure des assignations données aux Témoins pour déposer, & aux Parties pour les voir jurer; le jour & l'heure des assignations écheues; leur comparurion ou désaut; la prestation de serment des Témoins; si c'est en la présence ou absence de la Partie; le jour de chacune déposition; le nom, surnom, âge, qualité & demeure des Témoins; les réquisitions des Parties, & les actes qui en seront accordez.

1. Sera sommaire, Sec.] Si cependant le Commissaire est récusé, ou qu'il foir formé quelque demande ou quelque opposition par une des Parrics, ou par quelqu'un des Témoins, v. g. si ce Témoin prétendoit qu'il ne doit pas déposer, il en doit être fait mention par le Procès-verbal.

## ARTICLE XXIII.

Les Greffiers ou autres (1) qui auront écrit l'Enqueste & le Procès verbal, ne pourront prendre autre falaire, vacation E ii ni journée, que l'expédition de la grosse selon le nombre des rolles, au cas que l'Enqueste ait, esté faire au lieu de leur demeure; & si elle a esté faire ailleurs, ils auront le choix de prendre leurs journées, qui seront taxées aux deux tiers de celle du Juge ou Commissaire, sans qu'ils puissen prendre ensemble leurs journées & leurs grosses, pour quelque prétexte que ce soit.

1. Ou autres.] Voyez la note sur l'art. 19. du tit. 21. ci-dessus, pag. 359.

## ARTICLE. XXIV.

Les Expéditions & Procès-verbaux des Enquestes feront délivrées aux Parties, à la requeste desquelles elles auront esté faites (1), & non aux autres Parties (2): & si elles ont ésté faites d'office (3), elles seront seulement délivrées à nos Procureurs-Généraux, ou nos Procureurs sur les lieux, ou aux Procureurs-Fiscaux des Justices des Seigneurs, à la requeste desquels elles auront esté saites.

1. A la requeste desquelles elles auront été faites. ] Par Arrèt du 23 Mai 1704, rendu en la seconde Chambre des Enquêtes, il a été jugé que le Commissaire avoit bien déséré à l'opposition formée entre ses mains à la délivrance de l'Enquête, jusqu'à ce que l'appel de l'appointement à vérisser, c'est-à-dire de la Sentence qui avoit Des Enquêtes. Tit. XXII. 387 admis à la preuve, cût été décidé; quoique celui qui demandoit qu'on délivràt cette Enquête, offrit à l'autre Partie de consentir qu'elle sit procéder à la sienne, même après les délais échis.

2. Et non aux autres Parties. ] Si ce n'est au cas des articles 28. 29. & 30. ci-après.

3. Et si elles ont été si tes d'ossice. Les Enquêtes d'office cont celles qui s'ordonnent d'office par les Juges sur des faits extraits & réfultans du Procès. (Arrêt du Parlement du 16. Février 1602, & Arrêt du Conseil du 26. Octobre 1604, rapportés l'un & l'aurre par Joli, tom. 2. pag. 1532. & 1335.) ou sur la réquisition du Minittere public. Ces Enquêtes sont sujettes aux mêmes formalités que les Enquêtes ordinaires; elles doivent être faites par les Juges, & non par les Commissiaires - Enquêteurs, qui ne peuvent faire que celles qui se poursuivent sur la Requête des Parties privées. (Voyez equi a été dit en l'art. 5. ci-dessus, note 3, pag. 371.)

# ARTICLE XXV.

Ceux qui auront esté pris pour Gressiers en des commissions particulieres (1) qui n'auront point de déposts, remettront la minute des Enquestes & Procès-verbaux ès Gresses des Jurisdictions où le distèrend est pendant, trois mois après la commission achevée; sinon seront les Gressiers ou autres qui auront écrit l'Enqueste & Procès-verbal, sur le certificat du Gressier de la Justice où le Procès est pendant, que les minutes s'auront esté remisses en son Gresses, con-

traints après les trois mois au payement de deux cens livres d'amende applicables moitié à Nous, & l'autre moitié à la Partie qui en aura fait plainte; (auf aux Greffiers ou autres qui auront écrit les minutes, après les avoir remifes au Greffe, de prendre exécutoire de leur falaire contre la Partie à la requeste de qui l'Enqueste aura esté faite.

1. Ceux qui auront été pris pour Greffiers en des Commissions particulieres. | Voyez la note

fur l'art. 19. du tit. 21. pag. 359.

Par Arrêt du Conseil du 24. Novembre 1703. (rapporté au nouveau Recueil, tom. 2. pag. 237.) il est fait désense aux Officiers des Cours, Présidiaux & autres Justices Royales, de se servir pour Gressier dans leurs commissions, de quelque nature qu'elles foient, que des Commis des Gresses & Sieges dont ils font corps, à peime de nullité de leurs Procès-verbaux, & de restitution du quadruple des droits & émolumens, &c. Ainsi jugé par plusieurs Arrêts rapportés par Papon en son Recueil d'Arrêts, liv. 6. tit. 6. att. 2.

Mais dans le cas de maladie, abfence, ou sufpicion des Greffiers ordinaires du Siege, il est permis aux Juges dans leurs commissions de se servir d'autres Greffiers. (Arrêt du Conseil du 30. Janvier 1724, rapporté au Code de Louis XV, tom. 1.

# ARTICLE XXVI.

Abrogeons l'usage d'envoyer les expêditions des Enquêtes dans un sac clos & Des Enquêtes. Tit. XXII. 389 fcellé, mesme de celles qui auront esté faites en une autre Jurissicion, & pareillement toutes publications, réceptions d'Enquêtes (1), & tous Jugemens, Appointemens, Sentences & Arrests, portant que la Partie donnera moyen de nullité & de reproche.

1. Toutes publications, réceptions d'Enquêres.]
Publication d'Enquêtes est la réception qui se faisoit de l'Enquête à l'Audience, après quoi elle
devenoit une piece du Procès, & chaque Partie
en pouvoit prendre communication. La communication introduite par l'Ordonnance tient aujourd'hui lieu de cette publication.

#### ARTICLE XXVII.

Après la confection de l'Enqueste, celui à la requeste de qui elle aura esté faite, donnera copie (1) du Procès-verbal (2), pour fournir par la Partie, dans la huitaine (3), des moyens de reproches, si bon lui semble, & sera procédé au jugement du différend, sans aucuncommandement ni sommation.

1. Donnera copie. I Il n'est pas nécessaire de donner cette copie à la Partie même; il susit

de la donner à son Procuretir.

2. Du Procès verbal.] Cette communication du Procès-verbal avant celle de l'Enquête, est ordonnée afin de ne pas donner lieu aux Parties de reprocher des Témoins suivant qu'ils seroient savorables ou

non, si ces Parties avoient communication des dépositions portées par l'Enquête; au lieu qu'en ne donnant point communication de l'Enquête, elles ne peuvent les reprocher à leur gré, mais seulement suivant que la Justice l'exige.

Quelques Procureurs fignifient en même tems l'Enquête avec le Procès-verbal; mais il est évident que c'est aller & contre la disposition &

contre l'esprit de l'Ordonnance.

3. Pour fournir par la Partie, dans la huitaine. | Dans les Cours & Bailliages, & trois jours seulement dans les autres Jurisdictions. .

Cette huitaine dans laquelle les reproches doivent être fournis, court irrévocablement, fans qu'après ce délai passé, la Partie puisse fournir aucun reproche.

Cependant si ces reproches étoient justifiés par écrit, il semble qu'ils pourroient être reçûs après la huitaine . ( Voyez infra , art. 14. note 1. pag. 394.)

# ARTICLE XXVIII.

Si celui qui a fait faire l'Enqueste, estoit retusant ou négligent de faire signifier le Procès-verbal, & d'en donner sopie, l'autre Partie pourra le sommer (1) par un simple acte d'y satisfaire dans trois jours, après lesquels il pourra lever le Procès-verbal (2), & sera tenu le Greffier lui en délivrer une expédition (5), en lui représentant l'acte de sommation, & lui payant ses salaires de la grosse du Procès-verbal, dont sera délivré exécutoire contre la Partie qui en devoit donner copie.

1. L'autre Partie pourra le fommer. ] Mais elle ne pourra faire cette fommation, qu'auparavant cette Partie n'ait signifié le Procès-verbal de l'Enquêre par elle faire; au cas qu'elle en ait fait une de sa part. ( Infrà, att. 34.)

2. Après lesquels il pourra lever le Procèsverbal. Et il aura pour cela huitaine dans les Cours & Bailliages, & seulement trois jours dans les aurres Jurisdictions. (Infrà, art. 31.

& 32.

5. Et sera tenule Greffier lui en déliver une expédition. Le Greffier qui délivre cette expédidition, et tenu d'en faire mention sur la minure, ainsi que du jour qu'il l'auta délivrée, se même de retenir pour la décharge une copie de la signification des moyens de reproches, ou de l'acte portant renonciation d'en sournit. (In/ré, art. 50.)

#### ARTICLE XXIX.

La Partie (1) qui aura fourni de moyens de reproches, ou qui y aura renoncé (2), pourra demander copie de PEnqueste (3), laquelle lui sera delivrée par la Partie; & en cas de resus, l'Enqueste sera rejettée, & sans y avoit égard procédé au jugement du Procès.

1. La Partie. ] C'est-à-dire, la Partie à qui se Procès-verbal a été signifié. (Voyez les deux articles précédens.)

2. Ou qui y aur à renoncé. ] Soit expressément, soit tacitement, en laissant écouler la huitaine, (Suprà, art. 27.)

3. Pourra demander copie de l'Enquête. ] Cest-

392 Des Enquêtes. a-dire, lossqu'elle n'a point fait d'Enquête

de sa part; autrement elle ne peut demander cette copie, à moins qu'elle n'ait auparavant donné copie de la sienne. (Infrå, art. 33. pag. 394.)

# ARTICLE XXX.

Si la Partie contre laquelle l'Enqueste aura esté saite en veut prendre avantage, il pourra la lever (1) en faisant apparoir de la signification de ses moyens de reproches, ou de l'acte portant renonciation d'en fournir, dont sera lais copie au Gressier, à la charge d'avancer par lui les droits & salaires du Gressier, dont lui sera délivré exécutoire, pour s'en faire tembourser par la Partie qui aura fait faire l'Enquête; & dans l'exécutoire seront compris les frais du voyage pour faire lever les expéditions, ou pour le salaire des Messagers.

1. Il pourra la lèver. J Voyez la note 3. far l'article précédent.

Cet article est une exception de l'article 24...

ei-deilus.

La Partie qui veut lever cette Enquête, a pour cela un délai de huitaine dans les Cours & Baillages, & de trois jours seulement dans les autres Jurisdictions. (Infrå, art. 31. & 32.)

## ARTICLE XXXI.

Si la Partie qui a fait faire l'Enqueste

Des Enquêtes. Tit. XXII. 393 refuse d'en saire aonner copie, & du Procès-verbal (1), l'autre Partie aura un délai de huitaine (2) pour lever le Procès-verbal, & pareil délai (3) pour lever l'Enqueste; & en cas que l'Enqueste air esté faire hors le lieu où le différend est pendant, il sera donné un autre délai selon la distance du lieu, tant pour le voyage que pour le retour de celui qui sera envoyé pour la lever, à raison d'un jour pour dis lieues.

1. Refuse d'en donner copie , & du Proces-ver-

bal. ] Voyez l'article 28. ci-dessus.

2. Aura un délai de huitaine.] Ce délai n'a lieu que pour les Cours & Bailliages. Dans les aurres Jurisdictions il n'est que de trois jours. ( Voyez l'article suivant.)

3. Et pareil delai. ] Voyez la note précédente.

## ARTICLE XXXII.

Tous les délais de huitaine ci-devant ordonnez, ne seront que pour nos Cours & pour nos Bailliages, Sénéchaussées & Présidiaux: & à l'égard de nos autres Jurisdictions, des Justices des Seigneurs, mesme des Duchez & Pairies, & des Juges Ecclésatiques, les délais seront seulement de trois jours (1).

1. Seront seulement de trois jours.] Dans l'étendue de dix lieues, a compter du jour de la fignification du Jugement faite à la Parue ou à son Procureur. Hors les dix lieues, le délai doit

#### ARTICLE XXXIII.

La Partie qui aura fait faite une Enqueste, ne pourra demander à l'autre Partie (1) copie du Procès-verbal de son Enqueste, ni pareillement le lever, qu'il n'ait auparavant fait signifier le Procès-verbal de l'Enqueste faite à sa requeste, ni demander copie de l'autre Enqueste, ni la lever, qu'il n'ait donné copie de la sienne.

1. Ne pourra demander à Pautre Partie. ]
Voyez les articles 28. & 29. ci-dessus, auxquels selui-ci sert d'exception.

# ARTICLE XXXIV.

Celui auquel aura esté donné copie; tant du Procès-verbal, que de l'Enqueste faite contre lui, ne pourra en Cause principale, ou d'appet (1), faire euir à sa requeste aucun Témoin (2), ni donner aucun moyen de reproche (3) contre les Témoins ouis en l'Enqueste de la Partie.

1. Ou d'appel. ] A mons qu'il ne s'agît d'un fain nouveau, ou que l'enquête fut déclarée nullée par la faute du Commillaire: car dans le presuuer cas on peut entendre de nouveaux Té-

noins, & dans le fecond eas on peut entendre le nouveau les mêmes Témoins. (Voyez infra, ut. 36.) Il en est de même si la signification qui tété faite de l'Enquête de l'autre Partie, étoit réguliere ou prématurée.

2. Faire ouir à fa Requête aucun Témoin.] Afin qu'il n'air pas la liberté de faire entendre les Témoins gagnés & corrompus, qui déposeoient des fairs contraires à ce qui est porté en

Enquête dont il a cu communication.

3. Ni donner aucun moyen de reproche] Parce u'alors il reprocheroit seulement les Témoins di lui seroient contraires.

Si ces reproches sont par écrit, il parost u'ils peuvent être proposés en tout état de caul. (Voyez l'article 20, du titre 15, de l'Ordonance de 1670, & infra, tit. 23, art. 2. note 2-)

#### ARTICLE XXXV.

Si la permission de faire Enqueste a sté donnée en l'Audience, sans que les arties ayent esté appointées à écrire, les inquesses feront portées à l'Audience (1) our y estre jugées (2) sur un simple acte, sans autres procédures (3).

v. Les Enquêtes seront portées à l'Audience.] oyez ci-dessus, art. 3. in fine, avec la note 2.

1g. 368.

2. Pour y être jugées.] Si faire se peut. Mais l'Enquête est un peu longue & chârgée de drs, on peut ordonner que les piéces serontifes sur le Bureuu, ou appointer, s'il y a lieu. Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 18. article 41.)

3. Et sans autres Procédures.] C'est-à-dire.

\* 1

Des Enquêtes. 396

Lans fournir moyens de nullité par écrit (comme il est dit ci-dessus , art. 3. in fine , ) ou autres Procédures femblables, (Voyez au furplus l'article 23. du tit 21. ci-dessus, avec les

notes, pag. 362.)

Si les Parties avoient été appointées à écrire & produire, il faudroit produire les Enquêtes comme les a stres pieces du Procès, s'il n'y avoit pas encore ea de production, finon par production nouvelle, au cas que les autres pieces eaffent déja été produites, sauf à les contredire. ( Voyez art. 3. ci-dessus, sur la fin. )

# ARTICLE XXXVL

Si l'Enqueste est déclarée nulle par la faute du Juge ou Commissaire, il en sera fait une nouvelle (1) aux frais & dépens du Juge ou Commissaire, (2) dans laquelle la Partie pourra faire ouir de nouveau les mesmes Témoins. (3).

1. Il en fera ait une nouvelle. ] Par un autre Commissaire-Enquêreur, s'il y en a dans la Jurifdiction, finon par le Juge. (Edit du mois de Mai 1583. art. 7.1

Dans les Cours on nomme un Commissaire pour recevoir ces sortes d'Enquêtes; & si le Procès est appointé, c'est toujours le Rapporteur.

2. Aux rais & dépens du Ju e ou Commiffaire. | Voyez l'art. 24. du tit. 15. de l'Ordon-

nance de 670.

3. Ouir de nouveau les mêmes Témoins. ] Car il ne seroit pas juste que la Partie souffrit de la négligence da Commissaire, Autrement un Commissaire qui voudroit favoriser une Partie, poursoit anéantir la preuve par une nullité affecDes Enquêtes. Tir. XXII. 397 sée. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance,

pag. 320.)

Au reste, quand si est dit ici que la Partio pourra faire entendre de nouveau les mêmes Témoins, cela suppose qu'il n'est pas permis a cette Partie d'en faire entendre d'autres, si ce n'est dans le cas ou quelques-uns des Témoins entendrs en l'Enquête déclarée nulle feroient décédés, ou hors d'état d'être entendus de nouveau : car alors is l'Eroit juste que le Juge permit d'en faire entendre d'autres.

Lorsqu'une Parsie intervient dans une inftance, elle pear faire entendre de nouveaux Témoins à sa Requête, quoique la Partie prinpale ait fait son Enquête; & il faudra observer pour cette nouvelle Enquête la même Procédure que celle qui est établie dans les articles

précédens.

Si l'Enquête est nulle par la faute de l'Huissier qui l'a fignissée, elle ne peut être rezommencée, parce qu'alors la Partie est tenue des faits de l'Huissier qui est son mandataire.

## TITRE XXIII.

Des reproches des Témoins.

## ARTICLE L.

Es reproches (1) contre les Témoins. Se non en termes vagues & généraux, autrement feront rejettez.

1. Les reproches. ] On entend par reproche, tout ce qui peut servir à faire rejetter la déposition d'un Témoin, soit par la qualité de ce Témoin, soit par la nature ou les circonstanecs de sa déposition.

2. Scront circonstanciés & pertinens.] Les reproches les plus ordinaires contre les Témoins

font,

1°. Que le Témoin est parent ou allié, serviteur ou domestique des Parties, ou de l'une d'elles. (Voyez suprà, art. 11. & 14. avec les notes, pag. 376. & 397.)

2°. Qu'il a été repris de Justice ou décrété. (Article suivant.)

3°. Qu'il n'est pas en état de déposer; comme s'il est impubere. ( L. z. §. Lege. ff. de Testibus. )

4º. Ou'il est ennemi de celui qui le reproche; & cette inimitié est toujours présumée, quand on est en Procès avec le Témoin qu'on reproche, pourvu cependant qu'il s'agisse d'un Procès considérable, vel & omnibus bonis, vel de majore parte bonorum, comme il est dit en la Loi 21. ff. de excusat. Tutor. La Novelle 90. chap. 7. porte : " Que celui qui a un Procès cri-» minel contre quelqu'un, ne peut être Témoin » contre lui, mais qu'il le peut, fi le Procès n'est » que civil. C'est aussi le sentiment de Godefioi en ses notes sur cette Novelle.

Il faut cependant observer, que ce reproche d'inimitié pour être valable, doit procéder d'une cause antérieure à la déposition du Témoin ; autrement il seroit à craindre que la Partie à laquelle cette déposition pourroit faire préjudice, n'intentât un Procès contre ce Témoin, & ne prétendît par-la avoir un moyen suffisant de reproche contre lui. ( Voyez le ProDes Témoins. Tit. XXIII. 399 cès-verbal de l'Ordonnance 1667. tit. 23. art. 2.

pag. 322. & infrà, la note sur l'art. 8. du tit. 24.)
Si le Témoin est saiss & exécuté à la requête

de la Partie, aut vice versa, on peut regarder cette exécution comme le sajet d'une mimitié capitale (Ainsi jugé au Bailliage d'Orléans par

Sentence du 11. Mars 1749.)

5 Si le Témoin a été corrompu ou féduit; & cette féduction est toujours préfumée, lorfque le Témoin a reçû quelque préfent de la Partie, & quelquefois même lorsqu'il a bû & mangé chez elle depuis l'assignation pour déposer, ce qui dépend des circonitances & de la qualité des personnes.

6°. Si le Témoin a intérêt de déposer ce qu'il dépose, (L. 3. & 10. ff. de Testibus. L. omnibus

10. ubi & D D.Cod. de Testibus. )

7°. On peut encore regarder comme un moyen valable de reproche contre les Témoins, si la Partie s'étoit assurée par écrit de leurs dépositions. (Arrêt du 11. Août 1696. au Journal des Audiences, tom. 5.)

Outre les reproches précédens, il y en a encore quelques autres dont il est fait mention en la L. 3, 5, 5, ff. de Testibus. (Voyez cette Loi.)

Au reste les reproches proposés contre un Ténoin ne servent qu'à la Partie qui les a proposés, & non aux autres, à moins que le Témoin n'eût une incapacité personnelle pour déposer, comme s'il étoit impubere ou infame.

On peut non-seulement attaquer les dépofitions par la voie des reproches contre les Témoins; mais on peut encore attaquer les dépofitions en elles-mêmes de deux manieres. 1º. En faisant voir que ces dépositions sont fausses, contraires, ambiguies ou affectées, &c. 2: En montrant qu'elles sont nulles dans la forme.

#### ARTICLE II.

S'il est avancé dans les reproches, que les Témoins ont esté emprisonnez, mis en décret (1), condamnez ou repris de Justice, les faits seront réputez calomnieux (2) s'ils ue sont justifiez avant le jugement du Procès (3), par des écroues d'emprisonnement, décrèts, condamnations, ou autres actes.

1. Ont été emprifonnés, mis en décret. ] Il né faut pas conclure de cer article, qu'un Témoin foir reprochable par cela feul qu'il a été emprifonné ou décrété. Il fait que cet emprifonnement ou ce décret ait été fuivi de condamnation, pour rendre le reproche valable. Le Juge peut feulement faire quelque attention fur cet emprifonnement ou ce décret, pour avoir moins d'égard à la déposition du Témoin. (Voyez Mainard, Jiv. 4. chap. 75.)

2. Seront réjutés calomnieurs] Et par conséquent punis à l'arbitrage du Juge, suivant l'article 41. de l'Ordontance de 1539. Dans le projet de la présente Ordonnance, pag. 324, att. 7. du Procés-verbal : il étoit dit que pour chacum fait de reproche calomnicusement proposé, ou non justifié, il y auroit condamnation de quarante livres d'amende dans les Cours de Parlement, & de vingt livres dans les Cours de Parlement, & de vingt livres dans les outs de Parlement, applicable moitié au Roi & moitié à la Partie, s'ans préjudice au Témoin reproché de demander réparation, s'il y echet; mais on a jugé à propos de retrancher cet article, & de laisser les choses à l'arbitrage du Juge.

des Témoins. Tir. XXIII. 401

1. Avant le Jugement du Procès. Il Irésulre de ces termes, que quand des reproches sont justifiés par écrit, on peut toujours les proposer avant le Jugement. (Yoyez fuprà, tit 22. art. 34. n. 3. pag. 394.)

#### ARTICLE III.

Celui qui aura fair faire l'Enqueste pourra, si bon lui semble, sournir de réponses aux reproches, & les réponses (1) seront signifiées à la Partie; autrement désendons d'y avoir égard; le tout sans retardation du Jugement.

1. Et les réponses. ] Ces réponses sont appeslées en terme de pratique Sufvations; & ce terme est commun à toutes les réponses qui se sont aux contredits, aux griefs, & aux causes d'appel.

## ARTICLE IV.

Les Juges ne pourront appointer les Parties à informer (1) sur les saits de reproches, sinon en voyant le Procès, au cas que les moyens de reproches soient pertinens & admissibles (1).

1. Appointer 'es Parties à informer. ] Soit par actes ou par Témoins.

Dans les Enquêtes qui se font pour la preuve des reproches, on ne doit point être reçu à reprocher les Témoins produits, à moins que ces reproches ne soient point notoires ou justifiés sur le champ, ou par cait. (Voyez Imbert, liv. 3. chap. 13. n. 20. Despeisses, part. 1. tir. 8. n. 13. & Louet, lettre R. chap. 5. n. 1.)

2. Soient pertinens & admissibles. ] Mais s'il y a d'ailleurs une preuve suffisante, il est inutile de passer à la vérification de ces reproches, quoique pertinens. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 323. art. 6. Ordonnance de 1535. chap. 8. art. 20.)

Lorsque les Juges ont lieu de soupçonner que la preuve qu'on demande de ces reproches, n'est que pour tirer la Procédure en longueur, ils peuvent demander à la Partie de nommer sur le champ les Témoins par lesquels elle entend faire sa preuve, qu'elle sera tenue de faire dans un bref délai qui lui sera indiqué; & en cas de refus de la Partie, ils peuvent rejetter la preuve qu'elle demande.

Si la Partie appelle du Jugement qui admet à la preuve d'un reproche, cet appel n'empêche pas qu'on instruise sur ce reproche, & qu'on passe enfuite au Jugement du fond. (Argument tiré de l'art, 26. du tit. 24. ci-après. ) Mais dans ce cas de reproche non admis, si la Sentence est infirmée fur l'appel, la preuve de ce reproche se fait en cause d'appel par le Juge, qui commet ordinairement pour la faire sur le lieu où l'instance a d'abord été jugée.

# ARTICLE V.

Les reproches des Témoins seront jugez avant le Procès (1); & s'ils font trouvez pertinens, & qu'ils soient suffisamment justifiez, les dépositions n'en feront lûes (2).

2. Seront jugés avant le Procès. ] C'est-à-dire,

des Témoins. Tit. XXIII. 403
qu'il doit y être fait droit préalablement, pour
ne pas perdre inutilement le tenns. Ce Jugement préalable, est porté par la même Sentence
qui juge le fond, & pour cela le prononcé de
ces Sentences commence par ces mois, ayant
aucunement égard à tel reproche, nous ordonnons que tel Témoin fera rejetté de l'Enquête, &
en conséquence, &c. ou bien , s'ans avoir égard
aux reproches proposés contre tel & tel Témoin,
être.

n. Les dépositions n'en feront lûes. ] Et il sera passé tout d'un coup au Jugement du fond. (Argument tiré de l'article 5. du titre 5. -t-dessus.) Mais si les reproches sont jugés non valables, les dépositions en sont lies 5. 8 on passé autil sur le champ au Jugement du Proces, sauf en cas d'appel, a juger préalablement si ces reproches ont été valablement rejercés ou non.

# ARTICLE VI.

Défendons aux Procureurs de fournir aucun reproche contre les Témoins, si les reproches ne sont signez de la Partie, ou s'ils ne font apparoir d'un pouvoir spécial par écrit (1) à eux donné pour les proposer.

1. S'ils ne font apparoir d'un pouvoir spécial par térit.] Au cas qu'ils en soient requis, & non autrement. Les Procureurs pour se mettre à l'abri de la peine mentionnée ci-dessus en la note 1. de l'art. 2. de ce tit. doivent avoir attention de ne proposer aucun reproche pour leurs Parties sans une procuration spéciale, ou sans qu'ils soient signés de la Partie.

# TITRE XXIV.

Des récufations des Juges.

# ARTICLE I.

Es récufations (1) en matiere civile , feront valables en toutes Cours, Jurisdictions & Justices , si le Juge (2) est parent ou allié (3) de l'une des Parties, jusques aux enfans des cousins issus de germain, qui font le quatrieme degré inclusivement (4); & néanmoins il pourra demettrer Juge, si toutes les Parties y consentent par écrit (5).

1. Les récufations. ] La récufation est une espece de déclinatoire, qui se fait pour empêcher qu'un Juge ne puisse connoître d'une affaire portée devant lui.

2. Si le Juge. 7 On peut non-seulement récuser les Juges, mais encore tous ceux qui sont employés à quelque fonction de Justice ou Commission, comme Descente, Enquête, &c. ( Voyez infrà, art. 22. avec les notes.)

On peut auffi récufer non-feulement un Juge du Siege en particulier, mais tout le Siege enrier, v.g. quand on est en Procès avec lui Arrêt du 23. Février 1708. rapporté au Journal des Audiences, tom. 5.

Les Procureurs du Roi ou Fiscaux peuvent

des Juges. TIT. XXIII. 405

suffi être réculés, tant en matiere Civile qu'en matiere Criminelle, foit qu'ils foient Parties nécessaires ou non. (Ith Monnac sur la L. If. Ide Officio Procur. Ces. Basinage sur la Coutume de Normandie, pag. 10. de l'édition de 1709.) Quelques-uns cependant prétendent que cela ne doit pas avoir lieu quand le Procureur du Roi est Partie nécessaire; (Le Prêtre en ses Arrêts, Centur. 1. chap. 33. Arrêts des 27. Juillet 1601. & 17. Août 1612. cités par Brodeau sur Louet, lettre P. som. 39.) ce qui peut être autorifé par l'art. 23. du tit. 1. des Evocations de l'Ordonnance du monis d'Août. 1737.

Un Arrêt de Réglement du 5. Septembre 1703. rapporté au nouveau Recueil, tom. 2. pag. 316. & au Journal des Audiences, tom. 5. rendu entre les Avocats & Procureurs du Roi du Siege de la Marche à Guéret, porte: » Que le » Procureur du Roi fera tenu, lorfqu'il y aura des » caufes de récufation contre lui, de s'abstenir de la connoissance de toutes les affaires dans » lesquelles il ne sera point partie nécessaire.

Dans le cas de l'art. 4. du tit. 6. ci-dessus on peut toujours récuser les Avocats & Procureurs-Généraux, lorsqu'il y a des causes de récusation; ains que les anciens Avocats pour les folles intimations & désertions d'appel, au cas

du même article.

3. Est parent ou allié. ] Même dans le cas où le Juge seroit parent ou allié commun des Par-

ties. (In ra, art. 3.)

Lorsqu'un Tureur est en Cause pour le fait de son Mineur, en n'est point la parenté du Tureur qu'il saut considérer, mais seulement celle du Mineur; ainsi le Juge qui n'est parent que du Tureur, ne peut être récuse. (À figument tiré de l'Ordonnance des Evocations du mois d'Août 1737, tit, 1. article 20.)

Au reste, pour que la parenté ou alliance donne lieu à la réculation, il faut que la Partie qui est parente du Juge soit nommément Partie au Procès, & non en nom collectif; comme fi un Juge étoit parent d'un Chanoine, & que le Chapitre dont ce Chanoine est membre, plaidat en nom collectif, on ne pourroit alors réculer ce Juge sous prétexte de parenté. Une Déclaration du 2. Octobre 1694. (rapportée au no iveau Recueil, tom. 2. pag. 158.) porte: » Que dans tous Procès civils & criminels con-» cernant les droits des Fermes, circonstances » & dépendances, même dans tous les Procès qui » furviendront entre les Fermiers-Généraux en 30 nom collectif, les parentés ou alliances des » Préfidens ou Confeillers des Cours des Aydes » avec aucuns des Intéressés dans lesdites Fer-» mes, en quelque degré que ce puisse être, ne » pourront donner lieu à la réculation.

De même dans les causes qui se poursuivent à la Requête du Fermier du Domaine, si le Juge est parent du Fermier, il ne pourra être

réculé sous ce prétexte.

Ou allié. L'alliance spirituelle, comme si le Juge étoit parrain ou filleul de l'une des Paries, ne peut donner lieu à la réculation. ( Ainfi jugé par Arrêt du 12. Janvier 1618. rapporté par Auzanez en ses Arrêts , pag. 214. )

Jusques aux enfans des cousins issus de ger-

main, &c.

Idem en matiere de reproche de Témoins. ( Voyez ci-deffus tit. 22. art. 11. )

Si toutes les Parties y consentent par écrit ] Secus en matiere criminelle (Infrà, article 2.)

#### A'RTICLE II.

Le Juge pourra estre récusé en matiere criminelle.

des Juges. Tit. XXIV. eriminelle , s'il est parent ou allié de l'Accufateur (1) ou de l'Accufé, jusques au cinquieme degré inclusivement; & s'il porte le nom & armes, & qu'il soit de la famille de l'Accufateur ou de l'Accusé, il s'abstiendra en que que degre de parenté ou alliance que ce puisse être, quand la parenté ou alliance fera connue par le Juge, ou justifiée par l'une des Parties; sans qu'en l'un ni l'autre cas il puisse demeurer Juge, nonobstant le consentement de toutes les Parties (2), mesine de nos Procureurs - Généraux, ou nos Procureurs fur le lieux, & des Procureurs-Fiscaux des Seigneurs.

1. S'il est parent ou allié de l'Accusateur. ] Le mot Accusateur se doit entendre ici de la Partie plaignante, & non de la Partie publique.

2. Nonobstant le confentement de toutes les Parties. Par Arrèt du 7. Juillet 1702. une Procédure criminelle faite par un Juge parent d'une des Parties a été déclarée nulle, quoique le Juge n'ent pas été récusé. (Voyez cet Arrèt au Journal des Audiences, tom. 5.

# ARTICLE III.

Tout ce qui est ci dessus ordonné en matiere civile & criminelle, aura lieu, encore que le Juge soit parent ou allié commun des Parcies (1).

1. Soit parent ou allié commun des Parties.]

Tome II. F

Des récufations

Il en est autrement en matiere d'Evocation. ( Voyez l'Ordonnance des Evocations du mois d'Aout 1737. au tit. des Evocations, art. 17.)

#### ARTICLE

Ce qui est dit des parens & alliez aura pareillement lieu pour ceux de la femme (1), si elle est vivante, ou si le Juge ou la Partie en ont des enfans vivans; & en cas que la fem ne soit décédée, & qu'il n'y eust enfans, le beaupere, le gendre, ni les beaux-freres ne pourront estre Juges.

1. Aura pareillement lieu pour ceux de la femme. ] C'est-a-dire pour les parens & alliés de la femme du Juge, & pour le Juge parent ou allié de la femme d'une des Parties. Dans ces deux cas le Juge peut être récusé, fi la femnie du Juge ou de la Partie est vivante, ou sa étant décédée, le Juge ou la Partie en ont des enfans vivans. Mais fi le Juge ou la Partie n'one point d'enfans vivans de cette femme, alors les degrés de parenté sont restreints, & le Juge ne peut être récufé, finon dans le cas où il seron beaupere, gendre ou beau-frere d'une des Parties, par le moyen de cette femme.

#### ARTICLE V.

Le Juge pourra est e récusé, s'il a un différend sur pareille question que celle dont il s'agit entre les Parties (i), pourveu qu'il y en air p euve par écrit ; finon le Juge en sera crû à sa déclaration, sans des Juges. Trr. XXIV. 409 que celui qui propofera la récufation puisse estre receu à la pieuve par l'émoins, ni mesme demander aucun dé-L.i pour rapporter la preuve par écrit.

1. Sur pareille quession que celle dont il s'agir entre les P.r.ties.] Le Juge pourra auss' tier géocuse, s'il a un intérêt direct ou indirect au Proc.'s, loit comme Associé ou autrement, c'él-à-dire, s'il s'évenement de cetre Causs' peut tourner à son prosit ou à son présidée; pourvu cepenant qu'il y en ait aussi preuve par écrit, & sous les conditions de l'article précédent. (Voyez, le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 355; article 6.)

Pat la même raison un Juge qui a des biens dans la territoire d'une Communauté, ne peut être Juge dans les Procés de cette Communauté (Ains jugé par trois Arrêts des 31. Mai 1670, 14. Mai 1678. & Octobre 1680, rapportes par Bonisace, tom. 3, liv. 1, tit. 1, chap. 8, 3

# Article VI.

Le Juge pourra estre récusé, s'il a donné conseil, ou connu auparavant du différend comme Juge ou comme Arbitre (1); s'il a sollicité ou recommandé, ou s'il a ouvert jon avis hors la vistation (1). & Jugement; en tous lesquels cas il sera crù à sa déclaration, s'il n'y a preuve par écrit.

1. Comme Juge ou comme Arbitre. ] Il ne peut parcillement être Juge dans une affaire of il aura fervi de Témoin. (Airault en fon Instrudion judiciaire, liv. 2. part. 3. n. 26. pag. 230. La Ro-Fij

Des récufations cheflavin, Traité des Parlemens de France,

liv. 13. chap. 83. art. 11.)

2. S'il a ouvert son avis hors la visitation. ] Ainsi un Avocat qui auroit écrit , plaidé , ou consulté dans une affaire, ne peut être Juge dans cette même affaire. ( Airault ibidem , n. 25. pag. 129. & la Rocheflavin ibidem , art. 11.)

#### ARTICLE VII.

Sera austi récufable le Juge qui aura Procès en son nom dans une Chambre en laquelle l'une des Parties sera Juge. (1)

1. Sera Juge, ] Quoique l'espece de récusation portée en cet article ne le présente presque jamais, néanmoins si elle étoit proposée, les Juges ne pourroient se dispenser d'y avoir égard,

# ARTICLE VIII.

Le Juge pourra estre récusé pour menace par lui faite verbalement ou par écrit depuis l'Instance, ou dans les six mois précédens la récufation propofée, 04 s'il y a eu inimitié capitale (1).

1. Ou s'il y a eu inimitié Capitale. ] Il ne fuffit pas d'alléguer cette inimitié en termes généraux; mais il faut en exprimer la cause & le fuiet.

Cette inimitié capitale est présumée, quand. la Partie est en Procès avec le Juge. Cependant une assignation donnée à un Juge depuis l'action intentée, ne pourroit servir à le faire récuser.

des Juges. TIT. XXIV. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag.

338. art. 9.)

De même un Juge qui a été en Procès avec une Partie, ne peut être récusable sur ce fondement, fi le Procès est terminé. Cependant la bienféance exige que ce Juge se récuse de luimême, du moins pendant un certain tems, comme de six mois. (Argument tiré de ce qui est dit en cet arricle touchant les menaces. ) Mais après ce tems l'inimitié cesse d'étre présumée. ( Voyez Boniface en ses Arrêts, tom. 1. liv. 1. tit. 1. n. 22. où il rapporte un Arrêt du 23. Novem-

bre 1645. qui l'a ainsi jugé.)

Afin que les Parties ne puissent se former des moyens de récufer des Juges sous prétexte qu'ils. auroient intérêts dans la cause, il y a une Déclation du Roi du 27. Mai 1705., ( rapportée au-Recueil des Réglemens, tom. 2. pag. 372.) qui défend à tous les Sujets du Roi, de prendre & accepter directement ou indirectement des transports ou cessions de droits litigieux ou non litigieux, à prix d'argent, ou autrement sur les Juges devant lesquels ils plaideront, depuis le jour que les causes, Instances ou Procès auront, été portées devant lesdits Juges jusqu'au jour du Jugement ou Arrêt diffinitif; à peine de nullité deldits transports & des demandes & Procédures faites en conséquence; sans que les Juges puissent y avoir égard, soit en statuant sur les récusations fondées sur de pareils transports ou autrement. Cette Déclaration veut en outre que ceux qui auront récufé leurs Juges sur ce fondement foient condamnés en 2000. livres d'amende dans les Cours, &c.

Une autre présomption d'inimitié capitale seroit, fi la Partie avoit tué quelque proche parent du Juge, ou autres cas semblables,

Mais si cette inimitié a été suivie de recon-

ciliation, elle ne peut plus donner lieu à la récufation. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordon-

nance, pig. 137. art. 8. 1

Un Jugan'est point présumé ennemi de l'Avoear ou du Procureur qui a plaidé contre Lui ainstr rien n'empéche qu'il n'en soit le Juge, & il ne pourroit être résulé sur ce sondement.

De même si li Partie étoit en Procès avecfe frere ou même le pere du Juge, il ne pourroit être récusé sous ce prétexte. Cependant Bouvot, tom 1. au mos Récusation, quest, 10. rapporte un Arrêt du 4. Mai 16:0, qui a jugé qu'un Procès criminel intenté par la Partie contre le frere du Juge, étoit un motif de récusation.

C'est par le même motif qu'on a jugé, qu'une Partie étant en Procès contre son Evêque, nepouvoir récuser l'Official de cet Evêque. (Arrèt du 15. Juillet 1702, rapporté au Journal des Audiences, tom. 5.)

De même on ne pourroit récuser l'Official d'un Chapitre, sur le fondement qu'on seroit en Procès avec ce Chapitre. (Arrêt du 13. Juillet 1705. rapporté ibidém.)

# ARTICLE IX.

Le Juge sera aussi récusable, si lui ou ses ensans, son pere, ses freres, oncles, neveux, ou ses alliez en pareil degré ont obtenu quelque Bénésice des Prélats, Collateurs & Patrons Ecclésiastiques ou Laïques, qui soient Parties, ou intéresez en l'affaire, pour reu que les collations ou non inations ayent esté volontaires & non nécessaires (1).

413

1. Aient été volontaires & non nécessaires.] Les collations & nominations nécessaires sont celles, qui sont faites aux nommés par les Indul s accordés aux Officiers du Parlement de Paris, celles faites a des Gradués nommés par des vacances arrivées dans les mois de Janvier & de Juillet, les réngnations en faveur & autres provisions demandées en Cour de Rome, à l'égard desquelles il ne faut point objenir de dispenses, & encore les collations intervenues. sur permutations de Bénéfices, ou sur des nominations ou présentations de Patrons. (Voyez. le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 339art. 10. Ainfi juge par Arrêt du 27. Aout 1543. rapporté par Théveneau fur les Ordonnances, liv. 3. tit. 16. art. 10. )

# ARTICLE X.

Si le Juge est Protecteur ou Syndic de quelque Ordre, & nommé dans les qualitez; s'il est Abbé, Chanoine, Prieur, Bénésicier, ou du Corps d'un Chapitre, Collège ou Communauté, Tuteur honoraire ou onéraire, fubrogé Tuteur ou Curateur (1', héritier présomptif (2), ou donataire, maistre (3) ou domestique (4) de l'une des Parties; il n'en pourra demeurer Juge.

1. Tuteur honoraire ou onéraire, fubrogé Tuteur ou Curateur. ] In e faut pas conclure de-là, que les Administrateurs d'Hôptraux & Marguilliers de Paroisse qui sont des especes de Tuteurs, soient récusables dans les Causes & Pro414

cès des Hôpitaux ou Fabriques dont ils ont l'administration: ces derniers n'agissen qu'en nom collectif, & n'ont d'autre intérêt que celui du Public, & par conséquent ils ne peuvent être récusés. Il en est de même des Echevinsde Ville. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 341.)

2. Héritier présomptis.] Nam in re proprié iniquum est alicui licentiam tribuere sententia. (L. unic. Cod. ne quis in sua causa Jud.)

3. Maitre. ) Ce mot de Maitre doit-il s'étendre u cas, où l'une des Parties plaidantes est Vigneron ou Fermier du Juge? Bouvot, tom 2. au mot Récufations, quest. 13. rapporte un Arrèt qui a déclaré valable une semblable récusation contre un Juge en la Cause d'un de ses Fermiers, quoique ce Fermier ne demeurât pas en la même maison que lui. (Voyez aussi Cod. Fabr. lb. 3. ii. 4. desinit. 3. n. 3. qui établit cette décision.)

On trouve néanmoins dans le Journal des Audiences du Parlement de Bretagne, imprimé à Rennes en 1737, tom. 1. un Arrêt du 8. Février. 1716, qui a jugé qu'un Juge étoit compétent pour connoître des cantes de fon Fermier. Dans l'espece ce Fermier ne devoit rien du terme échu avant que le Procès sit porté au Tribunal où le Propitetaire étoit Juge.

4. Ou domestique. | Cela sentend de ceux qui vivent ensemble, qui demeurent dans la même maison, & mangent à la meme table que le Juge. (Voyez la Loi 24. au digeste de Testibus, où la déposition des Cliens étoit rejettée.)

# ARTICLE XI.

N'entendons néanmoins exclure les Juges des Seigneurs de connoistre de des Juges. Tit. XXIV. 415
tout ce qui concerne les domaines, droits
& revenus ordinaires ou cafuels (1), tant
en fief que roure, de la terre, mesme
des baux, fous-baux & jouissances, circonstances & dépendances, foir que l'affaire sult poursuivie sous le nom du Seigneur ou du Procureur-Fiscal; & à
l'égard des autres actions où le Seigneur
ferà Parcie, ou intéressé (1), le Juge
n'en pourra connoistre.

1. Les domaines, dreits & revenus ordinaires ou cafuels.] Comme droits de rachat, quints & sequints, cens & rentes Seigneuriales, lods & ventes, & amendes.

Mais si la qualité de Vassal ou de Censitaire. ou si le fond du droit ou de la rente étoient contestés par celui à qui le Seigneur demande le profit ou la redevance, ou que la propriété de l'héritage sujet au droit sut contentieuse entre le Seigneur & son sujet, ou qu'il s'agît d'avoir par puissance de Fief l'héritage acquis dans la mouvance du Seigneur; dans tous ces, cas le Seigneur n'en peut plus connoître. (Ainfijugé par Arret du Parlement du 8. Août 1712. sapporté au journal des Audiences, tom. 6. rendu en interprétation de ces articles. ) Voyez aussi d'Argentré sur l'article 45. de la Coutume de Bretagne, gl. 2. n. 3.) Ce qu'il dit à ce sujet sur l'article 30. de la même Coutume, est remarquable, que tota Dominorum Patronorum potestas est in compellendo, cum de controversia debiti (videlicet ex caufa reali & jeudali ) judicare nequeant. Voyez aussi Basnage sur l'article 53. de la Coutume de Normandie.

2. Es à l'égard des autres actions où le Sei-

gneur fera Partie ou intéresse. ] Comme s'il s'agit du payement d'une somme de deniers duc-par promesse ou obligation, d'une rente constituée, de la propriété d'un héritage, & de toutes autres choses que celles qui concernent les droits & domaines non contessé de la Scigneurie.

Cc qui a pareillement lieu pour une demande en réparation d'injures donnée par le Seigneur contre un de ses Justiciables; car le Juge de ce Seigneur n'en peut pareillement connoître, ainsi qu'il a été juée par un Arrêt du 17, Juillet 1795, rapporté au cinquieme tonte du Journal des Au-

diences.

Et c'est sur ce même fondement qu'il a été jugé par Arrêt du 13. Septembre 1706, rapporté aussi au cinquieme tome du Journal des Audiences, qu'un Seigneur pour fait de chasse ne peut faire informer a sa requête devant son Juge.

C'est aussi par la même raison qu'il est défendu aux Ossiciers des Seigneurs d'apposer le stells sur les esses de ces mêmes Seigneurs, aussi, bien que de faire inventaire ou de donner des Tuteurs à leurs enfans : ce droit n'appartient qu'aux Juges Royaux supérieurs de ces Justices, ainsi qu'il a été jugé par plusseurs Arrèts, & notamment par un di 6. Février 1702 & par un aurre di 17. Janvier 1708, tous les deux rapportés au Journal des Audiences, tome 5. Il y en a aussi un di 23. Avril 1704, trapporté par Augeard au second tome de ses Arrêts.

As l'urplus, cette désense pour les scellés ne regrati-que les Juges des Seigneurs Laiques, & non cett des Seigneurs Eschisatiques; il y en a un exemple artivé à Paris en 1693, à la mort de M. de Harlay, Archevêque de Paris: le Bailli de l'Archevê hé, du consentement de M. le Premier Président, apposa le scellé sur les effets de des Juges. Tit. XXIV. 417 ce Prélat 3 ce qui est fondé sur ce que les Justices Ecclésiastiques ne sont point patrimoriales à celui qui les posséde.

#### ARTICLE XII.

N'entendons aussi exclure les autres moyens de fait ou de droit (1) pour lesquels un Juge pourroit estre valablement récusé.

1. Les autres moyens de fait ou de droit.] Par exemple, fi le Juge est lié avec la Partie d'une amitié considérable. (Voyez Mannard en ses Questions, liv. 1. chap. 80. & 93. La Roche-stavin, liv. 13. des Parlemens, chap. 83. article 7. Voyez aussi la Loi 223. ff. de verbor signific, qui explique ce que c'est que amicus familiaris.)

Ainti un' Juge qui auroit bû & mangé fouveut avec une Partie depuis le Procès, feroit récufables (Arrêt du 20. Février 1562. rapporté par du Fail, liv. 2: chap. 206.) & c'est sur ce principé que l'Ordonnance du mois d'Octobre 1466. art. 6. défond aux Juges de boire & de manger avec les Parties plaidantes devant eux.

C'éft encore sur ce même fondement qu'il a été jugé, qu'un Juge-Commissaire dans ma affiire étoit récusable pour avoir mangé & bu'l avec la Partie. I Arrêt du 24, Janvier 1798. rapporté par Boivot, tome 2. au mot Récusation, quelt. 18. Aure Arrêt du 12. Décembre 1788. rapporté par Carondas sur le Code Henri, siv. 2. it. 8. art. 14. aux notes, qui a jugé une récussition valable contre un Juge qui avoir soupé chez sa Partie, & qui lui avoir donné a souper pendant le Procès. Voyez aussi Mainard en ses Questions, siv. 1. chap. 178.)

Mais il faut pour cela que le Juge ait mangé & bû chez la Partie, ou la Partie chez le Juge : car s'ils s'étoient trouvés tous les deux à diner ou à fouper dans une maifon tierce, ce ne pourroit être une cause de récusation.

Au furplus, il est de la prudence d'un Juge de se déporter de la connoissance d'une Cause, ou son ami est intéressé, furtout si cette amitié est intime; & il y-a même souvent beaucoup plus de raison de se récuser pour cette cause, que

pour celle de parenté.

Un autre motif de récufation est, si le Juge avoit reçu quelque don ou présent de la Partie, ou par lui-même ou par ses domestiques, ou qu'il est souffert que cette Partie se trouvant avec lui en voyage ou autrement, l'est défrayé, & est payé sa dépense directement ou indirectement. (Voyez suprà, tit. 21. 21. 21. 13. pag, 357.)

Mais un Juge qui seroit Tenancier de l'unedes parties, no pourroit être réculé sur ce sondement 3: (Aimi jugé par Arrêt du 15, Juillet 1672. rapporté au Journal du Palais. Voyez aussi-Berault en son Commentaire sur l'article 12: de la Coutume de Normandie, où il dit qu'il à c'é jugé par Arrêt du 13. Février 1551. qu'Avocatstenant héritages à rente & rourierement, ne s'abssident du Jugement des Procès )

Il femble qu'il en devroit être de mêmé dans le auge est vassal de l'une des Patries ; néanmoins il n'en est pas ains. La raison de cette distèrence est sondée sur ce que, comme dit Loysel en ses l'hitturs, tome 1. live 1. art. 30. Moult plus est teur le franc homme à son Seigneur pour l'hommage & l'honneur qu'il le lui doit, que n'est le vilain pour ses rentes payant. Il a même été jugé au Parsement de Toulouse, qu'il n'en conseiller étoir récusable en la Cause d'une de ses Vassaux. (Arrêe du mois de Févirer 1.465,

des Juges. TIT. XXIV. 41

rapporté par Catelan en ses Arrêts, liv. 9. chap. 6. Voyez aussi Carondas en ses Pandectes, liv. 4. chap. 5. où il rapporte un Arrêt du

17. Février 1664. qui l'a ainsi jugé.)

La raison doit être la même à l'égard du Juge propriétaire d'une maison dont une des Parties seroit locataire, & s'il y avoit en cela quelque différence, elle devroit être en faveur du peopriétaire, parce que le propriétaire a moins de motifs pour ménager le locataire, que le locataire n'en a pour ménager le propriétaire.

Mais ces distinctions n'ont plus lieu aujourd'uni. Il y a le ce fujet un Arrêt du Parlement de Rouen du 2. Avril 1729, rendu en forme de Réglement sur le réquisitoire du Procureur-Général, qui porte que tous Juges peuvene. connoître des causes des Seigneurs dont ils relevent noblement. On vott par cet Arrêt que la:

Jurisprudence sur ce point avoit varié.

Un Juge ne peut pareillement être récuféfous précexte qu'il est locataire d'une de ses Parties. (Ainsi jugé par Arrêt du Parlement du 8, Août 1712, rapporté au Journal des Audiencestom. 6, rendu en interprétation de cetarticle. Autre Arrêt du Parlement de Toulouse, rapporté parla Rocheslavin en son Traité des Parlemens, liv. 13, chap. 8, n. 28. Autre Arrêt du 20. Janvier 1655. rapporté par Basset, tome 1. liv. 2, tit. 6, chap. 4, Voyez aussi. Chorier en sa Jurisprudence sur Gui Pape.)

Un Juge ne peut pas non plus être técufé fur feifondement qu'il est Débiteur d'une des Parties... (Arrêt du 13. Juillet 1609. rapporté par Boutvor, tom. 2. au mot Récufation, quest. 6.) La: Rocheshavin en son Traité des Partemens, liv. 3. chap. 21. art. 3. est cependant d'un sentiment contraire; mais cela ne pourroit avoir lieu: teux au plus-que dans le cas où il 5 agiroit d'une 420 somme considérable, pour raison de laquelle le Juge pourroit appréhender d'être poursuivi par son Créancier; ce qui dépend des circonstances.

Il en est de même si le Juge étoit Créancierde la Partie d'une somme considérable, & pour raison de quoi il seroit intéressant au Juge que cette Partie gagnât sa Cause : car alors ce seroit peut-être un motif de récufation, ou plutôt la religion du Juge demanderoit qu'il se récusât lui-même en pareil cas.

## ARTICLE XIII.

Les Officiers de nos Cours, Bailliages, Sénéchaussées & autres Sieges & Jurisdictions, mesme ceux des Seigneurs, pourront folliciter, si bon leur semble, ès maisons des Juges, pour les Procès qu'eux, leurs enfans, pere, mere, oncles, tantes (1), neveux ou niéces, & les Mineurs, de la tutelle ou curatelle desquels ils feront chargez, auront ès Cours, Jurisdictions & Justices, dont ils sont Officiers: leurs défendons de les solliciter dans les lieux de la séance, de l'entrée desquels voulons qu'ils s'abstiennent entierement pendant la vifitation & Jugement du Procès.

1. Oncles, tantes. ] A plus forte raison les freres & sœurs, quoique l'Ordonnance n'est dise rien.

# ARTICLE XIV.

Si néantmoins lorsqu'il sera procédé.

des Juges. Tit. XXIV. au Jugement des Procès qu'ils auront en leur nom, ou pour leurs pere, mere, enfans ou Mineurs dont ils seront Tuteurs ou Curateurs, il étoit besoin qu'ils fussent ouis par leur bouche, ils ne pourront fous ce prétexte, ou pour quelque autre que ce soit, après avoir esté ouis, demeurer en la Chambre & lieu de l'Auditoire, dans lequel le Procès fera examiné & délibéré; mais feront tenus d'en fortir, sans qu'ils puissent solliciter pour aucunes autres personnes ( 1 ), sur peine d'estre privez de l'entrée de la Cour, Jurisdictions ou Justices, & de leurs gages pour un an : ce qui ne pourra estre remis ni modéré pour quelque cause & occasion que ce soit. Chargeons nos Procureurs en chacun Siege d'avertir nos Procureurs - Généraux des contraventions, & nos Procureurs-Généraux de Nous en donner avis; à peine d'en répondre par eux chacun à leur égard en leur nom.

1. Sans qu'ils puissent solliciter pour aucunes autres personnes. I Cette disposition n'est pas bien exactement observée; mais l'Ordonnance est trop précise sur ce point pour qu'on ne doive pass'y conformer.

# ARTICLE XV.

Si la récusation est jugée valable, le Juge ne pourra pour quelque cause &

sous quelque prétexte que ce soit, assisrer en la Chambre ou Auditoire pendant le rapport du Procès; & si c'est à l'Audience, il sera tenu de se retirer (1), à peine de suspension pour trois mois, sauf apres la prononciation de reprendre sa place.

1. Il sera tenu de se retirer. ] Et de descendre du Siege, ou du moins de se mettre à l'extrémité du banc, en sorte qu'il ne puisse entendre les opinions; mais il est plus convenable de descendre, & il n'est pas décent de rester à fa place en pareil cas.

#### ARTICLE XVI.

Ce que Nous voulons avoir aussi lieu à l'égard de celui qui présidera en l'Audience (1), nonobstant l'usage ou abus introduit en aucunes de nos Cours, où le Président récusé reçoit les avis, & prononce le Jugement; ce que nous abro-geons en toutes nos Cours, Jurisdictions & Justices: & en cas d'appointement, l'Instance sera distribuée (2) par celui des autres Présidens, ou Juges-à qui la distribution appartiendra.

1. Celui qui presidera en l'Audience. | Ou en la Chambre du Conseil, si la contestation done il s'agit fait la matiere d'un Procès par écrit.

2. L'Instance fera distribuée. Ainsi dans le cas de parenté da Juge, ou de l'un des Juges à qui il appartient de faire la distribution, ils ne des Juges. Trr. XXIV. 423'
peuvent y procéder pour raison des Procès de leurs parens, ni pareillement dans les autres cas où ils sont récusables; & alors le Procès doit être distribué par un autre Juge, du nombre de ceux à qui il appartient de faire cette distribu-

# ARTICLE XVII.

Tout Juge qui sçaura causes valables de récusarion en sa personne, sera tenur sans attendte qu'elles soient proposées, d'en faire sa déclaration (1) qui sera communiquée aux Parties (1).

1. D'en faire sa déclaration. C'est-à-dire; d'en faire sa déclaration à la Compagnie, comme il est dit en l'article suivant. Car dès qu'un Juge a du scrupule, & qu'il sent en lui quelque cause de récusation, il ne doit pas se constituer Juge en sa propre Cause, pour sçavoir s'il restera Juge; (ainsi que l'observe judicieusement M. le Premier Président sur cet article dans le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 346. & 3 47. ) & il doit proposer son scrupule aux autres Juges. En effet on ne peut douter que la plupart des Juges, s'ils n'écoutoient que leur propre sentiment, ne fussent disposés à s'abstenir volontiers de juger sur la moindre proposition qui leur en seroit faite par les Parties; mais ils ne doivent point suivre dans ees occurrences leur propre inclination, parce que l'office du Juge est un office nécessaire, & dù aux Parties.

D'où il suit que le Juge n'est tenu de se récuser lui-même que dans les cas où il lui est désendu de juger, comme dans les cas de l'article z. in sine. & de l'article 10, de ce titre. Mais. dans les autres cas il doit se dement faire sa déclaration des causes valables de récusarion qui se trouvent en sa personne. (Voyez la note s. sur l'art. 1. de ce tit. suprà, pag. 405.)

En matiere criminelle, il le Juge qui fait l'instruction est parent de l'Accusse, se qu'il ne se récusse pas lai-même, toute la Procédure qu'il fait est nulle; ce qui est une suite de ce qui est porté en la disposition de l'article 2. du présent titre sur la fin. (Voyez cet article avec les notes, pag. 406.)

2. Qui fera communiquée aux Parties. ] Parce / que les Parties ignorent le plas fouvent Les parentés & alliances des Juges, & les autres caufes qui peuvent donner lieu à la récufation.

## ARTICLE XVIII.

Aucun Juge ne pourra se déporter (1) du rapport & jugement du Procès, qu'après avoir déclaré (2) en la Chambre les causes pour lesquelles il ne peut demeurer Juge, & que sur sa déclaration il n'ait esté ordonné qu'il s'abstiendra.

1. Ne pourra se d'porter] Parce que l'office du Juge est un office nécessaire, & du au public & aux particuliers. (Voyez la note 1. sur l'article précédent.)

2. Qu'après avoir déclaré. Voyez aussi la

note 1. sur l'article précédent.)

# ARTICLE XIX.

Enjoignons pareillement aux Parties (1) qui sçauront causes de récusation

des Juges. Tit. XXIV. 425 contre aucun des Juges, pour parenté, alliance ou autreu ent, de les déclarer & proposer aussi tost qu'elles seront venues à leur connoissance (2).

1. Aux Parties.] Cela s'entend de toutes les Parties plaidantes, & non-seulement de celle

qui a intérêt de récuser le Juge.

2. Aussi-tôt qu'elles seront venues à leur connoissance.] Afin que cette réculation ne soit pas faite après que le Procès est instruit entièrement ou en partie, & quand le Jugement est près d'être rendu. (Voyez l'article suivant.)

# ARTICLE XX.

Après la déclaration du Juge ou de l'une des Parties, celui qui voudra réculer fora tenu de le faire dans la huitaine du jour que la déclaration aura esté signifiée; après lequel temps il n'y fera plus receu (1): mais si la Partie est abente, & que son Procureur demande un délai pour l'avertir, & en recevoir procuration expresse, il lui sera accordé suivant la distance des lieux, sans que les délais puissent estre prorogez pour quelque cause que ce soit.

1. Après lequel tems il n'y fera plus reçû.] C'est-à-dire, que le Juge peut alors rester Juge s'il sagit d'un Procès eviil, & ne peut plus être récuste, à moins que la cause de la récusation ne s'ût notoire, & du nombre de celles qui puissent faire présumer l'opinion du Juge, auxquels cas il est plus prudent au Juge de se récuser luimeme, excepté dans le sas où les Parties consentisoient expressément & par écrit qu'il restat Juge, comme il est porté en l'article 5. de ce titre.

Il a même été jugé qu'une Partie qui avoit procédé volontairement devant un Juge, ne pouvoit plus ensuite le récuser, quoique ce Juge cût connoissance de la cause qui donnoit lieu à la récusation. (Arrêt du 13, Février 1708, rapporté au Journal des Audiences.)

## ARTICLE XXI.

Si le Juge, ou l'une des Parties n'avoient point fait de déclaration, celui qui voudra récuser, le pourra faire en rout estat de Cause (1), en affirmant que les causes de récusation sont venues depuis peu à sa connoissance.

1. En tout état de Caufe. ] Jusqu'au Jugement diffinitif du Procès, & même après la confrontation en matiere criminelle. (Arrêt du 30. Juitlet 1707. au Journal des Audiences, tom. 6.)

Mais les récufations ne sont plus reçues après que le Procès oft sur le Bureau, ni quand la Cause se plaide a l'Audience, à moins que le Récusant n'affirme que ce qui donne lieu à la récusation est nouvelsement venu à sa connois-fance. (Ordonnance de 1493, article 64. Ordonnance de 1393, chap. 1. art. 88. & 90. Ordonnance d'Abbeville, art. 101.)

# ARTICLE XXII.

Voulons suivant l'article septiéme du

Titte des Descentes, que le Juge ou Commissaire ne puisse est récusé (1), sinon trois jours avant son départ. pourveu que le jour du départ ait esté signissé huit jours auparavant, encore que ce soit pour cause depuis survenue; & sera passé outre (2) nonobstant les récusations (3), prises à partie, oppositions ou appellations, & sans y préjudicier; sauf après la descente & confection d'enqueste à proposer & juger les causes de récusation (4).

1. Que le Juge ou Commissaire ne puisse être récufé. | Car les Commissaires & autres qui font l'instruction, peuvent être récusés comme les Juges, (Voyez fupra, tit. 21. art. 7. note 1. & țit. 22. art. 9. & 10. ) Et même suivant la disposition du Droit Romain, la moindre cause rendoit le Juge suspect en matiere d'audition de Témoins, Voyez les Loix 1. 2. 3. & passim, au Digeste de Testibus. Cum ex ficto jus oriatur, fa-Elum autem p'erumque tale effe c'edatur, quale ex dictis testium apparet. L. 21. 9. ult. & L. 22. ff. de Testibus. ) Ce qui est conforme aussi à la disposition de l'article 26. ci-après, où il est dit que l'appel d'un Jugement de récufation, quand il est question de procéder à quelque descente, information ou enquête, empêche de passer ouere, quoique d'ailleurs les Jugemens en matiere de réculation s'exécutent nonobltant oppositions ou appellations quelconques.

2. Et sera passé outre, ] C'est-à-dire, autrement sera passé outre, comme il est porté en

l'article 7, du titre 21,

3. Nonobstant les récusations, &c. ] Mais a

428 Des récufations fur l'appel la récufation elt déclarée valable, tout ce qui a été fait par le Commissaire sera déclaré nul, & on n'y aura aucun égard.

4. A proposer & juger les causes de récusation. Ces réculations se jugent par le Tribunal

où l'affaire est pendante.

## ARTICLE XXIII.

Les récufations feront proposées par requeste (1), qui en contien l'a les moyens; & ser la requeste signée de la Partie, ou d'un Procureur fondé de procuration spéciale, qui sera attachée à la requeste. Pourra néantmoins le Procureur en cas d'absence de sa Partie, signer la requeste sans pouvoir spécial (2), pour requérir que le Juge ait à s'abste vir, en cas que lui ou la Partie ait reconnu quelques causes de récusation.

1. Les récufations feront proposées par requéte. ] Cette requére doit être prélentée & remile, non au Juge réculé, à cause des inconvéniens qui en pourroient arriver, mais entre les mains de celui qui a l'instruction ordinaire, ou d'un autre Juge qui n'a point intérêt de la supprimer.

fupprimer.

Si c'eft le Juge d'infiruction qu'on récufe, la requère doit être préfentée a celui qui le fair dans l'ordre du Tableau. Et s'il n'y a qu'un feul Juge dans le Siege, la requêre fera préfentée au plus ancien Praticien, qui fera tenu de la communiquer au Juge récufé. (Voyez le Frocès-vermuniquer au Juge récufé. (Voyez le Frocès-vermuniquer au Juge récufé.)

bal de l'Ordonnance, pag. 351.)

2. Sans pouvoir special.] Auquel cas on donne

des Juges. Tit. XXIV. 429 ordinairement au Prouseur un délai pour avoir un pouvoir de la Partie, pendant lequel tems le Juge résulé doit s'abléair.

# ARTICLE XXIV.

Les récufations seront communiquées au Jage, qui fera tenu le déclarer 1, si les faits sont véritables ou nont après quoi sera procédé au Jugeneur des récutations (2), sans qu'il puisse y assister, ni estre présent en la Chambre.

 Qui fera tenu de diclarer.] En la Chambre da Confeil, avant le Jagomeir de la récufation. (Voyez le nouveau Réglomeir du 18. Juin 17)8. touchant la procédure da Confeil, partie

2 tit. 11. art. 3.)

2. Au Jugement des récufations. I Ces fortes de récufations le jugent la staitraction, & fans que la Partie adverté de celle qui récufe n ait connoiffance. S'il y a lieu d'admettre a la preuve des caufes de rétufation, les Juges le contentent d'entendre fommuirement les Témoins proposé par la Partie récufatue; Ordonna de Rouffillon, art. 12.1 après quoi ils paffent tout de faite au Jugement de la récufation, faif à rejetter les Témoins, s'ils font fuspects; & ce Jugement de rend a la Chambre, comme il et porté en la fin de cet attiels, & non à l'Audience. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pages 351-354-88 351-1)

#### ARTICLE XXV.

En toutes nos Jurisdictions, mesme ès Justices des Seigneurs, les réculations devant ou après la preuve (1), seront jugées au nombre de cinq au moins, s'il y a six Juges ou plus grand nombre, y compris celui qui est récusé; & s'il y en a moins de six, ou mesme si le Juge récusé estoit seul, elles seront jugées au nombre de trois (2): & en l'un & en l'autre cas le nombre des Juges sera suppléé, s'il est lesse, par Avocats (3) du Siege, s'il y en a, sinon par les Praticiens suivant l'ordre du Tableau.

1. Devant ou après la preuve. ] C'est-à-dire, devant ou après la preuve des causes de récusation. Devant, pour juger si la cause de la récusation est admissible ou non: Après, pour juger si la cause de récusation, dans le cas où elle a été admise, est prouvée ou non. (Voyez infrà, att. 29.

2. Elles seront jugées au nombre de trois.] Même dans les Officialités. (Voyez Loix Eccléfiastiques d'Héricourt, tom. 1. chap. 20. n.

104.)

; Le nombre des Juges sera supptiée, s'il est besoin, par Avocats. Mais dans les Causes où le Roi & le Public n'ont point intérêt, les Gens du Roi doivent être appellés par présérence aux Avocats du Siège. (Arrèt du 13. Août 1575rendu pour le Procureur du Roi du Comté de la Basse Marche, rapporté par Joli, tom. 2. Autres Arrêts des 8. Juillet 1648. & 23. Juin 1649. rendu pour le Bailliage du Palais.)

Entre les Avocats & le Procureur du Roi, on dest prendre par préférence le premier Avocat du Roi, enfuite le Procureur du Roi, &c enfin le técond Avocat du Roi; & s'il n'y a des Juges. Tit. XXIV. 431
qu'un feul Avocat du Roi, il doit être appellé
par préférence au Procureur du Roi; ce qui est
une suite de l'ordre de la séance établie entr'eux.
(Arrêt du 7. Septembre 1660. rendu pour le
Bailliage de Dreux, rapporté au Journal des Auétences.)

# ARTICLE XXVI.

Les Jugemens & Sentences qui interviendront sur les causes de récusation au nombre de cinq & de trois Juges, felon la qualité des Siéges , Jurisdictions & Justices, seront exécutez nonobstant oppositions ou appellations (1) & fans y préjudicier; si ce n'est lorsqu'il sera question de procéder à quelque descente, information (2) ou enq este, esquels cas le Juge récufé ne pourra paffer outre (3), nonobstant l'appel, & y sera procédé par autre des Juges ou Praticiens du Siege non suspect aux Parties, selon l'ordre du Tableau, jusques à ce qu'autrement il en ait esté ordonné sur l'appel du jugement de la récufation si cen'est que l'Intimé déclare vouloir attendre le jugement de l'appel (4).

<sup>1.</sup> Nonobstant oppositions ou appellations, &c. 1 Ainsi si la récusation est jugée non valable, le Juge récusé pourra demeurer Juge.

<sup>2.</sup> Information.] En matiere civile; secus en criminelle. (Voyez l'article 2, du tit, 25, de l'Ordonnance de 1670.)

3. Ne pourra paffer outre. ] Voyez une exception à cette disposition suprà, art. 12. pag. 426. A. Déclare vouloir attendre le jugement de Pappel. | Comme ci-après, tit. 25. art. 5. pag. 447. ce qui est établi, afin que la Partie qui ré-

cuse n'ait pas la faculté de se choisir un Juge d'instruction ou un Rapporteur à son gré, en récufant les uns après les autres tous ceux qu'elle ne voudroit point avoir, au moyen de quoi elle tomberoit successivement à celui qu'elle voudroit choisir. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 356.)

#### XXVII. RTICLE

Les appellations (1) des Jugemens ou Sentences intervenues sur les Causes de récusations, seront vuidées sommairement sans épices & sans frais: & néantmoins, s'il intervient Sentence diffinitive ou interlocutoire au principal, & qu'il en foit appellé, l'appel de la Sentence ou Jugement rendu sur la récusation, sera joint à l'appel de la Sentence ou Jugement intervenu au principal, pour y estre fait droit conjointement (2).

1. Les appellations. ] A plus forte raison les Jugemens même de réculation doivent être vuidés fommairement. ( Voyez la note 2. fur l'art.

24. ci-desfus, pag. 429.)

2. Pour y être fait droit conjointement. ] Le Juge réculé ne peut être intimé sur l'appel de la Sentence qui juge la récusation. (Arrêt du 27. Mai 1707. rapporté au Journal des Audiences, tom. (.)

# des Juges. Tit. XXIV. 435

# ARTICLE XXVIII.

Les Juges Présidiaux pourront juger (1) fans appel les réculations ès matieres dont la connoissance leur est attribuée en dernier ressort, pourveu que ce soit au nombre de cinq.

1. Pourront juger.] Ce qui doit s'entendre non-feulement en premiere inftance, mais même par la voic d'appel dans les cas où ils peuvent en connoître par appel; l'Ordonnance ne fair ici aucune diffinction.

# ARTICLE XXIX.

Celui dont les récufations auront esté déclarées impertinentes & inadmissibles, ou qui en aura esté débouté faute de preuve, sera condamné en deux cens livres d'amende en nos Cours de Parlement, Grand-Confeil, & autres nos Cours (1); cent livres aux Requestes de nostre Hostel & du Paluis; cincuante livres aux Présidiaux, Bailliages, Sénéchaussées; trente-cinq livres en nos Chastellenies , Prévostez , Vicomtez , Elections, Greniers à Sel & aux Justices des Seigneurs, tant des Duchez, Pairies, qu'autres resortissans nucment en nos Cours; & vingt-cinq livres aux aurres Justices des Seigneurs : le tout applicable, sçavoir moitié à Nous, ou 134 Des récufations &c.

aux Seigneurs dans leur Justice , & l'autre moitié à la Partie (2), sans que les amendes puissent estre remises ni modérées.

1. Et autres nos Cours.] Il en est de même au Conseil. (Voyez le Réglement touchant la Procédure du Conseil du 28. Juin 1738. partie

2. tit. 11. art. 4.)

2. El l'autre moitié a la Partie. ] C'està-dire, à la Partie adverse de celle qui a tormé la récufation. (Même Réglement du Conseil, ibidem, àtr. 4, qui ajoute, que cette amende sera acquise de plein droit, quand même il auroit été omis d'y prononcer.)

#### ARTICLE XXX.

Outre les condamnations d'amende, le Juge récusé pourta demander réparation des faits contre lui proposez, que Nous voulons lui estre adjugée, fuivant sa quaité, & la nature des faits (1); au une le as néantmoins il ne pourta demeurer Juge (2).

1. Suivant sa qualité, & la nature des saits. 1 Par Arrêt du 8. Mai 1580. le i e r. de Hallot & la Dame de Hauteville ont été condamnée chacun en deux mille écus, pour avoir injuieussement récusé M. le premier Président de Thou, comme ayant sollicité pour M. de Basson de la comme de 1539. 1 Part. 14. de l'Ordonnance de 1539.)

2. Il ne pourra demeurer Juge. ] Mais s'il ne demande point de réparation , il peut demeurer Juge dans le Procès de la Partie qui l'a récusé

mal a propos.

# TITRE XXV.

# Des prises à partie.

L A prise à partie est l'intimation d'un Jugé en son propre & privé nom, faite par l'une des Parties devant le Tribunal supérieur, à l'effer de rendre compte de son Jugement ou d'un déni de Justice, & pour être condamné aux dommages & intérêts envers celui qui enfoustre.

## ARTICLE I.

Enjoignons à tous Juges (1) de nos Cours, Jurisdictions & Justices, & des Seigneurs, de procéder incessamment aux jugemens des Causes, Instances & Procès qui feront en estat de juger, à peine de répondre en leur nom, des dépens, dommages & intérests des Parties.

1. Enjoignons à tous Juges, &c. ] Quoique les Officiaux ne foient pas nommés dans cet article, ils y font néanmoins compris; & cette injonétion les regarde comme d'autres. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordoanance, pag. 359. & 184.)

## ARTICLE II.

Si les Juges (1) dont il y a appel (2), refusent ou font négligens de juger la Cause, Instance ou Procès (3) qui sera en estat (4), ils seront sommez de le faire (5): & commandons à tous Huissièrs & Sergens qui en seront requis, de leur saire les sommations nécessaires, à peine d'interdiction de leur Charge.

1. Si les Juges.] Sous le mot de Juges sont compris non-sculement ceux qui sont Juges ordinaires, mais encore les Avocats & Praticiens qui en sont les sonctions en l'absence des Juges.

Quand on prend à partie un Juge de Seigneur, ce n'est point le Juge qu'on doit prendre à partie, mais le Seigneur, si le Jugement pour raison duquel on prend à partie, a été rendu sur la poursuite & réquisition du Procureur Fiscal.

A l'égard des Officiaux, l'article 43. de l'Edit du mois d'Avril 1695. porte : » Que les Arche-» vêques ou Evêques ne pourront être pris à par-» tie ni intimés en leur propre & privé nom, » pour raison des Ordonnances & Jugemens que » lesdits Prélats ou leurs Officiaux auront ren-» dus, & que leurs Promoteurs auront requis » dans le cas de Jurisdiction contentieuse, si » ce n'est lorsqu'il y aura une calomnie apparente, & lorsqu'il n'y aura aucune Partie capa→ » ble de répondre des dommages & intérêts, qui n ait requis, ou qui soutienne leurs Ordonnances. » & Jugemens; & que lesdits Prélats ne seront » tenus de défendre à l'intimation, qu'après qu'il » aura été ainsi ordonné par les Cours en con-» noissance de Cause.

Le même article porte : » Que les Archeveques, Evêques, ou leurs Grands-Vicaires ne
» pourront être pris à partie pour les Ordon» nances qu'ils auront rendues dans les matie» res qui dépendent de la Jurisdiction volon» faire.

Lorsque le Jugement a été rendu sur la poursuite d'une Partie privée, c'est le Juge même qu'il faut intimer sur la prise à partie, ou l'Of-

ficial, & non le Seigneur ou l'Évêque.

Cependant si le Jüge dont on appelle comme de déni de Justice, est un Juge de Seigneur ; c'est le Seigneur & non le Juge qu'il faut intimer sur l'appel; ( Ità Imbert en s'es Institut. For. siv. 2. chap. 5. n. 8. & il a été ainsi jugé par Arrêt du 21. Février 1530. Voyez les notes ibid.) à la différence des Juges Royaux.

2. Lont il y a appel. Car ceux qui jugent en dernier reffort, ne peuvent être fommés de juger. (Voyez infrà, la note 2. fur l'att. 4. pag. 439.)

3. La Cause, Instance ou Proces. Voyez l'explication de ces mots ci-dessus, tit. 6. art. 1. note

1. pag. 73.

4. Qui sera en état, ] C'est-à-dire, dont l'instruction sera entérement achevée, & lorsque les appointemens seront exécutés, ou les délais écoulés. (Voyez infrà, tit. 26. art. 1. note 2. pag. 449.)

Mais quand le Procès n'est point en état, ces prises à partie ne peuvent avoir lieu. (Ainsi jugé par Arrét du 8. Août 1709, rapporté au Journal des Audiences, tom. 5.)

5. Ils seront sommés de le faire. ] Voyez infrà, art. 4.

## ARTICLE III.

Les fommations feront faites (1) aux Giv

Juges en leur domicile, ou au Greffe de leur Jurisdiction, en parlant à leur Greffier, ou aux Commis des Greffes.

1. Les fommations serent faites. | Ces sommations doivent être conçues dans des termes qui ne bleffent point le respect dû aux Juges.

### ARTICLE IV.

Après deux fommations de huitaine en huitaine pour les Juges ressortissans nuement en nos Cours, & de trois jours en trois jours pour les autres Siéges, la Partie pourra appeller (1) comme de déni de Justice, & faire intimer en son nom le Rapporteur s'il y en a , sinon (2) celui qui devra présider : lesquels Nous voulons estre condamnez en leurs noms aux dépens, dommages & intérests (3) des Parties, s'ils sont déclarez bien intimez (4).

1. La Partiespourra appeller, &c. ] C'est ici seulement une faculté qui est donnée à la Partie, qui peut appeller comme de déni de Justice, sans faire intimer le Juge en son nom. Mais pour pouvoir obtenir des dommages & intérêts contre un Juge, il faur nécessairement le prendre à partic.

Quand on appelle comme de déni de Justiced'un Official, il faut se pourvoir au Parlement par la voie d'appel comme d'abus. (Arrêt de la Tournelle du 27. Août 1701. rapporté au Journal des Audiences, tom. 5. Voyez aussi le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 360.)

à partie. TIT. XXV. 439

2. Et faire intimer en son nom le Rapporteur, 3'il y en a, sinon, &c. } Parce que c'elt d'eux qu'il dépend de faire juger le Procès en le rapportant, ou donnant l'Audience dans les Caules

qui ne sont pas au rôle.

Au reste cette prise à partie ne regarde que les Juges dont il y a appel; muis à l'égard des Cours, Présidiaux, Elections & autres, ils ne peuvent être pris à partie dans les cas où ils jugent en dernier ressort, & il n'y a alors que la voie de se pourvoir au Conseil. (Ainsi jugé par Arrêt de la Cour des Aydes du 18. Juillet 1691, rapporté au Journal des Audiences, qui a jugé qu'une prise à partie incidente à une matière dont les Elsis avoient connu en dernier ressort, ne pouvoit être portée en la Cour Souveraine du ressort, mais au Conseil privé. Cet Arrêt gst rapporté au cinquieme tome du Journal des Audiences.)

Cependant lorsqu'il ne s'agit que d'un refus ou déni de Justice, l'usage est d'en porter sa plainte à M. le Chancelier, dans le cas où ce déni de Justice est d'un Juge qui connoît en dernier ressort. Dans les autres cas de prise à

partie, il faut se poarvoir au Conseil,

A l'égard des autres Juges qui ne jugent pas en dernier reffort, ils peuvent être pris à partie-se intimés en leur propre & privé nom devant leurs Supérieurs. Les Parlemens prétendent être feuls en droit de connoître de ces fortes de prifes à partie; se en effet l'Ordonanace de Blois, article 147. semble être conforme à certe prétention, du moins dans le cas de déni de renvoi, aufi bies que l'article 4. du ritre 6. ci-dessus. L'Arrêt de la Cour du 30. Juillet 1678. servant de Réglement entre les Officiers du Baillaige de Moulins, & ceux de la Châretienie & Prévoté dudit lieu, potte: Que si les Officiers

de la Prévôté sont pris à partie, les prises & partie ne pourront être données qu'en la Cour ... & non au Buillinge. On trouve même quelques autres Arrêts qui l'ont ainsi jugé, & entr'autresun du mois de Septembre 1693, rapporté au-Dictionnaire des Arrêts, au mot prife à partie, n. 2. qui a jugé qu'un Juge subalterne ne peut être pris à partie devant le Juge où il ressortit, mais qu'il faut que la prise à partie soit portée au Parlement; ce pii à depuis encore été jugé parun Arrêt da 9. Mars 1714. renda en la Tournelle. La Déclaration da Roi da 29. Août 1732. portant réglement entre le Parlement de Bretagle, les requêtes du Palais, & les Préfidiaux dela même Province, porte en l'article 4, que le Parlement connoîtra seul des prises à partiecontre quelques Juges de son ressort qu'elles soient formées, sans néanmoins que sous ceprétexte il puisse connoître hors le cas du ressort immédiat l'appel de l'Ordonnance ou Sentence du Juge pris à partie, ni statuer sur le fond dudit appel, à moins que le Jugement de la prifea partie ne dépendit nécessairement du fond dela contestation; auquel cas si le Juge est déclaré bien intimé & pris à partie, le Parlement sera. tenu de prononcer par un feat & même Arrêt fur le fond, & fur la prife à partie ; & que fir la prise à partie e't mal fondée, on que le Demandeur s'en défifte, le Parlement sera tenu de renvoyer le fond de la contestation au Juge supérieur immédiat de celui qui aura rendu l'Ordonnance ou la Sentence à l'occasion de laquelle. la prise à partie avoit été formée.

Îl faut joindre à ces autorités l'Arrêt du 4.-Juin 1699, qui fait défenfés à toutes perfonnesde prendre à partie autonn Juges sur l'appel dess Jugemens par eux rendits, sans en avoir aupasavant obsens la permission par un Arrêt de las à partie. Tir. XXV. 44

Cour, à peine de nullité des procédures, & de telles amendes qu'il appartiendra; ce qui depuis a été renouvellé par un autre Arrêt du 18. Août 1702. qui fait défenses à tous Juges du ressort de permettre de prendre aucun Juge à partie, sauf aux Parties à se pourvoir en la Cour pour en avoir la permission, conformément à l'Arrêt ci-dessus de 1699. car au moyen de ces Réglemens il est difficile de penser que dans l'Arrêt qui permet de prendre à partie, les Parlemens ne s'en réservent toujours la connoissance. (Voyez le nouveau Recueil, rom. 2. pag. 241 & 283.)

Il semble cependant qu'a toutes ces autorites, quelque respectables qu'elles soient, on pourroit opposer l'article 11. du tit. 1. de l'Ordonnance de 1670, qui porte, que la correction des Officiers Royaux, & la connoissance des malversations par eux commises dans les fonctions de leurs Charges, appartient aux Baillis & Sénéchaux : d'où il suit par une conséquence nécessaire, que ces derniers peuvent avoir connoissance des prises à partie des Juges de leur resfort; ce qui d'ailleurs est une suite de l'ordre. public des Jurisdictions. Ce seroit sans fondement qu'on opposeroit, que sous le nom d'Officiers Royaux on ne doit pas comprendre les Juges: car outre que le mot d'Officiers renfer- : me nécessairement celui de Juges, cet article doit s'interpréter par les anciennes Ordonnances. Or l'Ordonnance de Philippe le Bel du mois de Mars 1302. porte: "Que les Juges » subalternes ne peuvent connoître en aucune » maniere contre les Officiers Royaux de fait » qui concerne leurs offices, ni les punir, mais » qu'ils doivent se plaindre au plus prochain " Bailli Royal qui fera Justice, " ainsi qu'il aété jugé depuis par Arrêt du 8. Mars 1563. Le grand Coutumier, pag. 78. & 79. ledit expreffément, & porte que les Baillis peuvent corriger les excès des Prévôts; ce qui est conforme à la disposition de l'article 21. de l'Edit de Crémieu, qui non-sculement donne ce pouvoir aux Baillis & Sénéchaux, mais leur enjoint expressément de punir les Prévôts-& de les mulcter, lorsqu'ils négligent de procéder contre les délinquans. C'est aussi en conséquence de cerre régle, que les Prévôts sont appellés aujourd'hui aux assises des Baillis, & qu'ils sont condamnés en l'amende lorsqu'ils négligent d'y comparoître. D'où il réfulte que les Baillis & Sénéchaux. Royaux ayant la connoissance des malversations commifes par les Juges & Officiers Royaux, & à. plus forte raison de celles commises par les Juges subalternes qui ressortissent devant eux, ils doivent ar la même raison connoître des prises à partie de ces mêmes Officiers; & cela doit fouffrir d'autant moins de difficulté, qu'ils le peuvent dans le cas où l'on prend la voie criminelle, sans qu'il soit même besoin alors de prendre un Arrêt de la Cour. Tel est aussi le sentiment de Bornier sur l'art. 4. du tit 25. de l'Ordonnance de 1667.

Lorsqu'une prise à partie est intentée contreun Juge pour raison d'un déni de renvoi, ou fur l'appel d'une Sentence rendue en matière eriminelle où il échet peine assistive, l'appell' doit nécessairement se porter au Parlement. Carcomme les appellations des Sentences renduesdans ces deux cas doivent se porter nuement aux Parlemens, suivant l'art. 21. du tit. 2. de la nouvelle Ordonnance du mois d'Août 1737. concernant les Evocations & Réglemens de Juges, & suivant l'article 1. du tit. 21. de l'Ordonnance de 1680. c'est une suive nécessaire que les prises à partie qui s'intentent dans ces deux cas, doiveux se porter aux mêmes Cours ; & c'est à quoisont conformes l'article 47, de l'Ordonnance de Blois, & les Arrèts de la Cour des 5. Septembre 1671. & 9. Mars 1714, ci-dessus cités.

Les prises à partie contre les Prévôts des Maréchaux doivent être portées aux Siéges Présidiaux. C'est la disposition précise de la Déclaration du Roi du 23. Septembre 1678. (rapportée au nouveau Recueil, tom. 1. pag. 398.) qui ordonne » que les Accufés contre lesquels les Prévôts des Maréchaux auront reçù plainte » informé & décrété, ne pourront le pourvoir » avant le Jugement de compérence sous prén texte de prise à partie ou autrement contre lesn dits Prévôts, foit pour avoir instrumenté hors n leur ressort, ou fait Chartres privées , que par-» devant les Juges du Préfidial qui doit juger la » compétence desdits Prévois, auquel Présidial » ils pourront proposer ces deux cas comme » moyens de récufation, pour y être jugés con-» formément à l'article 16. du tit. 2. de l'Ordone 🛪 nance de 1670.

Dans le cas où l'on doit se pourvoir en la Cour sur la prise à partie pour obtenir Arrêt qui le permette, cet Arrêt s'obtient sur requête & fur les conclusions du Procureur - Général . & il ne suffiroit pas alors d'obtenir en Chancellerie des Lettres, où la clause d'intimation & de prise à partie seroit insérée. Il y a à ce sujet un Arrêt de Réglement rendu en la Cour le 4.-Mai 1693. rapporté au nouveau Recueil tom. 1. pag. 131. qui défend aux Procureurs de la Cour & autres d'inserer cette clause dans les reliefs d'appel qu'ils obtiendront dans la Chancellerie du Parlement, à peine de nullité. Cet Arrêt ajoute qu'ils doivent alors se pourvoir par requête, & obtenir un Arrêt qui leur permette de prendre les Juges à partie.

Au reste, quoiqu'une Partie ait obtenu un

Arrêt qui lui permette de prendre un Juge 2 partie, elle n'en est souvent pas plus avancée, & il arrive tous les jours qu'avec cette permisfion elle fuccombe.

3. Aux depens, dommages & intérêts. | Tels qu'ils résulteront de la rétardation du Jugement du Procès. (Voyez la Loi 15. ff. de Judieiis.) On peut aussi présenter requête pour évoquer & faire juger le principal par le même moyen.

4. S'ils font déclarés bien intimés. ] Quoique l'Ordonnance ne parle dans ce titre que du cas de déni de Justice, pour lequel on peut prendre un Juge à partie, comme étant celui qui peut y donner lieu plus fréquemment, il y a néanmoins cheore plusieurs autres cas pour lesquels ces prises à partie penvent avoir lieu. Cela arrive en général toutes les fois qu'il y a du dol, de la fraude, ou de la collusion de la part du Juge; (Ordonnance du mois de Décembre 1540, art. 2. rapportée par Fontanon en son Recueil d'Ordonnances, tom. 1. liv. 1. tit. 5. Ordonnance de-Blois, art. 247.) ce qu'on a coutume ordinairement d'expliquer par ces mots, si per fraudem, gratiam, inimicitias, aut fordes, aut dolo malo L. 5 9. Judex , ff. de Judiciis , & L. 40. 9. 1. ff. eod. titulo.

Sous le mot de dol ou fraude on comprend 1º. L'abus d'autorité; comme lorsque le Juge excede son pouvoir, en connoissant des affaires qui ne sont point de sa compétence. (Suprà, tit. 6. att. 1. & tit. 8. art. 8. &c. Voyez auffi l'Ordonnance de 1670, tit. 1. art. 4. & 16. & tit. 2.

art. I.)

Ou en arrêtant le cours de la Justice, soit par la'voie du déni, ainsi qu'il vient d'être dit, soit en empêchant l'exécution des Arrêts par des défenses ou Jugemens contraires. (Infrà, tit. 27: att. 6 .- )

à partie. TIT. XXV. 26. Si le Juge rend son Jugement par passion. ou par haine, ou par crédit. ( L. 15. 9. 1. ff. de

Judiciis.

Ou s'il s'est laissé corrompre par faveur ou par argent. L. eadem, S. . ff. de Judiciis.

Sous le mot de concuffion on comprend toutetaxe injuste, & tous droits illégitimes que le Juge peut percevoir dans les fonctions de son Office; comme si d'autres Juges que ceux des Cours vouloient juger des Procès par Commissaires. (Ordonnance de Blois, article 135. Edit du mois de Mars 1637, article 20, rapportéan nouveau Recueil, tom. 1. pag. 222. )

S'ils se taxent des vacations par excès. (Or-

donnance de Roussillon, article 31.7

A quoi on peut ajouter les autres cas, dont il est parlé en la présente Ordonnance, suprà, tit. 6. art. 2. & 3. tit. 17. art. 10. tit. 21. art. 1. & en l'Ordonnance Criminelle de 1670, tit-14. art. 16. Voyez austi suprà, tit. 21. art.

Hors les trois cas ci-dessus on n'admet point à prendre les Juges à partie (Voyez Mornac fur

la Loi 15. S. 1. ff. de Judiciis.)

L'erreur même de fait ou de droit, & la contravention aux Ordonnances dans des cas qui ne sont point renfermés dans les trois précédens, ne seroient pas un moyen de prise à partie, à moins que cette contravention ne fut affectée & inexcufable ; & c'est ainsi qu'on doit entendre l'art. 8. du tit. 1. ci-dessus, pag. 7. Voyez l'Ordonnance de Blois, art. 147.)

Il faut aussi observer que si un Juge par sa: Sentence avoit causé un préjudice notable a l'une des Parties, v. g. en recevant une cautioninfolvable sans avoir auparavant obligé cette caution de justifier de sa solvabilité; ou en élargissant de son propre mouvement un prisonniere pour detres, ou en donnant main-lev ée d'une faisse d'effets, qui feroit perdre la dette au Créan-

eier, il pourroit être pris à partie.

Les nullités que les Juges d'inftruction commettent dans l'expédition des Procès civils ou eriminels, ne sont pas non plus un cas de prise à partie: le Juge ou Commissaire en est quitte alois pour payer les frais de la procédure qui doit être recommencée à ses dépens. (Voyez fuprà, git. 22. art. 36. & Ordonnance de 1670. tit. 15. art. 24.) Ce qui s'ordonne le plus souvent d'office & sans instruction, sur-tout en matiere criminelle, ou sur la simple réquisition des Parties inséressées.

Mais si la faute ou erreur de f.iit ou de droit commise par le Juge étoit grossiere & considérable, elle pourroit donner lieu à la prise à partie; Quia lata culpa dolo equiparatur. L. 226.

ff. de verbor. significatione.

Ainsi en matiere criminelle, un Juge qui décréteroit de prise-de-corps un Domicilié pour raison d'un crime qui ne mériteroit aucune peine afflictive ni infamante, seroit bien pris à partie. ( Voyez l'Ordonnance de 1670, tit. 10, art. 19.)

Il en est de même d'un Juge qui décréteroit quelqu'un, soit de prise-de-copps, soit d'ajournement personnel, fans une preuve sussifiante, sur-toux si c'étoit un Officier qui par le moyen de ce décret se trouvât interdit de ses sonctions : ear alors il feroit juste que celui-ci obtint par la voie de la prise à partie la réparation du tort & de l'injure qu'il a soussers par l'emprisonnement & l'interdiction.

C'est par la même raison que les Procureurs dn Roi & Fiscaux sont bien pris à partie dans le cas d'accusation calomnieuse. (Arrèt du 11. Octobre 1536, rapporté par Papon, liv. 12, titre 8. 9. cc qui résulte aussi de la disposition de

à partie Tit. XXV. 447

Part. 7. du tit. 3. de l'Ordonnance de 1670.)
Voyez pour les cas oil les Juges sont tenus des dommages & intérêts des Parties, outre ceux dont il vient d'être fait mention,

1º. La présente Ordonnance, tit. 6. art. 2. & 3. tit. 11. art. 15. tit. 17. art. 10. tit. 21. art. 1.

& 19. & tit. 35. art. 42.

2°. L'Ordonnance de 1670. tit. 2. art. 9. 13. 18. 19. 20. & 21. tit. 6, art. 9. 11. & 12. tit. 10. art. 16. tit. 12. art. 2. & 4. tit. 13. art. 34. tit. 14. art. 13. & 16. tit. 16. art. 23. tit. 17. art. 11. & 27. tit. 18. art. 6. & 9. & tit. 27. art. 14.

Sur quoi il faut observer, que ce que le Juge a reçu contre l'équiré, peut ètre répété contre ses héritiers. (Voyez Coquille question 8. Ainsi jugé par un Arrêt notable de la Tournelle du 30. Janvier 1683.)

### ARTTCLE V.

Le Juge qui aura esté intimé ne pourrà estre Juge du disférend (1), à peine de nullité, & de tous dépens, dommages & intérests des Parties, si ce n'est qu'il ait esté follement intimé (2), ou que lune & l'autre des Parties consentent qu'il demeure Juge (3); & sera procédé au Jugement par autre des Juges & Praticiens du Siege (4) non suspendent s'inmeux n'aime l'autre Partie attendre que l'intimation soit jugée (5).

1. Ne pourra être Juge du différent.] C'est-A-dire, de la Cause ou du Procès, pour raison duquel il a été pris à partie, afin que le Juge

ne puisse alors être présumé avoir opiné par passion, dont un Juge ne doit pas même être soupconné.

2. Si ce n'est qu'il ait été follement intimé. I Dans ce cas la Partie qui a follement intimé le Juge, est condamnée non-seulement aux dépens, dommages & intérêts envers le Juge, (Procès-verbal de l'Otdonnance, pag. 363.) mais encore en l'amende de cent livres applicable moitié au Roi, & moitié au Juge; pour la seconde fois, en une amende double avec infamie; & pour la troisieme, en une peine corporelle outre l'amende. (Ordonnance du mois de Décembre 1540. art. 2. rapportée par Fontanon en son Recueil d'Ordonnances, tome 1. Liv. 2. tit. 5.) Voyez ci-dessus, titre 24. art. 29. & 30. la peine ordonnée contre ceux qui récufent mal-a-propos les Juges.

3. Consentent qu'il demeure Juge. ] Comme cidessus tit. 24. art. 26. avec les notes, pag. 431. Il femble que ce consentement doit être par écrit, & qu'il ne sussit pas qu'il soit verbal. Argument tiré de l'art, 1. du tit, 24, ci-dessus.

(Voyez cet art. pag. 404.)

4. Lt Praticiens du Siege. ] Voyez suprà, tit. 24. art. 25. note 3. pag. 430.

s. Que l'intimation foit jugée. ] Comme ci-

desfus tit. 24. art. 26. pag. 431.

Car la prise à partie, de même que la récusation, ne suspend pas le Jugement, ni même l'instruction de la cause au fond, si ce n'est à l'égard du Juge pris à partie. (Voyez ce qui a été dit touchant l'effet des réculations, ci dessus tit. 24. art. 22. note 1. & 2. pag. 427 & au. même tit. art. 26. aux notes, pag. 431. qui doit recevoir ici son application.)

### TITRE XXVI.

De la forme de procéder aux Jugemens, & des prononciations.

#### ARTICLE I.

E jugenment de l'Instance, ou Procès (1) qui sera en estat (2) de juget, ne sera disséré par la mort des Parties (3) ni de leurs Procureurs (4).

me des Causes qui sont appointées sur le Bureau.

pour en être délibéré.

2. Qui fera en état.] Un Procès ou Instance n'est point entiérement en état, quand il y manque une seule signification d'écritures. (Voyez, le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 364.) Il faut pour qu'il soit en état, que les forchafions soient acquises, que toute l'instruction soit faite, & qu'il ne soit plus question que de juger.

Dans les Caufes verbales & non appointées, la mort des Parties ne peut pas non plus empêcher le Jugement de l'affaire, (fi d'ailleurs elle eft enétat, ) lorfque les hériciers ou ayans caufe du décédé ont conflitude Procureur; & il fuffic ce cas qu'ils fassent plaider la Cause, sans être obligés de faire aucune aurre procédure. (Voyez. infrá, art. 2. note 4.)

3. Ne sera differe par la mort, &c. ] Parce.

Company Comp

450 De la forme de procéder qu'alors les Parties n'ont plus besoin de Désenseurs, dès que le Procès est en état.

4. Ni de leurs Procureurs. ] Il en est de même quand le Procureur a quitté ou résigné son Osti-

ce, ou qu'il vient a être interdit.

### ARTICLE II.

Si la Cause, Instance ou Procès (1) n'estoient en estat, les procédures faites, & les jugemens intervenus depuis le déceds de l'une des Parties (2) ou du Procureur, ou quand le Procureur ne peut plus postuler, soit qu'il air résigné, ou autrement (3), seront nulles, s'il n'y a reprise (4) ou constitution de nouveau Procureur (5).

1. Si la Cause, Instance ou Procès.] Voyez l'explication de ces mots ci-dessus en l'art. 1. du tit. 6. aux notes, pag. 73.

2. Depuis le décès de l'une des Parties. I Il en est de même du changement d'état, qui se fait lorsque l'une des Parties est fille ou yeuve, &

qu'elle vient à se marier.

Mais si une Partie qui plaide en matiere réelle pour raison d'un héritage dont elle est propriéaire, vient à alièner et héritage, les procédures qui continuent d'être saites contre cette Partie, ne laissent pas d'être valables, jusqu'à ee que le nouvel Acquéreur air paru en Cause; auquel cas il peur se faire subroger aux droits de son Vendeur ou Cédant, & continuer la proédure sur une simple requête verbale, sans être obligé d'appeller pour cela les Parties en Justice. (Argument tiré des articles 15: & 16. du tire 15. aux Ingemens, &c. Tit. XXVI. 451 ei-deflus.) Le Vendeur ou Cédant ne peut néammons en ce cas demander a être mis hors de Cause par rapport aux dépens faits de son tems, auxquels il pourra être condamné, s'il vient à être jugé en diffinitive, qu'il avoit formé une mauvaise contestation; mais il peut demander, en restant en Cause, qu'il ne lui soit rien signisse, en offrant de payer les dépens faits de son tems, s'il y a lieu, & au cas que l'Acquéreur ou Cessionnaire de l'hétriage vienne à perdre sa Cause. (Voyez suprà la note 1, sur

l'art. 10. du tit. 8. pag. 104. )

3. Ou autrement.] Comme s'il est interdit,
Mais il n'est pas de même dans le cas où le
Procureur vient à être révoqué: car cette révocation n'a son ester, que lorsque la Partie qui
l'a révoqué en constitue un autre; ce qui a été
établi, afin qu'il ne dépendit pas d'une Partie
d'étoigner par ces sortes de révocations le Jugement du Procès. (Ordonnance d'Abbeville,
article 182. Arrêt du 15. Décembre 1664, rapporté par Bonssiaez, tom. 1. liv. 1. ti. 15. n. 8.)

4. S'il n'y a reprise.] C'est-a-dire, reprises par les héritiers, Donataires ou Légataires universels, ou par le mari de la femme qui s'est mariée, ou par la semme devenue veuve, & commune en biens, lorsqu'elle n'étoit point en

Caufe auparavant.

Dans les affaires qui intéressent les Corps & Commanautés qui ont des Syndies, ou les Fabriques qui ont des Marguilliers, qui ne sont Bommés que pour un tems, on ne doir point assigner en reprise d'Instance les nouveaux Syndies & Marguilliers. (Il y a a ce sujet un acte de notontété du Châtelet de Paris du 2.1.Juin 1714.)

Cette reprise se fait au Greffe par une déclaration faite par le Procureur des Parties qui reprennent, qu'il reprend l'Instance ou Procès au

#### 152 De la forme de procéder

nom de ces Parties au lieu du définit, &c. & offre de procéder fuivant les anciens erremens. Cette déclaration doit être lignifiée à la Partie adverfe; & lorqu'elle fe fait volontairement, il n'est pas besoin d'obtenir un Jugement qui

tienne l'Instance pour reprise.

Il faut même observer, qu'il n'est pas absolument nécessaire que ces sortes de reprises se sassent au Greste, & qu'il susti que la Partie qui veut reprendre, le déclare aux autres Parties de l'Instance par un simple acte, sequel vaut alors reprise; après quoi cette Partie peut procéder sur cette Instance suivant les derniers erremens. ( Voyez le nouveau Réglement du Confeil du 28. Juin 1738. touchant la procédure du Conseil, part. 2. tit. 7. art. 22.)

Lorque le Demandeur en la Caufe vient à décéder avant que le Défendeur air comparu fur l'affignation qui lui a été donnée; les hértiters, fuccefleurs ou ayans caufe de ce Demandeur, peuvent prendre un l'ugement par défaut contre ce Défendeur, en faifant préalablement au Greffe un acte de reprife de la demande formée par celui qu'ils repréfentent. (Même Réglément

du Conseil, ibidem, art. 23.)

Et st routes les Parties qui se sont présentées en l'Instance étoient décédées, ceux qui veulent la reprendre, sont censs's l'avoir reprise sans aucun acte ni procédure, en obtenant un Jugement pour obliger les héritiers des autres Parties de l'Instance a la reprendre, ou en les faisant affigner à cet estet. (Voyez ibidem, titre 7, article 24.)

En cas que la Partie adverse estime qu'il n'y a pas lieu a la reprise d'Instance de la part des Parties qui ont repris, elle peut former opposition à l'acte de reprise, & porter la Causse à l'Audience, ainsi qu'il se pratique à l'égard de tous aux Jugemens, &c. Tit. XXVI. 455 les autres incidens qui regardent l'instruction.

51 la veuve ou les hétitiers, ou autres Parties qui doivent reprendre, ne le font point, il faut les affigner à cette fin 5 mais on ne peut fuivre l'ancienne Inftance, à moins qu'elle n'ait été reprife volontairement, ou qu'il ait été ordonné qu'elle demeurera pour reprife par la veuve ou Les héritiers, en vertu d'un Jugement rendu à cet effet. On inftruit sur cette affignation comme sur toutes les autres demandes, & dans les mêmes délais.

Il faut néanmoins observer, que si la Partie décédée avoit signissé des défenses, ou produit avant son décès, on ne poutra alors prendre contre les Parties assignées en reprise d'Instance aucus défaut faute de désendre, ni aucun Jugement par forclusion faute d'avoir produit, parce que la Partie décédée ayant satisfait à cette formalité, il setoi intuité, de le saire de nouveau.

Il faut aussi observer, qu'il suffit par l'Exploit d'assignation de donner copie du dernier acte de la procédure. Cette copie est nécessaire pour sça-

voir si l'Instance est périe ou non.

Au surplus il n'est pas nécessaire, de même que dans le cas où l'on reprend volontairement, que la reprise qui se fait sur cette affignation, se fasse au Gresse; mais si les Parties affignées avoient procédé volontairement, l'Instance seroit tenue pour reprise, en vertu du premier acte que ces Parties auroient signissé. (Voyez le nouveau Réglement du Conscil de 1738. partie 2. tit. 7. art. 21.)

Lorsque les héritiers sont Mineurs, & n'ont point de Tuteur, il faut commencer par leur en faire donner un par le Jueg. & ensuite agir contre le Tuteur pour la reprise d'Instance en la

maniere ordinaire.

Si la veuve ou les héritiers demandent délai

De la forme de procéder

pour délibérer, il faudra observer ce qui est porté au tit. 7. ci-deflus, art. 2. & fuivans. (Vovez ces art. avec les notes, pag. 93.)

S'il n'y a ni héritiers ni successeurs qui représentent le défunt, on fait créer un Curateur à sa succession vacante, avec lequel l'Instance est

tenue pour reprife.

s. Ou constitution de nouveau I rocureur. 1 La Partie dont le Procureur ne peut plus postuler. peut en constituer un nouveau a la place du premier; mais lorsqu'elle ne le fait point, la Partie adverse doit l'assigner afin de faire cette constitution, & suivre cette assignation comme toutes les autres. Si la Partie assignée fait défaut, il faudra, dans le cas où il s'agit d'une Cause non sommaire, le lever & faire juger; & pour le profit, les conclusions du Demandeur en constitution de nouveau Procureur lui seront adjugées, si elles sont justes & bien vérifices. (Voyez ci-deflus tit. 3. art. 5. pag. 50.) Mais s'il s'agit d'une affaire sommaire, il faudra suivre ce qui est marqué en l'art. 7. du tit. 17. ci-deffus, pag. 246.

Lorfqu'on fait assigner en constitution de nouveau Procureur, il ne doit point être donné copie du dernier errement de la procédure, à la différence de ce qui s'observe dans les assigna-

tions en reprise d'Instance.

Dans les Jurisdictions & causes où l'on peut se passer du ministere des Procureurs, il n'est pas nécessaire que la Partie qui avoit constitué un Procureur • qui vient à détéder ou à réfigner) en constitue un nouveau, si elle veut cesser de se servir du ministere de ces Officiers. Il suffit alors que cette Partie se présente elle-même sur cette assignation, & élise domicile dans le lieu. de la Junisdiction, dans le cas où elle est Demanderesse. ( Voyez ce qui a été dit à ce sujet,

aux Jugemens, &c. Tit. XXVI. 455' tit. 17. art. 7. ci-dessus, avec les notes, pag. 245.) Elle peut même se présenter & faire cette éléction de domicile, sans attendre qu'elle soit assignée.

L'action en prise d'Instance, ou en constitution de nouveau Procureur, se preserit par crente ans, comme toutes les autres actions.

Outre le changement qui peut arriver dans l'Instance par le décès de la Partie, ou par celui du Procureur, il peut aussi en arriver dans les Procès par écrit de la part du Rappotteur, quand le Procès est distribué.

Lorsque cela arrive, & que le Rapporteur vient à décéder, ou à résigner son Ossice, ou à se déporter de la connoissance de l'assaire; il saut faire distribuer le Procès de nouveau, & que la Partie qui veut aller en avant, en signisse l'acte

au Procureur adverse.

L'article 3. du tit. 14. part. 2. du nouveau. Réglement rouchant la procédure du Confeil du 28. Juin 1738. porte: » Que dans le cas où il y aura changement de Rapporteur, les Avo200 cats des Parties feront tenus de faire les dili201 gences nécessaires pour obliger les Clercs des
201 Rapporteurs ou leurs héritiers à remettre le
201 Procès au Greffe; saute de quoi, eux, leurs
201 héritiers ou ayans cause, demeureront ga202 rants & responsables en leur propre & privé
202 nom envers les Parties pendant trente ans de
203 la pette desdites pieces, & des dommages &
203 intérêts qui en pourroient résulter.

Cet article peut recevoir son application à l'égard des Procureurs des Cours, Bailliages &

antres Justices.

#### ARTICLE III.

Le Procureur qui sçaura le déceds (1)
Tome II. H

456 De la forme de procéder de sa Partic (2), sera tenu (3) de le faire signifier à l'autre, & seront les pourjuites valables (4) jusques au jour de la signification du déceds (5).

1. Qui sçaura le décès.] Il en est de même sa la Partie avoit changé d'état; comme une fille ou veuve qui viendroit à se marier, &c. (Voyez la note z. sur l'article précédent, pag. 450.)

2. De sa Partie. ] La mort, ou le changement d'état du Procureur ne pouvant être ignorés dans la Jurisdiction, n'ont pas besoin d'être

justifiés au Procureur adverse.

3. Sera tenu. ] Mais il faut des preuves par écrit, comme il sçavoit le décès de sa Partie, &

en avoit été averti.

4. Et feront les poursuites valables. ] Quid? s'il intervient alors Sentence, sera-t-elle valablet tant que le décés de la Partie n'a point été signisié? Il semble qu'on doit dire que non, parce que c'est un Jugement rendu contra non existentem; & l'on prétend qu'il a été ainsi jugé par un Arrêt de la Cour des Aydes.

J. De la fignification du décès.] Mais depuis la fignification du décès toutes les procédures font nulles, jufqu'à ce qu'il y ait reprife d'inftance par le mari, la veuve commune en brens,

ou par les héritiers.

### ARTICLE IV.

Si celui à qui la fignification du déceds a esté faite, soutient que la Partie n'est décédée, il pourra continuer sa procédure; mais si le déceds se trouve vétitable, tout ce qui aura esté fait depuis la aux Jugemens, &c. Tit. XXVI. 457 fignification, sera nul & de nul effet (1), fans que les frais puissent entrer en taxe, ni mesme estre employez par le Procureur & sa Partie dans son mémoire de frais & salaires, si ce n'est qu'elle eust donné un pouvoir spécial, & par écrit, de continuer la procédure nonobstant la signification du déceds.

1. Sera nul & de nul effet.] Comme fait au préjudice du décès de la Partie, & de la signisication qui en a été faite.

## ARTICLE V.

Celui qui aura présidé (1), verra à l'issue de l'Audience, ou dans le même jour, ce que le Gressier aura rédigé, signera le plumitif (2) & paraphera (3) chacune Sentence, Jugement ou Atrest.

1. Celui qui aura preside. ] Même cel a qui a preside à une Cairle particuliere ep cas de parenté, ou autre empêchement de celui qui preside ordinairement.

a. Signera le plumiti le registre sur lequel le Greffier rédige la Sentence, quoique dans la plupart des Sie es ce terme soit employé pour figniser, le 15 gittre sur lequel les Greffiers écrivent les Ju gemens par abrééé & pour la premier éois, à mesure qu'ils sont prononcés, avant qui soite principal de registre ordinaire des Sentences, qui et celui le registre ordinaire des Sentences, qui et celui le registre ordinaire des Sentences, qui et celui

458 De la forme de procéder dans lequel le Juge vise & paraphe chaque Sen-

3. Et paraphera. ] Et au cas que le Greffier ait omis quelque chose, ou rédigé le Jugement autrement qu'il n'a été prononcé, le Juge avant de le viser aura soin de le faire réformer, d'approuver ses ratures, & de parapher les renvois.

Lorsque les Jugemens n'ont pas été ainsi vises, le Greffier n'en peut délivrer d'expédition. (Ordonnance du mois de Juillet 1493, art. 6.)

Il faut aussi observer, que les Greffiers sont tenus d'écrire à la fin des Jugemens d'Audience qu'ils expédient, les noms des Juges qui y ont affishé, soir que le Jugement aut été rendu pré-fidialement & en dernier ressort, ou à la charge de l'appel, à peine de faux, nulliré, & de tous dépens, dommages & intérêts, dont ils demeureront responsables envers les Parties. (Arrêt de la Cour du 10. Juillet 1665, art. 27. Edit des Présidiaux, art. 6.)

### ARTICLE VI.

Toutes Sentences, Jugemens ou Arrests sur productions des Parties, qui condamneront à des intérests, ou à des arrérages, en contiendropt les liquidations ou calcul (1).

1. Les liquidations ou ealeul. ] Mais si la Sentence est rendue à l'Audience, il suffic que le Juge en prononçant, condamne le Défendeur au payement des intérêts par lui dus , à compter du jour de la demande.

A l'égard des dépens, voyez ce qui est marqué dans les art. 32. & 33, du tit, 31, ci-après.

# aux Jugemens, &c. Tir. XXVI. 459

#### ARTICLE VII.

Abrogeons en nos Cours, & dans toutes Juridictions, les formalitez des prononciations des Arrests & Jugemens (1), 
& des fignifications pour raison de ce, 
sans que les frais puissent entrer en taxe, 
ni dans les mémoires de frais & falaires 
des Procureurs.

1. Les formalités des prononciations des Arréis & Jugemens.] Il y a encore des Sièges où l'on fait cette prononciation, ou du moins dans lesquels on fait mention au bas des Sentences qu'elles ont été prononcées aux Parties, quoiqu'en estet elles ne l'ayent point été: c'est un double abus.

#### ARTICLE VIII.

Les Sentences, Jugemens & Arrests (1) feront dattez (2) du jour qu'ils auront esté arrestez (3), sans qu'ils puissent avoir d'autre datte, & sera le jour de l'Arrest (4) écrit de la main du Rapporteur ensuite du dictum ou dispositif (5) avant que de le mettre au Greffe (6), à peine des dépens, dommages & intérests des Parties.

1. Les Sentences, Jugemens & Arrêts. ] Tant ceux rendus en l'Audience qu'en Procès par écrit.

2. Seront datés. ] Autrement ils ne peuvent faire foi.

460 De la forme de procéder, &c.

3. Du jour qu'ils auront été arrêtés. ] S'ils sont ren us sur instance & procès par écrit; & du jour de la prononciation, s'ils sont rendus à l'Audience. 4. Et fera le jour de l'Arrêt, &c. 1 C'esta'-

dire, que dans les Sentences & autres Jugemens rendus en procès par écrit, le jour auquel ils ont été arrêtés & rendus, doit être écrit de la main

du Rapporteur ensuite du dictum, &c.

s. Ensuite du dictum on dispositif. ] Ce dicsum doit être écrit de la main du Rapporteur, qui doit mettre en marge les noms de ceux qui ont assisté au Jugement. (Ordonnance de Moulins, art. 36. Ordonnance de 1629. art. 84.)

6. Avant que de le mettre au Greffe. | Lorsque ce dictum a été remis au Greffe, le Greffier dreffe la minute du Jugement sur ce dictum, & sur le vû du Rapporteur, fi ce vû a été fait par lui ;) & ensuite cette minute doit être signée de tous les Juges qui ont été présens au Jugement, s'ils s'agit d'une Sentence, même rendue préfidialement. (Arrêt du premier Septembre 1629. 12pporté par Filleau, tom. 1. pag. 151. & autres. Edit d'Ampliation des Présidiaux du mois de Mars 1551. art. 46. ) Mais s'il s'agit d'un Arrêt, il suffit qu'il soit signé du Président & du Rapporteur. (Ordonnance de Moulins, art. 65.) Les Greffiers ne peuvent délivrer d'expéditions des Jugemens, à moins qu'ils n'ayent été ainsi signés, à peine de privation de leur état. (Ordonnance de Moulins, art. 64. Voyez la Rocheflavin, traité des Parlemens, liv. 2, chap. 8. & 9. art. 67. & 68.)

### TITRE XXVII.

• De l'exécution des Jugemens.

#### ARTICLE I.

Eux qui auront esté condamnez par Arrest ou Jugement, passé en force de chose jugée (1), à délaisser la possession d'un héritage, feront tenus de ce saire (2) quinzaine après la signification de l'Arrest ou Jugement faite à personne ou domicile, à peine de deux cens livres d'amende, moitié envers Nous & moitié envers la Partie, qui ne pourra estre remise ni modérée.

1. Passé en force de chose jugée. ] Voyez l'ex-

plication de ces mots infrà, art. 5.

Il sembletoit aux termes de cet article, que sobligation de délaisser n'a pas lieu à l'égard de ceux qui n'ont été condamnés que par provision à faire ces sortes de délais, v. g. en matiere de complainte, &c. cependant ce sont les mêmes raissons; mais ce qui fait que l'Ordonnance n'en parle point ici, c'est qu'elle s'est suffisamment expliquée à cet égard au titre des complaintes, article 7. Et à l'égard des autres cas où l'on est condamné par provision à délaisser la possibilité ou d'un fritage, elle s'en est aussi suffisamment expliquée au titre des Matiets

fommaires, article 15. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 419. art 9.)

2. Seront tenus de ce faire. ] A peine d'y être condamnés par corps. (Infrd, att. 3.)

### ARTICLE II.

Les Arrests ou Sentences ne pourront estre signisez à la Partie, s'ils n'ont esté préalablement signissez (1) à son Procureur (2), en cas qu'il y ait Procureur constitué.

1. Préalablement fignifiés. Les Jugemens qui ont été rendus contradictoirement à l'Audience entre les Parties, n'ont pas besoin d'être fignifiés, même à Procureur, & ils ont tout leur effet des l'instant qu'ils ont été prononcés, à moins qu'ils ne giffent en exécution, c'est - à -dire, à moins qu'il ne s'agisse de faire quelque pourfuite en conféquence, & qu'on veuille pourfuivre cette exécution contre la Partie condamnée. Mais à l'égard des Jugemens rendus par défaut à l'Audience, même ceux rendus sur productions respectives des Parties en procès par écrit, ils n'ont effet que du jour qu'ils ont été fignifiés à domicile de Procureur, en cas que la Partie en ait constitué un, sinon au domicile de la Partie. ( Infrà, tit. 35, art. 11. )

Cetté fignification ne doit être faite qu'aux Parties qui ont un intérêt opposé à celui de la Partie qui fait la fignification, ou à leurs Procureurs. (Voyez ci-dessus, tit. 14 art. 12. note

3. pag. 206.)

Au reste on ne peut signifier aucun Jugement qu'il n'ait été expédié par le Gressier en sorme, ou du mois par extrait. (Voyez les Réglemens souchant les Gresses, & en particulier celui du des Jugemens. Tit. XXVII. 463 4. Juin 1615, rendu par le Bailliage d'Orléans, arr. 9, 10, 11, 12, 13, & 14, rapporté dans le fecond tome de Néron, pag. 548, de l'édition de 1720.)

2. signifiés à son Procureur. ] A peine de nullie de l'affignation, & de toutes les Procédures & exécutions qui pourroient être faites en conséquence. (Voyez le nouveau Réglement du Conseil du 28. Juin 1738, part. 2. tom. 13. 211. 9.)

Cette disposition a été établie, asin que le Procureur puisse mieux veiller à l'intérêt de sa Partie, comme étant plus en état de la désendre

qu'elle-même.

Si le Procureur vient à décèder ou à résigner, &c. avant que le Jugement lui ait été signissé, en ce cas il faudra signisser le Jugement au domicile de la Partie; (Voyez le ruême Réglement du Conseil, ibidem, art. 9.) ce qui a parcillement lieu dans le cas où la Partie n'autoit pas constitué en tout de Procureur.

### ARTICLE III.

Si quinzaine après la premiere sommation, les Parties n'obéissent à l'Arrest ou Jugement, ils pourront estre condamnez par.corps (1) à délaisser la possession de l'héritage, & en rous les dommages & intérests de la Partie.

1. Ils pourront être condamnés par corps. I La contrainte pat corps & l'amende de 2000 liv. dont il est parlé en l'article ci-destis, sont deux peines distrentes, & qui ne s'excluent point. L'amende est pour obliger le détenteut de l'hétiage à délaisser dans la quinzaine du jour de 464

la signification du Jugement, & de la sommation qui lui est faite de délaisser. Mais la contrainte par corps ne s'ordonne que contre ceux qui perfistent dans leur contumace après la quine gaine expirée.

### ARTICLE IV.

Si l'héritage est éloigné de plus de dix lieues du domicile de la Partie, il sera adjouté au délai ci-dessus un jour pour dix lieues (1).

1. Un jour pour dix lieues. ] Voyez la note 36 fur l'art 3. du tit. 3. ci-dessus, pag. 48.

### ARTICLE V.

Les Seutences & Jugemens qui doivent passer en force de chose jugée, sont ceux rendus en dernier ressort, & dont il n'y a appel, ou dont l'appel n'est pas recevable, soit que les Parties y euffent formellement acquiescé (1), ou qu'elles n'en eussent interjetté appel dans le temps (2), ou que l'appel ait esté déclaré péri ( 3 ).

1. Y eussent formellement acquiesce. ] Il n'est pas besoin pour cela d'un acquiescement forruel; il suffit qu'il puisse se présumer par la conduite de la Partie, comme si cette Partie demande du tems pour payer, ou pour exécuter la Sentence de condamnation, même après l'appel qu'elle auroit interjetté, si ce n'est dans le cas où la Sentence seroit exécutoire par proyides Jugemens. Tit. XXVII. 465 fion, & afin d'éviter des contraintes, mais en protestant. (Voyez la Loi 5. Cod. de re judic.)

Mais en matiere criminelle, les procédures faites avec les Acculés volontairement, & fans ptotestation depuis leur appel, ne peuvent leur être opposées comme fins de non-recevoir (Ordonnance de 1670. tit. 25. art. 3.)

2. Ou qu'elles n'en eussent interjetté appel dans le tems.] Voyez infrà, art. 12. & suivans, jus-

ques & compris l'art. 17.

3. Ou que l'appel ait été déclaré péri. I Car la péremption en Cause d'appel emporte de plein droit la confirmation de la Sentence dont est appel; (Arté de Réglement du 2. Août 1692. touchant les péremptions, art 2. ce qui a lieu, même à l'égard des appels interjettés pardevant les Baillis & Sénéchaux, & autres Juges d'appel. (Ainfi jugé par deux Artês du premier Fevrier 1605, & 18. Juillet 1615. tapportés par Bouchel en sa Bibliothéque du Droit François, au mor Péremption. Ità étaim Loute; lettre P. sommaire 15. ce qui résulte aussi de l'art. 2 du Réglement de 1692. qui ne fait aucune distinction à cet égard.)

Les inflances tombent en péremption, quoiqu'elles ne foient pas contessées, ainsi que les allignations, quoique non suivies de constitution de Procureur, ni de présentation par aucune des Parties. C'est la disposition précisé de l'article premier de l'Artré de Réglement de la Cour du 18. Mars 1692, dont on vient de parler; ce qui a lieu non-seulement pour les Instances en cause principale, mais encore pour les Instances d'appel. (Ainsi jugé par Arrêt du 5. Juin 1703, Voyez est Arrêt, & le fait sur lequel il est intervenu, au nouveau Recuril tom. 2. pag. 318. & 321. Récueil des Réglemens de Jusice, som. 2. pag. 105. & 107. de l'édition de 1719.) Mais la péremption ne peut avoir lieu sus une Sentence rendue par désaut, lorsqu'elle n'a pas été signisée. (Ainsi jugé par Arrêt de la Grand'Chambre du 22. Décembre 1716. sur les conclusions de M. Chauvelin; cité par d'Héricourt en ses Loix Ecclésastiques, partie 1. tit. 20. de la Procédure civile, n. 112. où il rapporte aussi un autre Arrêt pareil du 26. Février 1697. ce dernier Arrêt est aussi rapporté par Augeard, 10m. 2.)

Néanmoins Lacombe en fon Recueil de Jurifprudence civile, édition de 1773, au mot Peremption, cite un Arrêt du mois de Juin 1731. rendu au rapport de M. l'Abbé Pucelle, qui na jugé qu'un Arrêt rendu par défaut faute de comparoir, non fignifé, est sujet à péremption. Voyez aussi Auroux en son Commentaire suir la Coutame de Bourbonnois, addition au tem 1. voù il dit qu'il a été décidé par un Arrêt du mois d'Août 1730. qu'une Sentence par défaut nos

fignifiée tomboit en péremption.

Cette péremption, tant en cause principale que d'appel, courn même contre les Mineurs, saus seur recours contre leurs Tureurs. (Arrèce des 25, Juin 1571, 19. Janvier & 2. Mars 1774, 8. du mois d'Août 1602, rapportés par Bouchel en sa Bibliothèque du Droit François au mot Péremption. Carondas en ses Réponses, siv. 6. 762, 20. Papon en ses Arrècs liv. 8. it 16. aux additions, n. 3. Autre Arrèc de Réglement du 5. Juin 1703.) Elle court aussi contre l'Église, à moins qu'il ne s'agisse de la petre du sonds d'un bien d'Église. (Ainsi jugé par Arrèc du 13. Avril 1318. & 23. Décembre 1630. rapportés par Brodeau sur Louet, lettre P. sommaire 14.)

Les Mineurs ne peuvent même se faire relever contre cette pé-emption. (Voyez Papon en ses Arrèts, siy. 11, 11, 11, 12, & Carondes Jugemens. Tit. XXVII. 467 das en ses Réponses, liv. 6. rép. 20. ce qui est une suite de la disposition portée en l'art. 120.

de l'Ordonnance de 1539.

Mais elle n'a pas lieu contre le Roi. (Le Bret, de la Souveraineté, liv. 3. chap. 10. sur le fin ann aven

la fin, pag. 217.)

La péremption ne s'acquiert pas de plein droit par discontinuation de procédures pendant trois ans ; mais il faut une Sentence ou Jugement qui déclare l'Instance ou l'appel péri. (Brodeau sur Louer, lettre P. chap. 14. Artét de Réglement du 2. Août 1692. art. 4.) L'alfignation pour voir déclarer cette péremption acquise, est valablement donnée au domicile du Procureur de la Partie adverse.

Lorsque le Demandeur ou Appellant, depuis la péremption acquise par le laps de trois ans, est décédé, le Désendeur ou Intimé doit affigner les héritiers de ce Demandeur ou Appellant, pour voir dire que l'Instance ou l'appel demeurera péri saure de poursuites pendant trois

années.

Mais rant qu'il n'y a point eu de Jugement qui ai déclaré l'Inflance périe, la péremption n'a pas lieu dans les affaires qui y font fujettes, fi la Partie qui a acquis la péremption, reprend l'Inflance, fi elle forme quelque dennande, fournit de défenses, ou fi elle fait quelqu'autre procédure, & s'il intervient quelque appointement, ou Jugement interlocutoire ou diffinité, pour-yu que ces procédures foient connues de la Partie, & faites par son ordre. (Même Arrêt de Réglement du 2. Août 1692. att. 4.)

Au reste il faut observer que la mort des Parties, ou le changement d'état de leurs Procuzeurs, ou de l'un d'eux, interrompt la péremption, jusqu'à ce que l'Instance ait été reprise, où qu'il y ait un nouveau Procureur constitué, parce que la mort des Parties empêche les Procurcurs de pouvoir agir; & il en est de même lorsque les Parties n'ont plus de Procureurs pour les défendre; (Suprà, tit, 26. art. 2. pag. 454.) ce qui oft une suite de la maxime, que contra non valentem agere non currit præscriptio. ( Voyez Papon en ses Arrêts, liv. 8. tit. 16. n. 1. & 2.)

La mort du Rapporteur interrompt aussi la péremption dans les Procès par écrit, à moins que le Procès n'ait été distribué de nouveau, parce que la Partie qui voudroit alors opposer la péremption , doit s'imputer de n'avoir pas fait nommer un autre Rapporteur, & fait procéder à la distribution. Il faut même pour que la pérenrption puisse avoir lieu dans le cas où le Procès a été distribué de nouveau, que la Partie qui a fait faire cette nouvelle distribution, ait fair fignifier à l'autre Partie, que le Procès a été distribué à un nouveau Rapporteur.

Dans les Cours Souveraines, quand une Inftance est appointée, elle ne tombe plus en péremption; (Arrêt de Réglement du 2. Août 1692. ci-dessus cité, art. 2.) ce qui a pareillement lieu pour les Causes qui ont été mises au rôle dans ces Cours. (Voyez Papon, liv. 12. tit. 3. п. 18. Chenu, Centur. 1. queft. 90. & 94-Carondas en ses Réponses, liv. 4. rép. 35. & liv. 7. rép. 138. & il a été ainsi jugé par Arrêt du 19. Avril 1719.)

Il en est de même des Présidiaux, dans les cas où ils jugent en dernier ressort. (Arrêt du 30. Janvier 1637. rapporté par Guénois sur Imbert, hv. 2. chap. 2. n. 5. ) Tel est aussi l'usage conscant des Présidiaux; ce qui résulte d'ailleurs de la disposition de l'art. 2. du tit. 25. ci-dessus, pag. 436.

A l'égard des Requêres du Palais, quoiqu'elles soient du Corps du Parlement, néanmoins des Jugemens. Trt. XXVII. 469 les Procès qui y sont appointés, s'y périment comme dans les autres Jultices qui ne jugent pas en dernier ressort. (Ainsi jugé par Artét du 23, Mai 1386. rapporté par Brodeau sur Louet, lettre P. sommaire 18.) Mais depuis le contraire a été jugé par Artêt du 6. Mai 1746 rapporté par Lacombe en sa Jurisprudence civile, édition de 1753, au mot péremption, qui a décidé que la péremption n'a point lieu aux requêtes du Palais, los soutes des dapontées.

Un Arrêr de Réglement du Parlement de Toulouse du 8. Avril 1739. rapporté au Recueil des Réglemens de ce Parlement in-8°. tom.

1. pag. 492. porte que lorsqu'une Instance sera conclue & distribuée, & dans laquelle il y aura eu sommation de produire, elle ne tombera pag en péremption par la cessation des poursuites pendant trois ans ; comme aussi que les causes mises au rôle ne seront point sujettes à péremption pendant tout le tems qu'elles y resteront ; mais que si elles en sont tirées ou appointées, elles suivront le même sort des autres Procés

conclus.

Après trente ans tout est péri & present, même dans les Cours. (Voyez Brodeau sur Louer, lestre P. chap. 16. n. 6.)

### ARTICLE VI.

Tous Arrests seront exécutez dans toute l'étendue de nostre Royaume en verte d'un Paréatis du Grand Sceau, sans qu'il soit besoin d'en demander aucune permission à nos Cours de Parlement, Baillis, S. néchaux & autres Juges, dans le ressort ou détroit desquels on les vou-

470 De l'exécution dra faire executer. Et au ca

dra faire exécuter. Et au cas que quels ques-unes de nos Cours ou Siéges en empêchent l'exécution, & qu'ils rendent quelques Arrests, Jugemens ou Ordonnances portant défenses ou surséance de les exécuter, Voulons que le Rapporteur & celui qui aura présidé (1), soient tenus folidairement des condamnations portées par les Arrêts dont ils auront retardé ou empêché l'exécution, & des dommages & intérests de la Partie, & qu'ils foient folidairement condamnez en deux cens livres d'amende envers Nous : de laquelle contravention Nous réfervons la connoissance à Nous & à nostre Conseil. Sera neantmoins permis aux Parties & Exécuteurs des Arrests (2), hors l'étendue des Parlemens & Cours où ils auront esté rendus, de prendre un Pareatis en la Chancellerie du Parlement où ils devront estre exécutez, que les Gardes des Sceaux seront tenus de sceller à peine d'interdiction, sans entrer en connoissance de Cause. Pourront mesme les Parties prendre une permission du Juge des lieux au bas d'une requeste, sans estre tenus de prendre en ce cas Pareatis au Grand Sceau & Petites Chancelleries. Mandons à nos Gouverneurs & Lieutenans-Géneraux de tenir la main à l'exécution de la présente

des Jugemens. Trr. XXVII. 471 Ordonnance sur la simple représentation des Pareatis, ou de la permission du Juge des lieux.

1. Foulons que le Rapporteur & celui qui aura préfidé.] L'Ordonnance ne parle ici que du Rapporteur & du Préfident, parce qu'il n'y a qu'eux qui fignent les Arrêts dans les Cours. Mais dans les autres Jurifdictions, il femble qu'on peur prendre à partie tous les Juges qui ont figné ces fortes de défenfes.

2. Sera néanmoins permis aux Parties & Exécuteurs des Arrêts, & c. 1 A plus forte raison cela doit-il avoir lieu à l'égard des Sentences; d'où il suit qu'on ne peut les mettre à exécution hors l'étendue de leur ressort, ans prendre un Pareatis du Juge des lieux, contre la disposition des anciennes Ordonnances, & notamment de l'art. 172. de l'Ordonnance de Blois.

Il y a cependant quelques Jurisdistions dont les Sentencess exécutent même par tout le Royaume, sans qu'il soit besoin de demander un Paratais au Juge du lieu où se fait l'exécution. Telles sont les Sentences émanées des Juge-Consuls. (Edit de Novembre 1563, art. 8. Déclaration du 28. Avril 1565, Arrêt de 1670. rapporté au nouveau Recueil, tom. 1. pag. 218. Voyez aussi à ce sujet un acte de notoriété du Châteler de Paris du 18. Octobre, 1715, rapporté par Denisart en son Recueil des actes de notoriété, pag. 400.)

Il en est de même des Sentences des Juges-Conservateurs des Priviléges des Foires de Lyon.

(Edit du mois de Juillet 1669.)

Telles sont aussi les Sentences des Officiaux & autres Juges d'Eglise. (Edit du mois d'Avril 1695, arc. 44.)

Les Décrets en matiere criminelle, de quel-

que Juge qu'ils soient émanés, s'exécutent par tout le Royaume, sans qu'il soit besoin de Pareatis. (Ordonnance de 1670. tit. 10. art. 12.)

A l'égard des contrats passés sous le Scel · Royal, ils sont exécutoires par tout le Royaume, sans qu'il soit nécessaire de demander un Pareatis au Juge du lieu où l'on veut les mettre à exécution; (Ordonnance de 1539. art. 95.) ce qui est fondé sur ce que cette exécution se fait alors en vertu du consentement & de la soumission des Parties, & non en vertu d'une Sentence rendue par un Juge qui n'a point d'autorité hors de son territoire.

Il en est de même des Sentences arbitrales. lorsque les Parties y ont acquiescé pardevant Notaires, parce qu'alors cet acquiescement donne à la Sentence l'effet d'une transaction.

Mais à l'égard des contrats reçus par les Notaires des Seigneurs, ils ne peuvent s'exécuter hors le ressort de leurs Justices, sans demander permi fon au Juge du lieu où on veut les mettre à exécution. (Loiseau, Traité des Offices, liv. 1. chap. 6. n. 108. )

Au reste, toutes ces Sentences & Contrate cessent d'être exècutoires par la mort ou changement d'état des obligés & condamnés & il faut pour pouvoir les mettre à exécution, faire affigner la veuve ou les héritiers, & faire déclarer ces Sentences exécutoires contre eux. Tel est le Droit commun du Royaume. (Coutume de Paris, art. 168. d'Orléans art. 433. & autres.) Mais il n'est pas de même en Normandie, suivant l'art. 129. du Réglement du 6. Avril 1666. fait pár le Parlement de Rouen. (Voyez Basnage en son Traiteides Hypothéques, partie 1. chap. 4.)

#### VII. ARTICLE

Le Procès sera extraordinairement

des Jugemens. Tit. XXVII. 473 fait & parfait à ceux, qui par violence ou voie de fait (1) auront empesché directement ou indirectement l'exécution des Arrests ou Jugemens, & seront condamnez solidairement aux dommages & intérests de la Partie, & responsables des condamnations portées par les Arrests & Jugemens, & en deux cens livres d'amende (2), moitié envers Nous, & moitié envers la Partie, qui ne pourra estre remise ni modérée; à quoi nos Procureurs Généraux, & nos Procureurs fur les lieux tiendront la main.

1. Par violence ou voie de fait.] La violence proprement dite est celle qui se commet avec armes ou attroupement. La voie de fait est celle qui n'est point accompagnée de ces deux circonstances, & qui se fait sans autorité de Justice.

2. Et en deux cens livres d'amende.] Sans préjudice des peines afflictives ou infamantes, s'il

y a lieu d'en prononcer.

### ARTICLE VIIL

Les héritages & autres immeubles de ceux qui auront esté condamnez par provision à quelque somme pécuniaire ou espece (1), pouront estre faists réellement (2), mais ne pourront estre vendus & adjugez qu'après la condamnation diffinitive.

1. Ou espece. ] Comme à payer une certaine quantité de grains, &c.

2. Pourrent être faifis réellement.] Même le Bail judiciaire fait, & la poursuite suivie jusqu'à la vente & adjudication exclusivement.

#### ARTICLE

Celui qui aura esté condamné (1) de laisser la possession d'un héritage en lui remboursant quelques sommes, especes, impenses (2) ou méliorations, ne pourra estre contraint de quitter l'héritage, qu'après avoir esté remboursé; & à cet effet sera tenu de faire liquider les especes, impenses & méliorations dans un seul délai qui lui sera donné par l'Arrest ou Jugement, sinon l'autre Patrie sera mise en possession des lieux en donnant caution de les payer, après qu'elles auront esté liquidées.

1. Celui qui aura été condamné. ] Soit par un Jugement passé en force de chose jugée, soit par une Sentence provisoire.

2. Impenses.] Impenses se dit en général des dépenses, soit nécessaires & utiles, soit des vo-Iuptucuses.

# ARTICLE X.

Les tiers Opposans (1) à l'exécution des Arrests, qui auront esté déboutez de leurs oppositions, seront condamnez en cent cinquante livres d'amende (2); & ceux qui feront déboutez des oppositions à l'exécution des Sentences (3), en

des Jugemens. Tir. XXVII. 475 soixante-quinze livres : le tout applicable, moitié vers Nous, & moitié envers la Parrie.

1. Les tiers Opposans. Tiers Opposans sont ceux qui n'ont été ni Parties au Procès, ni compris dans le Jugement auquel ils forment oppo-

2. En cent cinquante livres d'amende. ] Soit que les tierces oppositions ayent été formées pour empêcher l'exécution des Jugemens rendus contre des personnes qui seroient en possession des choses adjugées, ou contre d'autres personnes qui ne les posséderoient pas.

Il n'y a point d'amende contre ceux qui forment des oppositions à l'exécution des Jugemens où ils n'ont point été Parties, ni duement appellés, dont il est parlé ci-après en l'article 2. du titre 35. Ce n'est que contre les tiers Oppo-

sans que cette amende est prononcée.

3. A l'exécution des .entences. ] Soit qu'il s'agisse de Sentences rendues en dernier ressort, ou passées en force de chose jugée dont il n'y ait point d'appel, ou qui s'exécutent par provi-

fion nonobstant l'appel.

L'opposition formée par un tiers à l'exécution d'un Arrêt ou d'un Jugement dont il n'y a point d'appel, ou qui s'exécute par provision nonobstant l'appel, n'empêche pas que le Jugement ne s'exécute contre le condamné. C'est la disposition de l'article 51, de l'Ordonnance de Moulins. qui porte : " Que si à un Jugement portant conon damnation de délaisser un héritage, il sur-» vient des oppositions formées par des tierces » personnes , néanmoins celui qui a obtenu le 3) Jugement, sera mis en possession en laquelle etoit le Condamné, sans préjudice des droits n desdits Opposans. Voyez ausi l'article qui suit. Il en est de même dans le cas où le Jugement condamneroit à délaisser la possession d'une chose mobiliaire.

Mais s'il s'agifiòit d'une condamnation à quelque fomme, l'intervention d'un tiers n'empécheroit pas à la vérité la faifie ou garnifon de main; elle empécheroit cependant de paffer à la vente des effecs faifis en vertu de la Sentence ou Arrêt de condamnation, jufqu'à ce que cette opposition eût été terminée.

### ARTICLE XI.

Les Arrests & Jugemens passez en force de chose jugée, portant condamnation de délaisser la possession d'un héritage, feront exécutez contre le Possession d'un héritage, danné (1), nonobstant les oppositions des tierces personnes, & sans préjudice de leurs droits.

1. Contre le Possesseur condamné.] Voyez la pote 2. sur l'article précédent.

## ARTICLE XIL

Si aucun est condamné (1) par Sentence, & qu'elle ait esté fignissee (1) avec toutes les formalitez ordonnées pour les ajournemens, & qu'après trois, ans écoulez (1) depuis la fignic cation, celui qui a obtenu la Sentence l'ait sommé avec pareille solemnité d'en intérjetter appel, celui qui est condamné ne seta plus rece-

des Jugemens. Tir. XXVII. 4,77 vable à en appeller fix mois après la fommation; mais la Sentence passera en force de chose jugée: ce qui aura lieu pour les domaines de l'Eglise, Hospitaux, Colléges, Universirez & Maladeries, si ce n'est que le premier délai sera de six ans au lieu de trois.

1. Si aucun est condamné. ] Cet article ne s'entend pas des Mineurs. (Voyez infra l'art. 16.)

2. Le qu'elle ait été si n'ifiée. ] C'est-à-diré, fignissée à domicile; ce qui résulte de ces tormes: avec les formalités presertes pour les ajournemens, ainsi que de la disposition des articles 13. & 15. ci-après.

Si cette fignification étoit faite à un domieile élu, elle n'opéreroit pas la fin de non-reevoir. (Voyez infrà, art. 17, note 2, pag. 482.) Lorfque les Sentences n'ont été fignifiées qu'aux Procureurs, elles ne passent en force de chose jugée qu'après treute ans. (Voyez infrà, art. 17.

note 1.)

3. Et qu'après trois ans écoulés.] Voyez ci-après
l'article 14. qui renferme un cas d'exception à laglifposition portée en cet article.

#### ARTICLE XIII.

Si le Titulaire d'un Bénéfice contre lequel la Sentence a esté rendue, décede pendant les six années (1), son succiseur passible aura une année entiere, & ce qui restera des six pour interjetter appel, après lequel temps celui qui aura obtenu la Sentence, sera tenu de la lui faire fignifier avec fommation d'en interjeter appel, & dans six mois pourra le succeffeur en appeller nonobstant que pareille fommation ait esté faire à son prédéceffeur, & qu'il sust décédé dans les six mois.

1. Pendant les sin années.] A lui accordées pour pouvoir appeller depuis la sommation qui lui en est faite. Voyez l'article précédent.)

### ARTICLE XIV.

Les délais ci-dessus feront observez tant entre présens qu'absens, fors & excepté contre ceux qui seront absens hors le Royaume pour nossers fervice & par nos ordres (1).

1. Pour notre service & par nos ordres. ] Comme sont les Ambassadeurs & Envoyés dans les Cours Etrangeres, ou pour quelque négociation.

#### ARTICLE XV.

Si celui qui sera condamné, décéde pendant ces trois années, ses héritiers ou légaraires universels majeurs auront outre le temps qui en restoit à écouler une année entiere (1), après laquelle celui qui aura obtenu la Sentence, sera obligé de la leur faire signifier avec sommation d'en interjetter appel si bon leur semble,

des Jugemens. Tit. XXVII. 479 femble, nonobleant que pareille sommation eust esté faite au défunt: & dans les six mois à compter du jour de la nouvelle sommation, ils pourront interjetter appel, sans qu'après ce terme ils y puissent estre receus, & la Sentence passer ce qui sera aussi observé à l'égard des Donataires, Légaraires particuliers, & tiers Détenteurs.

1. Une année entière.] Car il est juste que la condamnation n'étant pas personnellement prononcée contre eux, ils ayent un nouveau délai outre celui qui étoit accordé à leur auteur, surtout si cet auteur venoir à décéder à la fin des trois années.

#### ARTICLE XVI.

La fin de non-recevoir n'aura lieu contre les Mineurs (1) pendant le temps de leur minorité, & jufqu'à ce qu'ils ayent vingt-cinq ans accomplis, après lesquels les délais commenceront à courir.

1. N'aura lieu contre les Mineurs.] Parce que suivant la disposition de Droit, contra non valentem agere non currit prascriptio.

#### ARTICLE XVII.

Au défaut des fommations ci-dessus les Sentences n'autont force de choses Tome II.

jugées qu'après dix ans (1), à compter du jour de leur signification (2), & qu'après vingt années à l'égard des domaines de l'Eglise, Hospitaux, Collèges, Universitez & Maladeries (3), à compter aussi du jour de la signification des Sentences: lesquelles dix & vingt années courront, tant entre présens qu'absens.

r. Qu'après dix ans. ] Ces termes font trop précis pour vouloir en changer la disposition cen étendant jusqu'à trente ans la faculté d'ap-

peller.

Néanmoins Lacombe en son Recueil d'Arrêts imprimé en 1743. rapporte un Arrêt du 26. Juillet 1741. rendu au Parlement de Paris, qui a jugé que l'appel d'une Sentence étoit recevable après dix ans. Le même Auteur en son Recueil de Jurisprudence civile au mot appel, dit que l'Arrêt du 26. Mai 1696. rapporté au Journal des Audiences, a jugé suivant l'Ordonnance que l'appel après dix ans n'étoit pas recevable; mais il ajoute que l'usage y est contraire nonobstant cet Arrêt, On trouve à la fin du tome 2. du Journal des Audiences du Parlement de Bretagne, imprimé à Rennes en 1740, une consultation de quinze anciens Avocats de ce Parlement, en date du 15. Mars 1712, par laquelle ils certifient que l'appel d'une Sentence rendue entre Majeurs qui a été duement fignifiée à Procureur & à Partie ou à domicile, n'est point recevable après dix ans, à compter du jour de la fignification à Partie ou à domicile, & que Lart. 17. du tit. 27. de l'Ordonn. de 1667. est cobservé à la rigueur dans la Province de Bredes Jugemens. Tit. XXVII. 481 Suivant l'Ordonnance des Eaux & Forès du mois d'Août 1669, tit. des appellations, art. 2. les appellations des Grueries aux Maitrifes doivent être relevées & pourfuivies dans la quinzaine de la condamnation, finon la Sentence doit s'exécuter par provision; & fio na lisse écouler le mois sans appeller, ou sans poursuite, alors la Sentence de la Gruerie passigna en force de chose jugée en dernier ressort.

Et suivant l'art. 4, du même titre les appellations des Maîtris es aux Sieges des Tables de Marbre doivent être interjettées dans le mois de la Sentence prononcée ou signifiée à la Partie, & mises en état de juger dans les trois mois de la prononciation ou signification, sinon la condamnation doit être exécutée en dernier res-

fort, foit qu'il y ait appel ou non.

Mais ces délais n'ont lieu que pour les conmantaions prononcées au profit du Roi. (Voyez M. Segault en ses Additions sur la Consérence de l'Ordonnance des Eaux & Forêts, tit. des appellations, art. 3. édition de 1752. où il traite cette quéstion. Il cite l'usage de la Table de Marbre de Paris & de cel e de Dijon.)

Il faur aussi et ur sis et ur de Bojan. Il faur aussi et ur sis et ur de Bojan. Il faur aussi et ur sis et ur de guelque Condamnés au payement de quelque Comme, foit par Sentence des Elections, Greniers à Sel, ou Traites Foraines, &c. pour un fait purement civil, font renus de relever leur appel dans les trois mois du jour de la signification de la Sentence à leur perfonne ou à leur domicile, sinon, ledit tems passé, l'appel n'est plus recevable, & la Sentence doit passer en force de chose jugée; & lorqu'ils our relevé leur appel dans les trois mois, ils sont tenus de le mettre en état de juger dans les neuf mois suivans, sinon, le tems passé, la Sentence demeure confirmée de

I ij

482 De l'exécution, &c.

plein droit avec amende & dépens. (Ordonnance des Fermes du mois de Juillet 1681, titre commun des Fermes, art. 47. & 48. rapportés au nouveau Recueil, som. 1. pag. 491.)

2. De leur signisseation.] Cette signisseation doit être faite au vrai domicile de la Partie : ear si elle avoit été faite au domicile du Procureur, ou à un domicile élu par un acte passéentre les Parties, elle ne pourroit opérer la sin de non-recevoir qu'après trente ans. (Voyez siprà, art. 12. note 2. pag. 477.) Mais ce terme de trente ans est fatal, & quand il est écoulé, on ne peut plus appeller; l'appel est preserit, quand même il s'agiroit d'une action hypothécaire.

3. Et Maladeries. ] Les Mineurs ne sont point compris dans cet article; la fin de non-receyoir ne court contre eux qu'après leur majorité,

Voyez l'art. 16.)

# ARTICLE XXVIII.

Voulons que les sommes pour condamnations, taxes, salaires, redevances, & autres droits, soient exprimées à l'avenit dans les Jugemens, conventions & autres actes par deniers, sols & livres, & non par parisis ou tournois (1); & encore que les actes portent le parisis, la somme n'en sera pas augmentée, sans néantmoins rien innover pour le passé.

<sup>1.</sup> Et non par parisis ou teurnois. ] La livre tournois vaut vingt sols; la livre parisis en valoit vingt-cinq.

### TITRE XXVIII.

 $m{D}$ es Réceptións de Caution.

#### ARTICLE I.

Ous Jugemens qui ordonneront de bailler caution, feront mention du Juge (1) devant lequel les Parties se pourvoiront pour la réception de la caution (2).

1. Feront mention du Juge. ] Cela ne s'observe point dans les Bailliages, Prévôtés, Justices de Seigneurs, Présidiaux, &c. car dans ces Justices la réception de caution appartient de plein droit au Juge qui a l'instruction des Causes, sçavoir dans les Bailliages & Sieges Présidiaux, au Lieutenant-Général, ou à celui qui le représente; dans les Prévôtés & Justices subalternes, au Prévôt ou Baillif, & ainsi des autres; ce qui ne s'entend cependant que des Causes d'Audience: car dans les Procès de rapport, la réception de caution appartient aux Rapporteurs. (Arrêt du Conseil du 31. Août 1689. rendu pour le Présidial d'Orléans, art. 9.

2. Pour la réception de la caution.] Car une Sentence de provision, ou exécutoire par provision, ne peut être mise à exécution sans que la caution ait été auparavant présentée & reçue, quand même cette caution ne seroit point requise par la Partie condamnée; autrement l'exécution chap. 71. n. 2. aux notes. ) Voyez cependant une distinction faite à ce sujet, ci-dessus tit, 17, art.

17. note 5. pag. 267.

Quand la somme pour laquelle la condamnation a été prononcée par provision est fort modique, & que celui au profit duquel elle a éré prononcée est notoirement solvable, le Juge peut ordonner qu'il touchera cette fomme à sa caution juratoire, en faisant par lui ses soumissions au Greffe; & si c'est une Communausé, foit Laïque ou Ecclésiastique, on ordonne qu'elle touchera la somme à la caution de son temporel.

Pour l'exécution provisoire des Sentences rendues dans les Présidiaux au second chef de l'Edit, il suffit aussi que celui au profit duquel la condamnation a été prononcée, se constitue lui-même caution. ( Edit des Présidiaux du mois

de Janvier 1551. art. 4.)

#### II. ARTICLE

La caution fera présentée par acte fignifié à la Partie ou au Procureur, & fera sa soumission au Greffe (1), si elle n'est point contestée.

1. Et fera sa soumission au Greffe. I C'est la soumission ainsi faite au Greffe, qui établit la contrainte par corps contre celui qui est reçu' caution en Justice.

Un autre effet de cette soumission, est que celui qui s'est rendu caution est obligé de plaider devant le Juge où il a fait ses soumissions. Soëfve dans fon recueil d'Arrêts, tom, 2. Centur. r, de Caution. Tit. XXVIII. 485, chap. 50. dit que la caution judiciaire est obligée de plaider en la Jurisdiction du Juge devant lequel elle a donné son cautionnement, soit qu'elle demeure dans la même Province où est pendant le Procès, ainsi qu'il est requis au card de la caution judiciaire. Sivant ce divisor ce qu'elle demeure de la caution judiciaire. Sivant ce divisor ce qui de la caution judiciaire.

est pendant le Procès, ainsi qu'il est requis au regard de la caution judiciaire, suivant ce qui a été remarqué par Carondas en se Pandeches, liv. 1. chap. 36. & en ses observations au mot Caution; & par Ferrerius sur la question 26. de Gui - Pape; soit qu'elle ait son domicile en une autre Province, ainsi qu'il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Paris du 9. Janvier 1557, tapporté par Carondas au même endroit. (Voyce tapporté par Carondas au même endroit. (Voyce)

Papon en ses Arrêts, liv. 10. tit. 4. n. 10.) Cette soumission se fait par un acte, par lequel celui qui se rend caution, s'oblige sous les peines ordinaires de restituer la somme portée par la condamnation provisoire, au cas que par la suite la restitution en soit ordonnée. Cette soumission emporte de droit la contrainte par corps contre celui qui s'oblige de cette manière. Il n'y a point de ferment pour ces fortes de foumissions; mais quand la caution est prononcée à la caution juratoire de ceiui qui a obtenu, alors il doit prêter ferment, & ce ferment doit être reçu par le Juge qui a l'instruction, s'il s'agit de l'exécution d'une Cause d'Audience, ou par le Rapporteur, si l'affaire a été jugée en Procès par écrit. Il faut aussi que cette soumission soit signsiée au

#### ARTICLE III.

Procurent de la Partie adverse.

Si la caution est contestée (1) sera donné copie de la déclaration de ses biens (2), & les pieces justificatives seront communiquées sur le récépissé du Procureur (3); Liv & sur la premiere assignation à comparoir pardevant le Commissaire, sera procédé sur le champ à la réception ou rejet de la caution (4): & seront les ordonnances du Commissaire exécutées nonobstant oppositions ou appellations, & sans y préjudicier (5). Détendons à tous Juges de donner aucuns appointemens à mettre, en droit, ou de contratiété, sur leur solvabilité ou insolvabilité.

r. Si la caution est contesse. Car la caution présentée doit être solvable. Pour qu'une caution foir solvable, it saut, r.º. qu'elle posséde des immeubles dans le ressort du Juge qui a ordonné la caution. (Voyez Louet, lettre C. chap. 9. & Papon, liv. 10. tit. 4, n. 29, 12. Elle doit être contraignable par la voie ordinaire des cautions judiciaires, c'est-à-dire par corps: ainsi les semmes, & les Eccléssas diques constitutés dans les Ordres Sacrés ne peuvent être reçus cautions judiciaires. La caution doit aussi être résidente sur le lieu; & st selle na pas ces qualités, elle peut être valablement contestée.

2. Sera donné copie de la déclaration de fisbiens. J Dans les Jurifdictions Consulaires, si celui qui se présente pour caution, est un Marchand ou Négociant notoirement solvable, on ne l'oblige point de donner la déclaration de ses biens, tant meubles qu'immeubles. C Ainsi réglé pour la Conservation de Lyon par un Artêt du Con-

feil du 3. Août 1668. art. 9.)

3. Seront communiquées sur le récépissé du Proeureur.] Si le Procureur resusoit de prendre cettecommunication à l'amiable, il faudroit la lui Aftir par un aste. de Caution. Tit. XXVIII. 48

4. A la réception ou rejet de la caution. ] La caution feroit valablement rejettée, si par la déclaration de ses biens & par la communication de ses Picces justificatives, il n'étoit pas suffiamment justifié qu'elle sur folvable pour répondre de la somme dont elle veut être caution.

Celui qui ne posséde que des meubles, n'est pas regardé comme caution suffisiante, si cen'est dans quelque cas & par des considérations particulieres. Ce ne seroit pas non plus offiri une caution valable, de présenter pour caution une semme, ou un Ecclésiastique, ou un Mineur, parce que ces personnes ne peuvent être contraintes par corps. (Voyez instêd, tit. 34. art. 8. & la note sur l'art. 9, du même titre.)

Mais lorsque la caution est valable, & que la Partie condamnée en empêche mal-à-propos la réception, l'autre Partie doit l'aligner devant le Juge ou le Rapporteur, pour faire ordonner que cette caution sera reque nonobstant l'opposi-

tion de cette Partie condamnée.

Quelquefois le Juge ou Commissaire, au sieur de rejetter la caution, ordonne qu'elle sera renforcée, ou que la Partie sera tenue de justifier ses quasités par d'autres titres que ceux qui ont été communiqués. Le Procès-verbal qu'il dresse à cet effer, doit contenir les dires de contestations des Parties. Souvent le Juge ou Commissaire met au bas de ce Procès-verbal son ordonnance de réséré, c'est-à-dire, qu'il en sera réséré au Siège pour juger si la caution sera reque ou rejettée.

On ne présente point de Certificateur, si le

Juge ne l'ordonne.

 Et sans y préjudicier.] Car on peut toujours se pouvoir par la voie d'appel ou d'opposition au Siège contre les Ordonnances des Commissaires.

### ARTICLE IV.

La caution estant receue, & l'actor signifié à la Partie ou au Procureur, elle fera sa soumission au Greffe (1).

1. Elle fera sa soumission au Gresse.] Voyez ei-dessus art. 2. aux notes, page 484. quel est l'esse de cette soumission, & comment elle doir se faire.

# TITRE XXIX.

De la reddition des Comptes.

### ARTICLE I.

Es Tuteurs, Protuteurs (1), Curateurs, Fermiers judiciaires (2), Sequestres, Gardiens, & autres qui auront administré le bien d'autrui, seront tenus de rendre compte aussi-tost que leur gestion sera finie; & seront toujours réputez comptables (3), encore que le compte soit clos & arresté, jusqu'à ce qu'ils ayent payé le reliquat, s'il en est deu, & remis toutes les pieces justificatives.

1. Protuteurs. ] Comme sont ceux qui s'ans thre légitime ont administré les biens d'un pu-

des Comptes. TIT. XXIX. 489 pille. L. 1. §. 1. ff. de eo qui pro Tutore, &c.

2. Fermiers judiciaires. ] Depuis qu'il y a des Commissaires aux Saisses-réelles en titte d'Office, les Fermiers judiciaires des biens sais s'éellement ne sont plus comptables. Ils payent seulement le prix de leurs Baux aux Commissaires aux Saisses-réelles, & ce sont ces Commissaires qui rendent compte de leur régie aux Créanciers & à la Partie saisse.

3. Seront toujours réputés comptables. ] Et par conséquent ils seront sujets aux actions ordinaires des comptes. Ains s'il s'agit d'un compte de tutelle, le Tuteur pourra être contraint par corps au payement du reliquat de son Mineur, quoique ce Mineur soit devenu majeur, & ains des autres Administrateurs.

### ARTICLE IL

Le Comptable pourra estre poursuivi de rendre compte pardevant le Juge qui l'aura commis, & s'il n'a pas esté nommé par autorité de Justice, il sera poursuivi pardévant le Juge de son domicile (1), sans que sous prétexte de saisse ou intervention de Créanciers privilégiez de l'une ou de l'autre des Parties, les comptess puissent estre évoquez (2) ou renvoyez en autre Jurisdiction.

1. Pardevant le Juge de fon domicile. ] Dans le cas même où le Comptable a été nommé par autorité de Justice, il peut être valablement poursuive pardevant le Juge de son domicile.

Quelques Auteurs prétendent que les Tuteurs doivent rendre compte devant le Juge de la I vi Tutelle. Voyez Bacquet, Traité des droits de Justice, chap. 8. n. 30. où il rapporte à ce sujet un Arrêt célébre. (Voyez auffi l'Auteur du Traité des Minorités imprimé à Paris en 1735. in-40: pag. 305, où il traite cette question assez au long; il rapporte même à la pag. 660, un Arrêt du 6. Février 1613. lors duquel la Cour s'étant déterminée sur des motifs particuliers à décider que le compte seroit rendu devant un autre Juge: que celui de la Tutelle, M. le Premier Président expliqua les motifs de l'Arrêt, afin qu'on: ne crût pas que l'Arrêt qui venoit d'être rendu fût contre la disposition du Droit & des Arrêts. Mais il est difficile d'admettre cette opinion, le texte de cet article de l'Ordonnance étant clair & précis.)

Lorfqu'une des Parties est privilégiée, soit le: Comprable, soit celui à qui le compte doit êtrerendu, elle peut porter ou faire évoquer l'affairedevant le Juge de son Privilege: car cette actionen reddition de compte est une action personnelle, qui par conséquent ost sujette au Privilegecomme toutes les autres actions personnelles, , (Ordonnance du mois d'Août 1669, titre des-Committimus, art. 1.) & qui n'est pas mise aumombre des exceptions marquées dans les arsicles 14, & 25, du même titre.

2. Les comptes puissent être évoqués.] Sauf aux Éréanciers privilégiés qui veulent intervenir, à fe pourvoir contre leurs Débiteurs pardevant le Juge de leur Privilége pour raison de leurs créances; mais s'ils interviennent dans l'instance de compte, ils doivent nécessairement procéder en la Jurisdiction où se poursuit la demande en reddition de compte. (Voyez l'article 17. du titre des Evocations de l'Ordonnance du mois d'Août 1669.)

#### ARTICLE III.

Le Défendeur à la demande en reddition de compte fera tenu de compteroir (1) à la premiere affignation; finon fera donné défaut contre lui, & pour le profit, condamné à rendre compte; & s'il compare, & qu'au jour qui lui aura esté fignifié par un fimple acte de venir plaider, aucun Avocat ou Procureur (2) ne se présente (3) en l'Audience pour défendre (4), sera condamné sur le champ à rendre compte sans autre délai ni procédure.

1. Sera tenu de comparoir.] C'est-à-dire, de se présenter, ou de constituer Procureur dans les délais marqués ci-dessus, (Voyez tit. 5. art. 3. pag. 62.)

2. Aucun Avocat ou Procureur.] Dans les Jurissicions où le ministère des Avocats & Procureurs n'est pas nécessaire. (Voyez suprà, tit. 14. att. 14. & 15.)

3. Ne se présente. ] Si le Désendeur comparoît au jour indiqué, ou quelqu'un pour lui, la Causefera plaidée, & on la jugera à l'Audience, au casqu'elle puisse y être jugée définitivement.

4. En l'Audience pour défendre.] Et par conguent dans ces fortes de demandes il n'est pas nécessaire de signifier des défenses par écrit, ainsi qu'on y est obligé dans toutes les affaires qui ne font pas sommaires. (Voyez suprà, tit. 3. azt. 5. avec les notes, pag. 50-)

#### ARTICLE IV.

En cas que la Cause estant plaidée ne se puisse juger diffinitivement en l'Audience, les Parties seront appointées à mettre (1) dans trois jours sans autre procédure.

1. Appointée à mettre ] Et non en droit, parce que la question de sçavoir si une personne doit rendre compre ou non, est une question qui peut se-décider en l'Audience, ou tout au plus sur un appointement à mettre.

### ARTICLE V.

Tout Jugement portant condamnation de rendre compte, commetira celui qui devra recevoir (1) la présentation & affirmation du compte; & s'il est rendu fur un appointement à mettre (2) ou su un Procès par écrit le Rapporteur ne pourra estre commis (3) pour le compte (4), mais en sera commis un autre par celui à qui la distribution appartiendra.

1. Commettra celui qui devra recevoir, &c.]
Dans les Bailliages, Sénéchausses, Prévôtés, &c
autres Jurisdictions, à la réserve des Cours, il
n'est pas nécessaire que le Jugement sasse mention de celui qui doit recevoir la présentation &
affirmation du compte; cette fonction appartiens de plein droit au Juge qui a l'instruction,
ou qui fait les fonctions de Commissaire-Enquéseur (Edit de Mai 1383, art. 9. Déclaration du

des Comptes. T it. XXIX. 495 47. Décembre 1693.) à moins que le compte n'ait été ordonné à son rapport, comme il est

porté à la fin de cet article.

Mais s'il y a pluseurs Commissaires-Enquêteurs dans le Siege, comme au Châteler de Paris, à Lyon, &c. il faudra que celui qui doit recevoir le compte, soit nommé par le Jugement qui condamne à le rendre.

Lorsqu'il arrive du contentieux sur ces comptes, les Commissaires n'en peuvent connoître, & l'affaire doit être portée au Siege devant les Juges. (Même Edit de Mai 1583, art. 9.)

2. Sur un appointement à mettre, &c. ] Sçavoir sur un appointement à mettre dans le cas de l'article précédent, & sur un Procès par écrit, lorsque dans une Instance appointée eddrit une Partie est condamnée incidemment à tendre compte.

3. Le Rapporteur ne pourra être commis. J Afim qu'il ne soit pas disposé à favoriser une d'emande dont il pourroit lui revenir quelque utilité; & aussi afin qu'il y ait plus de Juges qui soient instruits de l'affaire, ou qu'elle soit mieux éclaircie, en passant par différentes mains.

Áu furplus il faut observer, que dans les Proèss même de rapport, ce sont les Commissarea Enquêteurs qui reçoivent ces comptes, à moins que le compre n'ait été ordonné à leur rapport. (Arrêt du Conseil du 31. Août 1689. servant de Réglement pour le Présidial d'Orléans, art. 9.)

4. Pour le compte. ] Idem pour les descentes de Juge. Voyez ci-dessus, tit. 21. 2rt. 2.

## ARTICLE. VI.

La préface du compte (1) ne pourra excéder fix rolles, le surplus ne passens en taxe; & ne seront transcrites dans les comptes autres pieces que la commission du Rendant, l'acte de tutelle, & l'extrair de la Sentence ou Arrest qui condamne à rendre compte.

1. La preface du compte.] La préface d'un compte est une exposition du fait, qui se met au commencement du compte pour expliquer les circonstances nécessaires à l'intelligence de ce compte, & pour mettre le Juge en état d'en connoitre l'objet; comme la Commission ou l'acte de Tutelle du Rendant, & autres actes dont il est parlé dans cet article.

#### ARTICLE VII.

Le Rendant sera tenu d'insérer dans le dernier article du compre, la somme 2 quoi se monte la recepte, celle de la dépense & reprise, distinctement l'une de l'autre; & si la recepte se trouve plus sotte que la dépense & reprise (1), l'Oyant pourta prendre exécutoire de l'excédent (2), qui lui sera délivré sur l'extrait du dernier article du compre, sans préjudice des débats sormez (3), eu à sormer contre la recepte, dépense & reprise, & des soutenemens au contraire.

r. Et reprise. ] La reprise ost ce que se Rendant compte étoit chargé de recevoir, & qu'is n'a pas cependant reçu, soit parce qu'il n'a pu des Comptes. Tit. XXIX. 495 être payé malgré ses diligences, soit parce que le Débiteur étoit notoirement insolvable.

2. Prendre exécutoire de l'excédent. ] Cet exécutoire se donne par le Juge qui a l'Instruction,

ou se prend au Greffe.

3. Sans préjudice des débats formés. ] L'Oyant compte doit pour plus grande précaution, en fignifiant cet exécutoire, déclarer qu'il se référve à former ses débats contre la recette, dépense & reprise du compte, ou dire que c'est fans préjudice des débats qu'il entend former contre ce même compte.

### ARTICLE VIII.

Les Rendans compte présenteront & affirmeront leur compte (1), en personne, ou par Procureur sondé de procuration spéciale, dans le délai qui leur aura esté prescrit par le Jugement de condamnation sans aucune prorogation, & le délat passes, ils y seront contraints (1) par saisse & vente de leurs biens, mesme par emprisonnement de leur personne, si la matier y est disposée (3), & qu'il soit ainsi ordonné.

1. Préfenteront & affirmeront leur compte. ] Si le Rendant compte néglige de le préfenter & affirmer, la Partie adverfe levera le Jugement qui condamne à le rendre, & le fera fignifier au Comptable.

Avant de prélenter & affirmer ce compte, le Rendant doit obtenir du Commissaire une Ordonnance pour faire assigner le Désendeur aux sins de le voir présenter & assigner. Si be Demandeut ne se trouve pas au jour indiqué; le Commissire doit donner désaux contre luis, & pour le prosit donner acte au Rendant de sa présentation & affirmation, & en conséquence le compte est teau pour bien & légitimement présenté & affirmé. Si le Demandeur se trouve au jour indiqué, la présentation & affirmation se fait avec sui.

2. Et le délai passé, ils y seront contraints, &c.] C'est-à-dire, que le délai étant passé sans que les Rendans ayent présenté & affirmé leur compre, ils seront contraints de le présentes &

affirmer par saisie, &c.

Lorsque le Condamné refuse ou dissére de mendre compre dans ce délai, on le condamné quelquesois à payer à la Partie adverse une ou plusieurs provisions telles que de raison.

3, Si là matiere y est disposse. ] C'est-à-dire; fi le Comptable est dans le cas de pouvoir étre contraint par corps; cas cette contrainte ne regarde pas les Ecclésastiques ni les femmes comptables, telles que sont les Merces & Gardiennes, ni les Proutueurs & autres personnes qui n'ont pas été chargées par autorité de Justice. Quelques même la contrainte par corps ne doit pas être décernée contre celui qui tient sa charge par autorité de Justice. (Voyez le Traité des Minorités imprimé en 1735, page 391,)

### ARTICLE IX.

Après la présentation & affirmation, fera baillé copie (1) du compte au Procureur des Oyans (2), & les pieces justificatives (3) de la recepte, dépense & reprise (4) lui setont communiquées sur

des Comptes. Tit. XXIX. 497 fon récépisse, pour les voir & examiner pendant quinze jours, après lesquels il sera tenu de les rendre, à peine de prifon (5), de soixante livres d'amende, & du séjour, dépens, dommages & intérests des Parties en son nom, sans qu'auteunes des peines ci-dessus puissen estre réputées comminatoires, remises ou modérées, sous quelque prétexte que ce soit.

1. Sera baillé copie. ] Par le Rendant compte. 2. Au Procureur des Oyans. ] Voyez les atticles 11. & 12.

3. Et les pieces justificatives. ] Ces pieces doivent être cottées par première & dernière, & appliquées par le compte, ou par un inventaire,

à chaque article où elles ont rapport.

4. De la recette, dépenfe e réprife. La recette le juftifie par l'inventaire & autres actes qui ont pû charger le Rendant; la dépenfe, par des quitances valables, ou frais qui doivent passer compte; & la reprist, par les diligences du Rendant, comme assignations, commandemens, faisses, procès-verbaux de carence de meubles, ventes & autres actes, qui prouvent que le Comptable n'a pû être payé de la dette employée en repriste.

5. A peine de prison.] Comme Dépositaire en vertu d'ordonnance de Justice. (Infrà, tit. 34. art. 4.)

### ARTICLE X.

N'entendons toutefois empescher que le Juge ne puisse en connoissance de cause, & pour considérations importantes, proreger (1) le délai d'une autre quinzaine pour une fois seulement; après lequel temps le Procureur qui retiendra les pieces, sera contraint de les rendre sous les peines, & par les mêmes voies que dessus.

1. Proroger.] Parties présentes ou duement appellées.

### ARTICLE XI.

Si les Oyans ont un mesme intérest, ils seront tenus de nommer un seul & mesme Procureur, & à faute d'en convenir sera permis à chacune des Parties d'en mettre un à ses frais; auquel cas ne sera donné qu'une seule copie du compte, & une seule communication des pieces justificatives au plus ancien (1).

1. Au plus ancien. ] Car par-là on évite des frais, & l'on abrége l'appurement du compte.

### ARTICLE XII.

Si les Oyans ont des intérests disserens, le Rendant sera signifier à chacur des Procureurs une copie du compte, & leur communiquera les pieces justificatives; & s'il y a des Créanciers intervenans, ils n'auront tous ensemble qu'une seule communication, tant du compte que des pieces justificatives, par

des Comptes. Tit. XXIX. 499 les mains du plus ancien des Procureurs qu'ils auront chargé, (1).

1, Du plus ancien des Procureurs qu'ils auront chargé. ] Ils doivent aussi fournir des débats contre le compte par le ministère de cet Ancien seulement, au cas qu'il y air lieu d'en sournir.

#### ARTICLE XIII.

Après le délai de la communication expiré, fera pris au Greffe l'appointement (1) de fournir par les Oyans leurs consentemens ou débats (2) dans huitaine, les soutenemens par le Rendant huitaine après, écrite & produire dans une autre huitaine, & contredire dans la huisaine suivante (3).

1. Sera pris au Greffe l'appointement.] Car dans ces matieres il n'est pas nécessaire que l'appointement soit prononcé à l'Audience (Voyez suprà l'article 10. du tit. 11. avec les notes, P4g. 138.)

2. Leurs consentemens ou débats.] Les confentemens sont l'acquiescement de l'oyant aux articles qu'il ne conteste point; les débats sont les moyens pour empêcher qu'un article soit al-

loué ou passé en compte.

3. Et contredire dans la huitaine suivante.] Si le compre qui est à rendre est de peu de conséquence, & pour affaires légeres, les Juges doivent ordonner que les Parties compreront par bres état, soit au Greffe, soit pardevant un des Juges, ou autre qui seta nommé à cet esseu-

#### ARTICLE XIV.

Défendons à tous nos Juges, Commissaires - Examinateurs, & autres de quelque qualité qu'ils soient sans exception, de faire à l'avenir aucuns Procèsverbaux d'examen de compte (1), dont Nous abrogeons l'usage en tous les Sieges, mesme en nos Cours de Parlement, & autres nos Cours.

 Aucuns Procès-verbaux d'examen de compte. ] Soit en leur Hôtel ou ailleurs. Cette procédure ne serviroit qu'à augmenter inutilement les frais.

# ARTICLE XV.

Défendons de s'assembler en la maifon du Juge ou Commissaire de la reddition du compre, pour mettre par sorme d'apostilles à costé de chaque article les consentemens, débats & soutenemens des Parties; & n'entendons néantmoins déroger à l'usage observé par les Commissaires du Chastelet de Paris (1).

1. Par les Commissaires du Châtelet de Paris.] Les Commissaires du Châtelet de Paris ont droit d'examiner & d'appurer en leur Hôtel les comptes de tutelle & autres.

### ARTICLE XVI.

Si les Oyans ne fournissent leurs con-

des Comptes. Tit. XXIX. 501 fentemens ou débats dans la huitaine (1) portée par le Réglement, il fera permis au Rendant après qu'elle fera passée, de produire au Gresse sou estre distribué en la maniere accoutumée; & s'ils les one fournis (2), ils pourront au mesme temps donner leurs productions (3), fans que pour mettre l'instance en estat il soit besoin que d'un simple acte de commandement de satisfaire au Réglement, & en conséquence passé outre au Jugement,

1. Dans la huitaine.] Ce délai ne s'observe point à la rigueur. (Voyez ci-dessus tit. 11, art. 17. avec les notes, pag. 147.)

1. Et s'îls les ont fournis. C'est-à-dire, s'ils ont fourni leurs consentemens ou débats.

3. Donner leurs productions. ] Et ensurte prendre communication du Procès. (Voyez ci-dessus it. 14. art. 9. & 10. pag. 202. & suivantes.)

# ARTICLE XVII.

Les comptes seront éctits en grand papier, à raison de vingt-deux lignes pour page, & quinze syllabes pour ligne (1), à peine de radiation dans la taxe, des rolles où il se trouvera de la contravention.

1. A raifon de vingt-deux lignes pour page, & quinze syllabes pour ligne. ] Voyez la Déclararation du 19. Juin 1691. art. 3. & celle du 24.

#### ARTICLE XVIII.

Le Rendant ne pourra employer dans la dépense de son compte, les frais de la Sentence ou de l'Arrest par lesquels il est condamné de le rendre, si ce n'est qu'il eust consenti avant la condamnation: mais pour toutes dépenses communes emploiera son voyage, s'il en échet; les assignations pour voir présenter & affirmer le compte, la vacation du Procureur qui aura mis les pieces du compte par ordre (1), celle du Commissaire pour tecevoir la présentation & affirmation, & des Procureurs, s'ils y ont assisté (2), ensemble les grosses & copies du compte (3).

1. Qui aura mis les pieces du compte par orlee. ] Il ne faut point dresser d'inventaire pout ces pieces, mais seulement les comprendre dans l'inventaire de production, dans le cas où les Procès sont appointés.

2. Et des Procureurs, s'ils y ont assisse. Car l'assistance des Procureurs est inutile pour ces

fortes de redditions de compte.

3. Ensemble les grosses & copies du compte.]
Quoique les compres soient rendus aux frais des
Oyans, néanmoins si le Comptable a fait défaut, ou formé de mauvaises conrestations dans
le cours de l'Instance, il doit être condamné
aux dépens à cet égard sans aucune répétition.
Voyez

des Comptes. TIT. XXIX. 505 Voyez, touchant la maniere dont les comptes de turelle & autres doivent être rendus, un acte de notoriété du 21. Mars 1699, tapporté par Denifart en fon Recueil d'actes de notoriété, pag, 152. & fuivantes,

### ARTICLE XIX.

Déclarons toutes Lettres d'Estat qui pourronrestre ci-après obtenues par ceux qui sont obligez ou condamnez de readre compte , subreptices (1). Désendons à tous Juges d'y avoir égard, s'il n'y est par Nous dérogé par clause spéciale, & fait mention dans les Lettres de l'Infance de compte; & si la clause n'est insérée dans les Lettres, l'Instance du compte pourra estre poursuivie & jugéo.

1. Subreptices.] La Déclaration du Roi du 3, Décembre 170.1 Erevant de Réglement pour les Lettres d'Etat, art. 20. (rapportée au nouveau Recueil, tome 2. p. 300.) après avoir confirmé cette diffosition, veut: » Que ceux qui » seront tenus de rendre compte, puissent résciproquement faire les poursuites nécessires » pour y parvenir, & se libérer, nonobstant » toutes Lettres d'Etat qui leur auront été signi» tiècs.

## ARTICLE XX.

Le Jugement qui interviendra sur l'Inftance de compte, contiendra le calcul de la recepte & dépense, & formera le reliquat précis, s'il y en a aucun (1).

Tome II. K

1. Et formera le reliquat précis, s'il y en a aucun.] On appelle ordinairement ce reliquat, le finito du compte.

#### ARTICLE XXI.

Ne fera ci-après procédé à la révision d'aucun compte; maiss'il y a des erreurs, omissions de recepte ou saux emploi, les Parties poarront en former leur demande (1), ou interjetter appel de la clossure du compte, & plaider leurs prétendus griefs en l'Audience.

1. Pourront in former leur demande.] Pardevant le même Juge qui a rendu la Sentence, ou interjetter appel, devant le Juge fupérieur. Si l'erreur ou omiffion est de la part du Rendant dans le compte par lui présenté, il doit la faire réformer à ses depens; mais si cette erreur vient de la part du Juge, elle doit être réformée aux dépens de celui qui vient à succomber, ou du moins il saut compenser les dépens à cet égard, à moins qu'elle n'eût été contestée mal-à-propos, auquel cas ce seroit aux dépens de celui qui auroit donné lieu à cette contestation.

#### ARTICLE XXII.

Pourront les Parties estant Majeurs (1) compter pardevant des Arbitres ou à l'amiable, encore que celui qui doit rendré compte ait esté commis par os donnance de Justice.

1. Pouronn les Parties étant Majeurs, éc. ] Ainfi jugé par Arrêt du 23. Août 1752. rendu en la Grand Chambre au profit des Notaires de Paris contre les Commiffaires au Châtelet, qui prétendoient avoir droit de recevoir les compres des Tuteurs touchant la liquidation des biens de leurs Mineurs, quoique non ordonnés par Juftice. Dans l'efpece il s'agiffoir d'un compre rendu par un Tuteur ad hoc, à un Tuteur à l'amiable, & fans avoir été ordonné par Juftice, dans lequel étoit fair partage de la communauté & fucceffion de leur Mineur. Voyez le nouveau Recueil, tome 3. pag. 685.

Mais si le compte a été ordonné par Justice , & qu'il y ait des Mineurs en Cause , alors pour être valable , il doit nécessairement être rendu en Justice, c'est-à-dire , pardevant un Commissaire-Enquêteur dans les endroits où il y en

a d'établis, finon pardevant le Juge.

#### ARTICLE XXIII.

Si ceux à qui le compte doit estre rendu sont absens hors le Royaume d'une absence longue & notoire, & qu'à l'assignation il ne se présente aucun Procuteur, le Rendant après l'assimation levera son défaut au Gresse qu'il donnera à juger, & pour le prosit seront les articles allouez (1), s'ils sont bien & deuement justissez: & si par le calcul le Rendant se trouve débiteur, il en demeurera dépositaire sans intérest en donnant caution (2), & si c'est le Tuteur, il sera déchargé de donner caution (3).

Kij

1. Seront les articles alloués. Les Jugemens ainsi rendus contre des absens doivent être rendus avec les Procureurs du Roi ou Fiscaux.

2. En donnant caution.] Si mieux il n'aime offrir de remettre la somme, pour être dépo-

fée à qui par Justice il sera ordonné.

3. Il fera déchargé de bailler caution.] Parce que ce n'est point en vertu d'un nouvel engagement que les deniers sont laissés entre ses mains.

# TITRE XXX,

De la liquidation des fruits.

### ARTICLE I.

S'Il y a condamnation de restitution de fruits (i) par Sentence, Jugement ou Arrest, ceux de la derniere année seront délivrez en especes; & quant à ceux des années précédentes, la liquidation en sera faite eu égard aux quatre saisons es prix commun (2) de chacune année, se ce s'est qu'il en ait esté autrement ordonné par le Juge (3), ou convenu engre les Parties,

1. S'il y a condamnation de restitution de fuits.] La disposition portée en cet article, repoit aussi son application, quand il s'agit de la

des fruits. TIT. XXX. 507
prestation de quelque redevance en grains ou

autres especes.

2. Eu égard aux quatre faisons & prix commun.] Pour faire cette liquidation, s'il s'agit, par exemple, de grains, il faut prendre le prix du grain au commencement des mois de Janvier, Avril, Juillet & Octobre, ajouer enfuire ensemble ces quatre prix, & prendre le quart de la somme totale, & l'on aura le prix commun cherché.

3. Si ce n'est qu'il en ait eit autrement ordonné par le Juge. I Comme quand il y a eu une demande judiciaire, & que sur cette demande le Débiteur a resusé de payer; dans ce cas, l'évaluation doit se faire sur le pied du plus haut prix de l'année, à compter du jour que le Débiteur a été constitué en demeure, qui est ce quanti Débitoris interess.

#### ARTICLE II.

Les Parties qui auront esté condamnées à la restitution des fruits (1), ou leurs héritiers; seront tenus au jour de la premiere assignation donnée en exécution de la Sentence, Jugement ou Arrest, de représenter pardevant le Juge ou Commissaire (2), les comptes, papiers de recepte, & Baux à serme des héritages (3), & donner par déclaration les frais de labour, semences & récostes de ce qu'ils auront sait valoir par leurs mains; ensemble de la quantité des fruits qui en sont provenus, pour après la déduction saite des srais (4), estre le sur-Kiji 1. Condamnées à la restitution des fruits. Cette condamnation est sujette à la contrainte par corps après les quarte mois, quand elle excede la somme de deux cens livres. (Voyez instra, tit. 14. art. 2.)

2. Pardevant le Juge ou Commissaire.] Dans les Jurisdictions où il y a des Commissaires-Enquéteurs, c'est devant cux que doivent se faire les liquidations de fruits. (Edit du mois d'Octobre 1691, portant création de ces Offices. Arrêt du Conseil du 31. Août 1689. rendu entre les Officiers du Présdial d'Orléans, article 9.)

Mais s'il furvient quelques contestations sur la déclaration ou valeur de ces fruits, le Commissaire doit renvoyer au Siege pour les

juger.

3. Et Baux à ferme des héritages. ] Parce que quand l'héritage est affermé, le rapport des fruits le fais fur le pied des Baux; & si les fruits confistent en censives, rentes, droits seigneuriaux, & autres choses semblables, ce rapport se fait suivant les comptes & papiers de recette, pourvu que le tout ait été fait de bonne foi.

4. Déduction faite des frais. C'est-à-dire, sous la déduction des frais de labour, semences & récoltes, ou autres nécessaires pour la

perception de la redevance.

s. Payé dans un mois pour tout délai. ] Cela a lue seulement dans le cas où la Partie au profit de laquelle se doit faire le rapport des fruits, ne conteste point la déclaration qui lui en est données; le Commissaire dojt donner acte de ce consentement.

#### ARTICLE III.

Si celui qui aura obtenu Jugement à fon profit, foutient que le contenu en la déclaration des fruits donnée par la Partie n'est véritable, l'une & l'autre des Parties pourront, si le Juge l'ordonne, faire preuve respectivement (1) par écrit & par Témoins de la quantité des fruits (2); & quant à la valeur, la preuve en sera faite par lès extraits des registres des gros fruits du Greffe plus prochain (3); & les labours, semences, & frais de récolte seront estimez par Experts.

1. Faire preuve respectivement. ] Dans les délais prescrits pour les enquêtes. (Voyez supra,

tit. 22. art. 2. pag. 364.)

2. De la quantité des fruits. ] Si les Témoins sont contraires en leurs dépositions, & ue s'accordent pas sur la quantité des fruits perçus, & que les uns déposent d'une plus grande quantité, & les autres d'une moindre, ; il faudra s'en tenir à la moindre quantité, dans le cas où il y auroit un égal nombre de Témoins de part & d'autre; mais si ceux qui déposent de la plus grande quantité étoient en plus grand nombre, & surpassionent au moins de deux le nombre des Témoins qui déposent de la moindre quantité, alors il faudroit estimer la quantité des fruits par le plus grand nombre.

3. Du Greffe plus prochain. ] C'est-à-dire, le plus prochain du lieu où sont situés les héritages, dont les fruits doivent être rapportés.

#### ARTICLE IV.

Si par le rapport des Expetts, ou par autre preuve (1), la quantité ou valeur des fruits ne se trouve excéder le contenu en la déclaration, le Demandeur en liquidation qui aura inssité, fera condamné en tous les dépens du Défendeur (2), qui seront taxez par le mesme Jugement.

1 Ou par autre preuve. ] Voyez l'article précédent.

2. Sera condamné en tous les dépens du Défendeur. ] Voyez ci-après l'art, 6. du tit. 31. &ç l'art, 3. du tit, 32.

# ARTICLE V.

Si la liquidation excede le contenu en la déclaration, le Défendeur fera condamné aux dépens (1), qui seront aussi liquidez par le mesme Jugement.

1. Sera condamné aux dépens. ] Par l'Ordonnance de 1539. art. 100. celui qui avoit fait une fausse déclaration, étoit condamné en une amende considérable, tant envers la Partie qu'envers le Roi.

#### ARTICLE VI

En toutes nos Villes & Bourgs où I y aura Marché, les Marchands faisant trafic de bleds & autres especes de gros des fruits. TIT. XXX. 511 fruits, ou les Mesureurs, feront rapport (1) par chacune semaine de la valeur & estimation commune des fruits, sans prendre aucuns salaires, à quoi faire ils pourront estre contraints par amendes ou autres peines qui seront arbitrées par les Juges.

 Feront rapport. ] Ce rapport contient ordinairement deux fortes de prix de chaque espece de grain, sçavoir du plus haut prix & du plus b'as.
 On fait des deux un prix moyen.

Ces rapports se font pour prévenir les contestations qui peuvent survenir sur le prix & la va-

leur des grains.

### ARTICLE VII.

A cette sin les Marchands ou Mesureurs seront tenus de nommer deux outrois d'entre eux, qui sans être appellez ni ajournez, seront & assimeront par serment pardevant le Juge du lieu le rapport de l'estimation (1), dont il sera aussir tost fair registre par le Gressier (2), sans faire séjourner ni attendre les Marchands, & sans prendre d'eux aucuns salaires ni vacation, à peine d'exàction.

1. Le rapport de l'estimation.] Sur le picd que

les fruits se vendent au Marché.

 Dont il seras aussi-tôt sait registre par le Greffier.] Afin d'y avoir recours toutes les soisqu'il s'agira de faire des-évaluations de grains, se de sçavoir ce qu'ils ont valu en telle ou telleannée.

#### ARTICLE VIII.

Sera fait preuve de la valeur des fruits dont on fait rapport en Justice, tant en exécution des Arrests ou Sentences, qu'en toutes autres matieres où il sera queftion d'apprétiation, par les extraits des estimations, & non autrement (1).

1. Et non autrement. ] Ainsi on ne pourroit être recevable à prouver le contraire de ce qui est porté dans ces registres; & toute autre preuve l'eroit rejettée, si ce n'est que ces registres fusient perdus, auquel cas il faudroit avoir resours ou à la preuve testimoniale, ou aux registres des Gresses des sieux voisins.

# ARTICLE IX.

Défendons au Greffiet ou Commis, de prendre ni recevoir (1) plus de cinqu fols de l'expédition de l'extrait du rapport des quatre saisons de chacune année, à peine d'exaction.

1. Ni recevoir. J Quand même il lui feroir.
volontairement offert, c'est ce que signifie le



### TITRE XXXI.

# Des Dépens.

#### ARTICLE L.

Oute Partie (1), soit principale ou intervenante (2), qui succombera. mesme aux renvois déclinatoires, évocations (3) ou réglemens de Juges, sera condamnée aux dépens (4) indéfiniment (5), nonobstant la proximité (6), ou autres qualitez des Parties, sans que sous prétexte d'équité (7), partage d'avis, ou pour quelque autre cause que ce soit (8), elle en puisse être déchargée. Défendons à nos Cours de Parlement, Grand-Conseil, Cours des Aydes, & antres nos Cours, Requestes de nostre Hostel, & du Palais, & à tous autres Juges, de prononcer par hors de Cour sans dépens (9). Voulons qu'ils soient taxez en vertu de nostre présente Ordonnance (10), au profit de celui qui aura obtenu diffinitivement , encore qu'ils n'eussent esté adju-, gez, sans qu'ils puissent estre modérez, liquidez (11) ni réservez (12).

3. Toute Partie. ] La disposition portée en Kvj

cet article n'a pas lieu dans les Causes & Procès qui le poursuivent à la Requête des Procureurs du Roi . Procureurs-Fiscaux & Promoteurs . tant en matiere Criminelle que de Police, ou autre matiere qui intéresse le ministere public : car dans ces fortes de Procès il n'y a jamais de condamnation de dépens. (Voyez Bacquet en fon Traité des droits de Justice, chap. 7. n. 19. & suivans. Papon en ses Arrêts , liv. 18. tit. 2. n. 28. & aux additions n. 4. Bouvot en ses Arrêts, tom. 1. partie 3. au mot Substitut. Bardet en ses Arrêts, tom. 1. liv. 3. chap. 104. Fevret en son Traité de l'Abus, liv. 4. chap. 3. n. 34. ) Il y a même à ce sujet pour les Promoteurs des Officialités un Réglement des Etats du Clergé tenus en 1614. art. 17. rapporté dans les Mémoires du Clergé, eit. 2. tom. 5. pag. 656. de l'édition de 1675.

Cette régle a pareillement lieu dans les Procès qui se poursuivent à la Requête des Procuneurs du Roi pour raison des domaines & autres droits domaniaux de Sa Majesté, comme saisses féodales, &c. Mais quand il s'agit de droits utiles pour raison de ces mêmes domaines & autres droits, & que ces droits sont affermés, alors comme l'action se donne à la Requête des Receveurs du Domaine ou Fermiers du Rois on condamue aux dépens la Partie qui succombe. foit le Fermier ou Receveur, foit la Partie. Telle est la Jurisprudence, & plusieurs Arrêts l'ont ainsi jugé. (Voyez les articles 8. 10. 32. & 44. du titre commun des Fermes de l'Ordon+ nance du mois de Juillet 1681, rapportés au nouveau Recueil, tom. 1. pag. 478.)

A l'égard des Procès concernant les Domaines, droits. & revenus ordinaires des Seigneurs Hauts-Jufticiers, quoique pour raifon de ces mêmes droits ces Seigneurs plaident dans leurs Des Dépens. Tir. XXXI. 515

Juftices pat leurs Procureurs-Fifcaux, néarmoins s'ils viennent à gagner leur Caufe, ilsobtiennent alors les dépens contre la Partie condamnée; & de même s'ils fuccombent dans les Inflances par eux pourfuivies, ils doivent être condamnés aux dépens envers la Partie. (Ità Bacquet en fon Traité des Droits de Juftice, chap, 7, n. 22. Voyez aufil S. Yon en fa Conférence des Ordonnaces des Eaux & Fonces des Ordonnaces des Eaux & Fonces des Ordonnaces des Eaux & Fonces des Ordonnaces des Droits de Juftice, chap 7, n. 22. Voyez aufil S. Yon en fa Conférence des Ordonnaces des Eaux & Fonces des Ordonnaces des Droits de Juftice (1988).

rêts, liv. 3. tit. 4. art. 78. note 1. )

Il est bon d'observer, que quoique les Seigneurs Hauts-Justiciers pour raison des droits & revenus ordinaires de leurs Domaines plasdent dans leurs Justices sous le nom de leurs Procureurs-Fiscaux; néanmoins lorsqu'il y a appel des Sentences rendues par leur Juge., c'elt le Seigneur & non le Procureur Filcal, qui doit plaider en Cause d'appel pour prendre le fait & cause de son Procureur; ce qui s'observe pareillement à l'égard des Seigneurs Appanagistes & Engagistes du Domaine du Roi ; & si sur l'appel ils gagnent leur Cause; ils obtiennent les dépens, & de même s'ils fuccombent, on les condamne aux dépens faits sur cet appel. Ainsi quoique M. le Duc d'Orléans plaide fous le nom de fon Procureur pour raifon, de son Domaine dans les Justices qui dépendent de son appanage, néanmoins s'il y a appel au Parlement de la Sentence rendue par ses Juges, il doit plaider en son nom sur cet appel, & non par fon Procureur.

Il en est de même des Evêques : ils sont obligés de plaider en leur nom, & de prendre le fait & caule de leurs Promoteurs dans les cas où ces Promoteurs sont seuls Parties, soit qu'on appelle comme d'abus de la Sentence de leurs Officiaux, soit qu'on se pourvoie par appel simple au. Métropolitain ou Primar; (Yoyea Héricourt en fes Loix Eccléfiastiques, partie 1. chap. 25. art. 35. Ainsi jugé par Arrêt du 20. Juin 1704. rapporté au Journal des Audiences, tom. 5.) & alors on condamne l'Evéque aux dépens, s'il y a abus dans le Jugement de l'Official. 2. Ou intervenante. ] A Fégard des garants,

voyez ce qui a été dit ci-dessus, tit. 8. art. 11.

& 14. pag. 104. & fuivantes.

3. Méme aux renvois, déclinatoires, évocations, &c.] Sans pouvoir ére réfervés. Cependant fi le Défendeur est assigné devant le Juge
supérieur de celui de son domicile, & qu'il demande son renvoi devant son premier Juge,
ou que la cause soit revendiquée, il est d'usage
de réserver les dépens du déclinatoire, parce
que le Juge supérieur étant compétent pour connoître de l'affaire, le Demandeur ne doit point
être condamné aux dépens; ce qui doit pareillement avoir lieu dans le cas où un Privilégié
étant assigné devant le Juge de son domicile,
demande à être renvoyé devant le Juge de son
Privilége.

On prétend même que l'ufage constant dus Parlement de Paris dans tous les appels de Sentences rendues sur déclinatoires, est de condamner l'Appellant aux dépens, quand il confirme la Sentence qui a débouté du renvoi, &c de réserver les dépens quand il l'instirme.

Cette condamnation de dépens en matiere de renvoi se prononce par le Juge, même dans le cas où il est entirétement incompétent pour connoître de l'affaire, parce que chaque Juge est compétent pour décider si une affaire est de fa Jurisdiction ou non, suivant la Loi 2. S. ess du-bitetur 6 & L. si quis ex alienà 5, st du Judicits.

En matiere de récusations de Juges & de prises à partie, les Jugemens qui-interviennent , doivent aussi prononcer la condamnation de déDes Dépens. TIT. XXXI. 517 pens contre celui qui succombe. (Voyez supra, tit, 24. art. 29. & tit. 25. art. 4-)

4. Sera condamnée aux dépens. ] La condamnation de dépens est la peine dont les Juges doivent punir ceux qui succombent; & sous ce mot on comprend non-seulement les frais de contestation, & des Procédures qui se sont dans le cours d'une Instance, mais encore tous les frais & mises d'exécution qui se sont d'un tirre exécutione, avant même de procéder & de contester en Justice, comme sont tour les frais de saisse, vense, &c. & ces frais font dis du jour du Commandement, y compris même le Contrôle & voyage de l'Huissier qui le fait, dans le cas où il y a lieu de passer evoyage en taxe.

Lorsqu'une personne assignée s'en rapporte à Justice, il n'en doit pas moins les dépens, si l'action procéde contre lui : car il doit offrir sur la demande intentée contre lui , dans le cas où il

eft débiteur.

Cette condamnation de dépens doit le prenoncer, tant en Cause d'appel qu'en Cause principale; se elle a lieu non-seulement dans le casoù l'appel est interjetté d'une Sentence diffinitive, mais même d'un interlocutoire: le Juge d'appel doit condamner aux dépens de cet intersocutoire, sans attendre la décision du principal différent.

Il faut aussi observer que cette condamnation de dépens doit être prononcée dans les plus petites Causses comme dans les grandes. Il faut smême en quelque sorte, que les Juges soient plus exacts à prononcer cette condamnation dans les petites Causses que dans les grandes affaires, parce qu'il n'est pas juste qu'une Partie se soit donné impunément la licence d'interier affunérairement un Procés pout une Causse légere,

qui souvent occasionne des frais beaucoup plus considérables que le principal même.

5. Indéfiniment. ] Sauf les dépens des défauts & contumaces, ou autre dépens frustratoires, qui doivent être portés par celui qui les a oc-

a fionnés.

Lorsqu'il y a plusieurs chefs de demande portés par l'affignation, & que le Demandeur obtient fur les uns & perd fur les autres, il faut ou les compenser, si le Demandeur perd autant de chefs qu'il en gagne, & que ces chefs n'ayent pas occasionné plus de depens les uns que les autres, ou condamner la Partie qui perd le plus de chefs en une certaine portion de dépens ; ce qui doit pareillement avoir lieu sur l'appel, lorsqu'il y a plusieurs chefs de condamnation portes par la Sentence dont une des Parties s'est rendue appellante, sur partie desquels l'Appellant vient à obtenir, & à perdre sur les autres.

Dans le cas où il y a des demandes ou des appellations respectives de la part des deux Parties, & où chacune de ces Parties obtient sur fon appel, ou sur sa demande, il faut austi suivre la même régle, compenser les dépens, s'il y autant de frais faits pour une demande ou pour une des appellations, que pour l'autre ; ou bien condamner en une partie des dépens, même de la cause d'appel, s'il y a eu moins de frais faits pour l'une de ces demandes que pour l'autre.

Quand les dépens sont compensés, la Partie qui a avancé les frais d'un Arrêt ou Jugement interlocutoire, ou d'un Procès-verbal de visite, de rapport, ou de descente sur les titres contentieux, ou des épices, vacations, & coût du Jugement diffinitif, n'en peut rien répéter contre l'autre Partie, si cela n'est porté expressément par l'Arrêt ou le Jugement qui compense les dépens : Elle ne peut pareillement répéter auDes Dépens. Tit. XXXI. 519

euns frais de voyâge. Mais celle des Parties qui obtient condamnation de portion des dépens, ne fur-ce que d'un huitieme ou d'une moindre portion, a droit de répéter à proportion desdites avances contre l'autre Partie.

La Partie qui se déssite du Procès doit aussi les dépens jusqu'au jour du déssitement, & non audelà, ains que celui qui fait des offres conformes à la demande de sa Partie adverse, ou du moins qui sont suffisantes. (Voyez suprà, titre 30. art. 4. & 5. pag., 510. & infrà, art. 6. & tit.

32: art. 2. & 3.)

Lorsqu'une partie est condamnée, soit en Gaufe principale ou d'appel, en une portion des dépens, elle doit seule le coût du Jugement, &
même les épices des Juges, s'il y en a, ainsi
que celles des Conclusions du Parquet, à moins
qu'il ne soit porté autrêment par le Jugement
ou par un retentum mis au bas de la minute de
ce Jugement. (Arrêt de Réglement de la Cout
du 10. Avril 1691. touchant les voyages & séjours, article dernier. Autre Arrêt du 8. Août
1714.)

6. Nonobstant la proximité. J Quand il s'agit de contestations entre peres & enfans, & quelquefois même entre feres & sceurs, on est affea dans l'usage de compenset les dépens, surtout dans le cas où les enfans plaident contre leur pere.

7. Sans que sous prétexte d'équité. ] Voyez

l'art. 6. du tit. 1. ci-dessus.

8. Ou pour quelqu'autre cause que ce soit.]
Cependant par l'Edit du mois de Mars 1663.
portant Réglement pour les affaires du Rois,
article 5. (rapporté au nouveau Recueil, tom. 1.
pag. 178.) il est permis aux Juges, dans le cas
où il s'agit d'imposition de deniers Royaux, de
prononcer sur les dépens suivant la qualité de

qui succombera.

9. De prononcer par hors de Cour fans dépens. Cette disposition n'ôte pas aux Juges la faculté de compenser les dépens lorsque la raison & l'équité semblent l'autorifer, comme dans les cas dont on a parlé ci-dessus, & dans les autres oirconstances particulieres qui peuvent se préfenter; par exemple, quand il y a pareille témérité ou mauvaile foi de la part des deux Parties, fuivant la L. ex hoc edicto 3. S. fi & flipulator. 3. ff. de eo per quem factum fuerit.

10. En vertu de notre présente Ordonnance.] C'est-à-dire, que pour obtenir une condamnation de dépens, il n'est pas nécessaire que la Partie en forme la demande; cela se supplée par

le Juge.

1.1. Liquidés. ] Si ceº n'est par les Juges dont il est fait mention en l'article 33. de ce titre.

12. Ni réservés. ] Ce qui doit s'entendre des Jugemens diffinitifs: car dans les Jugemens interlocutoires on doit réserver les dépens. Il en est de même à l'égard des Sentences de provifion, pour lesquelles on réserve ordinairement à faire droit sur les dépens par le Jugement diffinitif

#### ARTICLE II.

Seront aussi tenus les Arbitres en jugeant les différends, de condamner indéfiniment (1) aux dépens celui qui fuecombera; si ce n'est que par le compromis il y eust clause expresse portant pouvoir de les romettre, modérer & liquider (2).

1. De condamner indéfiniment.] Voyez les notes sur les articles précédens, qui doivent ici

recevoir leur application.

• Mais les Arbitres ne doivent pas indistincement, sans un motif particulier, & par cela seul qu'ils sont Arbitres, compenser les dépens; ils doivent à cet égard se considérer comme des Juges, si ce n'est dans le cas où ils ont reçu des Parties la faculté d'en user autrement, comme il est dire na la suite de cet article.

2. Et liquider.] Quand les Arbitres n'ont pas reçu par le compromis le pouvoir de liquider les dépens, alors c'est aux Procureurs des Parties à les liquider, (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 399.) du moins quand il

y en a de cottés.

#### ARTICLE III.

Si dans le cours du Procès (1) il furvient quelque incident qui foit jugé diffinitivement, les dépens en seront pareillement adjugez (2).

1. Du Procès. ] Soit en Cause principale ou d'appel.

2. Pareillement adjugés.] La raison de cet article, est que l'une des Parties pourroit gagner fur le différent principal, & néanmoins être mal fondée dans cet incident. C'est pourquoi dans le cas où cet incident est jugé avant le fond, il est juste de faire payer les dépens de cet incident à celui qui l'a occasionné, ou qui a contesté mal-à-propos.

### ARTICLE IV.

Après que le Proès, sur lequel sera intervenue Sentence, Jugement ou Arrest adjudicatif des dépens, aura esté mis au Gresse, les Procureurs retireront chacun séparément les productions (1) des Patties pour lesquelles ils auront occupé, qui leur seront délivrées par les Gressers après les avoir vérisées, en leur faisant apparoir par le Procureur plus diligent d'une sommation faite aux autres Procureurs (2) pour y assiste à voir vérisées, en leur faisant par pour pour y affister à jours précis, à peine en cas de resus ou de demeure y de trois livres contre le Gresser par chacun jour, dont il sera délivré exécutoire (3) à la Partie.

1. Retireront chacun separement les productions. ] Voyez suprà, tit. 11. art. 10. pag. 145.

2. D'une sommation faite aux autres Procureurs.] Afin que chacun des Procuteurs vienne reconnoître ses Pieces. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 369.)

Si les autres Procureurs ne comparoiffent pas fur cette affignation, cela n'empêche pas le Procureur comparant de retirer sa production.

3. Dont il sera délivré exécutoire.] Par le Juge.

# ARTICLE V.

Sera donné copie (1) au Procureur du

Des Dépens. TIT. XXXI. Défendeur en taxe (2), de l'Arrest, Jugement ou Sentence (3) qui les auront adjugez, ensemble de la déclaration qui en aura esté dressée (4), pour dans les délais réglez pour le voyage & retour suivant la distance des lieux, & le domicile du Défendeur en taxe (5), à raison d'un jour pour dix lieues en cas qu'il foit absent, prendre communication des pieces justificatives des articles par les mains & au domicile du Procureur du Demandeur, sans déplacer (6), & faire par lui huitaine après (7) ses offres au Procureur du Demandeur, de la fomme qu'il avisera pour les dépens adjugez contre lui, & en cas d'acceptation des offres (8), il en fera délivré exécutoire.

1. Sera donné copie. ] Tout ce qui est dit dans cet article & les suivans, touchant la maniere de taxer les dépens, ne regarde que les dépens considérés entre la l'artie qui gagne sa Cause & celle qui la perd, & fur lesquels le Juge a prononcé en prononçant sur le fond; mais à l'égard des frais ou salaires considérés entre le Procureur & la Partie qui l'a employé, la demande s'en fait par action ordinaire, comme toute autre demande, fur un mémoire fourni par le Procureur, qui contient l'état de ses sa-Jaires & déboursés, & qu'on appelle mémoire de frais; & pour les régler, le Juge doit renvoyer devant des Arbitres, comme Avocats ou autres, ou devant un ancien Procureur, si la Partie assignée ne fait aucunes offres, ou si le Procureur qui demande ses frais, prétend que les

pas suffisantes.

C'est ce qui est décidé par le Réglement concernant la taxe des dépens, rendu pour le Châtelet d'Orléans du 6. Mars 1682, article 33. Cet article porte: » Qu'à l'égard des salaires des » Procureurs contre les Parties, les Procuseurs » seront tenus en formant leurs demandes, de » fournir un sommaire état de leurs salaires, & » de communiquer les pieces justificatives au » Procureur constitué ou à la Partie, pour pou-» voir faire leurs offres dans le tems de l'Ordon-» nance: & qu'après la condamnation desdits » salaires, faute d'avoir fait des offres suffisantes, » le Demandeur donnera son état détaillé, pour ⇒ y être pourvu par les Juges ainfi qu'ils le juge-» ront à propos.

La même chose doit avoir lieu dans le cas où une Partie se porte appellante d'une taxe de dépens, faite dans une Jurisdiction inférieure : car alors les Juges d'appel doivent renvover devant des Arbitres ou devant un ancien Procureur, pour régler ces dépens, sans autres frais, avant de prononcer sur cet appel. (Voyez l'arrêté du Parlement du 17. Janvier 1691, rapporté au nouveau Recueil, tom. 2. pag. 95. & au Recueil des Réglemens de Justice, tom. r. qui en a une disposition; & c'est ainsi que nous

l'observons au Châtelet d'Orléans.)

Ces raisons sont voir avec combien peu de fondement on avoit inséré dans le projet d'un nouveau tarif de dépens pour le Chârelet d'Orléans, dressé au mois de Juin 1737, un article dont voici la disposition; c'est l'article 144. de ce projet.

» Et quant aux salaires des Procureurs contre » les Parties, avant de prétendre les mêmes n droits, n (c'est-à-dire, les droits de déclaraDes Dépens. Tir. XXXI. 525, non & d'affiltance, tant des Procureurs des Parties, que du Procureur tiers dont il est parlé dans les articles précédens) » seront tenus, en monnant leurs demandes, de fournir un état » sommaire de leurs salaires, & communique » leurs pieces justificatives au Procureur qui » ser pottoir faire se offices » dans le tems de l'Ordonnance; & après la » condamnation des dists falaires, à faute d'offres » sufficient dist let d'oits de déclaration & afisse nance comme des lius pour les dépons de la contra d'un mance des les douts de déclaration & afisse nance comme des lius pour les dépons de la contra d'un me des les pour les dépons de la contra de la

Mais heureusement ce tarif qui renfermoit un grand nombre de dispositions à peu près sem-

blables, n'a point eu son exécution.

2. Au Procureur du Défendeur en taxe.] Lorfque le Défendeur n'a point de Procureur, cette

copie doit être donnée à domicile.

3. De l'Arrêt, Jugement ou Sentence.] Le Réglement du 6. Mai 1690. concernant les salaires des Procureurs du Châtelet de Paris, article 38. rapporté au nouveau Recueil, tom. 2, pag. 75. porte: n Que la déclaration des dépens les fera signifiée s'ans donner de nouveau copie de n la Sentence, au cas qu'elle ait été signisée. »

L'Ensemble de la déclaration, 6c. ] Cette déclaration doit contenir par articles tous les dépens qui doivent être payés par le Défendeur en taxe, commençant par les frais faits devant les premiers Juges, & finissant par ceux faits en cause d'appel; elle doit aussi être faite par ordre de date, eu égard aux incidens qui y font employés. C'est pourquoi les expéditions, requêtes & procédures sujettes à la taxe, y doivent être datées, sans qu'on puisse passer en elles qui ne seront point rapportées, si ce n'est qu'elles ayent été perdues, & qu'il en soit fait mention dans le vià des Jugemens, Sentences

& Arrêts. (Arrêt de Réglement du 17. Janvier

1691.)

Il faut aussi observer que lorsqu'il y a plufieurs Parties condamnées aux dépens, qui ont occupé par différens Procureurs, & que les articles les concernent conjointement, la copie de la déclaration ne doit être donnée qu'à l'ancien Procureur, en le déclarant néanmoins aux autres Procureurs par un fimple acte; & en cas que l'intérêt des Condamnés soit distinct & séparé. il ne leur sera donné à chacun copie que des articles qui les regardent, sans que les Procureurs puissent prendre leur assistance qu'à proportion des articles qui concernent les Parties. Arrêt de la Cour du 17. Janvier 1691. cidessus cité. Voyez aussi infrà, article 23.

Il n'est pas permis aux Procureurs d'arrêter ou de faire arrêter aucunes déclarations de dépens, que les droits de Tiers-Référendaires-Taxateurs de dépens n'ayent été payés; comme aussi de faire signifier aucunes desdites déclarations, que les droits de Contrôleurs des dépens n'ayent été payés, à peine de restitution du quadruple desdits droits, de perte de leurs frais, & de coo. liv. d'amende. (Edit du mois d'Août 1716. Arrêt du Conseil des 15. Janvier 1697. 24. Juillet 1704. 23. Octobre, & 20. Décembre 1717.)

Le même Arrêt du Conseil du 23. Octobre 1717. enjoint à tous Procureurs, Demandeurs en taxe, de faire le calcul & de figner le montant des dépens avant que les déclarations puiffent être signifiées, à peine de 300. livres d'amende.

Au reste tout cela n'empêche pas qu'une Partie condamnée avec dépens non encore liquidés, ne puisse offrir une somme pour ces dépens avant que la déclaration de ces mêmes dépens Des Dépens. Tit. XXXI. 517 hi ait été fignifiée; & en ce cas, si les offres font suffisantes, tous les frais de Contrôle, déclaration, &c. feront portés par celui qui a refusé d'accepter ces offres. (Ainsi jugé au Présidial d'Orléans au mois de Juiller ou d'Août 1744.)

5. Et le demicile du Désendeur en taxe.] Ces délais sont établis par l'Ordonnance, afin que le Désendeur en taxe puisse conférer, s'il le juge à propos, avec son Procureur, ou autre Conseil,

sur le parti qu'il doit prendre.

6. Sans déplacer.] Voyez la note sur l'article

18. ci après, pag. 549.

7. El faire par l'il huitaine aprèt.] Une Déclaration du Roi du 12. Février 1696, regdue pour le Parlement de Rouen, & rapportée au Recueil des Edits & Réglemens enregithrés en cette Cour, tome 2. fait défenfes aux Procureurs des Bailliages, Vicomtés & autres Jurifdictions dudit Parlement, de faire taxer à l'avenir les procédures faires auxdites Jurifdictions, qui auront été confirmées par Arrêt de cette Cour 3 ni même faire taxer les dépens jugés par les Sentences, que quinzaine après la fignification d'icelles à partie ou à domicile, conformément aux Arrêts rendus en ladite Cour des 2.4. Janvier 1690. & 12. Décembre 1691.

Le même Parlement par un Arrêt de Réglement du 11. Juillet 1778. a ordonné l'exécution de ces Arrêts, ainsi que de la Déclaration; ce faisant a défenduà tous Juges ayant droit de taxer sur déclaration de dépens, ensemble aux Procureurs & Avocats faisant fonction de Procureurs, d'y procéder s'il y a appel des Jugemens, & avant la quinzaine expirée, à comptex de la signification d'iceux à personne ou à domicile.

8. Et en cas d'acceptation des offres.] L'artin

cle 38. du Réglement du 6. Mai 1690, rendu pour le Châtelet de Paris, porte qu'il sera permis à celui qui doit les dépens, de faire les offres suivant l'Ordonnance, sans aucun droit d'affiftance au Procureur , en cas que les offres soient acceptées, ou que les dépens soient payés volontairement par la Partie.

Voyez infrà, articles 15. & 16. ce qui doit s'observer, quand le Procureur du Désendeur en

taxe ne fait aucunes offres.

### ARTICLE VI.

Si nonobstant les offres le Demandeur fait procéder à la taxe, & que par le calcul, en ce non compris les frais de la taxe, les dépens ne se trouvent excéder les offres faites par le Défendeur, les frais de la taxe seront portez par le Demandeur (1), & ne feront compris dans l'exécutoire.

1. Seront portes par le Demandeur.] Parce qu'il devoit accepter les offres, & ne pas faire procéder à la taxe des dépens.

# ARTICLE VII.

Les Procureurs ne pourront en dreffant la déclaration composer plusieurs articles d'une seule piece (1): mais seront tenus de la comprendre toute entiere dans un seul & mesme article, tant pour l'avoir dressée que pour l'expédition, copie, signification & autres droits qui Des Dépens. Tit. XXXI. 529 la concernent, à peine de radiation, & d'estre déduit au Procureur du Demandeur, autant de ses droits pour chacun article qui aura passé en taxe, qu'il s'en trouvera de rayez dans la déclaration.

1. D'une feule piece.] Soit piece d'écrituro ou de procédure, ou autre quelle qu'elle soit.

## ARTICLE VIII.

Ne fera aussi employé dans les déclarations, ni fait aucune taxe aux Procureurs, que pour un seul droit de conseil (1) pour toutes les demandes, tant principales qu'incidentes, & un autre droit de conseil, en cas qu'il soit sait aucune demande, soit principale ou incidente, par les Parties contre lesquelles ils occuperont; à peine de vingt livres d'amende contre le Procureur en son nom pour chacun autre droit qui auroit esté par lui employé dans sa déclaration.

1. Que pour un seul droit de conseil. ] Par une Déclaration du Roi du 16 Mai 1693. les droits de conseil ayant été rétablis en faveur des Procureurs du Parlement de Paris, le Parlement par un Arrêt de Réglement du 17, Juillet de la même année a fixé les cas où ce droit de confeil doit avoir lieu. Aux termes de ce Réglement, ce droit n'est du aux Procureurs que sur les reuvois, déclinatoires, titres & pieces à communiquer, désenses, répliques, moyens d'opposition, requête en jugeant, ou communiquées.

a parties, fur les requêtes incidentes portées aux Audiences, sur le décès de la Parrie, & fur la reprife. Le même Arrêt fait défenses aux Procureurs de passer en taxe, ni de souffrir que pour un dire il soit pris un droit de conseil. Voyez le nouveau Recueil, tome. 2. pag. 132. (Même disposition par l'article 3. de la Délibération de la Communauté des Procureurs du Parlement du 20. Novembre 1694. rapportée au Recueil des Réglemens concernans cette Communauté,

imprimé en 1694. pag. 266.) L'article 4. de ce même Réglement de 1693. fait par la Communauté des Procureurs, porte : » Ouc le droit de confultation ( ou de confeil ) » ne sera taxé que sur les appellations, deman-» des principales, & fur lesquelles il y aura Ré-» glement, sur les criées, & pour produire, sans » qu'on puisse taxer plus de quinze sols ( qui est » le quart du droit de conseil au Parlement ) sur » les actes d'opposition, soit aux Criées, soit » à l'exécution des Arrêts & Jugemens, même n fur productions nouvelles. -

Comme ce droit de conseil n'a point été rétabli dans les autres Jurisdictions, il faut s'en tenir exactement à la disposition portée en cet

article 8. de l'Ordonnance.

Ainsi il ne doit être taxé aucun droit de conseil aux Procureurs sur les oppositions qu'ils forment aux Jugemens pris contre eux par défaut à l'Audience, ou ils ont été appellés. (Délibération de la Communauté des Procureurs du Parlement de Paris du 11. Janvier 1692. article 10.) Cette déclaration est rapportée au Recueil des Réglemens concernant cette Communauté, pag. 262.

. Il ne doit pareillement être taxé aucun droit de consultation sur les requêtes données en jugeant, de quelque qualité qu'elles soient, ni sur les assi-

Des Dépens. Tit. XXXI. gnations données en constitution de nouveau

Procureur. (Article 11. du même Réglement.) Ni pour obtenir des Sentences d'évocation ou

de cassation. ( Ibidem , art. 8.)

Ni fur les demandes pour avoir communication, ou rendre des pieces; pour satisfaire, ou faute d'avoir satisfait à des Sentences diffinitives ou préparatoires, ou pour autres incidens concernant la procédure, (Réglement du 6. Mai 1696, rendu pour le Châtelet de Paris, art. 2. rapporté au nouveau Recueil, tom. 2. pag. 67. & au Recueil des Réglemens de Justice, tom. 1.)

C'est encore un plus grand abus, de faire payer le droit de conseil sur un commandement : car aux termes de cet article 8. de l'Ordonnance, ce droit n'est dû que pour les demandes judiciaires. Or on ne peut jamais regarder comme tel un commandement, qui par lui-même n'est point un acte introductif d'Instance : le ministere du Procureur y est même inutile, tant qu'il n'y a point d'Instance sur le commandement.

Il en est de même dans le cas où il seroit fait une demande en dénonciation à une Partie, dans une chose où elle n'auroit point un intérêt direct.

Au Châtelet de Paris, îl n'est dû aucun droit de Conseil aux Causes de la Chambre Civile. (Même Réglement du 6. Mai 1690. art. 19.) Les Causes de cette Chambre Civile sont toutes celles où il s'agit de vuider les lieux, & du payement de Loyers, des saisses & exécutions de meubles faites en conséquence, des établissemens & décharges des Gardiens & Commissaires, des réparations des bâtimens, des falaires des Régens, Précepteurs & Maîtres d'Ecole, de ceux des Médecins, Apoticaires, Chirurgiens, Huissiers, Sergens, & autres Officiers de cette qualité, des gages des domestiques & serviteurs, des pensions, nourritures, ventes faites pour provision de Maisons, salaires & peine d'Ouvriers & d'Artisans quand il n'y a point de marché par écrit, ports de hardes & de paquets, ventes, louages & nourritures de chevaux, ventes de marchandises par les Marchands Forains sans jour & sans terme, sans écrit, & autres matieres, dont les demandes principales & incidentes n'excédent la somme de mille livres. (Edit de Janvier 1885, atr. 13.)

#### ARTICLE IX.

N'entrera pareillement en taxe aucun autre droit de confultation (1), encore qu'elle fust rapportée & signée des Avocats.

1. Aucun autre droit de consultation. ] La d'ifférence entre le droit de conseil & de consultation, est que le droit de conseil est celui qui se prend par le Procureur du Défendeur, à cause des défenses qu'il faut fournir sur une demande; au lieu que le droit de consultation est celui qui se passe au Procureur du Demandeur pour les demandes qu'il forme, & cette consultation est proprement du fait de l'Avocat, & non du, Procureur. Le premier droit est de quinze sols seulement, & le second de trois livres au Parlement de Paris. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 373.) Aujourd'hui ces mots sont regardés comme synonimes dans la plûpart des Jurisdictions, & l'on n'y fait aucune distinction entre le droit de conseil & le droit de confultation. Au Parlement de Paris on nomme Droit de consultation, le droit de conseil qui se perçoit sur les demandes & appellations principales, pour lesquelles ils perçoivent un écu;

Des Dépens, Tit. XXXI. 533 & Droit de conseil, celui qu'ils perçoivent sur les requêtes, oppositions ou autres actes, pour lesquels il ne leur est dû que le quart du droit de consultation, suivant les Réglemens qui les autorisent à percevoir ce droit.

### ARTICLE X.

Toutes écritures & contredits (1) seront rejettées des taxes de dépens (2), si elles n'ont esté faites & signées par un Avocat plaidant, du nombre de ceux qui seront inscrits dans le Tableau (3) qui sera dressé tous les ans, & qui seront appellez au serment qui se fait aux ouvertures, & seront tenus de mettre le reçû (4) au bas des écritutes.

1. Toutes écritures & contredits. ] Les écritures qui sont du ministere des Avocats, sont les griefs, causes d'appel, moyens de requêtes civiles, réponfes, contredits, salvations, avertifsemens dans les marieres où il est nécessaire d'en donner; & en général toutes les autres écritures qui sont de leur ministere. ( Arrêt de Réglement du 17. Juillet 1693, rendu pour le Parlement de Paris, rapporté au nouveau Recueil, tom. 2. pag. 141.)

Celles que les Procureurs peuvent faire, sont les inventaires, causes d'oppositions, productions nouvelles, comptes, brefs états, déclarations de dommages & intérêts, & autres écritures de leurs fonctions. (Même Arrêt.)

Enfin celles que les Avocats & les Procureurs peuvent faire par concurrence entr'eux, sont Jes débats, soutenemens, moyens de faux, de dem.)

Ce même Réglement fait défenses aux Procureurs de faire aucunes écritures du ministere

des Avocats, même par requête.

2. Seront rejettées des taxes de dépens. ] Les factums ne sont point mis au nombre des écritures, & ils n'entrent point en taxe, lors même qu'ils ontété fignifiés. ( Délibération de la Communauté des Avocats & Procureurs du Parlement de Paris du 11. Mai 1692, article 6. rapporté au Recueil des Réglemens de cette Communauté, pag. 262.)

3. Dans le Tableau. | Un Avocat n'est inscrit sur le Tableau que lorsqu'il a suivi les Audiences pendant quatre ans, & il ne peut figner des écritures qui passent en taxe, qu'après ce tems. (Ainsi réglé pour le Parlement de Paris par un Arrêt de Réglement du s. Mai 1751.) Avant ce dernier Arrêt il ne falloit que deux ans. ( Arrêt du Parlement du 17. Juillet 1693. Voyez le nouveau Recueil, tom. 2, pag. 141. & tom. 3.

pag. 677.)

4. De mettre le reçû. ] Idem , par l'article 18. de l'Edit du mois de Mars 1673, rapporté aussi au nouveau Recueil, rom. 1. pag. 325. qui ajoute, » à peine de restitution & de rejet de » la taxe des dépens. Cependant les Avocats du Parlement de Paris se sont toujours maintenus dans le droit de ne point mettre ces sortes de reçûs. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 377. Voyez aussi les Opuscules de Loisel en son Dialogue des Avocats, pag. 439. & fuivantes.)

### ARTICLE XI.

Lorsqu'au Procès il y aura des écri-

Des Dépens. Tit. XXXI. 535 tures & avertissemens, les préambules des inventaires (1) faits par les Procureurs, en seront distraits & n'entreront en taxe. ni pareillement les rolles des inventaires & contredits, dans lesquels il aura esté tranfcrit des pieces entieres ou chofes inutiles; ce que Nous défendons à tous Avocats & Procureurs, à peine de restitution du double envers la Partie qui l'aura avancé, & du simple envers la Partie condamnée. Comme aussi défendons aux Procureurs, & à tous autres, de refaire des écritures, ni d'en augmenter les rolles après le Procès jugé , à peine de reftitution du quadruple contre les contrevenans, qui ne pourra estre modérée, & de suspension de leur Charge. Enjoignons à nos Cours, & autres nos Juges, d'y tenir la main, dont Nous chargeons leur honneur & conscience.

1. Les préambules des inventaires, &c.] C'està-dire, que dans les inventaires de production qui se font après les écritures & avertissemens, les Procureurs ne pourront répéter dans les préambules de ces inventaires ce qui aura été dit dans les avertissemens ou écritures : c'est ainsi que s'en explique M. Pussort. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance sur cet article, pag-378.)

ARTICLE XII.

Ne sera taxé aux Procureurs pour droit L v de révision des écritures (1), que le dixiéme de ce qui entre en taxe pour les Avocats, & sans que ce droit de révision puisse estre pris dans les Cours, Siéges & Jurisdictions dans lesquelles il n'a eu lieu jusques à ce jour. Faisons défenses aux Procureurs d'employer dans leur mémoire de frais qu'ils donneront à leurs Parties, autres plus grands droits que ceux qui leur font légitimement dûs, & qui entreront en taxe (1), à peine de repétition contre eux, & de trois cens livres d'amende.

1. Pour droit de révision des écritures. L'ancien droit de révision abrogé par cet arricle, a été rétabli, mais seulement en faveur des Procureurs du Parlement de Paris, par une Déclaration du Roi du 16. Mai 1693.

Ce droit ne peut être pris par les Procureurs: que fur les écritures qui sont faites par les Avocats; & les Procureurs sont tenus de marquer dans les copies qu'ils en font signifier, le nomdes Avocats qui les ont faites. (Arrêt de Réglement du Parlement du 17. Juillet 1693.)

2. Et qui entreront en taxe. ] Il y avoit autrefois plusieurs choses qui entroient en taxe avant l'Ordonnance de 1667. & qui en ont été rejettées par cette Ordonnance. ) Voyez ci-dessus tit. 2. art. 6. tit. 5. art. 2. tit. 13. art. 1. tit. 14. art. 3. tit. 15. art. 5. tit. 26. art. 7. tit. 29. art. 6. 14. & 15. & les articles 8. 9. 10. 11. 12. & 14. du présent titre. )

On ne doit passer en taxe aux Procureurs aucuns moyens, défenfes, répliques, & autres Des Dépens. TIT. XXXI. 537

écritures qui ne peuvent être données qu'après qu'il y a eu Réglement entre les Parties, a la réferve des demandes principales fur lesquelles il n'est nécesiaire de défendre avant que la Cause sin est n'Audience. (Délibération de la Communauté des Procureurs du Parlement de Paris du 5. Mai 1687, rapportée au Recueil des Réglemens concernant cette Communauté, pag. 248.) Dans ces demandes principales ne sont pas même comprises les matieres sommaires, sur lesquelles il est idutile de fignifier des défenses par écrit. (Voyez ce qui a été observé ci-dessus tit. 17, atr. 7, note 1, pag. 246.)

On ne doit pas non plus fignifier dans les Causes d'appel qui sont portées à l'Audience, aucuns moyens d'appel, ni réponses; mais ces moyens doivent se déduire en plaidant. (Arrêt de Réglement du 2. Juillet 1691. rapporté au Recueil des Réglemens de Justice, tom. 1.)

Une autre observation bien importante en cette matiere, est celle tirée du nouveau Réglement du 28. Juin 1738. touchant la procédure du Conseil, part. 2. tit. 4. des requêtes & productions, art. 24. & qui peut servir de regle dans les autres Jurisdictions pour tous les cas où les éctitures, sentences, actes & autres procédures doivent être fignissées ou non. La voicible Les requêtes, pieces & autres actes de productions pour cours de la consein d

so cédure, ne pourront être significes dans les Instances où il y aura plusieurs Parties, qu'à celles qui auront un intérêt opposé à celui de la Partie à la requête de laquelle la signification fora faite, & non à celles qui n'auront que le même intérêt que ladite Partie; ce qui la ce que le même intérêt que ladite Partie; ce qui le ca observé à peine de nullité desdites significations.

Ainsi dans les Instances ou il y a des Sommés & des contre-Sommés, c'est une très mauvaite procédure de fignifier tous les actes aux différentes Parties qui font dans l'Inflance; & pour s'avoir à quoi l'on doit s'en tenir à cet égard, il faut observer qu'il peut arriver plufieurs cas. Car 1°. Ou le Sommé conteste la garantie, & refusé de désendre au sond. 2°. Ou il reconnoît cette garantie, & défend au fond sans prendre le fait & cause du Défendeur originaire.
3°. Enfin ou il prend le fait & cause de ce Défendeur originaire.

Dans les deux premiers cas,

1°. Les actes de procédure du Demandeur ou Appellant ne doivent être par lui fignifiés qu'au Défendeur ou Intimé feulement, & non au Sommé; parce que ce Demandeur originaire ou Appellant n'a alors de conclusions à prendre que contre le Défendeur, & non contre les contre-Sommés; & ce quand bien même le Somnié ou les contre-Sommés lui fignifieroient des môyens au fond.

2°. Il n'est pas nécessaire que le Désendeur originaire ou Intiné conteste sur la demande principale avec le Demandeur originaire; se par conséquent il est inutile que ce Désendeur originaire signisfe aucuns moyens sur le fond au Demandeur ou Appellant. Tout ce que ce Désendeur originaire doit faire, est de dénoncer ou infinuer au Sommé les actes qui lui ont été signissés par le Demandeur ou Appellant, pour y répondre par le Sommé, s'il le juge à propos.

Mais quoique ce Défendeur ne soit pas obligé de défendre au fond contre le Demandeur originaire ou Appellant, néanmoins il le peut faire s'il le juge à propos ; & en ce cas , il doit fignifier se moyens au Demandeur ou Appelant; mais il ne doit point les fignifier au Sommé, ess moyens étant alors signifies surabondams Des Dépens. Tir. XXXI. 539 ment pour l'intérêt particulier du Défendeur

originaire.

À l'égard des actes & moyens sur la garantie, ils doivent être signifiés au Sommé seulement; & si les mêmes actes contiennent en même tenus des moyens du sond contre le Demandeur originaire, & des moyens de garantie contre le Sommé, on ne doit signifier à chacun que ce qui le concerne.

Mais le Défendeur originaire n'ayant rien à conclure contre les contre-Sommés, ne doit ja-

mais leur rien signifier, ni dénoncer.

3°. Les actes & moyens du Sommé sur la garantie prétendue du Défendeur originaire ne doivent être signifiés par ce Sommé qu'au Défendeur originaire, & non aux contre-Sommés

à qui ces actes sont étrangers.

À l'égatd des moyens de la contre-fommation, ils ne doivent être fignifiés par le Sommé qu'aux contre-Sommés feulement; & fi les mémes actes ou écritures contiennent en mêmetems des moyens de défenses fur la demande en gatantie, & des moyens de demandes fur la contre-fommation, le Sommé ne doit fignifier à chactun que ce qui le concerne, c'est-à-dire, au Défendeur originaire les moyens fur la premiere demande en garantie, & aux contre-Sommés les moyens de la demande en contre-fommation.

Mais les actes touchant les moyens du fond qui ont été infinués ou dénoncés au Sommé par le Défendeur, doivent aufir être infinués par le Sommé ou Garant aux contre-Sommés, foit que le Sommé reconnoisse la garantie ou non.

4°. A l'égard des actes particuliers de procédure des contre-Sommés, s'ils refufent de reconnoître qu'ils font garants du premier Sommé, il suffit qu'ils contestent avec lui sur la demande en contre-sommation; cependant s'ils reconnoisfent être garants, ils pourroient défendre au fond contre le Demandeur originaire. Mais alors it est inutile qu'ils fignifient ces moyens au Défendeur originaire, ou au Sommé; & même ils ne doivent point le faire, cette défense au fond étant uniquement pour l'intérêt des contre-Sommés.

Et si les mêmes actes contiennent des moyens du fond contre le Demandeur originaire, & des moyens de défenses sur la contre-sommation, ils ne doivent être fignifiés à chacun que pour ce qui le concerne seulement, c'est-à-dire, les moyens du fond au Demandeur originaire, & ceux pour la défense à la contre-sommation au Sommé.

Dans le troisieme cas, où le Sommé prend le fait & cause du Défendeur, les significations ne doivent être faites qu'entre le Demandeur originaire & le garant, ou autre prenant le fait & cause, & non entre le Demandeur & le Défendeur originaire, ou entre ce Défendeur & le garant; & s'il s'en fait quelqu'autre, elle doit être rejettée, & ne pas passer en taxe.

Quand il s'agit de garantie simple, il faut suivre la même régle qu'à l'égard des garanties formelles, tant que le Demandeur originaire n'a pris de conclusions que contre celui des Co-obli-

gés qu'il a mis en Caufe.

Mais si la demande a été donnée tout d'un coup contre plusieurs Co-obligés, il suffit que les actes du Demandeur soient signifiés à chacun de ces Co-obligés, où à leur Procureur, s'ils n'en ont qu'un ; & s'ils en ont plusieurs, comme ils n'ont tous qu'un seul & même intérêt, ils doivent fignifier leurs actes au Demandeur originaire, & vice versá; mais les Co-obligés entr'eux ne se doivent rien signifier.

Dans les interventions, l'Intervenant ne doit

Des Dépens. Tit. XXXI. 548 fignifier qu'à celui ou ceux contre qui il prend des conculions; & de même il h'y a que celui ou ceux contre qui l'Intervenant prend des conclusions, qui doivent lui fignifier, & ceux-cia ne doivent se rien fignifier entr'eux.

Enfin il faut observer,

enting.

1°. Que dans le cas où plusieurs Défendeurscomparoisient par un même Procureur pour une même Cause, il n'est dit qu'un seul droit de préfentation, conformément à l'article 4, du Réglement imprimé concernant la perception des droits de présentation du Bailliage & Siége Présidial d'Orléans du 11. Mars 1626. & la Déclaration du Roi du 5. Novembre 1661. touchant les Gresses, article 2.

2°. Que les Procureurs ne peuvent rien prendre pour le reçit qu'eux ou leurs Cleres mettent au bas des actes & pieces qu'il leur eft permis de s'entre-communiquer fans le ministere des Huissers, ainsi qu'il a été jugé par Arrêt du Conseil du 18. Avril 1671. contre les Procureurs du Parlement d'Aix. (Voyez Bonisace, tome 1.

pag. 185.)

## ARTICLE XIII.

Et pour faciliter les taxes de dépens, & empescher qu'il ne soit employé dans les déclarations autres droits que ceux qui sont légitimement dûs, & qui doivent entrer en taxe, seta dressé à la diligence de nos Procureurs-Généraux, & de nos Procureurs sur les lieux, & mis dans les Greffes de toutes nos Cours, Sièges & Jurisdictions, un Tableau ou Registre (1), dans lequel seront écrits

tous les droits qui doivent entrer en taxe, mesme ceux des déclarations, assistances des Procureurs, & autres droits néces-faires pour parvenir à la taxe; ensemble les voyages & féjours (2), lesquels pour-ront y estre employez & taxez, suivant les différens usages de nos Cours & Siéges, qualitez des Parties, & distance des lieux.

1. Un Tableau ou Registre. 1 Ce Tableau ou Registre qui devoit être nais dans les Gresses des dissérentes Cours & Jurisdictions, & dans lequel devoient être écrits tous les dissérens droits qui doivent entrer en taxe au désir de cet article, n'a point été dresse, excepté dans quelques Justices, Mais il y a dissérens Arrèts de Régloment qu'il faut consulter en cette maierre, & qui doivent servir de regle, lorsqu'il est question de

taxer les dépens.

C'est pourquoi lorsqu'il s'agit de régler les droits qui appartiennent aux Juges, Avocats, Commissaires, Notaires, Procureurs, Gressiers, Huissiers & Sergens, il faut suivre ce qui se pratique en chaque Jurisdiction, conformément aux tarifs qui y sont dresses; & à defaut, il faut s'en cenir au Réglement du Parlement de Paris du 26. Août 1665. rendu tant pour la taxe des dépens adjugés par Arrêt de ladite Cour, que par Sentences des Justices Royales & subalternes du ressort du même Parlement. (Voyez Réglemens de Justice, tom. 1. pag. 27.) Et à l'égard des voyages & séjours, il faut aussi suivre les tarifs ou l'usage de chaque Province : & à défaut, il faut recourir à l'Arrêt du 10. Avril 1691, qui sert de Réglement à Paris sur cette matiere, (Voyez ibidem, tom, I. pag. 346.)

# Des Dépens. TIT. XXXI. 543

Pour le Châtelet de Paris, voyez 1º. le tarif arrêté au Conseil le 21. Mars 1690. concernant les droits des Greffiers de ce Châtelet. (Même Recueil des Réglemens de Justice, tom. 1. pag. 284.) 2°. Le tarif arrêté aussi au Conseil le 6. Mai 1690, touchant les salaires des Procureurs. ( Ibidem , pag. 300. & au nouveau Recueil, tom. 2. pag. 67.) 3°. Pour les falaires, droits & vacations des Commissaires, Notaires, Huisliers, Sergens, & autres Officiers dudit Siege, voyez les Arrêts du Parlement des 24. Février & 4. Décembre 1688. & le tarif qui est à la fin. (Même Recueil des Réglemens de Justice, tom. 1. pag. 212. 217. & 222.) Voyez aussi pour les droits de ces mêmes Officiers l'extrait des Edits & Arrêts du Conseil qui les concernent. On trouve ces extraits, avec le tarif des droits, à la fin du Praticien de Lange, pag. 398. de la seconde partie, jusqu'à la page 413. de la huitieme édition.

Les Bailliages, Sénéchauffées, & Siéges Préfidiaux qui n'ont point de tarifs particuliers pour leurs Sieges, ou du moins dans les tarifs defquels il manque plufieurs articles, peuvent fe régler (toutes proportions gardées) fur les tarifs dont on vient de parler, rendus pour le Châtedont on vient de parler, rendus pour le Châte-

let de Paris.

Pour le Chârelet d'Orléans, nous avons un tarif de dépens arrêté en la Cour le 6. Mars 1682, qui fert de Réglement sur cette matiere dans l'étendue de ce Bailliage; & au défaut de ce tarif, il faut recourir aux Réglemens généraux de la Cour ci-dessus cités, & subsidiairement à ceux rendus pour le Châtelet de Paris.

Nous avons aussi un Arrêt'de Réglement concernant les droits des Greffiers du Châtelet d'Orléans du 4. Juillet 1615, qui doit être suivi exactement en ce qui n'a point été abrogé par les Edits & Réglemens possérieurs. (Cet Arrêt est rapporté par Néron en son Recueil d'Ordonnances, tom. 2. pag. 548. de l'édition de 1720.)

Avant ce tarif des dépens fait pour le Châtelet d'Orléans, il y en avoit un autre arrêté au Bailliage de la même Ville le 23. Mars 1668. qui y servoit de Loi, conformément à l'arricle 13. du présent titre de l'Ordonnance; & par une Sentence postérieure rendue au même Siege le 13. Février 1669. les droits des Juges & Officiers subalternes des Châtellenies du ressort dudit Siege avoient été réglés aux deux tiers de ceux du tarif arrêté pour le Châtelet d'Orléans, & ceux des Juges subalternes non Châtellenies, au tiers seulement de ce qui est porté par le même Réglement. Aujourd'hui l'usage du Châtelet d'Orléans est de taxer les dépens de toutes les Justices Seigneuriales indistinctement aux deux riers de ce qui est réglé par le tarif du 6. Mars 1681.

A l'égard des dépens concernant les Pairies & les droits des Officiers qui en dépendent, outre l'Arrêt de la Cour du 26. Août 1665, ci-deflus cité, on peut voir un Réglement encore plus général rendu au Parlement le 23. Juiller 1676. touchant les taxes des Officiers de Julice des Duchés-Pairies de Mazarin, la Meilleraye & de Mayenne, & des Prévôtes & Julices fubalternes qui en dépendent. Ce Réglement est rapporté au Journal des Audiences. A Orléans, l'usage du Châtelce et de taxer les dépens des Pairies sur le pied des deux tiers de ceux portés par le tarif du 6. Mars 1682, a insi que pour les autres Justices de Seigneur.

2. Ensemble les voyages & sejours.] L'Arrêt de Réglement du 10. Avril 1691. fixe ce qui doit être taxé de voyage & de séjour, & la somDes Dépens. Tit. XXXI. 545 me à laquelle il le doit être suivant la qualité

des personnes.

Dans les affaires du Confeil, ces voyages & féjours font taxés par le nouveau Réglement touchant la procédure du Confeil du 28. Juin 1738. partie 2. tit. 25.

### ARTICLE XIV.

Les voyages & féjours (1) qui doivent entrer en taxe, ne pourront estre employez ni taxez, s'ils n'ont esté véritablement faits & deus estre faits, & que celui qui en demandera la taxe, ne fasse apparoir d'un acte fait au Gresse de la Jurisdiction (2) en laquelle le Procès sera pendant, lequel contiendra son affirmation qu'il a fait exprès le voyage pour le fait du Procès, & que l'acte. n'ait esté fignissé au Procureur de la Partie aussi-tost qu'il aura esté passé, & le séjour ne pourra estre compté que du jour de la signissication.

1. Les voyages & féjours.] Le tarif du 6. Mars 1682. drellé pour le Chârelet d'Orléans, porte: » Qu'il fera taxé deux voyages aux Parties » en toutes Caufes verbales, & en Procès par écrit » trois, lorsqu'ils auront été faits suivant l'Ordonnance, le tout à raison de vingt sols par » lieue pour les Ecclésastiques, Gentilshommes » & Officiers de Judicature, & dix sols pour les » autres, & que pour le féjour des présens, il » sera taxé la moitié du voyage.

Ces voyages & féjours s'adjugent même à un

héritier éloigné, qui a poursuivi une Instance au lieu où demeuroit le défunt. (Ainsi jugé par un Arrêt du 18. Janvier 1670. rapporté par Boniface, tom. 3. liv. 3. tit. 6. chap. 1.)

Boniface, tom. 3. liv. 3. tit. 6. chap. 1.) Quand la Partie qui a gagné fon Procès est

Quand la Partie qui a gagné 10n Proces ett értangere, & demeure hors du Royaume, on ne lui adjuge le voyage qu'à commencer depuis l'extrémité de la Province. (Arrêss des 16. Juin 1639, & 21. Janvier 1672. 1apportés par le même Bôniface, tom. 1. liv. 8. tit. 21. & tom. 3, liv. 3, tit. 6. chap. 3,

2. Au Greffe de la Jurifdition.) Par un Edit du mois d'Août 1669. il a été créé dans toutes les Couts & Siéges Royaux qui ont pouvoir de taxer des dépens, des Offices de Greffiers pour recevoir les actes d'affirmation mentionnés en cet article, privativement & à l'exclusion de tous autres Greffiers.

# ARTICLE XV.

Si après que la déclaration des dépens aura esté fignissée & copie laissée, il n'a esté fait aucunes osfres, ou qu'elles ne soient acceptées dans les délais ci-devant ordonnez (1), elle sera mise par le Procureur du Demandeur en taxe ès mains du Procureur-tiers (2), avec les pieces justificatives: & à cet esser voulons que dans nos Cours, Siéges & Justices où il ne se trouvera point de Procureurs-tiers en titre d'Office, il soit nommé & commis par la Communauté des Procureurs par chacun mois, ou tel autre temps qu'il sera par eux avisé, nombre suffisant Des Dépens. Tit. XXXI. 547 d'entre eux pour régler & taxer les dépens en la forme & maniere ci-après ordonnée; si ce n'est dans les Sieges où il y a des Commissaires - Examinateurs, (3),

1. Dans les délais ci-devant ordonnés.] Voyes

fuprà, l'art. 5. de ce tit. pag. 522.

2. Du Procureur-tiers. ] Par Edit du mois de Novembre 1680, le Roi avoit créé dans toutes les Cours, Préfidiaux, Bailliages & Sépéchauffées, & autres Jurisdictions Royales, des Offices de Tiers-Référendaires-taxateurs de dépens, qui depuis ont été supprimés par un autre Edit du mois d'Août 1716. avec permission aux anciens Titulaires de ces Offices qui avoient été créés avant 1689, de rentrer dans leurs droits; & c'est en vertu de cet Edit de 1716 que la Communauté des Procureurs du Châtelet d'Orléans, qui avoit acquis en 1642, les quatre Offices de Tiers - Référendaires de dépens, créés pour le Châtelet d'Orléans en 1639, jouit aujourd'hui du droit attaché à ces Offices; mais c'est au Lieutenant-Général en qualité de Commissaire - Examinateur à taxer les dépens & à en arrêter le calcul aux termes de cet article.

3. Où il y a des Commissaires-Examinateurs. ]
Parce que dans ces Siéges, c'est aux Commisfaires-Examinateurs qu'appartient le droit de régler les dépens, ainsi qu'il s'observe au Châ-

telet de Paris

## ARTICLE XVI.

Le Procureur-tiers (1) sera tenu de

548 Des Dépens. cotter de sa main au bas de la déclaration le jour qu'elle lui aura esté délivrée avec les pieces.

1. Le Procureur-tiers. ] Voyez la note 1. sur l'article précédent.

## ARTICLE XVII.

Sera fignifié par acte au Procureur du Défendeur en taxe, le jour que la déclaration & pieces justificatives auront esté mises entre les mains du Procureurtiers, avec sommation d'en prendre communication sans déplacer (1).

1. Sans déplacer.] Cela ne s'observe point dans l'usage. Le Procureur du Défendeur en taxe prend la Déclaration & les pieces justificatives des dépens sur son récépissé, & souvent même sans récépissé, afin de faciliter l'expédition, & d'examiner plus commodément l'état de ces dépens.

## ARTICLE XVIII.

Trois jours après la premiere fommation il en fera fait une feconde, par laquelle le Procureur du Demandeur en taxe fommera celui du Défendeur de fe trouver en l'Estude du Procureur-tiers (1) à certain jour & heure précise, pour voir arrestre les dépens contenus en la déclaration, & la figner; autrement il y sera procédé tant en présence qu'absence. 1. De se trouver en l'Etude du Procureurtiers. J Au lieu de cette comparution, l'usage des Procureurs dans la plûpart des Sieges est de s'envoyer la déclaration des dépens avec les pieces justificatives pour les examiner, & y mettrelleurs apositiles sur la déclaration en conformité du mémoire du tiers.

#### ARTICLE XIX

Si le Procureur du Défendeur (1) compare, seront les dépens arrêtez par le Procureur-tiers en sa présence.

1. Si le Procureur du Défendeur. 1 Lossque le Procureur du Défendeur en taxe est décédé, ou a résigné son Office, il faut assigner la Partie en constitution de nouveau Procureur. (Voyez le nouveau Réglement du Conseil du 28. Juin 1738. part. 2. itt 16. att. 19.)

### ARTICLE XX.

A faute par le Procureur du Défendeur en taxe de comparoir à l'affignation, le Procureur-tiers sera tenu d'arrester les dépens (1), pour ce fait estre les arrestez par lui mis sur la déclaration conformément à son mémoire, lequel y demeurera attaché, & ne sera le premier article passé que pour un seul.

1. Le Procureur-tiers sera tenu'd'arrêter les dépens.] Le Procureur-tiers avant d'arrêter les dépens, doit lire les écritures, requêtes & inventaires, & en retrancher tout ce qui est inutile, foit qu'elles ayent été faites au principal, ou fur les incidens, même en cas que les lignes & les syllabes ne soient pas remplies conformément aux Réglements. (Délibération de la Communauté des Procureurs du Parlement de Paris du 5. Mai 1687. art. 8. rapportée au Recueil imprimé des Réglemens concernant cette

Communauté, pag. 248.)

Lorsqu'il s'agit sur un appel de taxer les dépens des Jurisdictions qui ressortissent par appel en la Cour , les Procureurs-tiers en font la taxe conformément aux Réglemens généraux dont il a été parlé ci-dessus; mais à l'égard des Jurisdictions qui ont des tarifs particuliers vérifiés en la Cour, ils sont tenus de suivre ces tarifs en taxant les dépens. (Même Délibération des Procureurs du Parlement de Paris, art. 13. Voyez aussi in rd, l'art. 12. qui en a une disposition.)

#### ARTICLE XXI.

Le Procureur-tiers sera tenu d'arrester les dépens qui contiendront deux cens articles & au-dessous, huitaine après qu'il en aura esté chargé; & ceux qui contiendront plus grand nombre d'articles, dans la quinzaine (1), à peine de répondre des dommages & intérests des Parties.

1. Dans la quinzaine. ] Sans qu'on puisse augmenter le délai, quelque confidérable que soit le nombre des articles.

ART. XXII.

#### ARTICLE XXII.

Le Procureur du Défendeur en taxe ne pourra prendre aucun droit d'affiflance (1), s'il n'a écrit de fa main fur la déclaration les diminutions (2), à peine de faux & d'interdiction.

1. Aucun droit d'affifance.] Affiler, aux termes de l'Ordonnance, est se trouver en l'Etude du Procureur-tiers pour être précent à la taxe des dépens. Aujourd'hui les Procureurs perçoivent le droit d'assistance, lorsqu'ils ont pris chez eux la déclaration de dépens, & qu'ils ont mis leurs apossilles ou dininutions.

Il faut observer au sujet de ces frais de déclaration.

1°. Que le droit de douze deniers qui appartient aux Procureurs du Chârelet d'Orléans pour chaque article de dépens, ne leur appartient que sur les articles alloués, suivant l'article 31. du taris des dépens du Chârelet d'Orléans du 6. Mars 1682. ce qui est confirmé par l'article 6. de l'Edit du mois d'Août 1716. qui désend de prendre plus grand droit.

2°. Que le droit d'affiftance du Procureur-Demandeur n'est dû que dans le cas où il y a contestation sur les dépens, & où ils se réglent par le Procureur-tiers, ou bien lorsqu'il n'y a point eu d'ossires faites de la part du Désendeur. ( Supri, art. 1, pag. 546.) Mais lorsqu'il y a des ossires, ces droits d'affistance ne sont point dus, à moins que le Demandeur ne conteste ces ossires, & qu'il faille en conséquence les saire régler par le Procureur-tiers, aquyel cas le droit d'affistance du Procureur-tiers & des autres Procureurs, tant celui du Demandeur que du Défendeur, lorsqu'ils comparent, ne doir se payer que pour les articlés contestés; & c'est à celui qui a contesté malà-propos à payer ce droir, ou au Désendeur lorsqu'il n'y a point eu d'offres. (Voyez le nouveau Réglement de 1738. touchant la Procédure du Conseil, part. 2. tit. 16, 2tt. 12. 14. & 17.)

3°. Que le droit d'assistance du Procureur du Désendeur n'a lieu que dans le cas où les dépens se réglent par le Procureur-tiers; & qu'alors même le Procureur du Désendeur ne peut percevoir aucun droit d'assistance, à moins qu'il n'ait écrit de sa main sur la déclaration les diminutions, à peine de saux, &c. ains qu'il n'ait écrit de la main sur la déclaration les diminutions, à peine de saux, &c. ains qu'il n'ait écrit de la main sur la déclaration les diminutions, à peine de saux, &c. ains qu'il n'ait écrit de la main sur la destination de la main sur la main su

est dit en cet article 22.

4°. Que le droit d'affifiance du Procureurtiers ne doit fe payer que fur les articles conacftés, c'eft-à-dire, fur ceux où le Procureur du Défendeur a écrit de fa main les diminutions, parce que les fonctions de ces tiers font inutiles à l'égard des articles confentis, & quand le Procureur du Défendeur n'a mis aucune diminution de fa main fur ces articles.

nution de la main fui ces afficies.

Il y a cependant une exception à cette régle; s'est lorsque le Procureur du Défendeur, qui n'a écrit ni fait signifier aucune diminution sur les articles de la Déclaration, fait défaut, & que les dépens sont taxés par le tiers, suivant l'article 20. ci-dessius: car alors, comme il n'y a aucun article qui soit présumé consent de la part du Désendeur, & que pour cette raison le ministere du Procureur-tiers devient nécessaire pour les régler, ce Procureur-tiers est bien son-dé à prendre le droit d'afsistance pour tous les articles de la Déclaration. Par la même raison le Procureur du Demandeur peut prendre le même droit; mais dans tous ces cas, les droits.

Des Dépens. Tit. XXXI. 553 d'affistance sont dis par le défaillant. (Même Réglement du Conseil de 1738, qui vient d'être

cité, part. 2. tit. 16. art. 14.)

Il seroit à souhairer qu'on ôrât au Procureur du Décendeur en taxe le droit d'affistance que plusseurs perçoivent dans le cas où il ne leur appartient point : cela les rendroit plus exacts à faire des offres pour leurs Parties, & éviteroit souvent bien des frais, au lieu qu'il n'arrive presque jamais qu'on sasse costres, ce qui est un grand abus.

2. Les diminutions. On appelle apostilles, ce qui s'écrit par le Procureur-tiers; & diminutions, ce qui s'écrit par le Procureut du Désendeur. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnan-

ce, pag. 388.)

#### ARTICLE XXIII.

S'il y a plusieurs Procureurs (1) des Défendeurs en taxe condamnez par mesme Jugement, ils ne prendront assistance que pour les articles qui les concerneront : & à l'égard des frais ordinaires & extraordinaires de criées, reddition de compte, de Tureurs, Héritiers bénéficiaires, Curateurs aux biens vacans, Commissaires & autres, les Parties qui auront un intérest commun y assisteront par le plus ancien Procureur (2). Pourront néantmoins les autres Procureurs y estre préfens, fans prendre aucun droit d'assistance, & fans la pouvoir employer dans leurs mémoires de frais & salaires; si M ij

Des Dépens.

ce n'est qu'ils ayent pouvoir par écrit pour y assister.

1. S'il y a plusieurs Procureurs.] Voyez la note 4. sur l'article 5. ci-dessus, pag. 525.

2. Y affisteront par le plus ancien Procureur.]
Lequel aura seul le droit d'assistance.

## ARTICLE XXIV.

Après que la déclaration aura esté arrestée par le tiers, sera signifié un troisième acte au Procureur du Désendeur, par lequel on lui dénoncera que les dépens ont esté arrestez, & sera sommé de les signer, avec protestation qu'à faute de ce faire, le calcul en sera signé par le Commissaire. (1), par défaut; ce qui sera exécuté en cas de resus, & passée outre, en faisant mention dans l'arresté & calcul de la sommation.

1. Par le Commissure.] C'est-à-dire, par le Rapporteur ou par le premier Juge, dans les Cours & Jurisdictions oil in y a point de Commissures-Examinateurs, sinon par ces d'miers. Dans les Cours ce sont les Procureurs qui sont le calcul des sontmes auxquelles montent les dépens, qui en dessent l'exécutoire, & en metteur la minute au Gresse, sur laquelle les Greffiers délivrent ensuite l'exécutoire en sorme.

# ARTICLE XXV.

Le tiers sur chacune piece qui en-

Des Dépens. Tit. XXXI. 555 trera en taxe, sera tenu de mettre taxé, avec son paraphe (1).

1: De mettre taxé, avec son paraphe. ] Asia de connoître les articles qui ont été alloués.

#### ARTICLE XXVI.

Les Commissaires signeront les déclarations sans prendre aucun droit, & auront seulement leurs Cleres le droit de calcul (1), lorsqu'ils l'auront fait & écrit de leur main, suivant la taxe qui sera arrestée dans le Tableau ou Registre des droits pour les dépens ci-dessus mentionnés. Leur désendons de prendre autres ni plus grands droits, à peine du quadruple.

1. Et auront feulement leurs Cleres le droit de calcul.] Ce droit de calcul avoit été ôté aux Commiffaires par un Belti du mois de Novembre 1689, mais par une Déclaration du 27. Décembre 1693. ces Officiers ont été confervés dans leurs anciennes fonctions & perceptions de droits.

# ARTICLE XXVII.

Dans les exécutoires de dépens (1) feront austi employez les frais pour les lever (2), avec ceux du premier Exploit, & de la fignification qui sera faire, tant des exécutoires que de l'Exploit.

1. Dans les exécutoires de dépens. ] Après Mij que la Déclaration a été signée par le Commiflaire, il faut faire expédier par le premier Juge qui a l'instruction, ou au Greste, si c'est au Parlement, l'exécutoire de dépens, & y employer les frais pour le lever, & autres dont il est parté dans cet article. Cet exécutoire ne doit point être délivré, que le Procureur du Demandeur n'ait mis & signé la certification du calcul véritable au pied de la déclaration de dépens. (Délibération de la Communauté des Proureuts du Parlement de Paris du 5. Mai 1687. article 13. rapportée au Recueil des Réglemens concernant cette Communauté, pag. 249.)

Il faut aussi observer, qu'on ne peut délivrer aucun exécutoire de dépens que sur le Mémoire du tiers, qui doit demeurer annexé à la déclarazion de dépens. (Délibération de la même Communauté du 20. Décembre 1684, rapportet au-

même Recueil, pag. 245.)

2. Les frais pour les lever.] Lorsque les dépens se taxent à l'amiable entre les Procureurs des Parties, on évite les droits de taxe & ceux de l'exécutoire, (Voyez ci-dessus la note 7. surl'article 9. de ce titre, pag. 127.)

# ARTICLE XXVIII.

Si la Partie qui a succombé interjette appel (1) de la taxe des dépens, son Procureur sera tenu de croiser dans trois jours sur la déclaration les articles dont il est appellant; & à faute de ce faire sur la premiere requeste, il sera déclaré non-recevable en son appel.

1. Interjette appel. ] Quand les dépens d'un

Des Depens. Tir. XXXI. 557

Procès sont une sois arrêtés, la Partie Demanderesse en taxe n'est plus recevable à demander d'autres frais du même Procès. (Arrêt du Parlement de Tournai du 28 Novembre 1693, rapporté par Pinault, tom. 1. Arrêt 8.)

Il n'est pas permis au Juge ou Commissaire qui a délivré l'exécutoire, de le changer, non plus qu'au Juge de rétracter sa Sentence; & il n y a alors d'autre voie à celui qui se trouve lésé,

que d'appeller de la taxe.

Dans les Bailliages, Sénéchaussées, & autres Sieges où l'exécution des dépens se décerne par le Juge d'instruction , l'appel de l'exécutoire se porte au Siege. (Ainsi jugé par Arrêt du 28. Août 1563. rendu pour Moulins, & rapporté par Joli en son Recueil de Réglemens, tom. 2. pag. 1017. & par un autre Arrêt du 5. Juin 1659. rendu pour Montdidier, rapporté au Journal des Audiences, tom. 2. ce qui a été aussi réglé pour le Châtelet de Paris par Arrêt du 5. Juillet 1692. rapporté au nouveau Recueil, tom. 2. pag. 128 portant que les dépens dudit Châtelet seront taxés par les Commissaires, par appel devant le Lieutenant-Civil. ) Ces forces d'appels se portent à l'Audience. (Infra, art. 30.)

Quand il s'agit de la taxe des dépens d'une Sentence Présdiale qui est dans l'un des deux cas de l'Edit, l'appel de l'exécutoire se porte aussi au même Siége. (Voyez l'Edit de Follembrai du mois de Juillet 1512. article 11.)

Cgt appel empêche l'effet de l'exécutoire 3 (
chi jugé par Arrêt du 24. Août 1518. rapporté par Papon en les Arrêts, liv. 18. tit. 2.
n. 25. Autre du 3. Juillet 1615. rapporté par
Baffet, tom. 1. liv. 2. tit. 31. chap. 16.) ce qui
réfulte auffi des termes qui font à la fin de l'arsicle 29. qui fuit.

## ARTICLE XXIX.

Après que le Procureur de l'Appellant aura croifé fur la déclaration les articles dont il fera appellant, pourra l'Intimé se faire délivrer exécutoire du contenu aux articles non croisez dont il n'y aura point d'appel (1).

1. Dont il n'y aura point d'appel. ] Il résulte de ces termes, que l'appel d'un exécutoire de dépens en suspend l'esset, ainsi qu'il a été observé sur l'article précédent.

## ARTICLE XXX.

Les appèllations des articles croisez fous deux croix seulement (1), seront portées à l'Audience (2), & quand il y en aura davantage (3) sera pris un appointement au Gresse.

1. Croifés fous deux croix feulement.] On peut fous une même croix croifer divers articles, quand l'appel est fondé sur les mêmes moyens.

2. Seront portées à l'Audience. ] Voyez la note fur l'arricle 28. ci-dessus, pag. 556.

Au Parlement, ces fortes d'appels se renvoient pour l'ordinaire deyant le plus ancien Procureur, comme étant plus au fait de ces fortes de taxes. La même chose s'observe dans plusieurs autres Siéges.

3. Et quand il y en aura davantase.] Lorsqu'il y a dix croix, le Procès peut être jugé dans les Cours par Commissaires, pourvu que

Des Dépens. Tir. XXXI. 559 ce dont il est question au Procès excede la somme de mille livres. (Edit de Mars 1673, article 20.)

#### ARTICLE XXXI.

L'Appeilant sera condamné en autant d'amendes qu'il y aura de croix, & chess d'appel, sur lesquels il sera condamné; si ce n'est qu'il soit appellant des articles croisez par un moyen général: & néantmoins les dépens adjugez pour raison des appellations des taxes, seront liquidez par le même Jugement (1) qui prononcera sur les appellations.

1. Par le méms Jugement.] S'il y a appèl de ce Jugement, dans le cas où il n'elt pas rendu en dernier reflort, ect appel se porte au Tribunal supérieur, soit au Parlement, soit au Présidial, dans les assaires, qui sont dans les deux cas de l'Edit. La Sentence dont on interjette appel, est dans le cas des Sentences ordinaires, & elle s'exécute par provision, lorsque les dépens ne montent qu'à la somme de cent sivres & audessous pour les Sentences rendues dans les Bailliages & Sénéchaussées Royales, & ainsi des autres. (Voyez Juprà, tit. 17, art. 13, pag. 252.)

#### ARTICLE XXXII.

Les dépens qui seront adjugez, soit à l'Audience ou sur les Procès par écrit, par les Bailliss, Sénéchaux & Présidaux, seront taxez en la mesme some (1) & My

1. En la même forme. C'est-à-dire, par déclaration, &c. (Voyez suprà, article 5. & sui-

vans.)

Charges.

Il y a cependant des cas où les dépens doivent fe liquider fur le champ, & par la Sentencomême, dans les Cours, Bailliages & Siéges Préfidiaux; sçavoir,

1°. En matiere de déclinatoires & de renvois.

(Voyez fuprà, tit. 6. art. 4. pag. 82.)

2°. En matiere de liquidation de fruits. (Voyez: A-dessus tit. 30. art. 4 pag. 510.)
3°. Lorsqu'il s'agit de l'appel d'une taxe de

dépens. (Voyez l'article 31. de ce titre.)

(Voyez infrà, tit. 32. art. 3. pag. 566.)

Il y, a aussi des procédures pour lesquelles onarbitre une somme sixe pour les dépens en général, sans en faire la taxe. Ainsi au Parlement dans les Bastances d'appointement à mettre, Des Dépens. Tir. XXXI. 561

tous les frais qui se sont, y compris le déboursé même de l'Arrêt de Réglement & tour ce qui se fait jusqu'à celui qui doit prononcer sur ces Instances, ne peut excéder la somme de vingt livres, pour quelque cause & précexte que ce puisse être, soit pour le Demandeur ou pour le Défendeur; & le Procureur ne peut comprer ni faire payer une plus grande somme à sa Partie. (Arrêt de Réglement du 25. Novembre 1685.)

De même dans les Instances de saisses & arrêts, o ne passe à l'Arrêté pour ses frais d'arrêt que la somme de trois livres. (Voyez l'article 24, de l'Arrêt de Réglement du 10, Juillet

1.665.)

 Qu'en nos Cours.] Il y a un Réglement particalier touchant la maniere de faire la taxe des dépens des Procès qui ep pourfuivent aa Confeil. (Voyez le nouveau Réglement touchant la procédure du Confeil du 23. Juin 1738. part. 2. tit. 16.)

3. Dans lesquels les condamnations seront intervenues. ] Voyez la note sur l'article 20. ci-

deffus, pag. 149.

4. Et feront les dépens taxés. Les dépens d'un Procès le taxent en la Jurisdiction, où la Sentence qui les prononce a été rendue; mais s'il y a appel de cette Sentence, ou que l'affaire foit évoquée par le Teibunal supérieur, ou renvoyée dans un autre Siège avant d'avoir été jugée au sond, alors c'est dans ceTribunal d'appel ou de renvoi que se fait la taxe des dépens après le Jugement du sond, tant celle de la cause d'appel, que des dépens faits en cause principale, & avant le renvoi ou l'évocation. Ains au Parlèment, on taxe sur un appel tous les dépens faits, tant en la Cour que dans les sur sufficients précédentes où l'affaire a d'abord.

été jugée, & l'on en use de même dans les Bail.

liages.

Au reste cela ne doit avoir lieu que dans le cas, où sur l'appel la Sentence est infirmée en quelque chef: car si elle est confirmée, c'est au Siege où la Sentence a été reudue, que se doit faire cette taxe. Il n'y a que les dépens de la cause d'appel qui doivent être taxés par lo

Juge supérieur.

On trouve cependant des Arrêts qui on juge que dans ces cas les dépens de la caufe principale devoient être taxés en la Cour, conjointement avec les dépens de la caufe d'appel, (Arrêts des 27. Août & 7. Septembre 1735-rapportés au Recueil des Réglemens de Juftice, in-12. tom. 2. édition de 1737-) L'article 23. de la Déclaration du Roi du 20. Août 1732. rendue pour le Parlement de Bretagne & citée cidesfus pag. 440. renferme une pareille disponition.

5. Ou Commissaires-Examinateurs des dépens. T (Voyez ci-dessus art. 15. avec les notes, pag-146.

# ARTICLE XXXIII.

Les Juges subalternes (1), tant Royaux que des Seigneurs particuliers, seront tenus en toutes Sentences, soit en l'Audience ou Procès par écrir, de liquider les dépens (2), eu égard aux frais qui auront esté légitimement faits, sans aucunes déclarations de dépens, à peine contre les contrevenans de vingt livres d'amende, & de restitution des droits

Des Dépens. Tit. XXXI. 563 qui auront esté perceus, dont sera délivré exécutoire aux Parties qui les auront déboursez.

1. Les Juges fubalternes.] Comme les Prévôrs, Châtclains, Vicomtes & Viguiers Royaux, kes Maîtrifes des Eaux & Forêts, Juge-Confuls, Elections, Greniers à Sel, Amiraurés, Juges de Seigneurs, &c.

.Il y a cependant des endroits où quelquesuns de ces Siéges taxent les dépens par décla-

ration, comme à Orléans l'Election.

2. De liquider les dépens. ] Les Greffiers de ces Sieges font tenus de remplir fur les minutes des Sentences les fommes auxquelles montent les dépens qui ont été adjugés, en mêmetems qu'ils dreffient ces minutes; & il leur est défendu de laisfer ces fommes en blane, à peine de cinq cens livres d'amende & d'interdiction. (Arrêt du Conseil du 28. Août 1717. rapporté au nouveau Recueil, tom. 3. pag. 114, & au Recueil des Réglemens de Justice, tom. 2.)



#### TITRE XXXII.

De la Taxe & tiquidation des dommages & intéréts.

#### ARTICLE I.

L A déclaration des dommages & inténée (2) au Procureur du Défendeur, enfemble de la Sentence, Jugement ou-Arreft qui les auront adjugez, & lui feront communiquées fur son récépissé lespièces justificatives, pour les rendre dansla quinzaine, à peine de prison, soixantelivres d'amende, & du séjour, dépens, dommages & intérests des Parties en son nom, sans qu'aucune des peines puisse, estre réputée comminatoire, ni remiseou modérée sous quelque prétexte queee soit.

<sup>1.</sup> La déclaration des dommages & intérêts. L' Les dommages & intérêts font la récompente, que celui qui cause quelque perte ou quelque dommage à un tiers, soit par un fait, soit par linexécution d'une convention, est tenu dè faire à celui qui la souffre; comme dans le cas de complainte, réintégrande, emprisonnement, saise

des dommages, &c. Tir. XXXII. 565 & exécution, refus d'accomplir un marché, &c.

Il arrive le plus fouvent, que les Juges estiment d'office ces dommages & intérêts, & les-fixent par le Jugement qui y condamne, surtout quand ces dommages & intérêts ne sont paside grande conséquence ; mais si les Juges nes le croient pas en état de liquider sur le champ ces dommages & intérêts, & que la liquidation dépende d'un examen long & pénible, alors si faur les liquider par déclaration, suivant la Procédure établie dans ce tirce. ( Voyez les articles 28. & 8. o à C l'Ordonnance de 1739.)

La Partie qui a gagné son Procès avec dépens, dommages & intérêts, peut comprendre l'un & l'aurre dans une même déclaration, quoiqu'elle puisse le faire par un Libelle séparé. (Arrêt du 24. Décembre 1696. rapporté par

Pinault, tom. 1. Arrêt 132.)

On peut comprendre dans cette déclaration de dommages & intérêts , non-feulement les pertes & les dommages qu'on a foufferts, mais-fouvent aufil les gains & les profits qu'on a manqué de faire. (Voyez Imbert en les Institutions, liv. 1. chap. 53. n. 8.)

2. Et copie donnée. ] Par le Procureur de celui

qui a obtenu la condamnation.

#### ARTICLE II.

Pourra le Défendeur dans les délaispareils à ceux ci-dessus réglez en l'article cinquiéme du Titre de la taxe des-Dépens, faire ses offres; & en cas d'acceptation, en sera passe appointement de condamnation (1) qui sera receu en l'Audience.

## 566 De la taxe & liquidation

1. Appointement de condamnation.] La condamnation de dommages & intérêts peut être prononcée par corps après les quatre mois, lorfque les dommages & intérêts montent à plus de deux cens livres. (Infr.à, tit. 34. art. 2.)

#### ARTICLE III.

Si le Défendeur ne fait point d'offres, ou qu'elles soient contestées, sera pris appointement à produire dans trois jours (1); & en cas qu'elles soient contestées, si par l'événement (2) les dommages & intérests n'excédent la somme offerte, le Demandeur sera condanné en tous les frais & dépens, depuis le jour des offres (3) lesquels seront liquidez par le mesme Jugement.

1. Appointement à produire dans trois jours.]

C'est à-dire, appointement à mettre.

2. Si par l'évenement. ] C'est-à-dire, par le tapport des Experts nommés pour la liquidation des dommages & intérés. Il faut pour faire faire cette estimation suivre la Procédure établie cidessistit. 21. art. 8. & suivans, pag. 348. & suivantes.

3. Sera condamné en tous les frais & dépens , depuis le jour des offres. Voyez ci-dessus, tit. 30art. 4. & tit. 31. art. 6.

## ARTICLE IV.

Les Procureurs, qui auront occupé dans les Instances principales, seront

des dommages, &c. Tit. XXXII. 567 tenus d'occuper (1) dans celle de liquidation des dommages & intérests, sans qu'il soit besoin de nouveau pouvoir.

1. Seront tenus d'occuper.] Voyez infrà, titre 35, art. 6. Voyez auffi l'Ordonnance de Rouffillon du mois de Janvier 1763, art. 7, qui porte: » Que les Procureurs qui ont occupé dans les Inflances principales, l'eront tenus d'occuper » dans les Inflances d'exécution des Arrêts & Ju» gemens rendus fur lefdites Inflances principa» les fans nouveau pouvoir.

Ces mots, Exécution des Jugemens, ne doivent pas s'entendre des faifess Arrêts, ou exécutions qui fe font en vertu desdits Jugemens: car ces saifes forment une nouvelle Instance toute différente de la premiere; mais s'eulement des cas où il s'agit de procéder en exécution des Jugemens, comme au cas de l'art. 9, du tit. 27, ci-dessits, 294, 474.

71 8 17 1

# TITRE XXXIII.

Des Saifies & exécutions, & ventes, des meubles, grains, bestiaux & choses mobiliaires.

#### ARTICLE I.

T Ous Exploits de saisses & exécutions (1) de meubles ou choses mobiliaires (2) contiendront l'élection de do568 Des faisses & exécutions, micile du Saisissant (3) dans la Ville où la saisse & exécution sera faite; & si la saisse & exécution n'est faite dans une Ville, Bourg ou Village, le domicile fera éleu dans le Village ou la Ville qui est plus proche (4).

1. De faisses & exécutions. ] Saisses & exécutions sont presque synonymes. Néanmoins la saifie s'entend, à proprement parler, de la saisse sans ensévement ; au lieu que l'exécution est la

faisie suivic d'enlévement.

2. Ou chose mobiliaire.] Comme bled, vin, & autres fruits de la Terre, ustenssile de Maisons ou Fermes, toutes espéces de Marchandises, & en général tous les essets mobiliers qui appartiennent au Débiteur qu'on veur saist.

Les c'claves de l'Amérique sont aussi regardés comme meubles, & peuvent être sains & vendus comme les autres choses mobiliaires, (Voyez l'Edit du mois de Mars 1685, touchant la Police des Esclaves de l'Amérique, articles 44. 46. 47. & 48. rapportés au nouveau Re-

cueil, tom. 1. pag. 569.)

Les faisse de fruits pendans par les racines font aus regardées comme mobiliaires, pourvu qu'elles soient faites peu de tems avant la récolte, quia tendunt ad aliquid mobile. Ce tems est est règlé suivant les usages des lieux, A Orsean, -Fusage est de ne point faire ces sortes de saisses avant la Magdeleine pour les Vignes, & avant la Saint Barnabé pour les Bleds.

3. L'élection de domicile du Saisissant, &c.]
A peine de nullité. (Infrà, art. 19.)

Cette élection de domicile du Saisssant est requise, non-seulement afin que le Débiteur convoisse le lien où il doit s'adaesse; pour saire

& ventes, &c. Tit. XXXIII. 569 les oppositions & significations nécessaires; mais elle donne encore au Saisi & aux autres oppofans, le droit d'affigner le Saisissant pardevant le Juge du lieu du domicile élû, pour décider fur les contestations qui peuvont arriver au sujet de cette saisse. C'est ce qui résulte de la comparaison de cet article avec l'article 13. du titre 13. de l'Ordonnance Criminelle de 1670. & avec l'article 13, du titre 10, de la même Ordonnance. L'art. 13. du titre 13. de l'Ordonnance de 1670. porte: » Que les écroues » & recommandations feront mention du domi-» cile qui sera élû par la Partie qui les fera faire » au lieu où la prison est située, à peine de nul-» lité; » & l'article 13. du titre 10. de la même Ordonnance, porte: » Que ceux à la requête » desquels les Décrets seront exécutés, seront » tenus d'élire domicile dans le lieu de la Juris-" diction. " Mais cet article ajoute ensuite, sans attribuer toutefois aucune Jurisdiction au Juge du domicile élû; ce qui fait connoître que l'effet ordinaire de ces fortes d'élections de domicile, est d'attribuer Jurisdiction au Juge du lieu où cette Election a été faites; & comme cet article 1. du présent tit. de l'Ordonnance Civile, & l'article 13. du titre 13. de l'Ordonnance de 1670, ne renferment point une exception pareille à celle portée dans l'article 13. du titre 10, de la même Ordonnance de 1670. on peut en conclure avec justice, que l'esprit de l'Ordonnance est qu'en matiere de saisses & exécutions, ainsi qu'en matiere d'emprisonnement fait à la requêre & sur la poursuite d'une Partie privée en matiere civile, l'effet de l'élection de domicile est d'attribuer Jurisdiction au Juge du domicile élû.

L'article 7. de l'Edit du mois de Janvier 1685. rendu pout l'administration de la Justice au Châ 570 Des saisses & exécutions ,

íclet de Paris, en a une disposition précise. Cet article porte: "" Que ceux qui feront saisir à "" Paris des carrosses, chevaux, bestiaux, & au-"" tres meubles pour dettes, ou qui formeront "" quelque opposition, seront tenus d'y consti-" uter Procureur, & d'ésir domicile par lesdites "" saisses ou oppositions, & qu'en conséquence "" ils pourront être assignés aux domiciles qu'ils " auront ains élis.

L'article 8. du rir 7. de l'Ordonnance Criminelle du mois d'Août 1670. porte : » Que les » Opposans à la publication des Monitoires se-» ront renus d'élire domicile dans le lieu de la » Jurisdiction du Juge qui en aura permis l'ob-» tention , à peine de nullité de l'opposition, & » que les Opposans pourront même y être assignés sans commission ni mandement.

Cette regle d'ailleurs, que l'élection de domicile en matiere de faises & oppositions est attributive de Jurisdiction, est sondée en grande raison. En esse si dans ces sortes d'Instances il falloit plaider devant un autre Juge que celui du lieu où la saise, exécution, ou emprisonnement est fait, il faudroit avoir autant de Juges que d'Opposans & arrêtans, sorsque ces Opposans & arrêtans demeurent en distérentes Jurisdictions.

Plasseurs Huissers sont dans l'usage dans leurs Exploits de ne faire pour leurs l'arties cette élection de domicile que pour vinge-quatre heures seulement; mais il est évident que cest par abus & sans aucun sondement, & qu'ils seroient également sondés à la faire pour un tems encore plus court. Ces sortes d'élections de domiciles doivent être faires indéssiment, & sans aucune limitation de tems, & durent jusqu'à ce que l'Instance pour raison de la saisse emprisonnement soit terminée.

& ventes, &c. Tit. XXXIII. 571

A Paris, outre l'élection de domi.ile, il faut encore que le Saisfillant cotte Procureur par la faise, ainsi qu'il est porté en l'article 7. de l'Edit du mois de Janvier 1685, qu'on vient de citer.

4. Sera élû dans le Village ou la Ville qui est plus proche. ] Cette régle , que les faisses doivent contenir l'élection du domicile du Saisisfant dans la Ville, Bourg ou Village où la saifie est faire, ou du moins dans le Village ou la Ville la plus prochaine, lorsque cette saisse est faite à la campagne, reçoit une exception dans le cas des saisses & exécutions qui se font pour deniers Royaux: car alors les Fermiers, Receveurs & autres personnes employées à recouvrer ces deniers, peuvent faire ces élections de domicile en leur Bureau, sans être obligés d'en élire dans la Ville, Village ou Bourg le plus proche. (Edit du mois de Mars 1668, article 2. rapporté au nouveau Recueil, tom. 1. pag. 177.)

# ARTICLE II.

Les saisses & exécutions ne se feront que pour chose certaine & liquide, en deniers ou en especes (1); & si c'est en especes, sera sursis à la vente, jusques à ce que l'apprétiation en ait esté faite (2).

1. Que pour chose certaine & liquide, en denier ou en especes. I C'est à d-dire, que cette, dette doit être d'une somme d'argent sixe & déterminée, ou bien d'une espece qui conssiste en nombre, poids & mesure, comme de bled, orge, vin, &c, & qui soit déterminée eu quantité, v. g. de quatre muids de bled, de deux tonneaux de vin, &c. comme dans le cas de redevances en grains, vins, & autres denrées. 572 Des saisses & exécutions,

Une dette est certaine, lorsqu'elle est exigible, & qu'elle ne dépend point d'une condition. C'est pourquoi si la dette n'est pas encore échue, si n'y a pas lieu à la saise & exécution 3 & c'est en ce sens qu'on peut dire, que celui qui a terme ne doit rien, parce qu'on ne peut le contraindre de payer avant le terme échu. On peut saiss & arrêter en vertu d'une acondamnation de dépens quoique non encore liquidés. ( Arrêt du 27. Décembre 1681, rendu en la Grand'Chambre.)

Il faut aussi pour qu'une saise & exécution foir valable, qu'elle soir faire en vertu d'un titre exécutoire: c'est-à-dire, 1°. En vertu d'un Contrat ou d'une Obligation en sorme authentique passe sous seel Royal ou de Seigneur: 2°. Ou en vertu d'un Jugement dont il n'y a point d'appel, ou qui s'exécute par provission nouobltant l'appel, (Coutume d'Orléans, art. 430.)

Pour que les obligations passées sous le scel des Seigneurs emportent exécution fur les biens de l'Obligé, il ne suffit pas que le Notaire instrumente dans son ressort: il faut encore, aux termes de l'Ordonnance de 1539. article 66. que les Parties qui subiffent ces Obligations, soient demeurantes dans l'étendue de la Jurisdiction où ces Sceaux sont authentiques. Les nouveaux Réglemens y ont même ajouté une troisieme condition; c'est que les Contrats que ces Notaires peuvent recevoir, ne doivent concerner que les biens fitués dans l'étendue de cette même Jurisdiction. Telle est la disposition de plusieurs Edits & Arrêts, & notamment de l'Edit du mois d'Octobre 1705. Mais on prétend que cette derniere disposition n'est plus observée dans l'usage, & que telle est la Jurisprudence du Parlement de Paris. (Voyez à ce sujet le Recueil d'Arrêts rendus en la quaE ventes, &c. Tit. XXXIII. 573 trieme Chambre des Enquêtes, imprimé àParis en 1750. pag. 203. Re le Recueil de Jurifprudence civile de Lacombe, édition de 1753. au mot Notaires, n. 14. Ce dernier cite un Réglement du Parlement de Paris du 4. Juillet 1736. qui fait défenfes à un Notaire de Seigneur à Chartres, de paffer des actes entre autres perfonnes qu'entre domiciliés dans la Justice dont il est Notaire, & portant hypothéque sur des biens non assis en ladite Justice.)

Les Jugemens & Contrats passés en Pays étranger, quoique munis du Sceau du Souverain dans la Seigneurie duquel ils ont été passés, ne sont point exécutoires en France, (Arrêt du 3, Août 1534, rapporté par Chopin. Autre du 26. Mars 1599. Voyez aussi les Commentateurs de la Coutume de Paris, qui en rapportent plusseurs Arrèts possérieurs. L'Ordonnance de 1629. art. 121. en a une disposition expresse; ce qui elt fondé sur ce que l'autorité des Souverains ne s'étend point au-delà des Pro-

vinces soumises à leur puissance.)

Ontre les conditions dont on vient de parler, il faut encore pour qu'une Obligation soit exécutoire, 1°. Qu'elle soit scellée. (Edit du mois de Novembre 1696. ) 2º. Qu'elle soit contrôlée. (Edit de Mars 1693.) 38. Qu'elle soit mise en grosse, & expédiée en parchemin timbré; (Edit du mois de Juin 1580. Déclarations du 19. Juin 1691. art. 19. & 16. Juillet 1697.) avec cette limitation cependant, qu'il suffit que ces Actes ayent été expédiés une fois en parchemin, pour pouvoir ensuite être mis à exécution, pourvu qu'il soit fait mention de cette premiere expédition , tant fur la minute que sur les autres expéditions qui en seront ensuite délivrées. (Déclaration du 24. Juillet 1691. rapportée au nouveau Recueil, tom. 2. pag. 112.)

## 574 Des saisses & exécutions,

Ces formalités font ellentielles non-seulement aux Obligations passées devant Notaires pour pouvoir être miscs à exécution, mais encore aux Sentences & Jugemens émanés, tant des Juges Royaux que des Juges de Seigneurs; (A la réserve seulement du contrôle, qui n'a pas lieu pour les Jugemens. ) car les maximes qui regardent les Contrats, s'appliquent aussi aux Sentences & Arrêts. Il en faut cependant excepter la formalité du parchemin timbré, à laquelle les Edits & Réglemens rendus sur cette matiere n'ont affujetti que les Arrêts & Jugemens, soit diffinitifs, soit interlocutoires émanés des Cours supérieures, (Déclaration du Roi du 19. Juin 1691, article 1. ) & les Sentences diffinitives sujettes à exécution rendues par les Bailliages, Sénéchaussées, Châtellenies, Prévôtés, Eaux & Forêts, Amigutés, Elections, Greniers à Sel, & autres Jurisdictions Royales. (Ibidem, article 7.) A l'égard des Sentences rendues par les autres Juges, il fuffit de les expédier en papier timbré; à l'exception cependant de celles des Juge-Confuls, lesquelles doivent être expédiées en papier ou parchemin timbré, suivant l'usage des lieux, aux termes de la même Déclaration article 7. A Orléans l'usage est de les expédier en papier timbré.

Il n'est pas toujours nécessaire pour pouvoir faisir & exécuter, d'avoir un titre authentique & en bonne forme; on le peut austi quelque-fois en vertu de la Coutume. Ainsi par les articles 406. & 415. de la Coutume d'Orléans, les Propriétaires des maisons, métairies & rentes foncieres, peuvent saistr & enjever par exécution les meubles de leurs Locataires, Fermiers & Débiteurs, pour surcé de leurs loyers, rentes & sermages; & c'est ainsi qu'on l'observe

& ventes, &c. Tit. XXXIII. 575 dans l'usage, sans même prendre à cet effet

une permission de Justice.

2. Jusqu'à ce que l'appréciation en ait été faite. Car jusqu'à ce que l'appréciation ait été faite, on ne peut pas dire précisément la somme qui cst due au Saissifiant; il faut pour faire certe appréciation, que le Saissifiant ajourne le Saissifi(Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag.

415. article 5.)

S'il s'agit de bled ou de grains, l'appréciation se fait sur les extraits des registres de la valeur des gros fruits, ainfa qu'il est établi ci dessus. (Voyez ci-deffus titre 30, article 8. avec la note. p. 512.) Et si c'est du vin ou d'autres fruits, il faut en prendre le prix moyen pour chaque année, eu égard au canton où ils ont été a hetés; c'està-dire , prendre un milieu entre les différens prix que ces vins ou autres fruits y ont été vendus pendant chacune de ces années, suivant les certificats de ceux qui font commerce de ces sortes de marchandises, ou à défaut, en faisant faire cette estimation par Experts, ou gens à ce connoissans. Mais si par l'obligation ou par des reconnoissances le Débiteur s'étoit engagé de livrer le meilleur vin, ou autres meilleurs fruits de cet endroit, alors il faudroit estimer le vin ou autres fruits fur le prix que les plus chers du canton y ont été vendus pendant chaque année de la redevance.

A l'égard de la derniere année de redevance, tant en grains, vins, qu'autres fruits, comme elle doit toujours se payer en especes, (µaprâ, titre 30, article 1, pag. 306.) si le Débiteur a été mis en demeure de la payer, il faudra en faire l'estimation sur le pied de l'augmentazion qui a pu survenir à ces grains ou autresfreits depuis la sommation, parce qu'alors le dommage que souste le Créancier-par ce défaur

Tome II.

576 Des faifes & exécutions, de livraison, est ce plus haut prix auquel il cât pu le vendre. (Ita Coquille, question 206.) Il en est de même, s'il y avoit eu à la fin de chaque année une interpellation faite à ce Débiteur.

#### ARTICLE III.

Toutes les formalitez des ajournemens (1) feront observées dans les Exploits de faisse & exécution, & sous les mesmes peines.

1. Toute les formalités des ajournemens. Voyez ci-dessus tit, 2. article 1 & suivans avec les notes, pag. 8. Sur quoi il faut remarquer, que quoiqu'on observe le plus souvent dans l'ulage de se servir de Records pour les saisses & exécutions mobiliaires, néanmoins leur affifrance paroît y être entjérement inutile, & un Débiteur saisi seroit bien fondé à prétendre que le salaire de ces Records ne doit point passer en taxe. (Voyez ce qui a été dit à ce sujet, tit. 2. art. 2. note 1. pag. 11.) On pourroit dire néanmoins que la Déclaration du 11. Mars 1671. dont il a été parlé en cette note sur l'art. 2. du tit. 2. qui conserve l'usage des Records pour les Exploits de saisses féodales, réelles, criées & appositions d'affiches, doit recevoir ici son application pour les saisses de meubles, parce que ces sortes de saisses sont regardées comme des saisies réelles. ( Voyez Fevret, Traité de l'abus. liv. 7. chap. 3. n. 13.)

Outre ces formalités, il faut encore que la faifie & exécution foit précédée d'un commandement, à peine de nullité. (Ordonnance de 1339, art. 74. Papon en fes Aurèts, liv, 18, & ventes, &c. Tit. XXXIII. 577 titre 5. n. 25. Voyez ausli infrå, titre 34. artcle 10.)

Quelques personnes pensent que pour qu'une faite soit valable, il faut que le commandement ait précédé de 24. heures certe saitie; mais ce sentiment n'est sondé sur aucune autorité; il suffit que le commandement soit sait par le Procès-verbal même de saisse; autrement ce seroit donner au Débiteur le tems de détourner se meubles.

Il y a à Orléans un Réglement imprimé de la Communauté des Procureurs au Châtelet d'Orléans en date du 6. Novembre 1700, qui porte en l'article 5. qu'à l'égard des significations des Sentences, Jugemens contradictoires ou par défaut, avant de pouvoir user de contrainte contre une Partie domiciliée à Orléans, il lui sera donné un délai de 24. heures, afin qu'elle puisse se pourvoir pendant ce tems, ou par opposition ou autrement; mais cela a été Erabli par un arrangement particulier fait entre les Procureurs de cette Communauté, qui ne peut servir de regle à l'égard des Créanciers qui veulent poursuivre leurs Débiteurs par voie de saisse & exécution, & qui ont intérêt de ne pas attendre.

Quand il s'agit de la perception des droits du Roi, il doit y avoir huit jours france entre le commandement & l'exécution. (Déclaration du Roi du 17. Février 1688, portant Réglement touchant la procédure des Elections.

Greniers à Sel, &c.)

Il n'est pas nécessaire que la saisse suive de près le commandement; quand une fois il a été fair, on peur passer, quand on veur, a la saisse, même pendant trente ans, sans qu'il soit besoin de faire un itératif commandement, (Acte de notoriété du Châtelet de Paris du 23,

Nij

78 Des saisses & exécutions.

Juillet 1707. rapporté au nouveau Recueil,

tom. 2. pag. 406.)

L'opposition qui se fait par le Débiteur à ce commandement, n'empêche pas de procéder par provision à la saiss & exécution. (Ordonnance du mois d'Août 1536. atticle 41. Imbert en ses Institutions Forenses, siv. 1, chap, 4, article 4. Plusseurs Couwmes en ont des dispositions. Voyez Orléans, article 430. Berri, titre 19, article 1. Auvergne, chap, 4, article 51. & autres.)

## ARTICLE IV.

Avant d'entrer dans une maison pour y saisir des meubles ou estechs mobiliaires, l'Hussiler ou Sergent sera tenu d'appeller deux voisins au moins (1) pour y estre présens, auxquels il sera signer son Exploir ou Procès-verbil, s'ils sçavent ou veulent signer, sinon en sera mention, comme aussi du tems de l'Exploir, s' c'est ayant ou après midi (2), & le fera aussi signer par ses Records (3); & s'il n'y a point de voisin, sera tenu de le déclarer par l'Exploir, & de le faire parapher par le plus prochain Juge (4) incontinent après l'exécution.

2, Si c'est avant ou après-midi.] Non à peine

<sup>1.</sup> D'appeller deux voisins au moins.] A peine de nullité. ('infrâ, article 19.1 Mais il est défendu au Saisssan d'être présent à la faisse. (Ordonnance de Moulins, article 32. Voyez l'art. 4. du titre 2. ci-dessus.)

& ventes, &c. Tit. XXXIII. 579 de nullité. (Voyez aussi suprà l'article 15, du

titte 19. note 1. pag. 293.)

3. Par ses Records. ] Aujourd'hui que l'usage des Records ne paroit plus nécessaire dans les séasses de xécutions, il s'ensuit que cette formalité de leur signature est inutile. (Voyez ce qui à été dit à ce sujet, tit. 2. art. 2. note 1, pag. 11.)

4. Par le plus prochain Juge. ] Lorsqu'il s'agit des deniers du Roi, l'Exploit doit être paraplé par un Officier de l'Election, du Grenier à Sel, ou autre, qui doit connoître de la faisse & execution. (Edit du mois de Mars 1668, portant Réglement pour les procédures concernant les affaires de Sa Majetté, article, 3.)

#### ARTICLE V.

Si les portes de la maison sont fermées, & qu'il n'y air personne pour les ouvrir, ou que ceux qui y setont n'en veulent faire l'ouverture, l'Huisser ou Sergent se retirera devant le Juge du lieu (1), lequel au bas de l'Exploit ou Procès-verbal du Sergent nommera deux personnes (2), en présence desquelles l'ouverture des portes, & la saise & exécucution seront faires, & signeront l'Exploit ou Procès-verbal de saise avec les Records.

1. Se retirera devant le Juge du lieu.] Le tout à peine de nullité. (Infrà, article 19.)

Par les articles 4. & 6. de l'Edit du mois de Mars 1668, qui vient d'être cité, lorsqu'il s'agit des droits d'Aydes, Tailles, Gabelles, &c. & N ii: 580 Des faisses & exécutions, autres matieres qui ont le Privilége des deniers Royaux, l'Huisser au lieu de se retirer, devant le Juge ordinaire du lieu, doit se pourvoir devant un Officier de l'Election, Grenier à Sel, ou autre Siège qui doit connoître de la matiere, lequel au bas de l'Exploit ou Procès-verbal ordonnera l'ouverture des portes en présence de deux Records, ou personnes qui signeront au

Procès-verbal de faise & exécution.

Lorsque l'Huissier se retire devant le Juge
pour avoir permission de faire faire l'ouverture
des portes, il doit avoir la précaution de laisser
des Records autour de la maison, pour veill:r
au détournement qui pourroit être fait des neu-

bles pendant ce tems.

2. Nommera deux personnes. A peine de nul-

lité. (Infrà, article 19.)

Si ces personnes refusoient d'être présentes à l'ouverture des portes, & à la saine & exécution, le Juge pourta ordonner que, vû le 13-fus, il sera procédé purement à l'ouverture des portes, & à la saine. Dans les endroits où il y a des Commissaires, comme à Paris, le Juge au lieu de deux Témoins, nomme ordinairement un Commissaire pour être présent à cette ouverture.

Si le Juge refusoit cette permission de faire ouvrir les portes, il pourroit être pris à partie. (Arrêt du Conseil du 6. Août 1668. contre le Prévôt & le Lieutenant-Général de Gisors.) C'est

un déni de Justice.

## ARTICLE VI.

Les Exploits ou Procès-verbaux de faisses & exécutions, contiendront partemenu & en détail (1) tous les meubles saiss & exécutez.

## & ventes , &c. Tit. XXXIII. (81.

1. Par le menu & en détail.] Tant pour la sureré du Créancier, que pour celle des Opposans & du Débiteur sais; afin qu'ils puissent connoître par-là la cause de la saise, la qualité & la quantité des meubles & essers qui ont été saiss.

Même disposition suprà, tit. 19. article 15.

pag. 293.

Si en procédant à la Gaine, l'Huissier trouve des armoites ou des coffres ouvers, il peut en faire la description, & exécuter ce qui s'y trouve; & s'ils sont fermés, & qu'on les ouvre volontairement, il peut en faire de même. Mais si le Débiteur faiss refuse d'en faire l'ouverture; l'Huissier ne peut les faire ouvrir sans permission du Juge; & pour cet effet il doit donner assignation au Débiteur en l'Hôtel du Juge pour dire les causes de son refus, sinon qu'il sera permis de faise ouvrir ces cosses à armoires en présence de deux Témoins ou d'un Commissaire. Ces sortes d'affignations se donnent d'une heure à l'autre.

Lor qu'ils ne se trouve aucuns effets dans la maison dans le tems que l'Huissier procéde à la saisse, il doit dresser un Procès-verbal de ca-

rence de meubles.

#### ARTICLE VII.

Sera laissé sur le champ au Saist (1) copie de l'Exploit, ou Procès-verbal signé des mesmes personnes qui auront signé l'original (2).

1. Sera laisse sur le champ au Saist, &c.] A peine de nullité. (Infra, atticle 19.) Lorsqu'il y a plusieurs Saiss, il faut donner N iv \$32 Des farfies & exécutions ,

copie de l'Exploit à chacun d'eux. Cette copié doit être laissée à personne ou à domicile, même dans le cas où le Saiss a son domicile dans un autre endroit que celui où la saisse est faite.

Si après avoir fait la faisse, il ne se trouve personne dans la matson, l'Huissier doit attacher à la porte la copie de l'Exploit de saisse, &c. suivant qu'il est porté en l'article 4, du

sitre 2. ci-deffus, pag. 26.

L'Huisser ou Sergent qui établit un Gardien à une faisse, doit aussi lui donner copie du Procès-verbai de la faisse & exécution; ce qui doit avoir lieu, même dans le cas où le Gardien s'est volontairement chargé des effets faiss sans les déplacer. (Acte de notoriéré du Châtelet de Paris du 12. Septembre 1688, rapporté au nouveau Recueil, tom. 2. pag. 27.) En effet i est juste que le Gardien ait l'état détaillé des choses dont il est chargé, & qu'il est obligé même par corps de représenter.

2. Signé des mêmes personnes qui auront signé l'original.] A peine de nullité, &c. (Infrà, ar-

ticle 19.

Cette faisse doit être signée du Gardien ou Commissaire, s'il a volontairement accepté la garde, & qu'il sache signer; sinon il doit être interpellé de le faire, & il doit être sait mention qu'il n'a voulu signer, & ce a peine de nullité. Argument tiré de ce qui est porté en l'article 8, du titre 19, ci-dessus à l'égard des Séquestres.) Mais cette nullité se couvre, lorsque le Gardien ou Commissaire a depuis veillé à la garde des esses saiss. Au surplus cette nullité ne peut être opposée que par le Gardien, & non par le Saiss, cette formalité n'ayant point été introduite en faveur de ce dernier, mais uniquement en saveur des Gardiens.

Si le Gardien refuse d'accepter la garde,

Eventes, &c. Tir. XXXIII. 58; PHuisser en doit faire mention par fon Process verbal, & lui donner affignation en Justice, pour voir ordonner qu'il demeurera chargé des effets. (Voyez suprà, titre 19, article 15, note 4, pag. 294).

Quand le Gardien ou Dépositaire a signé l'original de la saisse, il doit aussi signer la copie, à peine de nullité, aux termes de cet

article.

### ARTICLE VIII.

Le nom & le domicile de celui en la garde duquel auront esté mises les choses faistes (1), seront signifiez au Saist (2) par le mesme Procès-verbal.

1. En la garde duquel auront été mifes les chofes faifes.) Par un Édit du mois de Septembre 1674. (tapporté au nouveau Recueil, tom. 1. pag. 343.) le Roi avoit établi des Burcaux publics dans tout le Royaume pour y dépofer les meubles faifs par autorité de Juftice, & enfuire déplacés faute de trouver des Gardiens folvables; mais la difficulté de l'exécution a fait depuis supprimer cette Déclaration.

A l'égard des personnes qui peuvent être prifes pour Gardiens, & de celles qui ne le peuvent, voyez ci-dessus, tit. 19, art. 13, & 14, avec les notes, pag. 187. & suivantes.

Voyez auffi pour les qualités nécessaires aux Gardiens & Commissaires , & pour les choses qui excusent de la garde , ibidem , tit. 19. art. 15. note 4. pag. 294.

2. Seront signifiés au Saist. ] Afin qu'il connoisse le Gardien, & qu'il puisse veiller sur ses effets,

# 584 Des saisses & exécutions :

#### ARTICLE IX.

Désendons aux Gardiens de se servir (1) des choses saisses pour leur usage particulier, ni de les bailler à louage; & en cas de contravention, voulons qu'ils foient privez du payement des frais de garde & de nourriture, & condamnez aux dommages & intérests des Parties.

1. Défendons aux Gardiens de se servir. Car c'est une espece de vol que de se servir des choses dont on est dépositaire. ( L. 3. Cod. depositi. ) Les Gardiens & Commissaires doivent conserver avec foin les choses confiées à leur garde tant que leur fonction dure; ainsi ils doivent empêcher le Saisi ou autres d'enlever & détourner les effets ou fruits saisis; & en cas d'enlévement, ils doivent en faire dreffer Procès-verbal, si cet enlevement se fait par violence, ou envoyer chercher main-forte, ou enfin s'adresser au Juge.

Quand le Gardien ou Dépositaire a laissé par négligence enlever les effets, il en répond, & peut être condamné à les rétablir : Eam en in in rebus creditis diligentiam adhibere debet, quam diligens pater familias in rebus suis solet adhibere; (L. contractus 23. ff. de regulis Juris. Voyez aussi Dumoulin sur la Coutume de Paris, tit. 1. 9. 9. glo . 6. n. 9.) Ceci a pareil-

lement lieu à l'égard du Dépositaire.

\*

Si ce Gardien ou Dépositaire est dans l'impossibilité de rétablir les effets, il est tenu d'en rapporter la valeur ou estimation; & alors cette estimation se fait de la maniere la plus avanrageuse pour les Parties qui y ont intérêt. Ainfi s'il y a du bled compris dans les effets saifis & ventes, &c. Tit. XXXIII. 585 & qu'on ne puisse prouver sa qualité, es blod doit s'estimer sur le pied du meilleur blod 5 % s'il est dit v. g. trois muids ou environ, cela s'estime à trois muids entiers: ce qui se pratique toujours dans le cas desfraude ou de négligence du Dépositaire.

#### ARTICLE X.

Si les bestiaux sains produisent d'euxmesmes quelque prosit ou revenu (1), le Gardien en tiendra compte au Saisse (2), eu aux Créanciers saissssans (2),

1. Quelque profit ou revenu. ] Suivant l'Edit du mois de Septembre 1674. portant création de Commissaires aux saises mobilaires dont il a été parlé ci-desse, il est permis aux Parties saises aux parties saises de prendre, si bon leur semble, le lait de leurs bestiaux, sinon le Gardien doit leur en tenir compte sur ses faises de garde. Ce même Edit permet aussi aux Parties saises de nourrie elles-mêmes leurs bestiaux & chevaux, si elles le désirent, & si elles en font leur déclaration, le jour auquel la saise aura été faite.

2. En tiendra compie au Saife.] Quand il-ya des frais de nourritures ou autres à avancer pour la garde & entretien- des heftiaux ou autres effers faife, le Gardien peur demander au Saififlanç qu'il lui foir, fourni des deniers à cer effet; finon il peut demander à être déchargé de la garde. Ainfi jugé au Préfidial d'Orleabspar Sentence du 25. Mars 1744-)

S'il s'agit de sassies de fruits pendans par les racines, les Créanciers ont le choix d'etablir un Commissaire aux fruits sassies, ou d'en pourduivre en Justice la yente sur pied; & si l'hé486 Des faisses & exécutions, ritage dont on veut saisir les fruits, a été donné à ferme de bonne foi & sans fraude, alors il suffira d'arrêter entre les mains du Fermier les deniers de la Ferme, & de le contraindre d'en vuider ses mains.

Dans le cas où il y a eu un Commissaire établi aux fruits saisis, il peut aussi demander qu'il lui soit fourni par le Saisissant des deniers à

suffire pour les frais de la récolte.

### ARTICLE XI.

La vente des choses saisses sera faite (1) au plus prochain Marché public (2) aux jours & heures ordinaires des Marchez, & sera tenu le Sergent signifier auparavant à la personne ou domicile du Saisi, le jour & l'heure de la vente, à ce qu'il ait à faire trouver des Enchérisseurs, si bon lui femble.

1. La vente des choses saisies sera faite, &c.] Sans qu'il soit besoin de prendre pour cela une ordonnance du Juge. ( Voyez le Procès-verbal

de l'Ordonnance, pag. 260.)

Si l'Huissier ne peut se faire représenter par le Gardien les effets saisis pour les vendre au jour indiqué, il doit lui faire un commandement à l'effet de lui faire cette représentation ; & faute par le Gardien d'y Latisfaire, l'Huisfier doit lui donner assignation devant le Juge, pour s'y voir condamner par corps comme dépositaire de biens de Justice, avec dépens, dommages & intérêts envers le Saififfant & les Oppolans.

Le Gardien n'est pas obligé de faire la repré-

E ventes, &c. Tit. XXXIII. 587 fentation de ces effets dans le Marché où se doir faire la vente ; il suffit qu'il les représente dans le lieu où ils étoient lors de l'exécution; parce que ce n'est pas la charge du Gardien de lesfaire transporter dans la place publique, maiscelle du Sergent, s'il les veut vendre.

2. Au plus prochain Marché, &c. ] A peine de nullité. (Infrá, article 19.) Cette formalité eft établie, 'afia d'éviter les fraudes qui pourroient se commettre entre le Saistislant ou l'Huisfier, & les Enchérisseurs, & austil afin qu'il y ait un plus grand nombre de personnes pour pour put.

voir acherer.

Cet article recoit une exception portée par l'Ordonnance du mois de Février 1 556. articles 4. & s. ( rapportée par Fontanon ; tom. 1. liv. 2. titre 19.) qui est que cette formalité n'est pas nécessaire lorsque les ventes se font à l'amiable, & que les Parties s'accordent des lieux & heures pour faire la vente : ou bien lorsque le Juge v déroge par des confidérations particulieres; comme dans le cas on il s'agir de vendre des meubles fragiles, & dont le transport ne pourroit se faire sans dommage: ou lorsque le Marché est éloigné, & que le transport des meubles occasionneroit des frais considérables; auxquels cas le Juge doit ordonner que la vente des effets se fera dans la maison ou à la porte du Saifi. ( Voyez l'article 241. de la Coutume de Bretagne, & d'Argentré fur cer article.)

Lorsque toutes les Parties consentent à fairela vente de cette maniere, la permission du Jugeest inutile; mais l'Huissier pour sa décharge doir préndré ce consentement par écrit, & le joindre à la minute de son Procès-verbal de vente.

# 988 Des saisses & exécutions;

#### ARTICLE XII.

Les choses saisses ne pourront estre vendues, qu'il n'y ait au moins huiël jours francs (1) entre l'exécution & la vente.

1. Q il n'y ait au moins huit jours francs. . A peine de nullité, &c. (Infra, article 19.) Cette disposition est établie, tant en faveur du Saisi que des Créanciers, & autres qui peuvent y avoir intérêt : en faveur du Saisi, afin qu'ilpuisse pendant ce tems satisfaire aux causes de la saisse, & empêcher par-là la vente de ses effets; & en faveur des Créanciers & autres, afin qu'ils ayent le tems de former opposition à la faisse, & d'exercer leurs droits si ce sont des Créanciers, ou de réclamer leurs effets, si parmi les effets saisis il y en a qui appartiennent à ceux qui les veulent réclamer. Il arrive même quelquefois que le Juge prolonge ce délai de huitaine, sur-tout lorsque le Saisi offre de donner bonne & suffisante caution de satisfaire son Créancier pendant ce tems. (Voyez le Procèsverbal de l'Ordonnance, pag. 265. article 18.)

Lorsqu'il y a des oppositions à la vente des effets, soit de la part des Créanciers ou autres, on ne peut passer à la vente, à moins qu'il ne foit ainsi ordonné par Justice: c'est pourquoi le Saississant doit les affigner pour en avoir main-

levée.

1°. Si l'opposition est de la part du Saisi, le Juge ordonnera qu'il sera passe que le Saisi ne faite voit la nulité, de la faise, du qu'il justisse qu'il ne doit rien au Saississe, ni aux autres Opposans; auxquels cas, il peur même demander des dommages & intérêts au

& ventes, &c Tir. XXXIII. 589 Saififfant, fur-tout dans le dernier cas.

2°. Si l'opposition est de la part d'un tiers qui se prétend Ctéancier du Saisi, le Juge ordonnera qu'il sera pailé à la vente à la charge de l'opposition, si cette opposition est fondée; sinon il en doit être-donné congé avec dépens, & quelquesois même avec dommages & intérêts, soit envers le Saisi, soit envers les autres-Créanciers saississans de poposans.

3°. Si c'est un Créancier qui se prétend privilégié, le Juge ordonnera pareillement qu'il sera passe outre à la vente des effets à la charge de l'opposition, & sursis à la délivrance des deniers, jusqu'a ce qu'il ait été staute sur cette prétendue présérence avec les autres Créanciers.

4°. Enfin si c'est un tiers qui, parmi les effets saiss, en réclame qu'il prétend lui appartenir, il faut nécessairement statuer sur cette révendi-

cation avant de passer à la vente.

Toutes ces oppositions doivent être jugées entre l'Opposant qui a formé son opposition &le Sais ; & à l'égard des autres Créanciers opposans, il suffit que l'opposition soit jugée avecl'ancien d'entr'eux, afin d'éviter à frais : à moins que quelques - uns de ces Créanciers n'eussent des intérêts parciculiers à défeadre ; auquel casil faudroit qu'ils plaidatient en leur nom particulier.

L'article 34 du Réglement rendu au Bailliage d'Orléans le 14. Février 1685, touchant les procédures qui doivent être observées dans la poursuite des décrets & autres faisses, établit une formalité particuliere à l'égard des oppositions fotmées pour révendication d'essets. Cet article porre: » Que si par un Créancier » est demandée récréance de tout ou de partie » des essets faiss, la demande doit être dénonme cée aux Procuruers des Débieurs ou Oppo900 Des saifies & exécutions .

"s' fans pour la consentir & y former empêchement dans les trois jours; sinon que, ledit "tems passé, le Saississant pourra la consentir ou contester, & sera figniser le Jugement qui "interviendra 21x Procureurs du Débiteur & des Opposans, sans qu'il puisse leur faire insinuer d'autres actes & procédures.

Les Opposans doivent procéder en la Juris-

diction où la saisse est pendante.

Il en est de même pour les saisses & arrêts; il aut procéder sur les oppositions des Tiers-ar-rêtansen la Jurisdiction ou l'Instance de saisse & arrêt a été introduite. On doit aussi observer, que quand il ne s'agit que de faire de la part de ceux entre les mains desquels on a arrêté des deniers, la déclaration de ce qu'ils doivent au Débireur pour le compte duquel on a sais, on peut les assigner pareillement en la Jurisdiction où l'Instance de saisse & arrêt est pendante; mais si ces Arrêtés contectent les sommes saises entre leurs mains, ils peuvent faire renvoyer cette contestation pardevant le Juge de leur domicile.

Lorfqu'une saisse est déclarée nulle par quelque défaut de formalité, toutes les oppositions qui ont été formées à cette saise, deviennent aussi nulles: car ces oppositions étant accessors à la saisse principale, & cette saisse ne pouvant subsister, il s'ensuit que les oppositions ne peuvent pareillement subsister. Une saisse est aussi au le dans la forme, lorsqu'elle est faite sans siare exécutoire, ou lorsqu'elle est formalités presentes par l'Ordonnance n'y ont point été observées.

Mais si la saisse est déclarée nulle sur le fondement que le Sais ne devoir rien au Saississant, soit parce que l'obligation portée par le titre étoit acquitrée ou preserire, &c, alors cette nulE ventes, &c. Tit. XXXIII. 591 lité ainsi prononcée n'empêche pas que les oppositions subssitent, pourvu que la saisse air été faite avec toutes les formalités nécessaires.

Quand la faisse est seulement vicieuse par un léger désant de sormalité, il n'arrive pas toujours que le Juge la déclare nulle par ce seul désaut; ce qui peut se saire par des circonstances particulieres qui dépendent de la prudence

du Juge.

Il y a des cas où des Créanciers, quoique fondés en titre exécutoire, 'ne peuvent procéder par voie de faifie & exécution fur les biens de leurs Débiteurs; ce qui arrive dans le cas où le Débiteur a obtenu en sa faveur des Lettres d'Etat, ou de répi, ou des défenses générales, qui ne s'accordent cependant que pour des considérations importantes, & par des motifs d'intérêt public. (Voyez à ce sliget la Déclaration du Roi du 23, Décembre 1702, touchant les Lettres d'Etat; l'Ordonnance du mois d'Août 1669, au titre des Répis; & les Déclarations des premier Février 1698, & 22, Août 1714, touchant les défenses générales. Voyez le nouveau Recueil, tom. 2, pag. 219, & 294.)

### ARTICLE XIII.

Les bagues, joyaux (1) & vaisselle d'argent (2) de la valeur de trois cens livres ou plus, ne pourront estre vendus, qu'après trois expositions à trois jours de Marchez différens (3), si ce n'est que le Saissance de la Sai

1. Les bagues , joyaux. ] Quand il s'agit de

92 Des saisses & exécutions

diamans de grand prix, l'exposition doit s'en faire en la bourique d'un Orfévre ou Jouaillier, ou dans un autre endroit indiqué par le

Juge

2. Et vaisselle d'argent.] Cela n'a psus licu aujourd'hui; mais lorsqu'il se trouwe de la vaisselle d'argent parmi les esses seisses, à quelque somme qu'elle puisse monter, on doit la porter à la Monnoie la plus prochaine. On somme la Partie saisse de s'y trouver à une telle heure pour voir peser cette vaisselle & en compter le prix. L'Huisser prend un certificat du Commis de la Monnoie, qui constate le poids de la vaisselle, & te prix qu'il l'a payée; il en dresse son le vente, cu'el pardevers lui ce certificat qu'il annexe à la minute du Procèsverbal de vente. (Déclaration du Roi du 14. Décembre 1689, rapporté au nouveau Recueil, som. 2, pag. 57.)

3. Qu'après trois expositions à trois jours de Marchés dissérens. ] A peine de nullité. (Instà,

article 19.)

Les carroffes & harnois sont regardés comme meubles précieux, & l'usage est de ne les ven-

dre qu'après trois expositions.

Nous observons la même chose à Orléans à l'égard des vins saiss. L'usage est de ne les vendre qu'après les avoir crisé à trois jours différens, & après trois expositions faites en la place publique destinée pour faire ces sortes de ventes.

A l'égard des Livres, quand l'objet en vaut la peine, ils ne peuvent être vendus sans que l'inventaire en air été préalablement fait par un Libraire, sur autre du Confeil du 24. Novembre 1742. fait aussi défenses à tous Huissiers de procéder à la vente publique

& ventes, &c. Tit. XXXIII. 593 des Bibliothéques & cabinets de Livres, sans que la visite en ait été faite par les Syndic & Ad-

joints des Libraires.

Les Navires, quoique meubles, se vendent aussi avec des formalités particulieres, & ces formalités sont à peu près les mêmes que celles des saises réelles. (Voyez l'Ordonnance de la Marine du mois d'Aodir 1681. liv. 1 tit. 14.) A l'égard des barques, chaloupes & autres bâtimens du port de dix tonneaux & au-dessous, l'adjudication en doit être faite à l'Audiente après trois publications seulement sur le quai à trois divers jours ouvrables consécutifs, pourvu qu'il y ait huit jours france entre la saise & la vente. (Même Ordonnance, tit. 14. article 9.)

Les moulins sur bateaux, quoiqu'ils soient auss meubles, doivent pareillement être vendus avec les formalités requises pour les saises réeleks.) Ainsi jugé dans la Coutume d'Orléans par Arrêt donné aux Grands Jours de Clermont le 23. Octobre 1582. rapporté par Goujet en son-Traité des Criées, & par M. Louet en ses Arraité des Criées, & par M. Louet en ses Ar-

rêts, lettre M. sommaire 13.)

A l'égard des bateaux, il semble qu'on doit suivre ce qui est établi pour les barques & chaloupes dans l'article 9. du titre 14, au liv. 1. de l'Ordonnance de la Marine qu'on vient de citer, du moins pour ce qui concerne les trois publi-

cations.

4. Si ce n'est que le Saisissant & le Saisis.] Voyez la note 2. sur l'article 21. ci-dessus,

pag. 587.

S'il y a des Opposans à la saisse, il faut pareillement avoir seur consentement par écrit, pour pouvoir se dispenser de la formalité établie en cet article.

# 594 Des saisses & exécutions ;

#### ARTICLE XIV.

En procédant par saisse & exécution, sera laisse aux personnes saisses une vache, trois brebis, ou deux chévres, pour aider à soutenir leur vie, si ce n'est que la créance pour laquelle la saisse est faite, procéde de la vente des mesmes bestiaux (1), pour avoir presté l'argent pour les achepter (2); & de plus sera laissé un lit (3) & l'habit dont les Saisse seront vestus & couverts (4).

 Procéde de la vente des mémes bestiaux. J Cette preuve se peut saire par écrit ou par Témoins, même au-dessus de cent livres, lorsqu'il y aura d'ailleurs quelque adminicule de preuve. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. -463.)

2. Pour avoir prêté l'argent pour les acheter.]

Dans le projet du Procès-verbal de l'Ordonnance sur cet article, on avoit ajouté, ou pour 
Toyers de fermage. On a ôté ou oublié ces mots 
dans la rédaction qui en a êté faite. (Voyez lo

Proces-verbal, pag. 163.)

3. Et de plus fera laissé un lit. ] Si le Sais a une femme & des enfans màles & des filles, domeurans chez lui; il faut non-feulement laisser un lir pour le mari & la femme, mais encore un pour les enfans mâles & un autre pour les filles; ainsi jugé par Sentence du Bailliage d'Orléans du 7. Décembre 1761.

Au reste ces lits qu'on doit seur laisser doivent être les plus communs, eu égard néanmoins à

l'état & qualité du Sais.

& ventes , &c. Tit. XXXIII. 595

Il faut auffi observer que dans la réserve des lits, on n'y comprend que les bois de lit, les couveraures, draps, traverins, macelars, s'lits de plume, paillasses &c. & non les rideaux, housses, bonnes graces, ciels de lits, tringles, &c. c'est ainsi qu'on l'observe au Châtelet de Paris,

On n'est' point obligé de laisser aucun lit au Saiss ni a ses enfans, lorsque la faisse est faite pour loyer de maison, & qu'il n'y a pas d'ailleurs de quoi répondre suffisamment du loyer; l'usage en ce cas, du moins à Orléans, est de faisse même le lit; ce qui est fondé sur ce que le Maître d'Hôtel ayant fourni au Locataire le logement qui est plus nécessaire à la vie qu'un lit, il est juste que ce lit réponde des loyers, & en cela l'humanité u'est point blessée.

4. Dont les Saists seront veus & couverts. 1 Il n'est pas permis non plus à l'Huissier d'oter, ou même de saist le manteau dont le Saisi se trouve couvert, si ce n'est en vertu d'une Ordonance de Justice, Voyez le Procès-verbal de

l'Ordonnance, pag. 264.)

# ARTICLE XV.

Les personnes constituées aux Ordres Sacrez (1) de Prestrise, Diaconat ou Sousdiaconat, ne pourront estre exécutées en leurs meubles destinez au Service divin (2), ou servant à leur usage nécesfaire (3), de quelque valeur qu'ils pursfent estre, ni mesme en leurs Livres qui leur seront laissez jusques à la somme do cent cinquante livres.

1. Les personnes constituées aux Ordres sacrés, &c. ] Ainfi la disposition portée en cet ar3,96 Des suisses & exécutions, tiele ne regarde point les simples Cleres, & autres Ecclésastiques qui ne sont point dans les Ordres sacrés.

2. En leurs meubles destinés au Service divin]

A peine de nullité. ( Infrà, art. 19.)

3. ervant à leur usage nécessaire. Mais non leurs autres meubles. (Ordonnance d'Orléans, art. 28. Ordonnance de Blois, art. 57.)

### ARTICLE XVI.

Les chevaux, bœufs & autres bestes de labourage, charues, charettes & ustenciles servans à labourer & cultiver les terres, vignes & prez, ne pourront estre saiss, mesme pour nos propres deniers (1), à peine de nullité, de tous dépens, dommages & intérests, & de cinquante livres d'amende contre le Créancier & le Sergent solidairement, N'êntendons toutesois comprendre les fommes deues au Vendeur, ou à celui qui a presté l'argent pour l'achapt des mesmes bestiaux & ustenciles, ni ce qui sera deu pour fermages & maisons des terres où seront les bestiaux & ustenciles

1. Même pour nos propres deniers.] Ce qui est fondé sur un motif d'ingérêt public, parce qu'il est absolument nécessaire à l'Etat que les terres soient labourées & cultivées. (Voyez l'Autentique de Frédéric rapportée en la Loi 8. Cod. que res pignori obligari possume.)

L'Edit du mois de Janvier 1634, servant de Réglement général pour les Tailles, article 55, défend aux Sergens des Tailles de faire aucune

& ventes, &c. TIT. XXXIII. 597 execution sur le pain, le lit, les chevaux & autres bêtes de labour, ustenciles & outils de Manœuvres & Artifans. Un Arrêt du Conseil du 17. Décembre 1643. défend à tous Huishers. Sergens & autres Employés au recouvrement des Tailles, subsides & autres impositions, de prendre par exécution, transporter, ni faire vendre fur les Contribuables leurs lits, linceuls, couvertures, pain, outils, & bêtes servant au labourage, à peine de tous dépens, dommages & intérêts, & d'être poursuivis comme pour les propres deniers de Sa Majesté, sur les affirmations des Particuliers fur qui ces saisses seront faites; ce qui depuis a été confirmé par un Arrêt de la Cour des Aydes du 17. Novembre 1712. (gapporté au nouveau Recueil, tom. 2. pag. sof.) qui fair défenses de faisir pour la Taille les lits, linceuls, couvertures, habits, poëles, fenêtres, chevaux, mulets, & bêtes de labour, Il v en a encore d'autres Réglemens.

On prétend que cette défenée de faifir les chevaux, bœuts, & autres bêtes de labourage, pour deniers du Roi, a été révoquée par une Déclaration enregistrée en la Cour des Aydes; mais je n'ai aucune connoissance de cette Déclaration. L'Edit id un ois d'October 1713, qui érablit un nouveau Réglement pour les Tailles, porte au contraire: » Que dans les faisses de meubles qui feront faites sur les Contribua» bles, on leur laissera toujours ceux qui sont pur préservés par les Ordonnances, ensemble le outils & ustencies le vien de la despuée de la differie se voit les d'utencies expresant au labourage.

A l'égard des béltiaux de la campagne', aures que ceux fervant au labourge, comme nouyons, vaches, chevres, &c. il y a un Edit ûn mois d'Avril 1667. » qui fait défenfes à tous » Créanciers des Communautés & des Particupe liers de l'áifir aucuns beltiaux de quelque qua198 Des faisies & exécutions ;

" lité qu'ils soient pendant le tems de quatre m années, a peine d'interdiction contre les Huif-» fiers, & de trois mille livres d'amende, & de » tous dépens, dommages & intérêts. Cet Edit ajoute néanmoins, » que c'est sans préjudice » du Privilége des Créanciers, qui auront donné les bestiaux à cherel, qui les auront vendus, ou qui en auront payé le prix, même les » Propriétaires des fermes & terres pour leurs » loyers & fermages fur les bestiaux qui seront » fur leurs terres appartenans à leurs Fermiers, » auxquels il scra loisible de faire procéder par » voie de saisse sur les bestiaux nonobstant cet » Edit. Ces défenses ont été continuées depuis tous les quatre ans ou six ans par des Déclarations postérieures, dont la derniere qui soit à ma connoissance, est du 22. Mai 1708. & dont les fix ans ont fini au premier Janvier 1714. Je ne vois pas que depuis ce tems-là ces défenses avent été renouvellées.

Néanmoins il a été rendu une Déclaration du 12. Septembre 1742. pour la Province de Languedoc, qui fait défenses aux Créanciers des Communautés, & à ceux des particuliers qui contribuent aux impositions de cette Province, même aux Collecteurs, de saisir & faire saisir les bestiaux de toute qualité, & aux Huisfiers & Sergens de faire aucune exécution & vente desdits bestiaux pendant le tems de six années, à peine, &c. ce qui a depuis été renouvellé pour six autres années par une Déclara-

tion du 24. Août 1749.

Outre les choses dont on vient de parler, il y en a encore plusieurs autres qu'on ne peut faisir, soit par un motif d'intérêt public, soit en considération des personnes en faveur desquelles cette exemption est établie; ainsi,

1°. On ne peut lailir les choses qui sont con-

Eventes, &c. Tit. XXXIII. 599

fatries au Service divin, comme les ornemens
d'une Chapelle ou d'une Eglife, les vases saerés, &c. car ces choses ne sont point dans le
commerce. (L. 1. § 2. ff. quæ res pign. L. 21.

Cod. de Sacr. Ecclef.)

2°. Il en est de même des distributions quotidiennes des Chanoines & Prébendiers, des oblations & autres menues rétributions des Bénéficiers & du casuel des Cures. Ces choses ne peuvent être saisses, parce qu'elles tiennent lieu d'alimens à ceux qui les reçoivent, & que d'ailleurs il est nécessaire que le Service divin ne foir point suspendu. (Voyez la Rochesavin en ses Artès, liv. 2. tit. 1. att. 21. & ibidem, lettre H. tit. 4. att. 7. & Mainard liv. 1. chap. 16.)

A l'égard des autres revenus des Eccléfiafiques, des fruits & pensions de leurs Bénéfices; ils peuvent être saits comme tous autres biens temporels. (Voyez Loiseau, Traité des Offices,

liv. 4. chap. 8. n. 86.)

3°. On observe à l'égard des Evêques & des Prélats, qui par leur grande dépense sont exposés à la poursuite de leurs Créanciers, & dont les biens ont été saiss, de leur conserver le tiers de leur revenu. (Voyez Duperrai, liv. 1.

chap. 9. n. 29.)

Quant aux autres Bénéficiers & Eccléfiaftiques, il femble auffi que les Réglemens les autorifent à demander fur le revenu de leurs Bénéfices une pension alimentaire pour leur subsistance. (Arrêtes de Carelan, sonn. 2. liv. 6, chap. 13. Ainsi jugé par Arrêt du Parlement de Rouen du 8. Mai 1670. Noycé Basnage sur la Coutunne de Normandie, art. 514-]

On trouve aussi un Arrêt du Parlement de Paris du 24. Mai 1703, qui a jugé à l'occasion de la portion congrue d'un Curé, saise par son

\* Tome II.

600 Des faisies & exécutions,

Créancier, que ce Créancier toucheroit le tiers de cette portion congrue, déduction faite de toutes charges, jusqu'a l'entier remboursement de ce qui lui étoit du, tant en principal, intérêts & frais, que dépens. (Voyez Loix Eccléfiaf. tiques d'Héricourt, part. 4. chap. 8. n. 9.)

4°. On ne peut saisir les appointemens, ni la solde des Officiers de guerre, non plus que la solde des soldats; ( L. 4. Cod. de execut. rei judic. ) ce que Loiseau étend aussi aux gages de tous les Offices des Gouvernemens, qu'il regarde plutôt comme commissions ou grades militaires, que comme de vrais Offices. ( Voyez Loiseau en son Traité des Offices, liv. 4. chap. 8. n. 70. ) Cette défense n'a pas lieu cependant pour raison des vivres & dépenses de bouche à eux fournis, non plus que pour leurs montures & équipages.

La Déclaration du Roi du mois de Janvier 1660. touchant la Connétablie, défend aux Officiers de la Connétablie d'avoir aucun égard aux faisies faites sur les soldes, gages & appointemens des gens de guerre, si elles ne sont faites de l'ordonnance du Lieutenant-Général audit Siege, & ensuite autorisées & confirmées par

le Secrétaire d'Etat de la Guerre.

Une autre Déclaration du 28. Mars 1720. portant Réglement pour les nouvelles Maréchaussées, article 9. porte ; " Que les gages & » soldes attribués aux Officiers & Archers de » Maréchaussées ne seront sujets à aucune sai-» fie, attendu le service continuel pour lequel » ces gages & foldes sont accordés, si ce n'est » pour dettes contractées à l'occasion de leurs » montures, nourritures & équipages, auquel » cas il pourta seulement être fait retenue de la » moirié de la folde ; & qu'à l'égard des Prévôts-» Généraux & leurs Lieutenans, les gages pour& ventes , &c. Tit. XXXIII. 601

» ront être retenus feulement pour detres, dont » les deniers auront été employés à l'acquifition » les deniers auront été employés à l'acquifition » deleur Office; se qui avoit déja été établi par pluseurs Réglemens, & noramment par une Déclaration du 5. Janvier 1604, rapportée au nouveau Recueil, tom. 3, pag. 195.

Il en est de même des chevaux, armes & bagages des Officiers des gens de guerre, Chevauxlégers, Gendarmes, Capitaines des Régimens, &c. On est obligé de leur laisser un certain nombre de chevaux & leurs armes, suivant la disposition des anciennes Ordonnances. (Voyez

l'Ordonnance de 1629. art. 195.)

5°. On ne peut faifit les gages des Officiers de la Maifon du Roi. (Code Henri, liv. 12. tit. 38. art. 3. Ordonnance du mois d'Avril 1553. Voyez auffi les Edits d'Octobre 1551. Janvier 1567. autres des années 1577. & 1586. & un Arrèe du Confeil du 17. Mars 1603.) Cette défense n'a pas lieu cependant quand il s'agit des detres contractées pour raiton de leurs nourritures, armes & chevaux; ce qui a depuis été auffiétendu à la Capitation, suivant l'Arrèt du Confeil du 21. Juillet 1664.

Il en est de même des gages des Officiers-domestiques ou Commensaux de la Maison du Roi, lesquels ne peuvent être pareillement faiss. ( Code Henri, liv. 12. tit. 38. art. 3. Lettres-Patentes du 20 Avril 1553. Edits de 1567. & Janvier 1678.) si ce n'est pour sait de Capitation, ( Même Arrêt du Conseil du 21. Juillet 1696.)

6°. Les pensions ou distributions des Princes, Cardinaux, Prélats & Commandeurs de l'Ordre de Saint-Esprit, ensemble les gages, pensions ou distributions des Officiers dudit Ordre, ne peuvent être saiss pour quelque cause que ce soir, si ce n'est en vertu d'une permisson du Roi. (Déclaration du Roi du 14. Octobre Goz Des faifies & exécutions 1711. touchant les Privileges de l'Ordre du Saint

Esprit.)

Loiseau prétend même en général, que les pensions & récompenses attribuées par le Roi a ses Officiers, ne peuvent être saisies & arrêtées. ( Voyez Loiseau, Traité des Offices , liv. 4.

chap. 8. n. 72,)

70. On ne peut saisir les épices, vacations . & autres émolumens journaliers des Juges , & autres Officiers de Justice, (Loiseau ibidem. liv. 4. chap. 8. n. 58, Voycz austi la Rocheflavin en son Traité des Parlemens de France. liv. 10. chap. 15.) parce que ces distributions quotidiennes sont le prix de leur travail, & qu'il est de l'intérêt public que la Justice soit rendue ; mais il n'en est pas de même de leurs gages : car ils peuvent être saisis. (Loiseau ibidem. chap. 8. n. 68. & il a été ainsi jugé par Arrêt du 11. Avril 1676. Voyez aussi Catelan en ses Arrêts, liv. 6. chap. 23.)

Un Arrêt du Conseil du 9 Décembre 1690, porte: » Que les journées & vacations des 3) Grands-Maîtres & autres Officiers des Eaux à & Forêts ne peuvent être faifies, finon pour amendes prononcées contre lesdits Officiers. n & autres condamnations pour le fait de leurs » charges, mais que les gages & chauffages » desdits Officiers pourront être saisis.

Ce qui vient d'être dit des Juges & autres Officiers de Justice, doit aus s'appliquer aux Offices de Finance. (Loiseau ibidem , liv. 4.

chap. 8. n. 60. & 68.)

8°. On ne peut faifir les gages & appointemens des Commis & autres Employés par les Fermiers des droits du Roi, & par leurs Procureurs ou Sous-Fermiers; (Ordonnance des Fermes du mois de Juillet 1681. au titre commun des Fermes, article 14.) sauf à & ventes , &c. Tit. XXXIII. 601

se pourvoir sur leurs autres biens.

Les émolumens & rétributions journalieres des Professeurs des Universités ne peuvent pareillement être saisis, mais seulement leurs gages. (Arrêt du Parlement de Touloufe du 16. Mars 1675.)

10°. On ne peut saisir les farines, pain , volailles, gibier, & autres menues denrées servant à la nourriture des hommes, fuivant des Lettres-Patentes du 12. Juillet 1634. registrées au Parlement de Toulouse le 24. Janvier suivant. La faveur des alimens a donné lieu à ce réglement, qui est en cela conforme à la disposition de Droit en la Loi 7. ff. de pignor. & hypothec.

11°. » On ne peut procéder par voie de saisse » & exécution fur les moulins, métiers, outils, » & ustenciles servant pour les préparations, » moulage & filage des foies, laines, cotons, n chanvres, lins, & autres matieres propres so pour la fabrication de toutes sortes d'étoffes » de foie, de laine, de poil, ou mi lées d'or & so d'argent avec de la foie, ou de la laine, ou » quelques autres matieres que ce soit; & pa-» reillement sur les moulins & outils servant à » la fabrication desdites étoffes de soie, laine » ou poil, ou milées de quelques matieres que » ce soit, futaines, basins, & des toiles tant n de chanvre que de lin de toutes sortes, & à n l'apprêt & teinture de toutes les dites marchan-» dises pour quelque dette, cause & occasion » que ce soit, mêine pour la Taille & impôt » du Sel; excepté néanmoins pour loyers des n maisons que les Maîtres, Ouvriers & Façon-» niers occupent, ou pour le prix desdits mou-» lins, métiers, outils, ustenciles & instrumens » qui se trouveroient encore dus-à ceux qui les » auront faits ou fournis, à peine d'interdiction n contre les Huissiers, de cent cinquante livres " d'amende, & de tous dommages & intérêts n envers les Parties saisses. Déclaration du Roi du 13. Août 1704 rapportée au nouveau Recueil, tom 2. pag. 360.)

Il en est de même des outils des autres Artifans. (Yoyez Auzanet sur l'article 161, de la Coutume de Paris, & ce qui a été dit ci-dessis note 1, pag, 597. Cette regle est dictée par l'hu-

manité )

12°. Les marchandises destinées pour la provision de la ville de Paris, ne peuvent être ar-· zêtées fur les lieux, ni en chemin, sous quelque prétexte que ce soit, même de saisses faites desdites marchandises, soit par les Propriétaires ou Créanciers particuliers du Marchand, soit aussi pour salaire & prix de la voiture; mais ces marchandises, nonobstant les saisses, doivent être incessamment voiturées & amenées à la garde des Gardiens établis auxdites saisses pour être vendues & débitées sur les Ports, & les deniers de la vente remis en Justice à qui il appartiendra; à l'effet de quoi les Saisissans seront tenus d'avancer les frais de garde, sauf à les répéter, faute de quoi seront lesdites saisses déclarées nulles. (Edit du mois de Décembre 3672. S. 2. article 10. Voyez aush de la Mare en son Traité de la Police, tom. 2. liv. 5. tit. 1. pag. 656..)

La même disposition se trouve établie à l'égard des marchandises chargées dans les bateaux sur la riviere de Loire; elles ne peuvent être arrêcées sous prétexte de saisses, &c. &c elles doivent être conduites au lieu de leur destination nonoblant ces saisses, &c. ainsi qu'il vient d'être dit. (Déclaration du Roi du 24, Avril 1703, pour le récabiissement du Commerce de la riviere de Loire; article 20, Voyez le nou-

yeau Recueil, tom. 2. pag. 311.)

& ventes , &c. TIT. XXXIII. 604

13°. Par l'article 14. des Statuts des Bouchers de la ville d'Orléans du 23. Juillet 1745, on ne peut faifir, ni enlever les chairs expofées fur les étaux des Boucheries de ladite Ville pour quelques dettes que ee foit, sinon pour deniers Royaux, suivant les anciens Priviléges de cette Communauté.

14°. On ne peut faisir les rentes viageres qui sont à prendre sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, même pour les propres affaires de Sa Majesté. (Edit du mois de Novembre 1740 article 7. Il en est autrement des rentes perpétuelles.

Les pensions & revenus à prendre sur les Tontines, ne peuvent non plus être saiss sous quelque prétexte que ce soit, lorsque cela est ainsi porté par leur Edit de création. (Voyez les Réglemens rendus à ce sujet.)

15°. Les deniers adjugés pour provision en matiere criminelle, ne peuvent être saits ni pour frais de Justice, ni pour quelque cause de prétexte que ce soit. (Ordonnance du mois

d'Août 1670. tit. 12. art. 5.)

16°. Enfin on ne peut saisse; tout ce qui a été donné sous la condition de ne pouvoir être saisse; ca qui s'étend aussi aux pensions alimentaires; car c'est une suite de cette condition sans laquelle les choses n'autoient point été données. Il en faut cependant excepter les dépenses faites pour nourritures, logement & vêtemens nécésaires, pour lesquels on peut saisse cortes de dons & pensions; ce qui est fondé sur ce qu'on présume que le Donateur n'ayant cu d'autre intention que de conserver au Donataire de quoi vivre, n'a pas entendu en excepter ses alimens & autres choses nécessaires à la vie.

On doit aussi observer pour les saisses & exécutions une certaine bienséance, sur-tout à l'égard des personnes de distinction, & ne pas faire 606 Des faistes & exécutions; cette saisse d'une maniere qui leur soit injurieuse.

Ainsi par Arrêt du 9. Juillet 1571. rapporté par Chenu en ses notes sur le Recueil des Arrêts de Papon, liv. 18 tit. 5. n. 27, une saisse a été déclarée injurieuse à l'égat d'une personne de qualité, qu'un Sergent avoit fair descendre publi-

quement de son cheval en la rue.

Bruneau en son Traité des Criées, pag. 75. dit aussi avoir vû juger, qu'un Duc & Pair ne pouvoir être exécuté en ses carrosse & chevaur, sui étant dedans, & que main-levée en sut faite avec dépens, & les Huissers réprimendés pour avoir fait eette exécution.

Par l'article 32. de l'Edit du mois de Février 1689. (rapporté au nouveau Recueil, tom. 2. 9ag. 36.) il est défendu à tous huissers & Scrgens d'exécuter les Receveurs des Consignations, soit en seur personne, ou en leurs chevaux ou carrosses, sinon en vertu d'Arrets ou de Sentences xendues sur un Procès-verbal de refus.

L'article 19. de l'Edit du mois de Juillet 1689. ¶ rapporté au nouveau Recueil, tom. 2. pag. 39.)

contient une disposition semblable à l'égard des

Commissaires aux Saisies réelles.

Enfin il faut observer que pour une somme, modique on ne peur faisir une grande quantité d'effers, & qu'autrement la faisie doit être déclarée injurieuse & déraisonable; ce qui dépend des circonstances & de la prudence du Juge.

# ARTICLE XVII.

Les choses saisses setont adjugées au plus offrant & dernier Enchérisseur (1.), en payant par lui sur lé champ le prix de la vente (2).

1. Et dernier Enchériffeur.] S'îl ne Ce trouvoir point d'Enchérifleurs, il femble qu'alors le Saififfant oil les Oppofans pourroient demander que les effets faifs & criés leur fuffent délivrés en déduction de leurs créances, fuivant l'effimation qui en feroit faire, conformément à la difpofi-

tion de la Loi 15.9. 3. ff. de re judic.

2. En payant par lui sur le champ le prix de la vente.] Sinon l'Huissier en doit être respon-sable, comme s'il l'avoit reçà. Au reste, quoi-que l'Huissier doive exiger sur le champ le prix des choses vendues, la vente n'en est pas moins parsaite avant le payement. Lorsque l'Adjudicataire ne paye pas, la chose peut être revendue sur le champ à sa folle enchere, & il peut être condamé par corps à payer l'excédent, de même qu'il le pourroit être au payement entier du prix du meuble, si on ne l'avoit pas revendu.

Quelques-uns prétendent que les Procès-verbaux de ventes des Huissiers & Sergens sont exécutoires pendant trente ans contre les Adjudicataires, & qu'on peut les contraindre pen dant ce tems de payer le prix de leur adjudication, tant qu'il n'y a point sur le Procèsverbal le mot payé écrit à côté de l'article adjugé; mais cela ne doit avoir lieu que pourobliger l'Adjudicataire de payer le prix de l'adjudication, lorsque les meubles ne lui ont point encore été délivrés, en offrant de lui délivrer Ies mêmes effets : car quand on a laissé enleverles meubles à l'Adjudicataire, ils sont censés avoir été payés; autrement il ne dépendroit que d'un Huissier de faire payer deux fois l'Adjudicataire, en ne mettant pas le mot payé à côté de l'arricle qui lui a été adjugé.

L'article 123. du Réglement fait par le Par-

608 Des faistes & exécutions.; lement de Rouen, le 6. Avril 1666, porte que l'action pour le payement du prix des meubles vendus se present par trois ans, encore que l'Acheteur air signé sur le Registre ou Procèsverbal du Sergent, s'il ne s'est obligé depuis la Vente qui lui a été faire.

# ARTICLE XVIII.

Les Huissiers & Sergens seront tenus de faire mention dans leurs Procès-verbaux du nom & domicile des Adjudicataires, desquels ils ne pourront riem prendre ni recevoir directement ou indirectement, outre le prix de l'adjudication (1).

1. Outre le prix de l'adjudication.] Afin que les choses saines soient vendues plus avantageusement pour le Vendeur.

Les Huissiers peuvent encore moins se rendre-Adjudicataires directement ou indirectement des effers dont ils sont la vente.

#### ARTICLE XIX.

Tous les articles ci-dessus seront obfervez par les Huisses & Sergens, à peine de nullité des Exploits de saisses, & Procès-verbaux de ventes, dommages & intérests envers le Saissant & lo Saiss (1), interdiction, & de cent livres d'amende (2) applicable moitié à Nous, moitié à la Partie saisse, sans que la peine puisse ettre remise ou modérée. E ventes, &c. Tit. XXXIII. 609
1. Dommages & intérêts envers le Saififfan, il
peut former sa demande en dominages & intérêts contre le Saifissan; mais pour cela il faur
juger de la validité de la saifie par le ménte du
fond.

2. Et de cent livres d'amende. ] Cette demande contre l'Huissier peut être formée par le Saisi de ux termes de cet article, & aussi à la requête du Procureur du Roi ou Fiscal, & elle doit être

jugée sommairement.

Quand le Saisi est notoirement Débiteur, rarement fait-on droit sur cette amende. A l'égard de l'interdiction, il semble qu'elle ne peut être requise que par le ministere public, o ou par le Saississant accessoirement à ses dommages & intérêts, au cas qu'il lui en soit d'al.

#### ARTICLE XX.

Incontinent après la vente, les deniers en provenans feront délivrés par le Sergent ou Huissier entre les mains du Saississant, jusques à la concurrence de fon deub, le surplus délivré au Saissis, se en cas d'opposition, (2) à qui par Justice sera ordonné (3), à peine contre l'Huissier ou Sergent d'interdiction, & de cent livres d'amende applicable moitié à Nous, & moitié à celui qui devoit recevoir les deniers.

1. Le furplus délivré au Saifi. ] Sous la déduction des falaires de l'Huissier, qu'il peut retenir jusqu'à concurrence sur les demers de la Vento. 610 Des saisses & executions,

2. Et en cas d'oppositions. ]. Quand il y a des oppositions à la délivrance des deniers, l'Huissier qui fait la vente, doit garder le tout jusqu'à ce que ces oppositions ayent été jugées. ( Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 266. fur la fin. (Mais s'il y a plufieurs oppositions qui fassent la matiere d'une Instance de préférence ou de contribution, (& pour la former , il faut au moins trois Créanciers opposans , fuivant les Réglemens,) en ce cas les deniers de la vente doivent être portés par l'Huissier au Bureau de la recette des Confignations de la Jurisdiction où les contestations doivent êtreterminées. C'est ainsi qu'il faut entendre l'atticle 20. de l'Edit du mois de Février 1689, qui veut : " Ou'il ne se fasse aucune consignation, ni aucun payement du droit de confignation n des deniers qui procédent des biens léquestrés, nou de meubles vendus en Justice, non-plus que » de ceux qui sont saiss entre les mains des Dé-» biteurs, ou déposés par les Parties sans ordonmance de Justice entre les mains des personmes dont elles font convenues, fi ce n'est que » dans la suite il' y ait Instance de préférence » entre les Créanciers, auquel cas le prix doit m être configné.

Le même Edit veut cependant, article 25. 9 Qu'il ne soit pris aucun droit de consignation 9 fur les deniers mobiliers appartenans aux Mimeurs & aux Hôpitaux, ni sur ceux qui leur

so font adjuges.

La disposition dont on vient de parler, poréte en l'article 20. de l'Edit de Février 1689. de s'obferve point à la rignessé à l'égard des saifies mobiliaires, quoiqu'il y ait Instance de préférence. L'usage est de latifer les deniers de la vente entre les mains de l'Huisser, ou bien le uge ordonne quelquesois qu'ils seront déposés

& ventes , &c. Tit. XXXIII. 611 au Greffe, ou chez un Notaire, ou entre les mains de quelqu'autre personne solvable.

Pour vuider les oppositions, il faut que le Saifissant assigne les opposans, afin qu'ils donnent lears moyens d'opposition; ensuite si ces moyens sont contestés, cela forme la matiere d'une Instance, qui s'instruit & se régle comme toutes les autres.

Si le Créancier saissiffant néglige de faire à cet égard toutes les poursuites nécessaires, un-Oppofant peut demander à être subrogé à cette poursuite, ce qui se fait en demandant cette fubrogation à l'Audience; & s'il est justifié que le Saifissant a négligé ou abandonné la procédure, on adjuge à l'Opposant ses conclusions, & on le subroge au Saisissant pour la poursuite de la saisse; ou bien on ordonne que dans un delai marque le Saisissant sera tenu de mettre la saisse à chef, sinon que l'Opposant qui a demandé la subrogation, sera subrogé à la poursuite de la saisse, & qu'à cet effet le Procureur du Saisissant & premier poursuivant rémettra les pieces & procédures entre les mains du Procureur de la Partie subrogée à la poursuite, fauf à rembourfer le Saisissant des frais qu'il a légitimement faits.

Après l'Instance de préférence terminée, on! procéde à la Sentence de distribution, qui établit le rang dans lequel le Sailissant & tous les autres Créanciers qui ont formé leur opposirion, doivent être payés fur les deniers provenans des effets vendus. Ces Sentences se prennent ordinairement entre les Procureurs, lorsque toures les contestations ont été jugées.

Il faut observer que dans le cas de cet article il est défendu aux Huissiers & Sergens de faire aucun payement, même aux Créanciers privilégiés, fi ce n'est du consentement par 612 Des faifies & exécutions ,

écrit de tous ses Opposans & autres Parties intéresses, à moins que d'obtenir à cet esset une ordonnance de Justice, à peine d'être contraints par corps de payer le prix de la vente, sous la déduction de la taxe de leurs salaires qui aura été faite par le Juge. (Réglement du Châtelet de Paris du 30. Octobre 1697, rapporté au Recueil des actes de notoriété de Denisart, page 439.)

Dans les clôtures des Procès-verbaux d'appositions & levées de scellés, il est d'usage au Châtelet de Paris, d'autori ser l'Ituliser Priseur qui doit faire la vente des meubles, à payer les dettes privilégiées comme sont les frais sunéraires, les loyers, les frais de maladie, ceux de scellés, &c. & quoique cette autorisation ne seit pas consentie par tous les Opposans, mais seulement par le Procureur plus ancien qui les représente, on la juge suffisiante pour la décharge de l'Huisser, dans le cas même où il y a des Héritiers absens représentés par le Procureur du Roi. (Voyez ibidem, pag. 540, aux notes.)

Lorsque tous les Créanciers & frais de Justice ont été payés, le surplus des deniers de la vente,

s'il en reste, est rendu au Saisi.

S'il n'y a pas assez de deniers pour payer tous ses Créanciers, & que le Saiss soit en déconstrure, alors il se fait une contribution entre tous les Créanciers simples & non privilégiés, & ces derniers ne touchent leur du qu'au marc la livre, & au protata de leurs créances, sans que ceux qui ont s'aiss ou formé les premiers leurs oppositions, ayent aucun droit de pré-

2. A qui par Justice sera ordonné. ] A moinsque les Opposans ne donnent d'eux-mêmes main-levée de leurs oppositions, auquel cas S ventes, &c. Tit. XXXIII. 613

L'Huissier peut être contraint par corps au sapport de ces deniers. (Infrà, tit. 34. att. 4. pag. 617.)

### ARTICLE XXI.

Après que la vente aura été faite ; l'Huisser ou Sergent portera la minute de son Procès-verbal de vente au Juge (1), lequel fans frais taxera de sa main (2) ce qu'il conviendra à l'Huisser ou Sergent pour son salaire (3), à casse de la saisse, vente & exécution; de laquelle taxe les Huissers ou Sergens feront mention dans toutes les grosses (4) des Procès-verbaux, à peine d'interdiction, & de cent livres d'amende envers Nous.

1. Portera la minute de son Procès-verbal de vente au Juge. Il Il n'est pas nécessaire que ce Juge soir Royal, quand même le Procès-verbal auroit été fait par un Huissier ou Sergent Royal. Cette taxe doit toujours être faite par le Juge du lieu où se poursuit la faise; elle se fait sur une simple requête présentée au Juge, & peur être retreue sur les desoires de la vente. (Arrèc du Parlement du 28. Juin 1741. servant de Réglement pour le Greffe d'Angoulême, art. 16.) Ce même article ajoure qu'elle ne poutra cree sécutoire sur les biens des Débiteurs, sinon après un Jugement de condamnation.

2. Taxera de sa main Cette taxe se met 22. bas de la minute du Procès-verbal de vente.

3. Ce qu'il conviendra à l'Huissier ou Sergent pour son salaire. ] Afin qu'il ne puisse exi614 De la décharge des Contraintes ger que ce qui lui aura été taxé par le Juge.

4. Dans toutes les groffes. Il suit de la disposition portée en cet article, que les Huissies & Sergens doivent garder les minutes ou originaux de toutes les ventes qu'ils font, & qu'ilspeuvent en délivrer des grosses aux Parties.

# TITRE XXXIV.

De la décharge des Contraintes par corps.

### ARTICLE I.

A Brogeons l'usage des contraintes par corps après les quatre mois, establi par l'Article xLVIII. de l'Ordonnance de Moulins (1), pour debtes purement civiles: Défendons à nos Cours, & à tous autres Juges de les ordonner (2), à peine de nullité; & à tous Hurssiers. & Sergens, de les exécuter, à peine de dépens, dommages & intérests.

1. De l'Ordonnance de Moulins. J Cet article ordonnoit que toutes condannations de sommes pécuniaires, pour quelque causé que ce foit, seroient exécutées par corps contre le Condamné après les quarre mois, & qu'après ce tems le Condanné, en cas de contumace, ou si le Créantier l'aimoit mieux, seroit tenu de gayec

par corps. Tit. XXXIV. 615 le double & triple des sommes adjugées au pro-

fit de ce Créancier.

2. De les ordonner.] Cette défense ne regarde point les Etrangers; l'Ordonnance n'a point abrogé la contrainte par corps à leur égard. (Voyez infrà, articles 4. & 6.)

#### ARTICLE II.

Pourront néantmoins les contraintes par corps après les quatre mois estre ordonnées (1) pour les dépens adjugez, s'ils montent à deux cens livres & au dess'us (2), ce qui aura lieu pour la restitution des fruits, & pour les dommages & intérests au-dessus de deux cens livres (3).

1. Après les quatre mois être ordonnées.]

Voyez infrà, articles 10. & 11.

2. Pour les dépens adjugés, s'ils montent à deux cens livres & au-dessus, Tant en matiere civile que criminelle. (Voyez l'Ordon-

nance de 1670. tit. 25. article 20.)

Quoique ces dépens foient compris en différens exécutoires, s'ils procédent du même fair, ils emportent condamnation par corps. (Ainst jugé par Arrêt du 16, Janvier 1672. rapporté par Boniface, tom. 5. liv. 5. tit. 9. chap. 10.)

Il a été aufi jugé par Arrêt de la Tournelle du 13. Juillet 1707, que les épices & coût de l'Arrêt ont le même privilège que les dépens, & font rembourfables par carps après les quate mois; ce qui a encore été jugé depuis par un autre Arrêt du 8. Février 1708.

3. Et pour les dommages & intérêts au-dessus de deux cens livres. ] En matiere criminelle, il n'est pas nécessaire que les dommages & in-

616 De la décharge des Contraintes

térés montent à deux cens livres pour être payables par corps, & de même pour les dépens en matiere criminelle. (Ainfi jugé par Arrêt du 3. Avril 1675, rapporté par Bafnage sur l'article 397, de la Coutume de Normandie, & par Brodeau sur Louer, lettre C. chap. 31. n. 32. Autre Arrêt du Parlement de Rouen, du 4. Mai 1686. rendu en la cause du nommé Hélouin, contre Dusault, qui a jugé la même chole; il s'agissiot d'une condamnation de dépens qui ne montoient qu'à un peu plus de cent livres. La décision portée en ces Arrêts, est fondée sur ce que les dépens, en matiere criminelle, sont un accessiore du principal. (Voyez ci-après l'art. 9, de ce titre.)

Cette regle que les dépens en matiere criminelle sont payables par corps, a lieu à plus sorte raison, lorsque ces dépens tiennent lieu de dommages & intérêts; ce qui est une suite de l'art. 29. du tit. 13. de l'Ordonnance de 1670. il n'est pas même nécessaire en ce cas d'attendre les quatre mois, même pour les simples dépens.

Néanmoins cette Jurisprudence n'est pas la mème par-toux. On trouve à la sin du Recueil d'Arrêts rendus au Parlement de Bretagne, par de Volant, imprimé à Rennes en 1722. in-46, un Arrêt du 13. Mai 1718. par lequel la Cour réforma un exécutoire de dépens montant à 136. livres, en ce qu'il étoit énoncé par corps, & faisant droit sur les conclusions du Procuseur Général, sit défensés au Juge criminel d'employer le par corps dans les exécutoires de dépens au-dessous de 200. livres; & ordonna que l'Arrêt seroit enregistré au Gresse du Prédial de Rennes.

### ARTICLE III.

Pourront aussi les Tuteurs & Curateurs (1) estre contraints par corps après les quarte mois, pour les sommes par eux deues à cause de leur administration, lorsqu'il y aux Seneence, Jugement ou Arrest dissinitif (2) & que la somme sera liquide & certaine (3).

1. Pourront ausst les Tuteurs & Curateurs.]
Il en est de même de ceux qui ont eu quelque administration publique, comme d'Hôpitaus, Villes, Communautés, Fabriques, &c. car la contrainte par corps a pareillement lieu contre eux après les quatre mois, de même qu'elle a lieu en général contre tous ceux qui ont administré le bien d'autrui, comme Fermiers judiciaires, &c. (Voyez suprà, tit. 29. art 1. & 8. pag. 488. & 495.)

2. Sentence, Jugement ou Arrêt diffinitif] S'il ne s'agissoir que d'une Sentence ou Arrêt de provoin, par laquelle le Tuteur auroit été condamné de payer quelque somme de deniers en donnant caution, dans ce cas la contrainte par

corps n'auroit pas lieu.)

3. Et que la somme sera liquide & certaine. } Voyez suprà, tit. 33. art. 2. note 1. pag. 571. Voyez aussi ibidem, les autres conditions nécessaires pour rendre une saisse valable; elles doven recevoir ici leur application à l'égard des contraintes par corps.

# ARTICLE IV.

Défendons à nos Cours & à tous au-

618 De la tlécharge des Contraintes tre Juges de condanner (1) aucuns de nos sujets (2) par corps en matiere civile, sinon & en cas de réintégrande pour délaisser un héritage (3) en exécution des Jugemens, pour stellionat (4), pour déposé notes services en la condition faite par ordonnance de Justice, ou entre les mains de personnes publiques (6), reprédentation de biens par les Sequestres, Commissaires ou Gardiens, Lettres de Change, quand il y aura remise de place en place (7) 3 debtes entre Marchands pour fait de marchandis dont ils se messent (2).

T. Et à tous autres Juges, de condamner.] La contrainte par corps ne peut avoir lieu, qu'ello n'ait été prononcée par le Juge, même dans les cas où elle a lieu. C'est ce qui est atresté par un acté de notoriété du Châtelte de Paris du 24. Juillet 1705. (rapporté au nouveau Recueil; tom. 2. pag., 376.) qui porte » Que jamais » les Officiers de Justice, ni les Parties n'ont en retrus d'une Sentence, lorsqu'elle ne prononne ce pas la condamnation par corps, & que tel sels l'usage du Châtele. (Voyez cependant la note 1. lur l'attiele 7 ci-après, pag. 633.)

Il faut aussi observer, que pour que le Juge puisse prononce: la condamnation par corps, il faut qu'elle soit demandée par le Créancier; autrement le Juge ne doit pas la prononcer; car il ten doit interior parte parte parte

il ne doit jamais prononcer ultra petita.

2. Aucuns de nos sujets.] Il n'en est pas de même des Etrangers. Ceux-ci peuvent être contraints par corps, lorsque les Juges l'auront ains

par corps. T11. XXXIV. 619
stdonné en connoissance de cause; c'est une suite de la disposition de cet article. Cainsi jugé par Arrèt du 2. Septembre 1684. «apporté au Journal des Audiences, contre un Etranger pour pension & logement par lui arrêtés & reconnus par obligation. Autre Arrêt du 23. Novembre de la même année contre le même, qui déclare bonne & valable une recommandation faite de sa personne pour spens, après les quatre mois.)

3. Et en cas de réintégrande pour délaisser un héritage. Voyez aussi l'art 3. du tit. 27. p. 463.

4. Pour sellionat. ] Comme quand quelqu'un a vendu des héritages qui ne lui appartiennent pas, ou qu'en empruntant ou constituant une rence, il a déclaré francs des héritages qui étoient déja hypothéqués par son fait à d'autres Créanciers: car alors c'est une espece de vol. (Voyez insta, article 8. note 4. pag. 640.)

5. Pour dépût nécessaire. V. g. en cas d'incendie, ruine, tumulte ou naufrage. (Yoyez

fuprà, tit. 20. art. 3. pag. 310.)

G. Ou entre les mains de personnes publiques. ]
Par exemple, entre les mains des Receveurs des
Confignations, Commissaires aux Saisser réelles, Fermiers des Messageries, & autres chargés de la conduite des prisonniers, BanquiereExpéditionnaires en Cour de Rome, &c.

Il en est de même des Gressiers, Avocats, Procureurs & Huissers, pour la reddition des pieces qui leur ont été consiées. (Ainsi jugé à l'égard des Procureurs par Arrêt du 31. Août 1682. rapporté au Journal des Audiences. (Yoyez ci-dessus titre 29. article 9. pag. 496.)

Par un Arrêt du Conseil du 24. Décembre 1694, il est défenda à tous Juges de prononcer aucunes condimnations par corps con re les Maitres & Gardes des six Corps de Mar620 De la décharge des Contraintes chands de Paris, pour la repréfentation & refritution des marchandifes qu'ils auront faifes dans leurs vifites, & aux Huiffiers & aurres perfonnes de les y contraindre, fauf à prononcer & faire exercer lesdites contraintes contre les concierges de leurs Bureaux-Dépositaires desdites marchandifes.

7. Lettres de change, quand il y aura remife de place en place. Il în seroit autrement, si la Lottre de change étoit tirée d'une place sur une autre sans remise; parce qu'alors ce n'est point, à proprement parler, une Lettre de change, mais un simple mandement, ou une simple promesse, si elle cet acceptée. (Yoyer l'Ordonnance du Commerce, tit. 7, atr. 1. & tit. 12.

art. 2.)

Ce que l'Ordonnance preferit à l'égard des Lettres de change, doit auffi s'entendre des Billets de change, c'est-à-dire, des Billets portant promeffe de fournir des Lettres de change avec remife de place en place. C'est la disposition de l'art. 1. du tit. 7. de l'Ordonnance du Commerce du mois de Mars 1673, qui porte: » Que ceux qui auront figné des Billets ou Lettres » de change, ensemble ceux qui y auront mis » leur aval ou endosfement, qui auront promis » d'en fournir avec remise de place en place, » seront contraignables par corps à fournir ces » Lettres, ou à en payer la valeur.

Les Billers portant promesse de payer comme Lettres de change, ne sont point payables par corps, si ce n'estentre Marchands, & pour fair de commerce; il faut que ce soit un Billet de change, ou une Lettre de change véritable, cest-a-dire, que celui qui a fait le Biller, reconnoisse que le Créancier lui a sourni une Letttre de change avec remise de place en place, ou bien qu'il promette de sournir une Lettre-

par corps. Tit. XXXIV. 621 de change payable en un lieu défigné.

Les billets à ordre, même quand ils sont négociés, ne sont pas sujets non-plus à la contrainte par corps, à moins qu'ils ne soient subis par des Marchands pour fait de marchandises dont ils se mêlent, comme il résulte des termes mêmes de cet article 4, ainfi que de l'article 1. du titre 7. de l'Ordonnance du Commerce de 1673, qui ne font mention ni l'un ni l'au-

tre des Billets à ordre.

Ce qui vient d'être dit touchant la contrainte par corps pour raison des Lettres & Billets de change avec remise de place en place, a lieu entre toutes sortes de personnes, de quelque qualité & condition qu'elles foient. C'est ce qui résulte des termes mêmes de l'Ordonnance du Commerce qu'on vient de citer , tit. 1. art. 7. où après s'être exprimée d'une façon générale touchant les Lettres & Billets de change, elle renferme ensuite une disposition beaucoup plus étendue à l'égard des Marchands & Négocians, comme on peut le voir en la fin du même article. (Ainfi jugé par un Arrêt confirmatif d'une Sentence du Confulat de Paris du 11. Septembre 1682, portant condamnation par corps contre le Marquis de Choisnel, pour trois Lettres de change par lui tirées; & par un autre Arrêt du 28. Avril 1687. rendu contre un Procureur du Parlement. Autre du

1704. contre M. Tarade, Conseiller au

Châtelet de Paris. )

Il faut cependant que ces fortes d'Obligations soient faites de bonne soi & sans fraude : car les Billets pour parvenir à la contrainte par corps contre l'esprit de la Loi, sont inutiles au Créancier; & s'il paroît que c'est une voie indirecte qu'il ait prise pour éluder la disposition de l'Ordonnance, la contrainte par corps n'a pas liçu alors,

8. Dettes entre Marchands pour fait de marchandifes dont ils fe mélent.] Soit que ces dettes foient fondées fur Billets ou non. Sous le nom de Marchands, il faut comprendre même les Artifans pour ce qui concerne leur trafic, qu'on peut regarder comme une espece de commerce. (Voyez l'article 4, du titre 12, de l'Ordonnance du Commerce de 1675, ) Il en est de même de Jeurs semmes, si elles sont Marchandes publiques. (Voyez infrà, article 8, avec les notes, pag. 435.)

Quoique l'Ordonnance dise, dettes entre Marchands, cependant celá ne s'entend pas seulement des dettes qui sont dues par un Marchand à un autre Marchand; mais il saut comprendre aussi dans sa disposition toutes les dettes & billets contractés par un Marchand, pour raison du

commerce dont il se mêle, au prosit des Particuliers qui ne sont point Marchands.

Ceux qui n'étant point Marchands de leur état, font un trafic passager de quelques marchandises, font sujets aux mêmes contraintes que les Marchands; & c'est sur ce fondement que par Arrêt du Grand-Conseil du 7. Février 3709. consirmatif d'une Sentence de la Prevôté de l'Hôcel, un Particulier Gendarme qui, quoique Gensilhomme de naissance, se méloit de trafiquer des pierreries, sur condamné par corps à payer se contenu en quelques Billets par lui fubis payables au Porteur.

Il a même été jugé par un Arrêt du 7. Juillet 1676. (rapporté au nouveau Recueil, tom. 1. pag. 366.) confirmatif d'une Sentence rendue au Confulat de Paris le 16. Mars de la même année, dans une affaire où un Marchand avoit vendît de la marchandife à crédit à un autre Marchand du même commerce, fous la caution d'un autre Particulier Bourgeois & non Marchand.

par corps. Tit. XXXIV. 623 Marchand, que ce dernier étoit sujet à la contrainte par corps, comme le principal

Obligé.

On trouve aussi dans le sixiéme tome du Journal des Audiences un Arrêt du 9. ou 16. Mars 1757. qui a jugé qu'une Obligation passée à Lyon devant Notaires, portant foumission aux rigueurs de la Conservation & payemens à faire, indépendamment de sçavoir si l'Obligé étoit Négociant, emportoit la contrainte par corps. C'étoit contre un Officier de la Monnoie qui étoit appellant ; la Sentence fut confirmée.

Les Mineurs qui font le commerce publiquement, font aussi sujets à cette contrainte, comme s'ils étoient Majeurs. (Ainfi jugé par plusieurs Arrêts.) Car un Mineur est réputé Majeur pour fait de son commerce. (Ordonnance du Commerce de 1673: tit, 1, art. 6. ) La femme ou fille mineure qui setoit Marchande publique, ne seroit pas non plus exempte de la contrainte par corps. (Voyez infra, art. 8. avec les notes, pag. 635.)

Au reste cela n'auroit pas lieu dans le cas . où un Mineur Marchand public emprunteroit une somme d'argent qu'il auroit déclaré vouloir employer dans fon commerce par l'obligation qu'il auroit subie à cet effet; cette déclaration ne le rendroit pas sujet à la contrainte par corps, parce que ce n'est ici ni une négociation d'argent, ni un prêt de marchandises.

Ce qui vient d'être dit des Marchands, doit aussi recevoir son application à l'égard des Banquiers, même Mineurs. (Voyez l'article 6. du tit. 1. de l'Ordonnance du Commerce de 1673.)

Par une Déclaration du Roi du 26. Février 1692. (rapportée au nouveau Recueil, tom. 2. p. 119.) il est ordonné que l'art. 1. du tit. 7. de Tome II.

l'Ordonnance du Commerce de 1673. doit être exécuté contre les Receveurs, Tréforiers, Fermiers & fous-Fermiers des droits de Sa Majefté, Traitans Généraux & Particuliers, Intéreffés, & gens chargés du recouvrement des deniers Royaux, & tous autres Comptables; ce faifant, qu'ils pourront être contraints par cerps, ainfi que les Négocians, au payement des Billets pour valeur reçue qu'ils feront pendant qu'ils feront pourvus des Charges, ou qu'ils feront pentagés du recouvrement des deniers de Sa Majefté, foit que les Billets doivent être acquittés à un Particulier y nommé, ou à fon ordre, pu au Porteur.

Cette disposition a même été étendue à l'égard des Mineurs intéresse & chargés du recouvrement des deniers du Roi. (Ains) jugé par 
Arrêt de la Cour du 30. Août 1702. à l'égard du nommé Isaac Lardeau, intéresse dans les 
affaires de Sa Majesté, sur l'appel par lui interjetté de deux sentences de condamnation 
par corps, rendues contre lui au Consulat de Parris les 9. & 11. Janvier précédent. Par cet Arrêt les Sentences sont confirmées; & sur la requête présentée au Conseil par ledit Lardeau en 
cassation de cet Arrêt, il a été débouté de la 
demande par Arrêt du Conseil Privé du 12. Août 
1704. (Yoyez au nouveau Recueil, tom. 2, 
pag. 286, & 351.)

Les Agens de Change, Courtiers & autres, qui s'entremêlent de faire vendre ou acheter des marchandies moyennant falaire, font auffi contraignables par corps à rendre & restiuer la marchandie ou le pris qu'elle a été vendue. (Coutume d'Orléans, article 419.) Il en est de même 6 on leur a consié des Lettres de change, Billets,

autres papiers.

Cette disposition doit aussi s'entendre des Re-

par corps. Tit. XXXIV. 625 venderesses publiques, suivant la note de M. de la Lande sur cet article de la Coutume d'Orléans, & il a été ainsi jugé par Arrêt du 14. Mars 1616.

Au surplus ces contraintes par corps n'ont lieu qu'à l'égard de ceux qui ont subi les obligations & contrats, ou qui ont été condamnés, & non à l'égard de leurs héritiers. (Ainsi jugé par plusieurs Arrêts.)

Outre les cas précédens dont on vient de parler, il y en a encore plusieurs autres pour lesquels la contrainte par corps a lieu. Ainsi,

i.º. Ceux qui achetent des biens meubles ou immeubles en Justice, peuvent être contraints par corps à en payer le prix, sans pouvoir même être admis au bénésice de cef-fion. (Courume d'Orléans, article 43,9.) Plusfieurs autres Coutumes en ont aussi des dispositions, & tel est de forit commun du Royaume. L'Ordonnapce des Eaux & Forêts du mois d'Août 1669, titre des Ventes, artigle 27, permet d'empérisonner ceux qui se sont rendus Adjudicataires de bois en Justice, & qui renoncent à la vente.

2°. Les contrats maritimes, groffes avanures, chartres-parties, ventes & achats de
vaiffeaux, font auffi fujets à la contrainte par
corps, ainfi que pour le fret & naulage. (Ordonnance du Commerce, titte 7, article 2.)
L'Ordonnance de la Marine du mois d'Août
1681, livre 1. titre 13, article 5, reinferme à peu
près la même disposition. Elle porte: » Que les
30 Jugemens donnés en matiere de ventes & achats
30 de vaiffeaux, fret ou nolis, engagemens ou
30 loyers de Matelos, a fuirances, groffes avan30 tures, ou autres contrats concernant le Commerce & la pêche de mer, feront exécutoires
30 par corps.

3°. Les condamnations qui interviennent pour

le payement des nourritures & allaitemens des enfans qui ont été nourris & laiffés en fevrage, doivent être aussi exécutées par corps, s'il eft ainsi ordonné par le Lieutenant - Général de Polite; ce qu'il peut faire en tout autre cas que celui d'une impuissance effective & absolue, (Déclaration du Roi du 29. Janvier 1715, article 14. Autre du premier Mars 1727, article 4. ce qui a été depuis consimmé par un Arrêt du Parlement du 19. Juin 1737. Voyez le nouveau Recueil, tem. 3, pag. 1. 321. & 481.) Ces Réglemens n'ont été tendus à la vérité que pour la Ville de Paris; mais il paroît qu'il y a même raison pour en étendre la disposition aux autres Villes & lieux du Royaume.

4°. Un autre cas où l'on est contraignable par corps, est lorsqu'on a prêté sur gages sans en passer acte devant Notaires. L'article 8, du titre 6. de l'Ordonnance du Commerce de 1673, porte : » Que dans ce cas le Prêteur ser com traint par corps à la restitution des gages, sans » qu'il puisse prétendre aucun privilège sur ces » mêmes gages, sans va qu'il puisse servere se surtres actions.

5°. Les Sentences de provision en matiere criminelle s'exécutent par corps contre les Condamnés. (Ordonnance de 1670, titre 12, arti-

cle 6.)

6°. La contrainte par corps a austi licu pour les amendes des Eaux & Forêts. (Article 18. de l'Ordonnance des Eaux & Forêts du mois d'Août 1669. au titre des Peines & Amendes.) Sur quoi il faut observer, que ces amendes ne s'exécutent januais par provision. (Ibidem, article 23.)

7°. Suivant l'Edit des Présidiaux du mois de Mars 1551. les Juges Présidiaux peuvent condamnet en dernier ressort en Tamende jusqu'à trois livres pour trouble sait à l'Audience; à

par corps. Tit. XXXIV. l'effet de quoi les Parties peuvent être contrain-

tes, même par corps.

8°. Ceux qui ont été condamnés par Arrêc ou Jugement passé en force de chose jugée à délaisser la possession d'un héritage, & qui n'obéissent pas dans la quinzaine après la premiere formmation, peuvent y être contraints par corps. (Voyez tit. 27. art. 3. de cette Ordonnance, Supra, pag. 463.)

9°. Enfin les Juges peuvent condamner par corps dans tous les cas où il y a dol ou fraude. Ainfi les Banqueroutiers, & tous ceux qui détournent leurs biens en fraude de leurs Créanciers, font sujets à la condamnation par corps, sans pouvoir même être admis au bénéfice de

ceffion.

On peut même en ce cas arrêter ces sortes de Débiteurs, lorsqu'ils sont suspects de fuite, fur une requête présentée à cet effet au Juge, quoiqu'il n'y ait encore cu aucune condamnation contre eux, & avant même que la dette foit échue. (L. ait Prætor, 10. S. fi Débitorem. 16. ff. quæ in fraudem Creditorum.)

Une derniere observation à faire à l'égard des contraintes par corps est, que quand on est contraignable par cette voie pour le payement d'un capital, on l'est aussi de même pour le payement des intérêts. (Ainsi jugé par Arrêt du 17. Mars 1678. rapporté au premier tome du Journal du Palais, pag. 385. de l'édition in-folio.) Ce qui est une suite de la maxime, que Accesso: rium fequitur naturam principalis.

### ARTICLE · V.

N'entendons aussi déroger au Privilége des deniers Royaux, (1) ni à celui des P iii

### 628 De la décharge des Contraintes Foires , Ports , Estapes & Marchez (2); & des Villes d'arrest ( 3).

1. Au Privilège des deniers Royaux. ] Le Privilége des deniers Royaux est, que le Roi a la contrainte par corps contre tous ceux qui ont le maniement de ses deniers, & qui sont reliquataires, sans qu'ils puissent même en ce cas être admis au bénéfice de cession. (Ordonnance des Fermes du mois de Juillet 1681, titre commun des Fermes, article 12.)

L'article 4. du même titre porte : » Que les » Fermiers de Sa Majesté auront contre les sous-» Fermiers les mêmes actions & contraintes que » le Roi a contre ses Fermiers; & il est dit en l'article 5. » Que ce qui est ordonné à l'égard v des Fermiers contre les sous-Fermiers, aura » lieu à l'égard des Fermiers & sous-Fermiers » contre leurs Commis.

Ces contraintes peuvent même être décernées par les Fermiers contre ceux qui sont en demeure de compter ou de payer, & ces derniers peuvent être constitués prisonniers en vertude ces contraintes. (Même Ordonnance de 1681. au titre commun des Fermes, article 12.)

Les Fermiers & Intéressés dans les affaires du Roi, ont aussi la contrainte par corps pour le recours des sommes qu'ils ont payées pour leurs Aslociés. ( Déclaration du Roi du 13. Juin

1705.)

Mais cette contrainte par corps n'a pas lieu contre les cautions des Employés dans les affaires du Roi, à moins qu'ils ne se fussent rendus

caution en Justice.

A l'égard des Particuliers redevables de Sa-Majesté pour raison des droits auxquels ils ont été imposés, comme pour Taille, Capitation & autres droits, la contrainte par corps n'a par corps. Tit. XXXIV. 629 jamais lieu contre eux, si ce n'est dans quelques cas dont on va parler. Voici quels sont ces

cas:

1º. Quand il s'agit de droits de détail sur le vin, les Hôteliers, Taverniers & Cabaretiers redevables de ces droits peuvent être contraints à les payer par emprisonnement de leurs personnes trois jours après le commandement de payer: (Ordonnance des Aydes du mois de Juin 1680. titre 6. des Drois de détail sur le Vin, article 3.) ce qui a partillement lieu contre les Habitans des Parois en cas de rébellion des Habitans, après que la Sentence de soliduté aura été rendue contre eux par les Osficiers des Elections, en faisant viser la contrainte par l'un des Elus. (Hidem, titre 6. article 6.)

La même chose a lieu contre les Hôteliers, Taverniers & Cabaretiers pour les droits d'Annuel. (Même Ordonnance, au titre du Droit

annuel, article 5.

Idem, pour les droits de Subvention. (Artiele 5. du titre 1. du droit de Subvention de la

même Ordonnance.)

Le Fermier peur même d'écerner ces contraintes contre les Hôteliers, Taverniers & Cabaretiers pour les droits de détail & annuel; & alors il n'est pas nécessaire qu'elles soient visées par un Officier des Elections. (Même Ordonnance du mois de Juin 1680. titre 6. des Droits

de détail sur le Vin, article 3.)

L'article 22. du titre 8. des Droits de gros fur le Vin de la même Ordonnance, défend au Fermier d'exercer aucune contrainte par corps contre les Redevables des Droits de gros & d'augmentation. Il est dit seulement en l'article 23. n'Que les contraintes par corps pourront être n'ordonnées après les quatre mois pour les dén' pens & constication, si la condamnation monté

» à deux cens livres & au-dessus, & que les » Condamnés ne pourront être admis au béné-

» fice de ceffion.

Tout ce qui vient d'être dit pour les droits de détail & autres à prendre sur le vin, a pareillement lieu à l'égard des eaux-de-vie, ( Suivant l'article 10. du titre des Droits sur l'Eaude-vie de l'Ordonnance des Aydes du mois de Juin 1630.) & aussi pour la bierre, ( Même Ordonnance, article 11. du titre des Droits sur la Bierre.) & de même pour le cidre. ( Même Ordonnance, titre des Droits sur le Cidre, article 7.)

2°. En matiere de Gabelles, lorsqu'il s'agit du payement des amendes au-dessius de la tievres, & de restitution des droits de Gabelles au-dessius d'un minot, les Condamnés y peuvent être contraints par corps par les Juges desdits droits, nonobstant oppositions ou appellations quelconques. (Ordonnance des Gabelles du

mois de Mai 1680, tit. 20. art. 4.)

5°. L'article 15. du titre des Droits d'abord & de conformation fur le Poisson de l'Ordonnance des Fernes du mois de Juillet 1681. porte: 
"O Que faute par ceux qui apportent du poisson de mer à Paris de rapporter les certificats & foumissions nécessaires dans le tems prescrit, 
"o les droits en seront payés en vertu des contraintes folidaires qui seront décennées, yisses 
& exécutées tant contre les principaux Oblingés, que contre leurs Cautions, par empri-

4°. L'article 41. du titre commun des Fermes de la même Ordonnance du mois de Juillet 1681, porte: Que les Redevables des droits » du Roi ne sont contraignables par corps au » payement, finon dans les cas mentionnés en » ladite Ordonnance de 1681. Et dans les Répar corps. Tit. XXXIV. 631

35 glemens des mois de Mai & Juin 1680. D'où il fuit, que c'est aller directement contre l'intention de Sa Majesté, que d'établir comme une maxime générale, que les sujets du Roi peuvent être contraints par corps indistincte.

me une maxime générale, que les sujets du Roi peuvent être contraints par corps indistinctement pour tous les Droits qu'ils peuvent lui devoir, comme Taille, Capitation, Dixieme denier, droits de Contrôle & autres.

Cependant les Jugemens portant condamnation des droits de fortie & d'entrée du Royaume des Provinces réputées étrangéres, sont aufi exécutoires par corps. (Ordonnance des Fermes du mois de Février 1687, titre 12, article 14.)

5°. Quand il s'agit de condamnations en la confification & en l'amende pour rébellions, fraude & contraventions concernant les droits des Fermes, les Condamnés peuvent être contraints par corps au payement desdites amendes, (Arrêt du Conseil du 24, Août 1748. &

Lettres Patentes fur ledit Arrêt.)

Les confifcations jugées par Sentences confirmées par Arrêt contre des Marchands qui auront obtenu main-levée à caution en attendan le Jugement diffinitif au fujet des droits du Roi, font aufil exécutoires par corps, tant contre ces Marchands, que contre leurs Cautions. (Même-Ordonnance du mois de Février 1687, titre 13, article 1, )

2. Ni à celui des Foires, Ports, Étapes & Marchés, La Coutume d'Orléans, article 428. en a une difpofition pour les Marchés. Cet article porte: » Que tous Acheteurs de bétail, vin, » bled & grains achetés en Marché public, feront contraints au payment par prifon, fans » pouvoir jouir du bénéfice de cellion's ce qui » a été aussi jugé par un grand nombre d'Article de la cellion's ce qui » a été aussi jugé par un grand nombre d'Article protes à trait pour les Etapes, Ports & Marchés,

que pour les Foires. En effet les marchandises vendues dans ces sortes d'endroits doivent être payées comprant ; & celui qui ne fatisfait pasalors à son obligation, manque à la foi publique, sur laquelle les Marchands se sont rendus. (Voyez aulsi Papon en ses Arrêts, liv. 10. tit. 7. & Chopin sur la Courume d'Anjou, liv. 1. chap.; 4.)

3. Ét des Villes d'arrêt. Les Villes d'arrêt font celles qui ont le Privilége de pouvoir faire arrêter leurs. Débiteurs Forains, & de les retenir prifonniers jufçu'à ce qu'ils ayent payé leur dû, quand même ces Débiteurs ne feroient pas obligés corps. Telle eft la Ville de Reims, & la plupart des Villes de Flandre. Les Nobles font ordinairement exempts de ce Privilége, ainfi que:

les Ecclésiastiques.

## ARTICLE VI.

Défendons de passer à l'avenir aucuns. Jugemens, obligations ou autres conventions portant contrainte par corps. contre nos sujets (1), à tous Gressiers, Notaires & Tabellions, de les recevoir; & à tous Huissiers & Sergens, de les exécuter, encore que les actes ayent esté passez hors nostre Royaume, à peine de tous dépens, dommages & intérests.

1. Contre nos sujets.] Voyez supra, article 4.

## ARTICLE VIL

Permettons neanmoins aux Proprié-

par corps. Tit. XXXIV. 63; taires des terres & héritages lituez à la campagne, de slipuler par les Baux (1) les contraintes par corps.

1. De stipuler par les Baux. ] Ce Privilége de la contrainte par corps des Propriétaires contre leurs Fermiers, a lieu même dans le cas où il n'y auroit aucure fraude de la part d'a Fermier. (Ainsi jugé par Arrêt du 2. Mai 1670. rapporté par Boniface, tom. 5. liv. 5. tit. 9. chap. 7. ) Il faut cependant que cette contrainte par corps soit stipulée par le Bail, autrement le Juge ne pourroit la prononcer; & quand même le Fermier auroit contracté une obligation par un acte postérieur au Bail, pour fermages dûs au Propriétaire, néanmoins l'obligation à cet égard seroit nulle, & le Fermier qui auroit été constitué prisonnier seroit élargi; ( ainsi jugé par arrêt du Parlement de Rouen du 9. Août 1704.) Mais quand la contrainte par corps est convenue par le Bail , il n'est pasmême besoin d'une Sentence pour pouvoir emprisonner; il suffit de faire un commandement préalable.

Il faut aussi observer, que pour que cette contrainte pussific avoir lieu, le titre doit emporter exécution parée; c'est-à-dire, que le-Bail doit être passe devant Notaire, & revêtudes autres conditions dont il a été parsé ci-dessus-

rit. 3 3. art. 2. note 1. pag. 572.

Si le Bail n'étoit que fous feing-privé; il faudroit le faire reconnoître en Justice, ou obtenir Sentence contre le Fermier en conséquence de ce Bail.

Au reste ces contraintes cessen des que le Bail est fini, quand même le Fernier continueroit à jouir par tacite réconduction. Car cette

clause est infolite: or la tacite réconduction n'a lieu que pour les clauses ordinaires. Les héritiers du Fermier qui continuent à jouir du Bail, ne sont point non plus contraignables par corps, parce que cette contrainte est purement personnelle, & regardée comme pénale, & ne passe point par conséquent contre l'hérities.

Quelques-uns ont voulu étendre la disposition portée en cer article aux Baux à cens &c à rente fonciere; mais il ne paroît pas que ce foir l'esprit de l'Ordonnance, le Bailleur ayantune assurance sufficiane sur le fond. Les Propriétaires de maisons ne jouissent pas non plus de ce droit à l'égard des Locataires, l'Ordonnance ne leur permettant pas de stipuler cette conne leur permettant pas de stipuler cette con-

trainte.

Le second cas où l'on peut stipuler la contrainte par corps par obligation, est porté par. l'article 6, du tirre 13, de l'Ordonnance de la. Marine du mois d'Avril 1681. liv. I., qui permet de s'obliger par corps en tous contrats matitimes, comme grosses avantures, chartresparties, ventes & achats de vaisseaux, fret ou nolis, assurances, engagemens & loyers de matelots & autres. Cet article permer en mêmeperms aux Notaires d'en insérer la clause dans les contrats qu'ils recevront, & aux Huissers. d'emprisonner en vertu de la soumission, sansqu'il soit besoin de Jugement. La même dispotition est portée par l'Ordonnance du Commerce de 1673, tit. 9, article 2.

Hors ces cas, il n'est jamais permis de stipuler la contrainte par corps; & s'il arrivoit. qu'un Débiteur se sit soumis à cette condition par quelque contrat ou autre acte, cette clause

feroit nulle.

Celui qui se rend caution en Justice, est auss.

par corps. Tit. XXXIV. 6.5, article 2. aux notes, pag. 483, ) Il n'est pas pe me nécessaire de discuter le principal Débiteur pour pouvoir exercer cette contrainte : car celui qui se read caution en Justice, est regardé comme Débiteur solidaire de la somme à laquelle il cett obligé. A l'égard des Certificateurs judiciaires, ils ne peuvent être contraints par corps, qu'après avoir discuté le principal Obligé & sa Caution.

Au reste il ne saut pas regarder comme Cautions judiciaires toutes celles qui sont reçues en Justice, mais seulement celles que la Justice exige, soit pour la surere d'un Créancier, sorfqu'elle accorde au Débiteur un terme pour payer, ou pour la surere d'un Débiteur dans les cas ou les Jugemens s'exècutent par provision en donnant caution.

#### ARTICBE VIII.

Ne pourront les femmes & filles s'obliger(1), ni estre contraintes par corps (2), si elles ne sont Marchandes publiques (3), ou pour cause de stellionat procédant de leur fait (4).

1. Ne pourront les semmes & filles s'obliger ]
Comme dans le cas de l'article précédent.

2. Ni être contraintes par corps. ] Même pour Lettres de change acceptées. (Ainfi jugé par Arrêt du Confeil Privé du 2. Septembre 1704, par lequel une fille majeure de vingt-cinq ans, qui conjointement avec fa mere avoit accepté des Lettres de change remifes de place en place, a été déchargée de la contrainte par corps.)

Il en est de même des dépens prononcés contre des femmes ou filles en matiere civile, qui

né monteroient pas à deux cens livres & au-deffus, elles ne sont point sujettes en ce cas à la contrainte par corps après les quatre mois, quand même elles auroient été autorisées à plaider en Justice au résus de leur mari. (Ainfi jugé par Arrêt du Conseil du 16. Janvier 1671. & par un Arrêt de la Tournelle Civile du 17. Janvier ré84. Voyez aussi le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 434.)

On doit dire la même chose des dépens en matiere criminelle prononcés contre des femmes ou filles, l'article ne renfermant à cet égard aucune exception contre elles, comme l'article suivant en renferme à l'égard des septuagénaires. Néanmoins Lacombe en son Traité desmatieres criminelles, partie 3. chap. 24. rapporte plusieurs Arrêts qui ont jugé le contraireà l'égard des femmes condamnées aux dépensen matiere criminelle, & qui ont dans ce cas prononcé contre elles la condamnation par corps. Autre Arrêt de la Tournelle du Parlement de Bretagne du 6. Mai 1721, rapporté par de Volant en son recueil, rendu contre Marie Leroi, dite sœur Angelle, condamnée par corps en 300. livres de dommages & intérêts, & aux dépens, sans que la condamnation par corps eût été prononcée pour les dépens. Il fut décerné exécutoire par corps contre cette Sœurpour les épices & retrait de l'Arrêt, montant à plus de 700. livres. Elle en demanda le rapport à l'égard de la condamnation par corps, maisla Cour par un Arrêt du 17. Septembre 1721. débouta Marie Leroi de sa requête, & permit de la contraindre par corps au payement de l'exécutoire, avec dépens. Le Plaidoyer de l'Avocat qui plaidoit contre elle, se trouve dansl'Arrêt. Autre Arrêt du Parlement de Rouen du 23. Juin 1679. rapporté par Basnage sur l'arti-

par corps. Tir. XXXIV. 637 cle 144. de la Coutume de Normandie, qui a jugé qu'une femme mariée pouvoit être condamnée par corps pour des dépens résultans de crime. Mais si ces dépens sont prononcés par forme de dommages & intérêts, & que cela soit ainsi porté par le Jugement, alors les semmes & filles peuvent être contraintes par corps pour le payement de ces dépens, ces dommages & intérêts tenant lieu de réparation. Ainsi jugé par Arrêt du Parlement de Rouen du 4. Février 1755. rapporté à la fin du texte de la Coutume de Normandie, de l'édition de 1757. où le Compilateur ajoute que les dépens accordés en matiere de petit criminel, pour tenir lieu d'intérêts civils, vont de droit par corps, sans qu'ilfoit besoin que le Jugement le porte & fans Arrêt d'iterato, même contre une fille. Autre Arrêt du 9. Avril 1739. rapporté au Recueil d'Arrêts du Parlement de Provence, de M. Grimaldi de Regusse, imprimé à Aix en 1746. par lequel la femme d'un aubergifte, sur l'appel d'une Sentence du Lieutenant-Criminel d'Aix, fût condamné en trois livres envers la partie, & trente sols envers le Roi, aux dépens de l'Arrêt, & en la moitié de ceux de l'Instance, les autres compensés; pour le payement desquels elle seroit contrainte par corps conformément aux conclusions des Gens du Roi. Les motifs de cet Arrêt furent qu'on seroit bienmalheureux d'être insulté par une femme qui seroit en puissance de mari, puisqu'on ne pourroit être payé des frais qu'on auroit faits pour se faire rendre justice; & que d'ailleurs cettecontrainte par corps n'étoit donnée que in-

pænam.
On trouve néanmoins quelques autres Arrêts
qui ont-jugé le contraire. Arrêt du Parlement de

Paris du premier Juillet 1705. rapporté par Lacombe en son Traité des Matieres Criminelles, part. 3, chap. 9. pag. qui a jugé que les femmes & filles ne sont point contraignables par corps après les quatre mois pour dépens contre elles adjugés en matiere criminelle, quoique prononcés pour dommages & intérêts. Autre Arrêt du 17. Mai 1691. rapporté par Brillou en son Dictionnaire des Arrêts, de l'édition de 1727. au mot contrainte par corps, n. 5. qui a jugé que les filles, femmes, ou veuves ne sont point contraignables par corps pour dépens adjugés contre elles dans les Procès criminels; secus, ajoute cet Auteur, si la condamnation de dépens étoit pour dommages & intérêts. Mais il paroît que le contraire ayant été jugé par plusieurs Arrêts postérieurs, ces derniers doivent être suivis. D'ailleurs comment pourroit-on concilier cet Arrêt de 1705 avec ceux cités par Lacombe, dont on vient de parler, qui ont condamné par corps des femntes au payement des dépens en matiere criminelle, quoique non-prononcés pour dommages-& intérêts ?

Les femmes & filles ne peuvent pareillement être contraintes par corps pour adjudication d'immeubles à elles faire en Juftice. (Ainfi jugé en faveur de la Demoiselle Eléonore Dufresne par Arrêr du Conseil du 20. Mai 1669. rapporté au nouveau Recueit, tom. 1. pag. 215. qui casse un Arrêr du Parlement de Paris du 9. du même mois, qui avoit déclaré cette Demoiselle sujette à la contraince par corps.)

Il en est de même si elles s'étoient rendues Cautions judiciaires, ou si elles avoient été établies Dépossaires à une saise. (Ità Duplessis sur la Coutume de Paris, chapitre des Contrainpar corps. TIT. XXXIV. 639 tes par corps, liv. 6. pag. 640. de l'édition de 1709.)

Elles jouissent aussi du même Privilége dans les Villes d'arrêt. (Ainsi jugé au Parlement de Metz par Arrêt du 19. Octobre 1640, qui a jugé qu'une femme qui s'étoit obligée solidairement avec plusseus autres, n'avoit pê être emprifonnée. Sous prétexte qu'elle s'étoit rencontrée dans une Ville, dont les Bourgeois ont le Privilége de faire arrêter leurs Débiteurs Fo-

rains.)

Les femmes de Marchands ne sont pas plus injettes que les, autres femmes à la contrainte par corps, quand même elles débiteroient ou se méleroient de la Marchandist de leuts maris, si elles ne sont d'ailleurs Marchandes publiques. (Procès-verbal de l'Ordonanace, pag-43, atricle 3.2). Et c'est fur ce fondement qu'il a été jugé que les femmes de Cabaretiers qui vendent elles-mêmes le vin, p. pe quevne tèc contraintes par corps dans toute l'étendue de la Cour des Aydes de Paris, pour raison des droits de détail dhis sur le vin.

3. Si elles ne son Marchandes publiques. I Cestè à dire, si elles n'exercent une marchandise distincte & téparée de celle dont leurs maris sont commerce; s (Procès-verbal de l'Ordonance, pag. 414, article 32. Coutume de Paris, article 235. ) parce qu'alors le mari est centé avoir autorité sa femme à contracter toutes les obligations attachées au commerce qu'elle sait.

Le mari est même en ce cas contraignable par corps pour raison des dettes contractées par sa femme Marchande publique pour raison du commerce qu'elle fait. (Ità Renusson en son Traité de la Communauté, part. 2. chap. 7. n. 44. Duplessis sur les articles 234. & 236. de la Coatume de Paris, & le Brun en son Traité

de la Communauté, liv. 2. chap. 1. n. 11.) La veuve d'un Marchand qui continue le négoce après la mort de son mari, est aussi sujette à la contrainte par corps, parce qu'alors elle

devient Marchande publique.

Il faut cependant observer, que les filles ou femmes Marchandes publiques ne sont obligées par corps que pour les dettes qui concernent leur negoce, & non pour autres. Mais lorsqu'il s'agit de dettes de leur commerce, la minorité ne les exempte pas même de cette contrainte, ainsi qu'il a été jugé par Arrêt du 5. Décembre 1606. rapporte par Brodeau sur Louet, lettre F. sommaire 11. parce que les Mineurs sont réputés Majeurs pour raison de leur commerce. (Yoyez suprà, att. 4. uote 8. pag. 623.)

4. Ou pour cause de stellionat procédant de leur sait. ] Le fellionat est un dol pratiqué pour tromper par une fausse déclaration celui avec qui l'on contracte. Pour que le stellionat puisse avoir lieu, il faut que la chose déclarée soit du fait de celui ou de celle qui la déclare, ou du moins que ce sait soit de sa connoissance. Par exemple, si un héritage est déckaré franc & quitte de toutes charges ou hypotheques ayent été imposées par celui ou celle qui sait cette déclaration, ou du moins qu'il en ait d'ailleurs connoissance, & que cela soit constaté par écrit ou autrement.

L'Edit du mois de Juillet 1680. (rapporté au nouveau Recueil, tom. 1. pag. 461) a interprété la difposition portée en cet article, & a ordonné: » Que les femmes & filles ne pourront » s'obliger, ni être contraintes par corps, si elles » ne sont Marchandes publiques, ou pour cause » de stellionar qu'elles auroient commis, pre-

par corps. Tit. XXXIV. 641

» cédant de leur propre fait : sçavoir, lorsqu'eln les sont libres & hors la puissance de leurs ma-» ris, ou lorsqu'étant mariées, elles se sont ré-» servé par leur contrat de mariage la libre adn ministration de leurs biens, ou sont séparées » de biens d'avec leurs maris ; sans que les fem-" mes qui s'obligeront avec leurs maris avec les-» quels elles seroient en communauté de biens, » puissent être personnellement réputées Stellio-» nataires; auguel cas, elles seront seulement » sujettes solidairement au payement des dettes » pour lesquelles elles se seront solidairement » obligées avec leurs maris, par faisses & ven-» tes de leurs biens propres, acquêts ou con-» quêts; mais elles ne pourront alors être con-» traintes par corps.

## ARTICLE IX.

Les septuagenaires (1) ne pourront estre emprisonnez (2) pour debtes purement civises (3), si ce n'est pour stellionat (4), tecelé, & pour dépens en matiere criminelle (5), & que les condamnations soient par corps (6).

1. Les Septuagénaires.] Cest-à-dire, ceux qui ont foixante-dix ans accomplis. On avoit d'abord jugé qu'il sufficit d'ètre entré dans la foixante-dixiéme année pour jouir du Privilége porté par cet article; &c cela avoit été ains jugé par un Arrêt du 24. Juillet 1700. rapporté au Journal des Audiences. Mais depuis la Jurifprudence a changé, & l'on tient à préfent qu'il faut avoir soixante-dix ans accomplis. (Ainsi jugé par Arrêt du 6. Septembre 1706. rendu en la Grand'Chambre, & sur les concluserdure la Grand'Chambre, & sur les conclusers.

642 De la décharge des Contrainces fions de M. l'Avocat-Général Joli de Fleuri; rapporté par Augeard en les Arrêts, tom. 1. chap. 78. & par deux autres Arrêts des 24. Juillet 1737. & 4. Septembré 1742. rapportés par Lacombe en fon Recueild'Arrêts in-4°. chap. 12.)

2. Ne pourront être emprisonnés.] Le Débiteur même emprisonné pour dettes eiviles, sons lors les trois cas portés par cet article, ) peut demander son élargissement, lorsqu'il a acquis l'âge de soixante-dix ans accomplis. (Ainsi jugé par Artré du Consseil du S. Mai 1648. tapporté au nouveau Recueil, tom. 1. pag. 179. & au Recueil des Artrès rendus en interprétation de l'Ordonnance de 16-07 par lequel 5 a Majesté, conformément à ladite Ordonnance, defend d'emprisonner aucuns septuagénaires, ni de les retenir pour dettes purement civiles.)

3. Pour dettes purement civiles. Sous ce mot de dettes purement civiles, sont comprises même celles pour deniers Royaux. (Ainfi jugé par Arrêt de la Cour des Aydes du 28. Février 1716. qui a ordonné l'élargissement d'un Septuagénaire emprisonné pour deniers Royaux.) Cependant le contraire a été jugé depuis au Parlement de Paris sur les conclusions de M. Chauvelin, Avocat-Général, le 30. Mars de la même année, en consimant une Sentence du Châtelet de Paris, par laquelle le nommé Mazens septuagénaire, débiteur de deniers Royaux, avoit été débouté de sa demande à sin d'être élargi des prisons, attendu qu'il avoit soixante-dux ans passés.

4. Si ce n'est pour stellionat. ] Voyez suprà,

article 8. note derniere, pag. 640.

5. Et pour dépens en maîtere criminelle. ] Dans les trois cas exceptés par l'Ordonnance & mentionnés dans cet article, les Septuagénaires sont sujets à la contrainte par corps, soit que les caupar corps. Tit. XXXIV. 643 fes ayent précédé cet âge, foit qu'elles ne foisient furvenues que depuis. Il en eft de même dans tous les cas où il y a dol ou fraude, car alors la faveur de l'Ordonnance ceffe, & c'elt pourquoi elle ne les exempte que pour dettes pure-

ment civiles , ainsi qu'elle s'exprime.

6. Et que les condamnations soient par corps.]
Autrement la contrainte par corps n'a pas lieu contre eux. (Ainsi jugé par Artét du 24. Septembre 1701, rapporté au Journal des Audiences, tome 5.) C'est pourquoi il dépend en ce cas de la prudence des Juges de prononcer cette condamnation par corps, ou de la refuser par des considérations particulieres, comme seroit la legéreté du délit, jointe à une extrême vicillesse, se autre cas semblables,

L'Ordonnance, dans cet article & dans le précédent, ne met au nombre des personnes exemptes de la contrainte par corps en matière civile, que les septuagénaires; mais il faut y ajouter encore quesques autres personnes qui

jouissent de ce Privilége. Tels sont,

1°. Les Eccléfiassiques constitués dans les Ordres Sacrés. (Edit du 5, Juillet 1576. Ordonnance de Blois, article 57. Déclaration du 30. Juillet 1710. article 3. Voyez aussi le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 433. article 29.) Au surplus ces mots, constitués dans les Ordres Sacrés, sont assex voir que les samples Cleres ne doivent point jouir de ce Privilège. Ainsi par Arrêc du Barlement de Paris du 14. Juillet 1688. rapporté au Journal des Audiences, un Clere tonsuré, Chanonine depuis vingreinq ans, a été contraint par corps, après les quatre mois, au payement des dépens auxquels il avoir été condamné.

Mais ce droit établi en faveur des Eccléfiastiques constitués dans les saints Ordres, cesse

d'avoir lieu dans les cas, où par dol ils se seroient rendus indignes de ce l'rivilége ; comme, par exemple, s'ils taisoient ou supprimoient frauduleusement leur qualité en se qualifiant Bourgeois ou Marchands, ou en changeant de nom. (Ainsi jugé par Arrêt du 10. Avril 1607. rapporté par le Prêtre, Centurie 3. chap. 22. Voyez audi Arrêts de Filleau, quatrieme partie,

quest. 113.)

2°. Les Mineurs ne peuvent être contraints par corps pendant leur minorité pour raison des dettes qu'ils ont contractées, dans le cas même où ils auroient tiré, accepté ou endossé des Lettres de change pour raison de ces dettes, ni pour quelques autres Causes civiles que ce soit, & quand même ils se seroient soumis à cette contrainte; ce qui a pareillement lieu à l'égard des Mineurs Bénéficiers, quoique d'ailleurs ils soient réputés Majeurs pour raison de leurs Bénéfices. (Suprà, tit. 15. art. 14. pag. 220.) Ainsi jugé par Arrêt du 21. Mars 1676, rapporté au Journal du Palais, qui a déclaré non sujet à la contrainte par corps un Mineur Bénéficier pour les dépens auxquels il avoit succombé en la poursuite d'un Bénéfice, sauf après la majorité à se pourvoit contre lui à ce sujet.

A l'égard des Mineurs Marchands, comme ils sont réputés Majeurs pour raison de leur commerce, ils sont sujets à la contrainte par corps pour raison des dettes contractées pour raison de ce commerce; ce qui a pareillement été étendu aux Financiers & gens d'affaire pour raison des billets par eux subis. ( Voyez ci-dessus,

art, 8. note 3. pag. 640.)
3°. Les Maîtres, Patrons, Pilotes & Matelots érant à bord, pour faire voile, ne peuvent être mis en prison pour dertes eiviles de quelque nature qu'elles soient, si ce n'est pour les dettes

par corps. Tit. XXXIV. 645 qu'ils ont contractées pour raison du voyage, (Ordonnance de la Marine, liv. 2. tit. 1. art,

Hen est de même des Officiers & Gens de guerre, lorsqu'ils sont en service ou en garanson, (Ainsi jugé par un Azrèt rapporté par Boniface, tom. 5. liv. 3. tit. 1. chap. 12. qui a déclaré nul l'emprisonnement fait d'un foldat pour dette givile.)

## ARTICLE X.

Pour obtenir la contrainte par corps après les quatre mois ès cas exprimez au fecond article, le Créancier fera fignifier le Jugement à la personne ou domicile de la Partie (1), avec commandement de payer, & déclaration qu'il y fera contraint par corps après les quatre mois.

1. Ou domicile de la Partie.] Et non au simple domicile du Procureur.

## ARTICLE XI.

Les quatre mois passez à compter du jour de la signification, le Créancier lewera au Gresse une Sentence, Jugement ou Arrest (1), portant que dans la quinzaine la Partie sera contrainte par corps, & lui sera signisser, pour après la quinzaine expirée, estre la contrainte exécutée (2) sans autres procédures; & seront 646 De la décharge des contraintes toutes les significations faites avec toutes les formalitez ordonnées pour les ajournemens.

1. Une Sentence, Jugement ou Arrêt.] C'est ce qu'on appelle ordinairement Sentence ou Arrêt d'iterato.

2. Etre la contrainte exécutée. ] Pourvu qu'il n'y air point d'appel ou d'opposition au Jugement: car alors il faut suivre ce qui est porté

dans l'article qui fuit.

Il faut aufi obferver, qu'il n'est pas permis d'arrêter les Particuliers dans leurs maisons pour dettes civiles, même de jour. (Arrêt de Réglement du 19. Décembre 1702. rapporté au Journal des Audiences, qui établir là-dessu une défense générale, à moins qu'il n'y air à cet efter une permission du Juge. Autre Arrêt du 17. Décembre 1707; rapporté au Recueil des Réglemens de Justice. Voyez ces Arrêts au nouveau Recueil, tom. 2. pag. 182 & 411.) On trouve aussi un Acte de notoriété du Châtelet de Paris, qui établir la même maxime. (Voyez le Recueil des Atress de notoriété de cette Juris-diction, pag. 265.)

Mais s'il y a permission du Juge des lieux, on peut arrêter le Débiteur dans sa maison, cette permission peut s'accorder sur une simple requête du Créancier, par laquelle il expose que le Débiteur condamné reste enfermé chez lui pour se dispenser de satisfaire à ses obligations, quoiqu'il soit en état de le faire. Le Juge sur cette requête ordonne qu'il sera par un Huissier desse procès-verbal de la retraite du Débiteur dans sa maison, & après pluseurs Procès-verbau qui se sont ordinairement au nombre de trois, & de huitaine en

par corps. Tir. XXXIV. 647
huitaine, il rend son ordonsance, sil y a lieu
de le faire, portant permission d'arrêter le Débiteur dans la maison. Cependant ces sortes de
permissions ne doivent pas s'accorder indistinctement, & sans des raisons importantes, comme
s'il s'agit d'une dette très-considérable. Le Juge
peut aussi la refuser, eu égard aux circonstances, & à la qualité ou dignité des personnes.
On peut se pourvoir contre ces permissions, ou
par opposition au siege, ou par appel devant

le Juge supérieur.

La Jurisdiction de la Conservation de Lyon a ce Privilége, que les Sentences qui sont émanées de ce Tribunal, s'exécutent non-sculement par emprisonnement contre les Débiteurs condamnés, mais même qu'on peut les faire arrêter dans leurs maisons. Comme l'Arrêt du Parlement de Paris du 19. Décembre 1702. dont on vient de parler, sembloit déroger à ce Privilége, en ce qu'il établit une défense générale fans aucune distinction, il est intervenu un autre Arrêt du 18. Juin 1710. rapporté aussi au Journal des Audiences, qui porte qu'il en sera usé dans toute l'étendue de la Sénéchaussée de Lyon, comme avant l'Arrêt du 19. Décembre 1702. conformément à un Edit de François Premier de l'année 1536. & à deux autres Edits des mois de Mai 1655. & Juillet 1669. qui portent qu'on pourra dans ce cas arrêter les Débiteurs dans leurs maisons. Depuis, par un autre Edit du mois d'Août 1714. il a été ordonné que ce droit de la Conservation de Lyon seroit exécuté dans toute l'etendue du Royaume, Yoyez le nouveau Recueil, tom. 2. pag. 609.

Il y a des personnes qu'il n'est pas permis d'arrêter dans les rues par des Priviléges parti-

culiers. Ainfi,

Les Receveurs des Confignations, quoique - Tome II. Q

d'ailleurs contraignables par corps pour les reliquats de leurs comptes, ne peuvent être êxécutés dans les rues en leur perfonne, finon en vertu d'Arrêts ou Sentences rendus sur un Procès-verbal de refus. (Edit de création de ces Offices du mois de Février 1689, article 31.)

Il en est de même des Commissaires aux saisies réelles, suivant leur Edit de création du

mois de Juillet 1689. art. 19.

Une autre regle en matiere d'emprisonnement pour dettes civiles, est qu'on ne peut arrêter. un Débiteur, même dans les rues, les jour de Fêtes & de Dimanches, si ce n'est avec la permission du Juge. (Acte de notoriété du Châtelet de Paris du 5. Mai 1703. Ainsi jugé par pluseurs Arrêts, & entr'autres par un du 24. Janyier 1708. rapporté par Augeard en se Arrêts, tom. 3. Voyez aussi le nouveau Recueil, tom. 2. p. 313. & 412. ) Ce qui est une suite de la maxime, que rous Exploits doivent cesser jours de Fêtes & de Dimanches. (Voyez l'article - 69. de l'Ordonnance de Moulins.)

On ne peut même emprisonner ces jours-là peur deniers Royaux; & il y a à ce sujet un Arrêt du Conseil du 10. Février 1661. qui fait désenses à tous Huissers, Sergens, Archers, & autres Potteurs de contraintes pour deniers Royaux, de les mettre à exécution les jours de Dimanches & de Fêtes contre les Contribuables allans & revenans de la Messe, à peine de trois mille livres d'amende contre les Contre

venans.

Mais comme il arrive souvent que des Débiteurs que l'on ne peut prendre dans leurs maisons, ne sortent que les Dimanches & Fêtes, on obtent quelquesois, & dans de certains cas, une permission du Juge pour les faire arrêter ces jours-là. Ces permissions ne s'accordent par corps. TIT. XXXIV 649 point pour les jours de grandes Fêtes, & rarement les accorde-t-on quand il s'agit de som-

mes modiques.

Outre les conditions précédentes qui sont nécessaires pour la validité des contraintes par corps, il faut aussi observer dans les actes d'emprisonnement les formalités établies par les Réglemens pour ces sortes d'actes. Ainsi il faut y faire mention des Arrêts, Jugemens & Contrats en vertu desquels on emprisonne, du nom, surnom & qualité du Prisonnier; de ceux de la Partie qui fait emprisonner, comme aussi du domicile qui doit être élu par cette Partie au lieu où la prison est située; le tout à peine de nullité. (Ordonnance de 1670, titre 13, article 13.) A Paris même il faut que celui qui fait emprisonner, outre l'élection de domicile, constitue Procureur par l'Exploit d'emprisonnement. (Edit du mois de Janvier 1685, conceinant l'administration de la Justice du Châtelet de Paris, art. 7.)

Il faut de plus que le titre en vertu duquel on emprifonne, foit fcellé, expédié en parchemin, & revétu des autres formalités requifes pour les faifies & exécutions. ( Voyez ce qui a été dit à ce fujer, titre 33. article 2. note 1. pag. 472. Voyez aufil l'Ordonnance de 1670, titre 13. articles 23. & 24. pour les alimens dùs à ceux que les Créanciers font emprifonner pour deutes.)

## ARTICLE XII.

Si la Partie appelle de la Sentence, ou s'oppose (1) à l'exécution de l'Arrest ou Jugement portant condamnation par corps, la contrainte sera sursisé jusques à ce que l'appel ou l'opposition ayent esté 650 De la décharge des Contraintes, terminez: mais si avant l'appel ou opposition signisse, les Hussiers ou Sergens s'étoient saisse de la personne, il ne sera sursis à la contrainte (1).

1. Si la Partie appelle de la Sentence, ou s'oppose, &c.] L'opposition formée au Jugement qui déboute par défaut de la Sentence ou Arrêt d'iterate, n'est pas recevable; c'est une opposition à une opposition, laquelle ne doit

jamais être reçue en Justice.

Loriqu'une Sentence qui emporte contrainte par corps s'exécute par provision, comme sont les Sentences Consulaires, celles des Présidaux au second cher de l'Edit, & en général toutes les autres Sentences dont l'exécution est pre-wiloire, l'appel n'en suspendend pas l'effet, & il n'y a en ce cas d'autre voie que d'obtenir un Arrêt de défenses.

2. Il ne fera furss à la contrainte. I Lorsque, le Débieur est emprisonné en vertu d'un Jugement ou autre Acte, il peut se pourvoir contre cet emprisonnement, & le faire déclarer nul, soit en proyant qu'il ne devoir être à son Débiteur lors de son emprisonnement, soit en faisant voir que les formalités nécessairés pour emprisonnet valablement, n'ont point été obtes-

vées à son égard.

Si l'emprisonnement est déclaré nul dans la forme, toutes les recommandations faites par d'autres Crânciers deviennent auffi nulles. Mais quand l'emprisonnement est déclaré nulen conféquence de ce que celui qui a été emprisonné ne devoir rien à celui qui l'a fait arrêter, alors cette nulliré n'empêche pas les recommandations de subsister, pourvu que d'ailleurs la capture ait été faite ayec toutes les formalités nécessaires.

par corps. Tir. XXXIV 611 res pour la validité des emprisonnemens.

Celui qui a été valablement emprisonné, peut obtenir main-lèvée de la personne de plusieurs

manieres:

1°. En payant ou confignant les fommes pour lesquelles il est constitué prisonnier ou recommandé, sans qu'il soit besoin même en ce cas de faire ordonner qu'il sera mis hors de prison. (Ordonnance de 1670, titre 13, article 12.)

2°. Faute par les Créanciers de fournir les alimens au prisonnier. (Ibides, article 24. Voyez aussi les Réglemens rendus en interprétation de

cet article. )

30. En donnant caution. Dans ce cas, il arrive souvent que les Créanciers au moyen de cette condition consentent à l'élargissement de leur Débiteur, ou même que le Juge par des confidérations particulieres les oblige d'y con-

Centir.

4°. En demandant à être reçû au bénéfice de cession, & en abandonnant tous ses biens à ses Créanciers; mais il y a des dettes pour lesquelles ce bénéfice ne peut avoir lieu. Telles font, 1º. Les dettes provenant de crime, dol ou fraude. (Coquille , quest. 195.) 20. Les Comptables de deniers publics; & fur-tout de deniers Royaux; ne sont point admis au benéfice de cession. ( Voyez le Prêtre, Centurie 1. chap. 99. & c'est aussi la diposition de l'Ordonnance des Fermes du mois de Juillet 1681. au titre commun des Fermes, article 13.) 36. Les Gardiens , Commissaires , Huisliers & autres Dépositaires des biens de Justice, ceux qui ont quelque administration publique, comme d'Hôpitaux, &c. les Cautions judiciaires, ceux chez qui l'on a mis un dépôt forcé, ainsi que les Tureurs pour reliquats de compte de leurs Mineurs. (Mainard, liv. 4. chap. 17. la Roche-

flavin, liv. 6. titre 20. article 1. Berault sur la Coutume de Normandie, article 20, au mot Bénéfice de cession. Papon en ses Arrêts, liv. 10. n. 7. & 11. Louet, lettre C. sommaire 14. Carondas, liv. 6. Réponse 37. & autres. ) 4º. Les Fermiers des Terres, Métairies, lorsque la contrainte par corps a été stipulée par le Bail, ne sont point admis non plus au bénéfice de cesfion. (Voyez Louet, lettre C. sommaire 57. & Coquille sur la Coutume de Nivernois, chap. 32.article 22. Plusteurs Arrêts l'ont ainsi jugé, & entr'autres un du 31. Mai 1633, rapporté par Bardet, & un autre du 27. Mars 1648.) Au reste cela ne doit avoir lieu que dans le cas où le Fermier auroit appliqué à son profit, & détourné les fruits provenans des héritages qu'il tient à ferme, avant que le Propriétaire eût été payé de ses fermages, parce qu'alors il comamet une espece de vol. 5°. Les Etrangers ne sont point non plus admis à ce bénéfice. (Ordonnance du Commerce de 1673, titre des Cessions de biens, article 2.) Voyez encore d'autres cas pour lesquels la cession n'a pas lieu dans les articles 428. 429. & 439. de la Coutume d'Orléans.

Non-seulement le Débiteut contraint par corps peut obtenir main-levée de sa personne par les voies qu'on vient d'indiquer; mais il peut encore prévenir & empécher son emprisonnement, soit en obtenant des Lettres de Répi, d'Etat, ou des Désenses générales qui s'accordent quelquesois, mais pour des considérations importantes, (Voyez suprà, tit. 33. article 12. note 1. pag. 591.) soit en obtenant un saufconduir, qui ne s'accorde ordinairement que par le Souverain, & rarement par les Juges, si ce n'est en quelque cas où il est nécessaire de le faire, pour que le débiteur puisse agir en ses

par corps. TIT. XXXIV. 653 affaires; mais alors ce ne doit être qu'avec une grande connoissance de cause, & par des motifs particuliers.

## ARTICLE XIII.

Les poursuites & contraintes par corps n'empescheront les saistes (1), exécutions & ventes des biens de ceux qui sont condamnez.

1. N'empécheront les faisses.] Ainsi un Créancier peut saisse les biens de son Débiteur en même-tems qu'il le fait emprisonner. Il a deux surretés au lieu d'une.

## TITRE XXXV.

# Des Requêtes Civiles.

A Requête civile est un moyen de se pourvoir course un Arrêt ou un Jugement rendu en dernier ressort, contre lequel on ne peur

venir par opposition.

Ces Requêtes s'emploient en matiere civile dans les cas mentionnés ci-après aux articles 34, 35, & 36, de ce titre, tant contre les Arrèrs & Jugemens diffinitifs, que contre ceux qui ne font qu'interlocutoires ou d'inftruction.

Mais en matiere criminelle, il faut diftinguer entre les Jugemens rendus à l'Audience

& ceux rendus à la Chambre.

1°. On peut toujours se pourvoir pa.

qu'ête civile contre les Arrêts & Jugemens rendus en dernier reflort à l'Audience, quoique diffinitivement rendus. Il en est de même des Arrêts sendus aux Enquêtes en matiere de petit criminel: ces Arrêts & Jugemens sont plutôt censés rendus au Civil qu'au Criminel, n'y ayant point alors de Procédure extraordinaire, qui seule fait, à proprement parlêt, l'essence du Procès criminel.

2°. Quant à ceux d'instruction rendus à l'Audience incidemment & dans le cours d'une procédure extraordinaire, il ne paroît pas non plus qu'il doive y avoir de la difficulté à admettre les Requêtes civiles, lorsqu'il y a des moyens d'ouverture suffisans; ce qui est fondé sur ce qu'alors on ne peut se pourvoir par Lettres de révision, ces Lettres n'ayant lieu qu'à l'égard de l'Accusé qui a été condamné. (Voyez l'Ordonnance de 1670. titre 16. article 8.) Voyez aussi l'Ordonnance de Leopold Premier, Duc de Lorraine, du mois de Juillet 1701, touchant la procédure criminelle de ce Duché, titre 12. article 21. qui en a une disposition qui peut recevoir ici fon application. Cet article porte: » Oue les Parties pourront se pourvoir par Re-3) quête civile contre les Arrêts d'instruction au 22 criminel pour les moyens (ou causes d'ouver-» tures) marqués en la procédure civile, qui » pourroient avoir leur application à la criminelle, & néanmoins sans retardation du Ju-» gement. C'est aussi ce qui résulte de l'Edit du mois de Février 1682, rendu pour la Tournelle du Parlement de Toulouse, dont il est parlé ci-après en la note 1. sur l'article 21. pag. 676. ( Voyez le nouveau Recueil , tom. 1 pag. 504.) 3°. A l'égard des Arrêts ou Jugemens en dernier resfort rendus après une instruction com-

plette, il est rare que la Requête civile y soit

Civiles. TIT. XXXV. 655

ádmife, à cause des inconvéniens qui en pourroient arriver tous les jours. Il n'y a dans ce cas que la voie de révision. (Arrèt du 4. Septembre 1699. rapporté au nouvéau Recuet), tom. 2. pag. 245.) On peut néanmoins faire là-dessiune distinction entre l'Accusé, & entre l'Accufareur ou le Plaignant.

Quant à l'Accusé, il femble qu'il doit toujours être favorablement écouté en pareil cas, quoiqu'il puisé aust le pourvoir par Lettres de révision, qui est une voie beaucoup plus favorable; mais rien n'empêche qu'il puisse aussi prendre la voie de la Requête civile, dans les cas où il y auroit ouverure à cette Requête.

Ouant à l'Accusateur ou Plaignant, comme la voie de la révision n'a pas lieu à son égard, il n'a que da voie de la Requête civile ; encore ne doit-elle être admise que très-rarement, quand il s'agit de renouveller une accusation terminée. Plusieurs Arrêts ont jugé , que dans ce cas un Accusateur ne pouvoit se pourvoir par Requête civile, même sur le fondement de preuvas nouvellement découvertes : (Voyez Basnage sur la Coutume de Normandie, article 143.) fi ce n'est dans des crimes atroces. Il y a cependant un cas où cette Requête doit être reçûe; c'est lorsque l'Accusé a falusié ou supprimé les charges, corrompules Témoins, ou ule d'artifices semblables pour se procurer une absolution. C'est ainsi que s'en explique M. Talon. Avocat-Général, dans un Arrêt du 16. Juin 1632. rapporté par Bardet, tom, 1. liv. 1 chap. 32.

#### ARTICLE L

Les Attêts & Jugemens en dernier ressort (1) ne pourront être setractez (1) que par Lettres en forme de Roqueste cide leurs héritiers, successeurs ou avans caufe (4).

I Et ugement en dernier ressort. ] Autres que ceux rendus par les Présidiaux au premier chef de l'Edit, à cause de ce qui est porté ci-après en l'article 4. Les Jugemens en dernier ressort dont il est parlé ici, sont ceux rendus par les Maîtres des Requêtes de l'Hôtel, quand ils jugent au souverain.

2. Ne pourront être rétractés. ] Lorsqu'il s'agit sculement de se pourvoir en interprétation,

il suffit d'une simple Requête.

3. Que par Lettres en forme de Requête civile. ] Ces Lettres c'obtiennent dans les Chancelleries des Cours & Siéges, où les Arrêts & Jugemens contre lesquels on veut se pourvoir, ont été rendus; elles doivent contenir le fait. la procédure, & le dispositif du Jugement qu'on attaque.

4. Ou ayans canse. ] Comme sont les Créanciers qui exercent les droits de leur Débiteur, mais non ceux qui succédent à titre particulier

de donation ou vente.

#### II. ARTICLE

Permettons de se pourvoir par simple Requeste à fin d'opposition ( 1 ) contre les Arrests & Jugemens en dernier ressort , auxquels le Demandeur en Requeste n'aura esté Partie ( 2 ), ou deuement appellé (3); & mesme contre ceux donnez fur Requeste (4).

a. Par simple Requête à fin d'opposition.] L'op-

position dont il est parlé ici , est différente de · l'opposition en tiers dont il est fait mention dans les articles 10. & 11. du titre 27. ci-dessus. Cette opposition en tiers suppose un Arrêt ou Jugement rendu en forme contre des Parries autres que l'Opposant, au lieu que celle mentionnée au présent article ne regarde que les Jugemens rendus contre une Partie sans assignation préalable, & sur une simple Requête non signifiée ni communiquée. Cette opposition suspend; au lieu que celle mentionnée aux articles 10. & 11. du tit. 27. ne suspend point. D'ailleurs il n'y a point d'amende pour l'opposition mentionnée en cet article 2. au lieu que pour l'autre opposition , celui qui y est mal fondé, est condamné en l'amende de cent cinquante ou de soixante-quinze livres. (.Voyez ci-deflus, tit. 27. art. 10. pag. 475.)

2. N'aura été Partie.] Parce qu'alors on ne peut opposer l'exception rei judicate à celui qui

attaque le Jugement.

3. Ou ducment appellé. ] C'est-à-dire, appellé à domicile 3 & il ne suffiroit pas d'avoir atlègné les Héritiers au domicile d'un seul pour tous. Ainsi si les autres héritiers avoient été condamnés sur cette assignation au domicile de l'un d'eux, ils pourtoient-ervenir contre le Jugement par simple opposition sans Requête civile, comme n'ayant point été valablement appellés; à moins qu'ils n'eustient défendu nommément, & chacun étant en qualité; auquel cas ils n'autoint plus que la voie de la Requête civile, s'il y avoit ouverture suffisante à cette Requête.

Ces fortes d'oppositions peuvent être formées en tous tems, & il n'est pas nécessaire qu'elles foient formées dans la huitaine, comme au cas de l'article qui suit. Il n'est pas nécessaire non plus pour êtro reçu opposant, de resonder les dégens.

#### ARTICLE III.

Permettons pareillement de se pourvoit par simple Requeste (1) contre les Arrests & Jugemens en dernier ressort (1), qui auroient esté rendus à faute de se présenter (3), ou en l'Audience à faute de plaider (4), pourveu que la Requeste foit donnée (5) dans la huitaine du jour de la signification (6) à personne ou domicile de ceux qui seront condamnez, s'ils n'ont constitué Procureur (7), ou au Procureur quand il y en a un: si ce n'est que la Cause ait esté appellée à jour de rolle (8); auquel cas, les Parties ne fe pourront pourvoir contre les Arrests & Jugemens en dernier ressort intervenus en conséquence, que par Requeste civile.

1. Par fimple Requête. ] Cell-à-dire, par Requête d'opposition. Dans plusieurs Sieges, au licit d'une Requête d'opposition, il suffir de former opposition par un simple acte signissé à la Parties & c'est ainsi qu'on le pravique au Châtelet d'Otléans.

2. Contre les Arrêts & Jugemens en dernier ressort. I Il y a un Arrêt de Réglement du Partement de Rouen du 18. Novembre 1712. rendu toutes les Chambres assemblées sur la Requête du Procureur Général, qui s'âit désenses à tous Procureurs de présenter des Requêtes tensantes à opposition contre l'exécution des Arrêts

prononcés par défaut à l'Audience, qu'auparavant ils n'aient consulté un Avocat, lequel doit se charger de soutenir l'opposition, & dont le nom scra déclaré par la Requête, à peine de tous dépens, dommages & intérêts envers le Défendeur, auxquels le Procureur qui aura figné la Requête d'opposition, en cas de désaveu de l'Avocat par lui nommé, sera personnellement condamné. Quoique l'Ordonnance ne parle ici que des Jugemens en dernier reflort, néanmoins l'ulage de tous les Sieges a étendu cette dispofition à l'égard des Sentences dont il-peut y avoir appel C'est pourquoi dans tous les cas oit une Sentence a été rendue par défaut contre une Partie, on peut se pourvoir par opposition dans la buitaine contre cette Sentence, au lieu d'en interjetter appel. (Voyez à ce sujet un un acte de notoriété du Châtelet de Paris du 3. Octobre 1727. rapporté par Denisart en son Recueil: des Actes de notoriété de ce Tribunal, pag. 28. cet Acte ajoute qu'une opposition ainsi formée suspend l'exécution de la Sentence rendue par défaut jusqu'à ce qu'il ait été statué diffinitivement fur cette opposition. Voyez austi l'article 8. de la Déclaration du 17. Février 1688. rouchant la procédure des Elections, Greniers à Sel, &c. rapportée au nouveau Recueil, tom. 2. pag. 13.) Et même lorsqu'on a laissé passer la huitaine, on peut appeller & convertir l'appel en oppposition, ensuite de quot on vient plaider sur cette opposition; l'usage a autorisé cette procédure pour éviter les frais d'un appel fouvent coûteux.

Mais on ne doit jamais être reçû opposant à un Jugement qui a débouté d'une premiere opposition, quoique ce Jugement ait été rendupar défaut. (Même Déclaration du 17. Février 1688, article 10)

Lorsqu'une Cause a été jugée contradicoires ment avec quelques-unes des Parties, & par défaut contre d'autres, celles contre qui le Jugement a été rendu par défaut, peuvent revenir par opposition; mais celles qui étoient présentes, ne peuvent revenir contre ce Jugement en aucune maniere, si ce n'est par la voie disppel, dans le caso uil a lieu; ensoire que quand bien même, sur l'opposition des Défaillans, on viendroit à rendre une Sentence différente de la premiere, n'eanmoins ceux contre qui elle auroit été jugée contradictoirement, ne pourroient revenir par opposition, ni la faire changer à leur égard.

Au surplus il faut observer, que dans tous . les cas ou l'on revient par opposition dans la huitaine contre un Jugement rendu par défaut, & où la procédure de la Partie adverse est réguliere, on ne doit être reçu opposant qu'en refondant les dépens de ce défaut, qui ne peuvent être remis en diffinitive; mais dans ces épens on ne doit pas comprendre l'affignation, à copie des pieces, ni les saisses & exécutions faites en conséquence du Jugement rendu par \*défaut : ces sortes de dépens doivent être taxés. en taxant ceux de la Sentence diffinitive. (Réglement du Châtelet de Paris du 11. Août 1692. article 7. rapporté au nouveau Recueil, tom. 2. pag. 130.) A l'égard des défauts faute de plaider, il n'y a point de réfusion de dépens.

Il faur aussi observer que dans le cas où des dépens ont été déclarés préjudiciaux, on n'est point reçu à les compenser avec d'autres dépens, ou dette liquide. (Ainsi jugé par Arrét du Parlement de Paris du 27, Mai 1530. Voyez Papon en ses Arrêts, liv, 18, tit. 2, art, 24, &

Dargentré sur l'article 181. de la Coutume de Bretagne: )

L' Cette réfusion des dépens est arbitrée à la fomme de huit livres, fuivant un Réglement du Châtelet de Paris, homologué par Arrêt de de la Cour du 2. Juillet 1691.

3. A faute de se présenter. [Ou à faute de fournir ses défenses. Au furplus cet article comprend les congés comme les défauts. (Voyez ci-dessus,

tit. 11. article 19. pag. 150.)

4. Ou en l' Audience à faute de plaider. ] Mais non contre les Jugemens rendus par forclusion, arrequels on ne reçoit jamais d'opposition à 'égard de ceux qui ont été Parties dans ces Jugemens.

5. Soit donnée. ] Adde, répondue & fignifiée. 6. Dans la huitaine du jour de la signification.]

Lorsque la Partie contre laquelle on a obtenuun Jugement par défaut, qui lui est fignifié à domicile, n'avoit point de Procureur constitué, & que cette Partie a son domicile en un endroit très-éloigné de celui où le Jugement a été rendu, il semble qu'outre la huitaine pour pouvoir former son opposition, il faudroit encore y ajouter le délai de la distance, à raison d'un jour pour dix lieues; (Suprà, tit. 3. art. 3. aux notes, pag. 48.) à moins que la Partie qui fait fignifier le Jugement, n'eût élu par la fignification domicile dans le lieu où elle est faite ; auquel cas il faudroit que cette opposition fût formée dans la huitaine. Ainsi si un Jugementr endu à Paris étoit signissé à Lyon, qui en est distant de cent lieues, la Partie, outre la huitaine, devroit encore avoir dix jours pour former fon opposition. Voyez ci-dessus, tit. 17. art. 7. note 2. pag. 245.)

7. S'ils n'ont constitue Procureur. ] Suivant l'usage des Cours & la jurisprudence des Arrêts, l'Oppolition formée aux Jugemens ou Artèts faute de comparoître, quoique formée après la huitaino de la fignification du Jugement, est récevable, en payant préalablement les frais de la contaniace îi la procédure est réguliere, & fans aucune réfusion de dépens si cette procédure est vicicuse. A l'égard des autres Arrets & Jugemens il faur que l'opposition soit formée dans la huitaine, autrement on n'y est plus recevable.

8. A tour de rolle. J Parce que le rôle interpelle, & qu'alors les Parties étant averties du tems auquel la Cause sera appellée, doivent être prèces, & ne peuvont alléguer cause d'ignosance.

# ARTICLE IV.

Ne setont obtenues Lettres en forme de Requeste civile contre les Senteneces Présidiales rendues au premier ches de l'Edit; mais il sustina de se pourvoir par simple Requeste (1) au mesme Présidial.

1. Par simple Requête. ] On appelle cette Requête, Requête civilo Présidials.

# ARTICLE V.

Les Requestes civiles seront obtenues & signifiées, & assignations données (1), foir au Procureur ou à la Parrie, dans les six mois ; à compter, à l'égard des Majeurs, du jour de la signification (1) qui leur aura esté faite des Arrests & Jugemens en dernier reffort, à personne ou domicile; & pour les Mineurs, du jour de la signification qui leur aura esté faite à personne ou domicile (3) depuis leur majorité.

1. Signifiées & affignations données, &c.]

Yoyez la note 2. fur l'article 7.

2. A l'égard des Majeurs, du jour de la signification, 6c. Si l'intérêt d'un Majeur étoit commun & indivisible avec celui d'un Mineur qui auroit été restitué par Requête civile, cette restitution ne pourroit prostier au Majeur que dans les matieres réelles. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 440. Voyez aussi Henrys, tom. 1. liv. 4. chap. 6. quest. 25. & tom. 2. liv. 4. quest. 19. & Louet, lettre H. sommaire 20. n. 6.)

3. A personne ou domicile.] Voyez infra, art. 11: au commencement, pag. 668.

# ARTICLE VI.

Le Procurent qui aura occupé en la Cause, Instance ou Procès, sur lequel est intervenu l'Artest ou Jugement en dernier ressort, sera tenu d'occuper (x) sur la Requeste civile, sans qu'il soit besoin de nouveau pouvoir, pourveu que la Requeste civile ait esté obtenue & à luis signitiée dans l'année du jour & datte de l'Arrest (2).

1. Sera tenu d'occuper. Parce que c'est une dépendance & une suite de l'Instance princi-

664 Des Requêtes pale. ( Voyez fuprà, titre 32. article 4. avec les

notes, pag. 567.) , 2. Dans l'année du jour & date de l' Arrêt. ] Et non de la fignification de l'Arrêt ou Jugement en dernier ressort: car la Requête civile doit être obtenue & signifiée dans les six mois de la fignification de l'Arrêt ou Jugement, comme il est dit en l'article s. Lorsque la Requête civile n'est obtenue qu'après l'année de la date du Jugement, le pouvoir du Procureur qui a occupé en la cause, Instance ou Procès sur lequel est intervenu l'Arrêt ou Jugement en dernier ressort, cesse, & il faut que la Partie qui a obtenu la Requête civile, la fignific à domicile, & assigne dans les délais. (Voyez le Proeès-verbal de l'Ordonnance, pag. 47. art. 16.)

#### ARTICLE VII.

Les Ecclésiastiques (1), les Hospitaux, & les Communautez tant Laïques qu'Ecclésiastiques, Séculieres & Régulieres, mesme ceux qui sont absens du Royaume pour cause publique, auront un an pour obtenir & faire signifier (2) les Requestes civiles, à compter pareillement du jour des significations qui leur auront esté faites au lieu ordinaire des Bénéfices, des Bureaux des Hospitaux, ou aux Syndics ou Procureurs des Communautez, ou au domicile des absens.

1. Les Ecclésiastiques. ] La grace qui est accordée ici aux Eccléfiastiques, n'est qu'à raison des Bénéfices qu'ils possédent, & non à raison.

Civiles. TIT. XXXV. de leurs biens particuliers autres que ceux qui

dépendent de leurs Bénéfices.

2. Auront un an pour obtenir & faire signifier. ] Mais il n'est pas nécessaire que l'assignation soit donnée dans l'année; ce qui est une seconde différence de cet article avec l'article s. de ce titre, qui exige que les Requêtes civiles soient obtenues & fignifiées, & les assignations données dans les six mois : (Ainsi jugé par Arrêt du 4. Mai 1682. rapporté au quatrieme tome du Journal des Audiences, en faveur de la Communauté des Passementiers de la ville de Paris.) ce qui paroît néanmoins contraire au texte de l'Ordonnance, qui porte expressément: " Que les assignations sur les Requêtes civiles » seront données dans les six mois, & qu'autren ment les Parties qui en poursuivent l'entérinement, doivent être non-recevables, comme il résulte de l'article 11. ci-après.

#### VIII ARTICLE

Si les Arrests ou Jugemens en dernier ressort ont esté donnez contre ou au préjudice des personnes qui seront décédées dans les six mois du jour de la signification à eux faite, leurs héritiers succesfeurs ou ayans cause (1), auront encore le mesme délai de six mois (1) à compter du jour de la fignification qui leur aura esté faite des mesmes Arrêts & Jugemens en dernier ressørt, s'ils sont Majeurs; finon le délai de six mois ne courra que du jour de la signification qui leur sera faite depuis leur majorité. 1. Ou ayans cause. ] Comme sont les Créanaciers; mais non ceux qui succèdent à titre singulier, comme le Donataire ou l'Acheteur.

2. Le même délai de fix mois. ] Outre le terns qui s'est écoulé du vivant du défunt, décédé dans les fix mois de la Requête civile.

### ARTICLE IX

Celui qui aura fuccédé (1) à un Bénéfice durant l'année, à compter du jour de la fignification faite de l'Arrest ou Jugement en dernier ressort à son prédécesseur dont il n'est Résignataire (2), aura encore une année pour se poutvoir par Lettres en forme de Requeste civile, du jour de la signification qui lui en sera faite.

i. Celui qui aura fuccidé, &c.] Cet article ne doit "point s'étendre aux mutations qui arrivent par la mort ou changement de nomination des Directeurs & Administrateurs, Syndisco uProcureurs des Communautés ou Hōpitaux! car à leur égard il n'y a aucune prolongation de délai, & ils n'ont que l'année, comme il est dir en l'article 6. ci-dess. ( Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 441. art. 8.)

2. Dont il n'est Résignataire. J Comme si au lieu de tenir son Bénésice par nomination, il en a été pourvu par mort ou dévolut.

Mais fice successeur étoit Résignataire, il n'auroit que le tems qui reste à son Résignant, parce qu'alors il y a lieu de présumer que le Résignant Civiles, Tit. XXXV. 667

a'a pas manqué de donner à fon Réfignataire connoisfance de l'Arrêt ou Jugement qui lui a été fignifié ; d'ailleurs il ne peut transfèrer à fon Réfignataire plus de droit qu'il n'en avoit luimême.

#### ARTICLE X.

Les Majeurs & Mineurs n'auront que trois mois au lieu de six; & les Eccléfiastiques, Hospitaux, Communautez, & les absens du Royaume pour cause publique, six mois au lieu d'un an, pour obtenir & faire signifier les Requestes contre les Sentences Présidiales données au premier chef de l'Edit; & au surplus seront toutes les mesmes choses ci-dessus observées pour les Sentences Présidiales au premier chef de l'Edit (1), que pour les Arrests & Jugemens en dernier ressort (2),

1. Pour les Sentences Prédiales au premier chef de l'Edit. ] Soit pour les oppositions aux Jugemens par défaut, foit pour les autres choftes dont il est parlé dans les articles précédens. Les articles 11. 11. 18. & 19. établisent aussi des regles touchant les Sentences Présidiales au premier chef de l'Edit. A l'égard des autres articles, quoiqu'ils s'emblent ne regarder que les Arrêts, néanmoins il y en a plusieurs dont il faut faire l'application aux Requêtes Présidiales : tels sont les articles 14. 19. 27, 29, 31. 32. 33. 34. 35. 37. 38. 40. 41. & 42.

2. Et Jugemens en dernier resfort. ] Voyez la

668 Des Requêtes note 1. sur l'article 1. de ce titre, ci-dessus, pag. 656.

# ARTICLE XI.

Voulons que tous les Arrests, Jugemens en dernier resfort, & Sentences Présidiales données au premier chef de l'Edit, foient significes aux personnes ou domicile (1), pour en induire les fins de non-recevoir contre la Requeste civile dans le temps ci-dessus, encore que les uns ayent esté contradictoires en l'Audience, & les autres signifiez au Procureur : sans que cela puisse estre tiré à conséquence aux hypothéques, saisses & exécutions, & autres choses, à l'égard desquelles les Arrests, Jugemens & Sentences contradictoires donnez en l'Audiences auront leurs effets, quoiqu'ils n'ayent esté fignisiez, & ceux par défaut donnez en l'Audience & sur Procès par écrit (2), à compter du jour qu'ils auront esté signifiez aux Procureurs.

1. Soient signissées aux personnes ou domicile.]
Afin que cetui qui est dans le cas de se pourvoir par Requété civile contre un Jugement rendu contre lui, ne puisse ignorer ce Jugement : car s'il sufficir de le signisser au domicile de son Procureur, il pourtoir n'être, pas averti.

2. Et sur procès par écrit. ] Soit que le Procès ait été jugé par forclusion, ou sur productions respectives des Parties. (Voyez le Procèsverbal de l'Ordonnance 1667, p. 442. art. 10.)

#### ARTICLE XII.

Si les Lettres en forme de Requeste civile contre les Arrests ou Jugemens en dernier ressort, ou les Requestes contre les Sentences Présidiales au premier chef, sont sondées sur pieces fausses (1), ou sur pieces nouvellement recouvrées qui estoient retenues ou dérournées par le fait de la Partie adverse, le temps d'obtenir & faire signifier les Lettres ou Requestes, ne courra que du jour que la fausseré, ou les pieces auront esté découvertes, pourveu qu'il y ait preuve par écrit du jer (2), & non autrement.

1. Sur pieces fausses. ] C'est à celui qui se pourvoit par Requére civile à prouver, non-feulement que les pieces sont fausses, mais aussi que le Jugement a été sondé sur ces pieces, suivant la Loi 3. Cod si ex s'alsis instrum. vet tessim, judicatum fuerit ; parce qu'il se peut s'aire qu'oure les pieces maintenues fausses, la Partie en ait produit d'autres valables, qui ayent servi de motif à la décision de la Cause. (Voyez le Prêtre, Centurie 2. chap. 73.)

2. Pourvu qu'il y ait preuve par écrit du jour. I Le tems auquel une piece a été recouvrée, se justifie par écrit; v. g. lorsqu'il en est fait mention dans un inventaire, ou par quelqu'autre voie de cette qualité, dont le Demandeur en Requête civile n'auroit e un il a connoissance, ni la disposition. (Voyez le Procès-

verbal, pag. 444.)

#### ARTICLE XIII.

Sera attaché aux Lettres de Requeste civile une consultation fignée de deux anciens Avocats (1), & de celui qui auta fait le rapport, laquelle contiendra sommairement les ouvertures de Requeste civile; & seront les noms des Avocats & les ouvertures inférées dans les Lettres (2).

1. Signée de deux anciens Avocats. ] C'està-dire, de deux anciens Avocats du Siege où doit se plaider la Requête civile. (Arrêt du Conseil du 27. Août 1668. rapporté au nouveau Recueil, tom. 1. pag. 268. & a. Recueil des Arrêts rendus en interprétation des nouvelles Ordonnances.)

Cette formalité est établie, afin que les Partes en s'engagent pas témérairement dans des Instances de Requête civile, & afin qu'elles n'abusent pas de cette voie dont le succès est

fouvent difficile.

2. Et les ouvertures insérées dans les Lettres. ] Ces ouvertures sont celles dont il est fait mention ci-après dans les articles 34. 35. & 36.

### ARTICLE XIV.

Nos Chanceliers, Garde-des-Sceaux, & les Maîtres des Requeîtes ordinaires de noître Hoîtel, tenans les Sceaux de noître grande ou petite Chancellerie, & nos autres Officiers, ne pour ront

tont accorder aucunes Lettres en forme de Requeste civile, que dans le temps, & aux conditions & deffus (1), & fans qu'il puisse y avoir clause portant dispense ou restitution de temps, pour quelque cause & prétexte que ce soit : & si aucunes avoient esté obtenues & signifiées après le temps & délai ci-dessus, ou ne contenoient point les ouvertures & les noms des Avocats qui en auront donné l'avis, les déclarons dès à présent nulles, & de nul effet & valeur: & voulons que nos Juges, tant de nos Cours ou Chambres, qu'autres Jurisdictions, n'y ayent aucun égard; le tour à peine de nullité de ce qui auroit esté jugé ou ordonné au contraire.

1. Que dans le tems, & aux conditions cidessus. Voyez les articles précédens, depuis l'article 5. de ce titre.

#### ARTICLE XV.

Abrogeons la forme de clorre les Lettres en forme de Requelle civile, & d'y attacher aucune commission; mais feront scellées, expédiées & délivrées cuvertes (1) fans commission, aux Impétrans ou à leurs Procureurs, ou autres ayans charge.

I. Et délivrées ouvertes. | Car les Lettres de Tome II.

672 Des Requêtes
Requête civile sont des Lettres de Justice ordinaire, qui ne contiennent rien de secret.

### ARTICLE XVI.

Les Impétrans des Lettres en forme de Requeste civile contre des Arrests contradictoires, soit qu'ils soient préparatoires ( 1 ) ou diffinitifs, seront tenus en présentant leur Requeste à fin d'entérinement, configner la somme de trois cens livres pour l'amende envers Nous, & cent cinquante livres d'autre part, pour celle envers la Partie. Et si les Arrests sont par défaut, sera seulement consigné la somme de cent cinquante livres pour l'amende envers Nous, & soixantequinze livres pour celle envers la Partie : lesquelles sommes seront receues par le Receveur des Amendes, qui s'en chargera comme Dépositaire, sans droits ni frais, & sans qu'il puisse les employer en recepte, qu'elles n'ayent esté diffinitivement adjugées, pour estre après le jugement des Requestes civiles rendues & délivrées aussi sans frais à qui il appartiendra (2).

1. Soit qu'ils soient préparatoires.] Les Jugemens préparatoires contre lesquels on peut de pourvoir par Requête civile, sont principalement cetts qui contiennent un grief irréparable en diffinitive; autrement la Requêtecivile

Civile. TIT. XXXV. ne doit point être admise. (Voyez Rebuffe,

Tractatu de Litteris Civilibus, art 11. gloff. 2. n. 11. juxtà L. quod jussit. ff. de re judicata.)

2. A qui il appartiendra. ] Lorsque le Jugement est infirme, même pour un seul chef, & la Requête entérinée, l'amende est rendue à la Partie qui l'a confignée. (Voyez Rebuffe, ibidem, gloff. 4. n. 1.) -

#### XVII. ARTICLE

Après que la Requeste civile aura esté signifiée, avec assignation & copie donnce, tant des Lettres que de la Confultation, la Caufe sera mise au rolle (1), ou portée à l'Audience (2) fur deux acres; l'un pour communiquer au Parquer, & l'autre pour venir plaider, sans autre procédure.

1. La Cause sera mise au rolle. ] Lorsqu'il y a un grand nombre de Requêtes civiles, pendantes en la Grand'Chambre du Parlement de Paris, qui n'ont pu être portées à l'Audience, ce qui arrive presque tous les ans, le Roi rend une Déclaration, portant qu'elles seront appointées, & renvoyées dans les Chambres où les Arrêts contre lesquels on se pourvoit ont été rendus.

2. Ou portée à l'Audience.] Sans qu'elle puisse être appointée que sur la plaidoierie, ou sur le consentement des Parties. ( Infra, art. 27.)

Les instances sur les requêtes civiles se prescrivent par trois ans, comme toutes les autres. ( Boniface, tom. 4. liv. 1. tit. 22. n. 11.)

# ARTICLE XVIII.

Les Requestes civiles ne pourront empescher l'exécution des Arrests (1) ni des Jugemens en dernier ressort (2), ni les autres Requestes l'exécution des Sentences Présidiales au premier chef de l'Edit, & ne seront données aucunes désenses, ni surséances en aucuns cas.

1. Ne pourront empécher l'exécution des Arréis.] Tant pour le principal des condamnations, que pour les dommages & intérêts, restitutions de fruits & dépens, comme il résulte de l'article suivant.

2. Ni des Jugemens en dernier ressort. ] Voyez la note 1. sur l'art. 1. de ce tit. pag. 656.

# ARTICLE XIX.

Voulons que ceux qui auront esté condamnez de quitter la possession & jouissance d'un Bénésse (1), ou de délaisse quelque héritage ou autre immeuble, rapportent la preuve de l'entiere exécution de l'Arrest ou Jugement en dernier ressort au principal, avant que d'estre tecus à faire aucunes pour suites pour communiquer ou plaider sur les Lettres en somme de Requeste Civile, & que jusqu'à ce ils soient déclarez non-recevables, sans préjudice de faire exécuter

Civiles. TIT. XXXV. 675 durant le cours de la Requeste civile les Arrests & Jugemens en dernier ressort, & les Sentences Présidiales au premier chef de l'Edit par les autres voies, soit pour restitution de fruits, dommages, intérests & dépens, que pour toutes aux tres condamnations.

1. La possession & jouissance d'un Bénéfice.]
Car les Jugemens qui concernent le possession des Bénéfices, sont des Jugemens diffinitifs, & contre lesquels on ne peut plus se pourvoir par la voie du pétitoire. (Voyez ce qui a été dit ci-destius en la note 1. sur l'art. 7. du tit. 15. pag. 214.)

# ARTICLE XX.

Les Lettres en forme de Requeste civile, feront portées & plaidées (1) aux messimes Compagnies (1) où les Arrests & Jugemens en dernier ressort auront esté donnez.

1. Seront portées & plaidées. ] Mais elles n'y font pas toujours jugées, à cause de l'exception portée en l'article qui suit.

2. Aux mêmes Compagnies. ] Voyez ci-après en l'article 25. une exception à cette disposition.

# ARTICLE XXI.

Voulons néantmoins qu'en nos Cours de Parlement, & autres nos Cours, où R iij il y aura une Grand Chambre, ou Chambre de Plaidoyé, les Requestes civiles y soient plaidées, encore que les Arrests ayant esté donnez aux Chambres des Enquestes, ou aux autres Chambres (1). Mais si les Parties sont appointées sur la Requeste civile, les appointemens seront renvoyez aux Chambres où les Arrests auront esté donnez (2), pour y estre instruirs & jugez.

1. Ou aux autres Chambres.] Néanmoins quand on prend des Requêtes civiles en matiere criminelle contre des Arrêts rendus en la Tournelle, c'est dans cette dernière Chambre que ces Requêtes doivent être plaidées & jugées, sans que la Grand'Chambre en puisse prendre connoissance. (Ainsi réglé pour le Parlement de Toulouse par un Edit du mois de Févier 1682. rapporté au nouveau Recueil, tom. 1. pag. 504.)

2. Aux Chambres où les Arrêts auront été donnés. ] Ce qui a lieu aussi à l'égard des Requêtes civiles milés au rolle, qui n'étant point venues à leur tour, demeurent appointées. (Voyez la note 1. sur l'art. 17. ci-dessus, pag. 673.)

# ARTICLE XXII.

Si la Requeste civile est entérinée, & les Parties remises au mesme estat qu'elles ettoient avant l'Arrest ou Jugement en dernier ressort, le Procès principal fera jugé en la mesme Chambre (1) où aura-esté rendu l'Arrest ou Jugement,

#### Civile. Tit. XXXV. 677 contre lequel avoit esté obtenue la Requeste civile.

1. Sera jugé en la même Chambre, &c. ] Car les moyens de Requête civile font entiérement différens de ceux du fond, & il n'eft pas même permis d'entrer dans ces derniers, en plaidant les ouvertures de Requête civile. (Infrà, arti-flè 37.)

### ARTICLE XXIII.

N'entendons comprendre en la dispostition du précédent article (1) les Requestes civiles renvoyées aux Chambres des Enquestes par Arrest de nostre Confeil, lesquelles y seront plaidées (2), sans que les Parties en puissent faire aucunes poursuites aux Grand'Chambres, ou Chambres du Plaidoyé.

1. En la disposition du précédent article.] C'està-dire, en la disposition de l'article 21. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag 451. & 452. att. 21. & 22.)

2. Lesquelles y seront plaidees. ] Après que la Cause y aura été préalablement retenue.

# ARTICLE XXIV.

Ceux qui font profession (r) de la Religion Prérendue Réformée, ne pourront faire renvoyer, retenir ni évoquer en nos Chambres de l'Edit, ou Chambres mi-parties, les Gauses ou Instances des Requestes civiles; soit avant ou après les appointemens au Conseil, contre les Arrêts ou Jugemens en dernier ressort, rendus en d'autres Cours ou Chambres, & sans distinction si ceux de la Religion Prétendue Réformée y ont esté Parties principales ou jointes, ou s'ils ont depuis intervenu, ou sont intéresser leur nom, ou comme Héritiers, Successeurs, Créanciers ou Ayans cause, à peine de nulliré des renvois, rétentions & évocations.

1. Ceux qui font profession, &c. Cet article n'est plus aujourd'hui d'aucun usage depuis l'E-l'dit du mois d'Octobre 1681, partant révocation de l'Edit de Nantes, qui a désendu en France l'exercice de la Religion Prétendue Résormée. (Voyez supra), tit. 11. att. 29. 30. & 31. pag. 163 & suivantes.)

# ARTICLE XXV.

Les Requestes civiles incidentes contre des Arrests ou Jugemens en dernier sessort, interlocutoires (1), ou dans lesquels les Demandeurs en Requestes civiles n'auront point esté Parties (2), seront obtenues, signifiées & jugées en nos Cours où les Arrests ou Jugemens en dernier ressort auront esté produits ou communiquez: & à cette fin leur en attribuons par ces Présentes, en tant que Civiles. Tir. XXXV. 679
Besoin seroit, toute Cour, Jurisdiction
ou connoissance, encore qu'ils ayent esté
donnez en d'autres Cours, Chambres,
ou autres Jurisdictions.

1. Interlocutoires. ] Voyez la note 1. sur l'article 16. ci-dessus, pag. 672.

2. N'auront point ete Parties. ] Ou ceux qu'ils

représentent.

'si l'Arrêt ou Jugement en dernier ressort dans lequel on n'a point été l'artie, étoit produit devant les mêmes Juges qui l'ont rendu, alors la Requête civile ne seroit pas nécessaire, & il suffiroit de se pourvoir par simple opposition, comme il est dit en l'article 2, de ce titre.'

## ARTICLE XXVI.

Si les Arrests ou Jugemens en dernier restort produits ou communiquez, sont diffinitifs & rendus entre les mesmes Parties, on avec ceux dont ils ont droit ou cause, soit contradictoirement ou par défant, ou forclusion, les Parties se pourvoiront en cas de Requeste civile pardevant les Juges qui les auront donnez, sans que les Cours ou Juges pardevant lesquels ils seront produits ous communiquez, en puissent prendre aucune Jurisdiction ni connoissance, & passeront outre au jugement de ce qui fera pendant pardevant eux, nonobstant Tes Lettres en forme de Requeste civile, Cans y préjudicier; si ce n'est que les R.v.

Parties confentent respectivement (1) qu'il foit procédé sur la Requeste civile où sera produit l'Arrest ou le Jugement en dernier ressort, ou qu'il soit surfis au Jugement (2), & qu'ils n'y ayent d'autres. Parties intéressées.

1. Consentent respectivement. ] Ce consentement doit être figné des Parties, soit par déclarazion au Greffe ou autrement; & il ne suffit pasqu'il foit figné des Procureurs, à moins qu'ils n'euffent un pouvoir spécial à cet effer.

2. Ou qu'il foit sursis au Jugement.] Soit que les Parries consentent à cette surséance, soit que les Juges l'accordent selon les différentes circonstances des affaires ( Voyez le Procès-ver-

bal de l'Ordonnance, pag. 456.)

# ARTICLE XXVII.

Toutes Requestes civiles, tant principales qu'incidentes, feront communiquées à nos Avocats ou Procureurs-Généraux (1), & portées à l'Audience sans qu'elles puissent estre appointées, finon en plaidant (2), ou du consentement commun des Parties.

1. Seront communiquées à nos Avocats, &c. ? Autrement l'Arrêt qui interviendroit sur la Requête civile , pourroit être cassé. ( Ainsi jugé par Arrêt du Conseil du 23: Septembre 1668. rapporté dans le Recueil des Arrêts donnés en interprétation de l'Ordonnance de 1667.)

Le motif de cette disposition est, que dans

ees Requêtes il y a toujours de l'intérêt public, en ce qu'il ne faut pas souffiri aissement que des Parties remettent en question des chois jugées par des Cours ou par des Juges, auxquels Sa Majesté a confié le soin de juger en dernier ressort.

2. Sinon en plaidant. ] Voyez la note 1. sur l'art. 17. ci-dessus, pag. 673.

# ARTICLE XXVIII.

Lors de la communication au Parquet à nos Avocats & Procureurs Généraux, sera représenté l'avis signé des Avocats qui auront esté confultez (1), & les Avocats nommez par celui qui communiquera pour le Demandeur en Requeste civile.

1. Signé des Avocats qui auront été consultés.] Voyez suprà, att. 13. note 1. pag. 670.

# ARTICLE XXIX.

Si depuis les Lettres obtenues, le Demandeur en Requeste civile découvre d'autres moyens contre l'Arrest ou Jugement en dernier ressort, que ceux employez en la Requeste civile, il sera tenu de les énoncer dans une Requesté (1), qui sera fignistée (2) à cette sin au Procureur du Désendeur, sans obtenir Lettres d'ampliation, lesquelles Nous abrogeons.

1. Dans une Requête. ] Cette Requête s'appelle Requête d'ampliation. Il n'est pas nécessairet qu'elle soit rignée d'un Avocat, si précédée d'une consultation d'Avocats. Il sustit qu'elle soit signée du Procureur du Demandeur en Requête civile.

2. Qui fera fignifiée.] Afin que l'autre Partie en ait connoissance, & puisse y répondre, comme en l'article 13. ci-dessus, pag. 634.

#### ARTICLE XXX.

Abrogeons aussi l'usage de faire trouver en l'Audience les Avocats (1) qui auront esté consultez; mais voulons que l'Avocat du Demandeur avant que de plaider, déclare les noms des Avocats, par l'avis desquels la Requeste civile a esté obtenue.

1. Les Avocats. ] Voyez suprà, art. 13. note.

#### ARTICLE XXXI.

Le Demandeur en Requete civile, & son Avocat, ne pourra alléguer d'aures ouvertures (1) que celles qui seront
mentionnées & expliquées aux Lettres, & en la Requeste tenant lieu d'ampliation, le tout deuement signifié & communiqué au Parquet avant le jour de las
plaidoierie de la Cause.

T. D'autres ouvertures. ] Voyez les art. 34.

#### ARTICLE XXXII.

Ne feront les Arrests & Jugemens en dernier ressort tétractés sous prétexte du mal jugé au fonds (1), s'il n'y a ouverture de Requeste civile.

Sous prétexte du mal jugé au fond.] Aurement on tomberoit dans le cas de l'articlé
42. ci-après touchant les propositions d'erreur,
qui ont été abrogées par la présente Ordonnance. (Voyez au surplus la note 6. sur l'article 34.
ci-après.).

## ARTICLE XXXIII.

S'il y a ouverture suffisante de Requeste civile, les Parties seront remises en pareil est aqu'elles estoient auparavam l'Arrest (1), encote que ce sust une pure question de Droit ou de Coustume qui eust esté jugée.

1. En pareil état qu'elles étoient auparavant l'Arrêt. De même que si la question principale n'avoit point été jugée en tout. Mais si dans la suite, en procédant au jugement du fond après la Requête civilé entérinée; le premier Arrêt ou Jugement vient à être rétracté, tous les dépens tombent sur celui au prossi duquelle premier Jugement avoit été rendu; & mêmes'il s'étoit fait payer des dépens de ce premier Jugement, il est tenu de les rembourser à l'autre Partie, comme les ayant reçus mal-à-proposi

# ARTICLE XXXIV.

Ne feront receues autres ouvertures de Requestes civiles à l'égard des Majeurs , que le dol personnel (1), si la procédure par Nous ordonnée n'a point esté suivie; s'il a esté prononcé sur choses non demandées ou non contestées (2); s'il a esté plus adjugé qu'il n'a esté demandé (3); ou s'il a esté obmis de prononcer sur l'un des chefs de demande; s'il y a contrariété d'Arrest ou Jugement en dernier ressort entre les mesmes Parties sur les mesmes moyens, & en mesmes Cours ou Jurisdictions : sauf en cas de contrariété en différentes Cours ou Jurisdictions, à se pouvoir en notre Grand-Confeil. Il y aura pareillement ouverture de Requeste civile, si dans un mesme Arrest il y a des dispositions contraires; fi ès choses qui Nous concernent, ou l'Eglise, (4) le Public ou la Police, il n'y a eu de communication à nos Avocats ou Procureurs - Généraux ; si on a jugé fur pieces fausses (5), ou fur des offres ou consentemens qui ayent esté désavouez, & le désaveu jugé valable; ou s'il y a des pieces décisives nouvellement te1. Que le dol personnel. ] Ceci a son sondement en la disposition du Droit Romain, quimet le dol au nombre des causses pour lesquelles on peut se faire restituer en entier. ( Voyez la Loi se Prator 75, §. 1. sf. de Judiciis.)

2. Sur chofes non demandies ou non conteftées.] Par la même raifon il y auroit lieu à la Requête civile, si un Arrêt condamnoit en son propre & privé nom celui qui n'auroit été assigné qu'en qualité de Tuteur; ou s'il condamnoit comme héritier pur & simple, celui qui n'auroit procédé qu'en qualité d'héristier par bénésic d'inventaire.

3. S'il a été plus adjugé qu'il n'a été demandé.] Nam Sententia debet esse libello con'ornis, & potessa Judicis ultraid quod in judicium deductum est, nequaquam potesse excedere. L. 18.

ff. communi divid.

Lorsque la Requête civile est entérinée en pareil cas, l'usage est que le Jugement est rétracté pour tous les chess. Il en est de même quand la Requête civile est entérinée pour n'avoir pas observé, quoique dans un seul chef, la procédure presentiempar l'Ordonnance.

4. Ou PEglife. ] Pourvu qu'il s'agiffe du domaine de l'Eglife; j fecis, s'il n'est question que des revenus & jouissances, dont la libre administration appartient aux Bénéssicers: car dans ce dernier cas il n'y auroit pas licu à la Requête civile (Ainsi jugé par Arrêt du 27. Novembre 1703, rapporté par Augeard, tom. 3-Arrêt 64.)

5. Sur pieces fausses.] Voyez la note 1. sur

l'article 12. ci-dessus, pag. 669.

Pour que des picces fausses produites en un

Procès donnent lieu à la Requête civile, ilf faut que dans l'Instance sur laquelle est intervenu le Jugement qu'on attaque, les pieces n'ayent pas été attaquées de faux; parce qu'ators la queftion de faux ayant été décidée, ce seroit une pure proposition d'erreur qu'on voudroit admettre, contre la disposition portée en l'article 42. ci-après, qui a abrogé ces sortes de propositions.

6. Et retenues par le fait de la Partie. ] Ainsi jugé par Arrêt du 23. Juin 1644, rapporté par

Boniface, tom. 4. liv. 1. tit 12. n. 10.

Mais le simple recouvrement de pieces nouvelles ne donnecoit pas lieu à la Requête civile; il faut encore que ces pieces ayent été retenues par le fait de la Partie adverse. (Voyez

la Loi 4. Cod. de re judicatâ.)

Dans le projet de cet article, outre les mognsprécédens de Requête civile, on avoit ajouté l'erreur en un fait déciff, ou point de Coutume, Mais dans la rédaction on a jugé qu'il étoit convenable de retrancher ces deux derniers moyens, fur les remontrances qui furent faites alors par M. le Premier Préfident. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 461. & 462.)

C'est donc aujourd'hui une maxime certaine, que l'erreur n'est pas ug moyen d'ouverture de Requête civile, & c'est en conséquence de cette regle, que l'article 42, de ce titre a abrogé les propositions d'erreur, avec défensés aux Parties de les obtenir, & aux Juges de les permettre, à

peine de nullité, &c.

Cependant s'il s'agissoit d'une erreur de fair, se que cette erreur provint de la fraude de celui qui a obtenu gain de cause par l'Arrêt, comme s'il avoit avancé desfaits saux, ou en ças qu'il-en cut dénié de yéritables qui seroient depuis vérisses par la Partie, advente, ce-seroit alors un seroit de la Partie advente, ce-seroit alors un suite spar la Partie advente, ce-seroit alors un seroit de la comme de la

moyen de Requête civile, à cause du dol & de la mauvaise foi de cette Partie adverse. Mais si l'erreur procédoit de celui qui auroit succombé, dans ce cas il ne pourroit y avoir sieu à la Requête civile.

Quant à l'erreur de droit, elle ne peut jamais être un moyen pour se pourvoir par la voie de Requête civile contre un Arrêt ou Jugement en dernier ressort; ce qui est une suite de l'article 32. ci-dessius, qui porte que ces sortes

de Jugemens ne pourront être rétractés sous pré-

texte de mal jugé au fond, & ce qui résulte aussi de l'article 42. ci-après.

On peut obtenir des Lettres de Requête eivile contre quelques chefs d'un Artré ou Jugoment en dernier reffort, sans toucher aux autres chefs ; L. 29, 8, 1. ff. de minor. Ainfi jugé pat Arrêt du 31. Juillet 1683, rapporté au Journal du Palais, tome 2. de l'édition in-folio de 1701.) à moins que les dispositions de l'Arrêt ou Jugement ne fussent toutes dépendantes les unes des autres, en sorte qu'il ne sut pas possible d'en annuller une, sans annuller toutes les autres.

# ARTICLE XXXV.

Les Eccléstastiques (1), les Communautez, & les Mineurs (2), seront encore receus à se pourvoir par Requeste civile, s'ils n'ont esté désendus (3), ou s'ils ne l'ont esté valablement (4):

1. Les Eccléssastiques. ] Pourvu qu'il s'agisse des droits de l'Eglise, ou des Bénéfices que ces Eccléssastiques possédent, & que le Jugement contre lequel ils voudroient se pourvoir, este

donné quelque atteinte à ces droits; mais ils ne pourroient le servir de ce moyen, s'il s'agissoit d'un Jugement rendu contre eux touchant leur patrimoine & leurs biens particuliers, ou s'il ne s'agissoit que du revenu de leurs Bénéfices. (Voyez fuprà, article 34. note 4. p. 685.)

.2. Et les Mineurs. ] En général , les Mineurs qui ont été défendus par leurs Tuteurs ou Curateurs, ne sont pas recevables en leurs Requêtes civiles. (Arrêt du 23. Mai 1561. rapporté par Carondas en ses notes sur le Code Henri, liv. 9. tit. 9. art. 1.)

Mais s'il s'agissoit de l'état du Mineur, il ne seroit pas censé suffisamment défendu, s'il ne l'avoit été que par un Curateur aux Causes, & il pourroit alors revenir contre le Jugement par Requête civile. ( Ainsi jugé par Arrêt du 22. Février 1692, rapporté au quatrieme tome du Journal des Audiences de la seconde édition. )

3. S'i's n'ont été défendus. ] C'est-à-dire, fi les Arrêts & Jugemens en dernier ressort ont été rendus par défaut ou par forclusion. (Voyez le Procès-verbal de l'Ordonnance, pag. 463. dans l'article 36. ce qui est conforme à la Loi

unic. §. ult. ff. de Officio Pratoris. )

4. Ou s'ils ne l'ont été valablement | C'est-àdire, si les principales défenses de fait & de droit ont été omises, quoique les Arrêts ou Jugemens en dernier resfort rendus contre eux avent été contradictoires, ou sur productions respectives des Parties ; en sorte qu'il paroisse que le défaut des défenses omises ait donné lieu à cequi a été jugé, & qui auroit été autrement jugé, s'ils avoient été défendus, ou si les défenses eussent été fournies. (Voyez le Procès-verbal de POrdonnance, pag. 463. art. 63.)

Les Mineurs ne sont pas non plus censés valablement défendus, lorsqu'ils n'ent point de Tuteur, & que le Procès n'a point été commu-

niqué aux Gens du Roi.

Mais des Mineurs ne pourroient alléguer qu'ils n'ont pas été valablement défendus, lorique leurs fieres majeurs & cohéritiers, qui étoient en cause avec ces Mineurs, ont dit pour moyens tout ce qui pouvoir se proposer; & que les Mineurs n'ont rien à y ajouter. (Ainsi jugé par Arrêt du 21. Juillet 1695. & par un autre du 13. Avril 1696. rapportés l'un & l'autre au Journal des Audiences.)

### ARTICLE XXXVI.

Voulons qu'aux Instances ès Procès touchant les droits de nostre Couronne ou Domaine, où nos Procureuts Généraux, & nos Procureuts sur les lieux feront Parties, ils soient mandez en la Chambre du Conseil, avant que de mettre l'Instance, ou le Procès sur le Bureau, pour sçavoir s'il n'ont point d'autres pieces ou moyens, dont il sera fait mention dans l'Atrest ou Jugement en dernier ressort (1); & à faute d'y avoir sarisfait, il y aura ouverture de Requeste civile à notre égard.

1. Ou Jugement en dernier ressort.] Voyez las note 1. sur l'article 1. de ce titte, pag. 656.

#### ARTICLE XXXVII.

Ne seront plaidées que les ouvertures de Requeste civile (1), & les réponses

690 Des Requestes du Défendeur, sans entrer aux moyens du sonds (2).

1. Que les ouvertures de Requête civile. ] Expliquées dans la Requête civile, & dans la Re-

quête d'ampliation, s'il y en a une.

2. Sans enter aux moyens du sond.] Il seut aussi prononcer séparément sur le rescindant & sur le rescipière. (Ainsi jugé par Arrèts du Confeil des 12. Mai, 25. Juin & 5. Août 1668. rapportés au Recueil des Arrêts du Conseil rendus en interprétation des nouvelles Ordonnances, & au nouveau Récueil, tom. 1. pag. 186. & 199. Voyez ci-après l'explication de ces deux mots en l'article suivant, aux notes.)

Cependant si la même piece qui donneroit lieu à la Requête civile, servoit en même-tems à la décision du principal, comme si un héritier condamné à payer une dette d'un défunt, avoit depuis recouvré la quittance retenue par le fait de la Partie adverse, il semble que si ce principal devoit être décidé dans la même Chambre que la Requête civile, dans ce cas les Juges seroient bien fondés à prononcer en même-tems sur la Requête civile & sur le principal par un seul & même Jugement; parce qu'alors l'entérinement de la Requête civile emporte nécessairement la décision du fond ; en forte qu'il y auroit de l'injustice d'obliger celui qui auroit recouvré cette quittance, à avoir deux Procès à soutenir au lieu d'un.

Il en est de même dans tous les autres cas semblables, dans lesquels la Requête civile & le principal sont insseparables; v. g. lorsqu'il s'agit d'un Mineur qui prétend n'avoir pas été désendu, ou d'une contrariété d'Arrêts. Dans ces cas le sond même sert de moyens de Requête Civile, & il dépend alors de la prudence des Juges de ne pas féparer la forme d'avec le fond.

On doit auffi observer que si on allégue des fins de non-recevoir contre la Requête civile, il faut, avant d'entrer dans les moyens de la Requête, faire droit préalablement sur les sins de non-recevoir; (Ainst jugé par Arrêt du Conscil du premier Juillet 1668.) ce qui est une sutre de ce qui est établi en l'article 5. du titre; c. ci-deffus pag, 69.

### ARTICLE XXXVIII.

Celui au rapport duquel sera intervenu l'Arrest ou Jugement en dernier ressort, contre lequel la Requeste civile est obtenue, ne pourra estre Rapporteur du Proces (1) sur le rescindant, ni sur le rescissoire (2).

1. Ne pourra être Rapporteur du Procès, &c.]
Parce qu'il y a lieu de croire que le Rapporteur
ne voudroir pas changer l'avis qu'il auroit donné
dans le premier Jugement de l'affaire: ou afin
que cette affaire soit mieux discutée, en passant
par J'examen de différens Rapporteurs.

2. Sur le rescindant, ni sur le rescisoire ] Le rescindant est la demande en restitution de l'Artét ou Jugement dont on se plaint, & qui est demandée & poursuivie en vertu des Lettres en

forme de Requête civile.

Le rescijoire est le fond des contestations décidées par le Jugement contre lequel on se pouryoit, & qu'il s'agit de saire juger de nouveau,

#### ARTICLE XXXIX.

Si les ouvertures des Requestes civiles ne sont jugées suffisantes, le Demandeur sera condammé aux dépens, & de Pamende de trois cons livres (1) envers Nous, & cent cinquante livres envers la Partie, si l'Arrest contre lequel la Requeste civile aura esté prise, est contradictoire, soir qu'il soit préparatoire ou diffinitif: & en cent cinquante livres envers Nous, & soixante-quinze livres envers la Partie, s'il est par désaut: sans que les amendes puissent estre remises ni modérées.

1. Et à l'amende de erois cens livres. ] Cette amende ne regarde pas les Jugemens Préfidiaux, ainsi qu'il résulte des termes de cet article, qui

ne parlent que d'Arrêts.

Lorique la Requête civile est ouverte contre un chef seulement de l'Arrêt dont on se plaint, les autres chefs substitans, l'amende qui a été consignée, doit être restituée. (Ainsi jugé par deux Arrêts rapportés par Boniface, tom. 1. liv. 3, tit. 4. chap. 1. 8 z.)

### ARTICLE XL.

La Requeste civile qui aura esté appointée au Conseil, sera jugée comme elle eust pu estre à l'Audience, sans entrer dans les moyens du sonds (1). 1. Sans entrer dans les moyens du fond. Soit que ces moyens soient tirés du fait ou du droit.

#### ARTICLE XLI.

Celui qui aura obtenu Requeste civile, & en aura etté débouté, ne fera plus recevable à fe pourvoir par autre Requeste civile (1), soit contre le premier Artest ou Jugement en dernier ressort, ou contre celui qui l'auroit débouté; mesme quand les Lettres en sorme de Requeste civile auroien esté entérinées fur le rescindant, s'il a succombé au rescisoire (2).

1. Ne fera plus recevable à se pourvoir par autre Requête civile.] De la même maniere que celui qui a été débouté d'une démande en cassation, n'est plus recevable à se pourvoir de nouveau par la même voie, soit contre le premier Arrêt ou Jugement en dernier restiors, soit contre le second qui l'a débouté. (Réglement du Conseil du 28. Juin 1738, part. 1. tit. 5. art. 39.)

2. Sur le rescindant, s'il a succombé au rescisoire.] Voyez l'explication de ces mots, cidessus, art. 38. aux notes.

# ARTICLE XLIL

Abrogeons les propositions d'erreur (1), &c défendons aux Parties de les obtenir 694 Des Requêtes & aux Juges de les permettre, à peine de nullité, & de tous dépens, dommages & intérests,

1. Abrogeons les propositions d'erreur. ] La proposition d'erreur qui étoit autrefois en usage avant cette Ordonnance, étoit un moyen pour faire rétracter un Arri tou Jugement en dernier ressort, et and ce Jugement avoit été rendu situ une erreur de fait: car à l'égard de l'erreur de droit, elle n'a jamais été reque contre ces sortes de Jugemens. (Voyez sur ces erreurs de fait ce qui a été dit ci-dessus sur l'article 34, note 6, pag. 686.)

7 Oulons que la présente Ordonnance foit gardée & observée dans tout nostre Royaume, Terres & Pays de nostre obéissance, à commencer au lendemain de Saint Martin, douziéme jour de Novembre de la présente année: Abrogeons toutes Ordonnances, Coustumes, Loix, Statuts, Réglemens, Styles & Usages différens ou contraires aux dispositions y coutenues. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & féaux les Gens tenans nos Cours de Parlement, Grand Conseil, Chambres des Comptes, Cours des Aydes, Paillifs, Sénéchaux, & tous autres nos Officiers, que ces Présentes ils gardent, observent & entretiennent, fassent garder, observer & entretenir; & pour les rendre notoiCiviles. TIT. XXXV. 695
res à nos sujers, les fassent lire, publier & enregistrer: CAR TEL EST
NOSTREPLAISIR. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous y avons fait mettre nostre Scel. Donné à Saint Germain-en-Laye au mois d'A-vril, l'an de grace mil six cens soixante-sept, & de nostre Regne le vingt-quatriéme. Signé, LOUIS: Et plus bas, Par le Roi, DE GUENEGAUD. Et à costé est écrit: Visa, SEGUIER, pour servir à la Déclararion en forme d'Edit, pour la réformation de la Justice.

Et encore à costé est écrit: Leues ; publiées, registrées, oui & ce requérant le Procureur-Général du Roy, pour estre exécutées selon leur forme & teneur. A Paris, en Parlement, le Roi y séant en son lite de Justice, le vingt Avril mil six cens soixante-sept.

Signé, DU TILLET.



# EXTRAIT

# DES REGISTRES DE PARLEMENT,

Du 31 Août 1765.

Portant homologation de la Délibération de la Communauté des Avocats & Procureurs de la Cour.

U par la Cour la Requête présentée par la Communauté des Avocats & Procureurs de la Cour , à ce qu'il plur à la Cour honologuer la Délibération du 15 Juillet 1765, pour être exécutée felon sa forme & teneur, & à ce effet, ordonner que l'Arrêt qui interviendra , se antegithé fur le Registre d'icelle, même envoyé à tous les Procureurs; val ladite Délibéra-jion artachée à ladite Requête, signée Dornyal, de laquelle Délibération la geneur suit.

Extrait du Registre des Délibérations de la Communauté des Avocats & Procureurs de la Cour, du 15 Juillet 1765.

La Compagnie, après plufieurs Affemblées qui avoient pour objet de prendre fous l'autorité de Ja Cour, en se conformant à ses Arrêts & Réglemens, dont la manutention lui est confice, les mesures qu'elle croiroit les plus capables d'arrêter le progrés des différens abus qu'elle voit s'introduire dans l'instruction des affaires, en contravention d'esse l'attre & Réglemens, & au mépris de ses différentes Délibérations a un applimement arrêté ce qui suit.

# ARTICLE PREMIER.

Que conformément aux anciennes Délibérations de la Compagnie, sur tous Exploits d'assignation ; les Procureurs seront tenus de mettre une cédule au Greffe, dans le délai preserit par l'Ordonnance, ou au moins avant le Jugement de la contestation; faute dequoi le droit de présentation ser arayé, tant dans les déclarations de dépens, que dans les mémoires de frais; que lesdites cédules seront signifiées, & & que faute de signification de la cédule par les Parties assignées, les désauts faute de comparoir, obtenus & jugés, faute de ladite signification, seront valables, lorsque d'ailleurs la Procédure se rouvera réguliere.

# ARTICIE II.

Qu'il ne pourra être employé le nom d'Avocard dans des Arrêts ou Sentences contenant des appointemens de jonction, rétention, évocazion, & de conversion en saiste-Arrêt, d'oppositions formées à des décrets volontaires, is ce n'est en cas de contestation.

# ARTICLE III.

Qu'il ne pourra être donné par l'Intimé, de Requête pour conclure contre l'Appellant à la fin de non-recevoir, à moins qu'il n'y en ait de réelle à propofer, sans pouvoir sur ce prétexte, reprendre le réeir, des faits & les moyens du fond, sauf les Requêtes nécesfaires pour répondre à celles qui seroient données par l'Appellant.

### ARTICLE IV.

Que toute Requête pour demander la con-

damnation de frais & de mises , & dépens réservés par des Jugemens interlocutoires, ne pourra être donnée que par, qu'il vous plaise, de même que celles pour demander acte de désistement, & qu'il n'en pourra être donné pour raison de dépens réservés par des Arrêts & Sentences d'appointement, & autres réglemens de pure instruction,

# ARTICLE V.

Que toute Requête à l'Audience ne pourra rappeller le détail des appellations & Demandes; qu'il sera seulement dit, en venant plaider la cause d'entre les Parties.

# ARTICLE VI.

Que toute Requête pour reprendre les Conclusions des griefs, causes d'appel, ou autres écritures données dans les Instances & Procès, ne contiendra que ces Conclusions, à laquelle il ne pourra être répondu que par un qu'il vous plaise.

### ARTICLE VII.

Que toute production sur des appels verbaux d'exécutoires, qui se trouvent quelquefois appointés au Conseil, & joints par les Arrêts d'appointement de Conclusions, ne pourra être faite que par, qu'il vous plaise.

# ARTICLE VIII.

Que celles qui se feront sur des appellations pareillement jointes, de saisses ou de toute autre exécution des Sentences, ne pourront contenir le récit de ce qui aura précédé lesdites Sentences.

# ARTICLE IX.

Que dans les Instances à la Grand'Chambre, lorsque les Arrêts qui appointent au Conseil sur l'appel, appointent en même-tems en droir & joint sur des demandes formées incidemment à l'appel, l'Intimá, s'il y produit le premier, sera tenu de produite par un simple Inventaire, sans pouvoir préalablement faire signisser un avertissement, ou des fins de non-recevoir, soit par écriture d'Avocat, soit par Requêre sur les-dites demandes.

# ARTICLE X

Que les Productions nouvelles ne pourront contenir que le récit & les moyens relatifs aux pieces qui en seront l'objet.

# ARTICLE XI.

Qu'il ne pourra être fair plus de fix formmations générales dans les Instances & Procès, dans le cours de chaque Parlement.

# ARTICLE XII.

Qu'on ne pourra requérir des Ordonnances en jugeant, fur aucune Requête, qui ne contiendra point de véritable chef de Conclusions, fans que celles pécédeminent prices à & pour faire débouter la Parrie, adverte de les Conclusions & la condamnation de dépens, en puisle être le prétexte.

# ARTICLE XIII.

Qu'en verm d'une même Ordonnance d'appointement en droit & de production nouvelle, il ne pourra être fignisé qu'un feal & même de défendre & de contredire.

### ARTICLE XIV.

Que l'emploi pour production & contredits en exécution d'une Ordonnance d'appointement en droit, sera contenu dans la même Requête.

#### ARTICLE XV.

Qu'il ne pourra être fait plus de trois sommations avant le Jugement des défauts & congés, faute de défendre, reprendre, affirmer & conclure.

# ARTICLE XVI.

Qu'il ne pourra être donné d'avenir pour l'obtention de l'Arrèt définitif à la Grand Chambre & à la Tournelle, que lorsque les Causes se trouveront placées sur les Mémoires, le premier desquels en contiendra la mention; que dans les Causes sujettes a communication à Messieurs les Gens du Reo à communication à Messieurs les Gens du Roi; les Avenirs contient dront la sommation de communiques.

# ARTICLE XVII.

Que pour parvenir à l'Arrêt contradictoire dans les affaires de la compétence du Parquet, après la fommation, en faifant fignifier l'appointement pour le Débouté d'oppofitions, il n'en pourra être fignifié que relativement aux jours qui fe trouvetont indiqués fur icelui, fauf celles pour faire recevoir l'appointement définité.

# ARTICLE XVIII.

Que lorfqu'il écherra d'obtenir des défauts

faute de défendre, reprendre ou affirme contre pluseurs Parties qui auron Procureur en Cause dur la même demande, il n'en sera obtenu qu'un seul, & ne sera fair qu'une seule & même Procédure contre routes lesdites Parties & leurs Procureurs.

### ARTICLE XIX.

Que, en conformité des Réglemens, lorfqu'une Partie, qui a des garans, leur aura
fimmoé & dénonce les demandes formées contre
elle, elle ne pourra, sous le prétexte de ne
défendre qua leurs risques, périls & fortunes,
leur fignifier les procédures de défenses, moyens,
leur fignifier les procédures de défenses, moyens,
ééritures, & Requêtes qu'elle sera dans le cas
de donner avec les autres Parties, ou qui lui
feront fignifiées; & pareillement qu'elle ne
pourra former d'autres demandes ca sommations, que de celles différentes qui pourroient
être par la fuite formées contre elle, sans qua
dans aucune Requête il puisse être fait aucuna
contre-sommation à une Partie de sa propre
aémande.

# ARTICLE XX.

Qu'il ne pourra être pris d'appointement à mettre que fur des demandes provifoires comme des oppositions à des Arrêts de défenses, à fin d'exécution provisoire des Sentences, main-levée de faisles & oppositions, provisions alimentaires, & autres de pareille nature, & non fur des oppositions formées à des Arrêts obtenue à l'Audience.

# ARTICLE XXI.

Qu'il ne pourra être formé d'opposition à des Ondonnances de remboursement d'épices, vacasions & coûts d'Arrêts, & de frais d'appointé à mettre, qu'on n'en explique les motifs par l'oppofition même, ou par un Ache fignifié pour l'atuer, far lesquels on continuera de se pouvroir à la Commonauté; & à défaut d'explication des motifs d'opposition, lesdites Ordonnances de remboursement seront exécutées, & les exécusoires décentés sur icelles.

#### ARTICLE XXII.

Ne pourront être employés dans les appointemens sur l'appel, les Requêtes & deniandes purement provisoires données dans les appointés à mettre, qui, par les Arrêts intervenus sur iceux, auront été jointes an fond.

# ARTICLE XXIII.

Que conformément aux Réglemens, les Factums & Mémoires imprimés dans les affaires infruites ne pourront être groffoyés & fignifiés ni par Ectitures, ni par Requêtes, & feront rayés des déclarations de dépens & mémoires de frais.

# ARTICLE XXIV.

Que lorsque plusieurs Co-héritiers ou autres Parties, ayant rous le même droit & le même indétet, se réuniront pour ne charger que le même Procureur, il sera tenu de constituer, d'occuper & de faire fa Procédure pour toutes lesdites Parties sous son nom, sans pouvoir se servir du nom de ses Constreres, a peine de radiation de toute autre Procédure que celle qui sera faire sous son nom, sans que ledit Procureur puisse diviser ni parrager leur défense, in son instruction; & se postéricairement il se

trouvoit réellement chargé par d'autres Co-héritiers ou Co-inérellés, il ne pourra qu'employer pour eux ce qu'il auroit dit pour ceux qui l'avoient, chargé-les premiers.

# ARTICLE XXV.

Qu'aucun Arrêt ou Sentence ne pourront être fignifés par le Procureur de celui qui les aura obtenus, par acte de Bail-Copie, & qu'ils ne pourront l'être que sur les originaux d'recux,

#### ARTICLE XXVI.

Que les oppositions à fin de conserver aux faities-réelles ne pourront être signifiées qu'au Procureur poursuivant, ainsi que les causés d'opposition & l'inventaire de production, en conséquence de l'appointement sur l'ordre, ce qui aura partillement lieu pour les productions dans les instances de préférence & de contribution.

#### ARTICLE XXVII.

Que les Copies pour publier & afficher des Encheres de quarantaine & affiches, tant dans les Décrets, que dans les Licitations & Directions, ne feront tarées, squoir, celles pour publier & afficher à Paris, qu'a raison de deux sols du Rôle de l'original, & celles hors de Paris qu'à raison d'un sol six deniers, lequel original continuera de n'être taxé que dix sols le Rôle, & la Copie signissée à Procureur à deux sols su deniers, sans le papier & la signisseation.

#### ARTICLE XXVIII.

Que fous prétexte de plus grande folemnité dans les Procès-verbaux d'Affiches & Publica-S V tions, on affecte de faire mention de Copies prétendues publiées & affichées hors les endroits nécessaires, tels que le sont les portes des maisons des Procureurs des Parties faisses, & de celles des Procureurs pourfuivans & follicitans... lesquelles Copies ne seront point taxées.

# ARTICLE XXIX.

Oue dans les Décrets qui se poursuivent au Parlement & à la Cour des Aydes, le placard qui cft d'usage avant l'adjudication, sauf quinzaine, ne pourra contenir le détail des Biens: ni des Charges, suffisant de renvoyer à la mention de l'Enchere de quarantaine, à moins qu'il ne foit survenu de nouvelles charges depuis, lesquelles y seront exprimées; ce qui continuera pareillement d'être observé pour les remises des Décrets, qui se pourfuivent aux Requêtes de l'Hôtel & du Palais, qu'il est d'ulage que les Procureurs dreffent eux-mêmes lesquelles ne pourront être que sur des placards ... sauf celles où il échoira de faire mention des-Encheres qui pourront être mises sur une: feuille ou deux au plus, si elles en étoient susceptibles, mais sans pouvoir être grossoyées, les copies fignifiées desquelles continueront de: n'être taxées que cinq fols chaque, non compris le papier & la signification.

#### ARTICLE XXX.

Que dans les instances de préférence & decontribution, il ne sera point fourni de défenfes, & toute procedure pour y parvenir fera rayce, & il n'y fera fait aucune dénonciation aux Procureurs des Co-failissans & oppofans, que lorsque les incidens qui en servient l'objet, se trouveront de nature à intéresseredentiellement les deniers à distribuer, au pied desquelles dénonciations, en cottant le nom du Procureur, on sera tenu de mettre celui de sa Partie.

### ARTICLE XXXI.

Que dans les Directions, il ne pourra être fait aucune fignification ni dénonciation aux Procureurs des Créanciers qui autont fouferit le Contrat d'Union & de Direction, ou avec lefquels il aura été homologué, sauf les remises pour parvenir à l'adjudication, & les délibérations portant changement des Directeurs & Officiers, ou autres délibérations affez importantes pour mériter d'être homologuées.

### ARTICLE XXXII

Que dans les poursuites de saisse-réelle, nulle dénonciation ne pourra être faite aux Procureurs des opposans, que des incidens ou contestations tendantes à diminuer le gage commun des créanciers, comme des oppositions à fin d'annuller, de charge, ou de distraire, & les appels suspensifs de la poursuite, & les Jugemens qui y auront statué; & ne seront consid !rées comme telles les demandes en provisions de la Partie saisse, des Fermiers judiciaires, afin de visite des réparations & d'entérinement des Procès-verbaux, & à fin de diminution du prix de leurs Fermes, & autres qu'ils pourroient former, à tous lesquels incidens le Poursuivant désendra seut, en présence du Proeureur plus ancien & de la Partie saisse, auxquels il ne pourra les dénoncer, quand il paroiera par les copies à lui fignifiées des demandes,. qu'elles auront auffi été formées avec eux, les eriginaux desquelles dénonciarions, dans lesquelles les noms des Procureurs & de leurs Parties ne pourront être repris, continueront de n'être taxés qu'à raifon de dix fols par Rôle, & cinq fols chaque copie d'icelles, quelque nombre qu'en contienne l'original, outre le papier & la fignification, au pied desquelles copies en cottant le Procureur, sera rappellé le aom de fa Partie.

#### ARTICLE XXXIII.

Que dans les fignifications qui s'eront faites dans les poursuites de faisse-réelles & d'instances de préférence & de contribution, toutes celles qui seront faites au Procureur plus ancien en cette qualité, on sera tenu d'exprimer le mé de la Partie pour laquelle il occupe, faute de quoi, ayant cette qualité dans plusseurs instances, il ne peut s'avoir celle que cette signification regarde.

# ARTICLE XXXIV.

Comme les appointemens sur l'ordre du prix des immeubles vendus & adjugés par Décret forcé sons de droit, toute Requête pour l'obsenir n'entrera point en taxe.

# ARTICLE XXXV.

Les caufes d'opposition & la production du Pourfuivunt ne pourront être signifiées qu'au Procureur de la Partie saisse & au Procureur plus ancien, & continueront de n'entrer que pour moitié dans les frais privilégiés, & l'autre moitié en frais & mises,

# ARTICLE XXXVI.

Qu'il en fera de même pour les productions du Poursuivant dans les instances de préférence & de contribution.

#### ARTICLE XXXVII.

Qu'il ne pourra être fignifié de copies aux domiciles de Partie, des Sentences & Artêts d'ordre, de préférence & de contribution, qu'aux feules Parties faifies, & aux Opposans ou Saistifans qui n'auront point de Procureur en cause.

### ARTICLE XXXVIII.

Que dans les poursuites de saine-réelle, instance de présérence ou de contribution, le Procureur poursuivant ne pourra occuper sous le nom d'un autre, pour aucun opposant ni saississant.

# A-RTICLE XXXIX.

Que le droit de copie de l'appointement qui est offert pour faire recevoir les avis des Avocats, Procureurs ou Gressiers, devant lesquels desOrdres & instances de préférence ou de contribution seront renvoyés, ne seront taxés que la moitié du droit de copie de l'Arrêt ou Sentence portant réception d'iceux.

#### ARTICLE XL.

Que conformément aux Réglemens, toutes les copies qui feront fignifiées, foir d'Ecritures d'Avocat, Requêtes, Inventaires, défenfes & tous autres Aétes, feront entieres, correctes & tifibles fur papier qui n'ait pas fervi, avec marge d'un doigt, & fignées du Procureur, dont la fignature fera entiere & lifible, & mention fera faire au bas de la copie de la quotité des Rôles dont elle eft compofée.

#### ARTICER XLI.

Que les avenirs, sommations, Actes de bail-copie, & autres copies d'Actes, seront entiferement conformes aux originaux, & non ences termes, avenir à demain, sommation de contredire, acte de produit, acte de bail-copie, &c.

# ARTICEE XLII.

Sur la feule repréfentation des copies signifiées des écritures, requêtes, inventaires, défenses, piéces & autres aêtes qui ne seront pas conformes à ce que dessus, les originaux, le droit de révisson du Procureur sur les écritures, la totalité des Requêtes & des copies des unes & des autres, seront rayés dans les déclarations de dépens, ou mémoires de frais-, dans les squels ils se trouveront employés.

# ARTICLE XLIII.

Que les déclarations de dépens, frais de pourfuites dans lesquelles les Poursuivans ont droit de comprendre les dépens auxquels des Opposans, Saissifians ou autres particuliers se trouvent condamnés par les Arrêts ou Sentenses d'ordre, ou de préference & de contribution, ou autre Jugement, ne pourront, sous le prétexte de les faire taxer avec eux, être signifiées aux Procureurs de ces Opposants, Saissifians & autres-Particuliers; & que lors du Réglement dessires dépens & frais de poursuires, il sera fait distinction dans le calcul des portions étant à la charge dessits Particuliers condannés; à ce

qu'à la Requête du Poursuivant ou du créancier fur qui le fond manquera, il sera fait une fommation auxdits Particuliers condamnés, deconfigner entre les mains du Receveur des-Confignations le montant de leur portion personnelle desdits dépens; & qu'a défaut de le faire dans la huitaine de la sommation qui Tera faite à Procureur, il fera obtenu Arrêt ou Sentence sur requête, qui ordonnera Exécutoire être délivré contre lesdits Particuliers du montant desdites portions de dépens, sauf à eux, s'ils ne veulent pas déférer à la taxe, à faire procéder à leurs frais à une nouvelle taxe des dépens qui les concerneront, à laquelle: nouvelle taxe la Partie saisse ni le Procureur plus ancien ne seront point appellés.

#### ARTICLE XLIV.

Que les difficultés qui surviendront sur le taxe des dépens, continueront d'être réglées à La Chambre des Tiers.

#### ARTICLE XLV.

Que les Exécutoires ne pourront jamais excéder le montant du Réglement du Procureur riers, même fous le prétexte qu'aucunes des apolitiles alloueroient davantage, à moins que: par l'avis de la Chambre des Tiers, la taxe du tiers n'ait été réformée. !igné, Dôrival.» Greffier. Conclusions de notre Procureur-Génération d'un le Rapport de M. Claude Tudert, Conseiller: Tour considéré.

LA COUR a homologué & homologue ladite: Délibération du quinze Juillet dernier, pour être exécutée selon sa forme & teneur; ordonne que le présent Arrêt sera imprimé, lu, publié à la Communauté, & enregistré sur les Registres d'icelle, même envoyé à tous les Procureurs. Fait en Parlement, le trente-un Août mil sept cent soixante-cinq. Collationné, LANGELÉ. Signé, DURRANG.

Lú & publié en la Communauté des Avocats & Procureurs de la Cour, par moi Greffier soussigné, le 25 Novembre 1765, Signé, DORIVAL.

# ARREST DU PARLEMENT.

Du 7 Septembre 1765.

Portant réglement pour les droits des Greffiers du Châtelet de Paris.

LOUIS, &c. au premier Huissier, &c. sçavoir faisons, qu'entre Durand & Boulard appellans de la Sentence du Châtelet du 21 Mars dernier d'une part, & Pierre Lamy intimé d'autre part. Après que Terrassin, Avocat de Lamy, à demandé la réception de l'appointement figné de notre Procureur-Général pat devant lequel les parties ont été renvoyées par Arrêt du 10 Juillet dernier , pour en passer par son avis ; ledit appointement fignifié à Bourgeois , Procureur. NOTRE DITE COUR ordonne que l'appointement sera reçu, & suivant icelui en tant que touche l'appel interjetté par ledit Durand & Conforts, de la Sentence du 21 Mars 1765, a mis & met l'appellation au néant, ordonne que ce dont est appel sortira son plein & entier effet, condamne Durand & Boullard en l'amende & aux dépens ; reçoit notre ProcureurGénéral appellant de ladite Sentence en ce que par icelle il a été alloué, du consentement dudit Lamy, la somme de 4 liv. to s. pour le droit de remise, & en ce que par ladite Sentence les cent trente-trois rôles & demi ont été réduits à trente rôles, émendant quant à ce : ordonne que l'article de la remise sera rayé, & à l'égard desdits trente rôles qu'ils seront réduits à vingt. En conséquence, condanine lesdits Durand & autres, outre les condamnations portées par ladite Sentence, à rendre & restituer au dépôt de Baron Notaire, scavoir folidairement la somme de 22 liv. huit sols, pour le montant de la réduction du parchemin, droit d'expédition du Greffier, droit de signature, droit de deux sols pour livre de l'émolument desdits dix rôles de réduction , & ledit Durand personnellement les 4 liv. 10 fols du droit de remise ci-dessus à eux retranché; ce qu'ils seront tenus de faire dans la quinzaine de la signification du présent Arrêt; faisant droit sur les conclusions de notre Procureur-Général, ordonne que les Ordonnances, Arrêts & Réglemens de notre dite Cour, & notamment les Arrêts des 10 Juillet 1665, & 3 Septembre 1667, notre Déclaration du mois de Février 1679, rendue pour le Châtelet, l'Edit de Mars 1690, concernant les Greffiers du Châtelet, & le Tarif y annexé, seront exécutés felon leur forme & teneur; enjoint aux Greffiers du Châtelet de s'y conformer chacun en droit soi, leur fait défenses d'employer dans les vûs des Sentences rendues sur Procès par écrit, autres titres & pieces que ceux permis par les Réglemens; leur enjoint de-mettre dans les expeditions qu'ils délivreront en parchemin , vingt-deux lignes à chaque page, & quinze syllabes à la ligne; & sera ledit

# Arrêt de Parlements

Árrêt fignifié auxdits Greffiers, à la Requête do notre Procureur-Général, ainfi que la Sentence du 21 Mars 1765, comme aufil ledit Arrêt & ladite Sentence publiés à l'Audience du Parc civil, & transferits par l'Huissier de notre Cour sur le registre du Gresse des épôts des productions du Chârelet. Si mandons, &c. Fait en Parlement, le sept septembre mil sept cent soixante-cinq, & de nocre régne le cinquante-unieme. Collationsé, Babaux. Par la Chamber, Signé Dufrance.

#### FIN.

# TABLE

# ALPHABETIQUE DES MATIERES

# Absens.

A Blens pour faillite ou voyage de long coure ou hors du Royaume, on doivent être affignés,
Tems accordés aux ablens hors du Royaume pour cause publique, pour faite signifier les requêtes civiles,
Quel tems leur est accordé pour signifier les requêtes contre les Sentences Présidales, soa

# Acquiescement.

Acquiescement à une Sentence ou Jugement, rend l'appel non-recevable, 464

# Actes.

Actes de procédure doivent être fignifiés par les Huissers en personne, 61' Seront passés actes devant Notaires de toutes choses excédant la valeur de cent livres, 306 Même pour dépôts volontaires, 101d.

#### Action.

Action en général doit être donnée devant le

714	T	A	R	T	F	
7.4						
Juge	du domic	ile di	uD	éten	deur	,

Mais en matiere réelle peut être donnée devant le Juge du lieu où la chose est située,

Pardevant quel Juge doit être intentée en matiere bénéficiale,

#### Adjoints.

Supprimés dans les enquêtes,

378

#### Adjudicataire.

Partie saisse ne peut se rendre Adjudicataire des fruits saisis étant sur pied, Huissiers dans leurs Procès-verbaux de ventes

feront mention des noms & domiciles des Adjudicataires des effets saisis,

Adjudicataire dans une vente de meubles peut être contraint de payer sur le champ, 607

# Administrateurs.

Voyez Comptes.

Doivent rendre compte ausli-tôt que leur gestion est finie, Sont toujours réputés Comptables jusqu'à ce qu'ils avent payé le reliquat de leur compte, ibid.

Affaires provisoires & sommaires.

Voyez Matieres provisoires & Matieres sommaires.

Affinité.

Voyez Parenté.

Affirmation de compte.

Voyez Comptes.

Age. Preuve de l'âge, mariage & tems du décès, comment reçues,

# DES MATIERES. 715

A journemens.
Voyer Assignation. Exploits. Domicile.  Doivent être libellés, & contenir les conclusions & moyens de la demande, & Quand un ajournement est dit libellé, . 9  Nullité des ajournemens est couverte par les défenses.  Si les Hussiers & Sergens dans leurs Exploits d'ajournemens sont tenus de se faire assister de deux Records, . 4  Ajournemens doivent contenir le nom de la Jurisdiction où l'on assigne, & le tems pour lequel cette assignation est donnée, . 16  Seront faits à personne ou à domicile, . 20  Ce domicile doit être le domicile réel & actuel,
Peut-on poser l'Exploit d'ajournement au do- micile élu, Autres formalités requises aux Exploits d'ajour- nemens, 19 Où peuvent être posés les Exploits concernant les Bénéfices, 20, 25 Et ceux qui concernent les Offices & Commis- fions, Peuvent être faits pardevant tous Juges sans com- mission, Excepté pour retrait lignager dans quelques Courumes, Doivent être donnés devant le Juge du domi- cile de l'Ajourné, 33
Excepté en matiere réelle, ibîd. Et aussi en matiere bénésiciale, 25, 212 Ceux qui ont droit de Committimus ne peuvent ajourner aux requêtes de l'Hôtel & du Palais qu'en vertu de Lettres, &c. 36 Quid? De ceux qui ont Lettres de Gardegardienne, ibidi

Ne seront donnés dans les Cours ni pardevant les Juges en dernier ressort sans Lettres de Chancellerie.

Exception à cette régle à l'égard des Préfidiaux ou les Prévôtés ont été réunies,

Ducs & Pairs pour raison de leurs Pairies peuvent ajourner en la Cour, & pardevant les Juges en dernier ressort, sans Lettres de Chancellerie, Commission ni Arrêt,

Ne peuvent être donnés au Conseil ni aux Requêtes de l'Hôtel pour juger en dernier reffort, qu'en vertu d'Arrêt du Conseil, ou Com-

mission du Grand-Sceau, Exception à cette régle en matiere d'évocation,

ibid. Quand doivent contenir le nom du Procureur du Demandeur.

Demandeur qui ne cotte point Procureur par l'ajournement, doit faire élection de domicile.

#### Allié, Alliance.

#### Voyez Parent. Parentés.

#### Amende.

Doit être confignée sur l'appel par la Partie qui veut aller en avant, 150, 151

A lieu contre ceux qui dénient des faits avérés,

Et aussi contre ceux qui succombent ès Instances de complaintes & réintégrandes, Si elle a lieu contre ceux qui proposent des

reproches calomnieux, Doit être confignée pour obtenir Lettres de requite civile.

A heu contre ceux qui succombent ès Instançes de requêtes civiles, 692

# DES MATIERES. 717

Appellations. Appel.

Voyez	Defertion	d'aj	opel.
-------	-----------	------	-------

En quels cas on peut appeller comme de Juge incompétent,

Appellations de déni de renvoi & d'incompétence, comment doivent être vuidées, \$2, 85

Effet des appels de déni de renvoi & d'incompétence, 84

Le Juge peut impartir un délai pour faire juger cet appel, ibid.

Appels des déclinatoires & incompétence n'empêchent l'instruction, 84

Juge-Confuls peuvent juger nonobstant tout déclinatoire, appel d'incompétence, renvoi, &c. 84, 233

Dans quel tems on doit relever l'appel aux Bailliages & Sénéchaussées, 87

Dans quel tems on doit le relever aux P:esidiaux, 86

Quand peut-on renoncer à fon appel, 87 On peut toujours appeller de nouveau, même après que l'appel a été déclaré désert, ibid.

Procédure sur les appellations des Sentences rendues en Procès par écrit. Voyez Procès par écrit.

Appellations des Sentences rendues sur récusations seront vuidées sommairement & sans épices, 432

Jusqu'à quel tems on peut appeller des Sentences des Juges ordinaires, 475

Dans quel tems on peut appeller des Sentences des Eaux & Forêts, Elections, Greniers à Sel, &c. 481

Des appellations de taxe de dépens, Voyez Depens,

Des appels des contraintes par corps. Yoyez Contraintes par corps.

DES MATIERES. 719
ges devant des Arbirres, 197
L'avis des Arbirres doit être reçu en l'Audience
par forme d'appointement, ibid.
Sentences arbitrales s'exécutent par provision,
187
En quels cas s'exécutent par tout le Royaume
fans Pareatis,
Arbitres tenus de condamner aux dépens la Partie qui fuccombe, 120

Arrêt.

Voyez Villes & Arrêt.

#### Arrêts.

Voyez Jugemens. Sentences. Opposition. Par qui les Arrêts doivent être fignés, Tous Arrêts seront exécutés dans tout le Royaume en vertu de Pareatis du Grand-Sceau, 469 Peines contre les Juges qui empêchent ou retardent l'exécution des Arrêts, Peuvent être exécutés hors l'étendue des Cours où ils ont été rendus, en vertu d'un Pareatis du Juge du lieu, ou de la Cour supérieure, ibid. Le Procès sera fait à ceux qui empêcheront l'exécution des Arrêts ou Jugemens, 471, 473 Peines contre les tiers Oppolans à l'exécution des Arrêts qui seront déboutés de leurs oppofitions, On peut se pourvoir en tout tems par simple opposition contre les Arrêts & Jugemens en dernier ressort où l'on n'a point été Partie, même contre ceux donnés sur requête; 656 Contre quels Arrêts & Jugemens en dernier reffort on peut se pourvoir par simple opposirion dans la huitaine,

lais.

quant à ces derniers,

# Affignation. Voyen Ajournemens. Exploits. Domicile, De-

N'est pas nécessaire quand les deux Parties comparent d'elles mêmes en Justice, 19 Assignation donnée à la requête d'une personne nommée en ajoutant, & Conforts, est nulle

Dans les assignations données pour droits du Roi il doit être fait mention des noms & do-

micile du sous-Ferm	ier & de fes Caurie	ons.
4		ibid.
Exploits d'assignation à		ma-
riées où doivent être	e pofés.	22
Quid? A l'égard des M		ibid.
Quid? Si le Mineur el		
	t amgie pour raito.	n de
fon Bénéfice,		2.3
Quid? A l'égard des M	lineurs émancipés,	ibid.
Quid? Si le Mineur n'a	a point de Tuteur 1	ni de
Curatcur.		ibid.
Affignation en matiere l		
née au lieu du dom		, ou
au lieu du Bénéfice	,-	211
Comment on doit affig	ner les habitans des	Pa-
roiffes & Communaut		
		24
Affignations touchant l		
donner aux domiciles	s des Procureurs,	.24
Demandeurs font tenus	par l'Exploit d'affig	ma-
tion de laisser copie	des nieces Cur leCon	01100
la demande est fondé		27
Quand on affigne plufi	eurs perfonnes pou	r le
même fait, il suffit de	laisser copie des pi	eces
à l'une d'elles.	* * *	2.7

Quand on assigne pour une dette solidaire, v. g. pour billets, on ne doit assigner qu'un seul

des Co-obligés,

# DES MATIÈRES, 721

Etrangers où doivent être affignés, 30 Quid i Des condamnés aux galeres ou au banniflement, 31 Abfens pour faillite, voyage de long cours ou hors le Royaume, où doivent être affignés,

ibid.

Quid? de ceux qui demeurent dans les Isles de l'Amérique appartenant à la France, 30 Oni doivent être aflignés ceux qui n'ont aucun domicile certain,

Assignations doivent être données devant le Juge du domicile de l'Ajourné,

En matiere téelle on peut affigner devant le Juge du lieu où la chofe est truée, ibid. Quid? En matiere bénéficiale, 25,212. Quand les Parties sont justiciables de différens Juges, il faut les assigner devant le Juge supérieur, 34

Affignations nulles comment peuvent être rétablies, 69, 70
Comment doivent être données aux garants, 95

Formalités particulieres aux affignations concernant les censives, héritages, droits réels ou hypotheques,

Quid? Quand îl s'agit de maisons & métairies,

Des affignations pour répondre sur faits & articles. Voyez Interrogatoire sur faits & articles.

Des assignations sur compulsoires & collations de pieces. Voyez Compulsoires.

Des assignations en matiere de complainte pour

Bénéfice. Voyez Bénéfice.

Des affignations devant les Juge-Consuls. Voyez Juge-Consuls.

Des affignations en matiere de descentes de Juges & de visites d'Experts, Voyez Descentes d'Experts.

TABLE	
Des affignations en matiere d'enquêtes,	Vovest
	1 - 7 7 7
Enqué es.	
Assignes.	
Sont tenus de comparoître en Justice, se	it qu'ils
soient bien ou mal assignes,	58
Seçàs, si l'incompétence est notoire,	ibid.
. Affistance.	
Yoyez Depens.	
Dans quels cas le Procureur du Défen taxe peut prendre son droit d'ass	deur en istance
	11,552
S'il y a plusieurs Procureurs des Défende	
ne prendront qu'un seul droit,	553
Affister en Caufe.	
Ce que c'est,	104
Audience.	-
Voyez Caufe.	4
Tout ce qui peut être jugé à l'Audien	ce, doit
y (tre juge,	197
Si la Caufe qui ne neur être ingée à l'A	

fur le Burcau,
Ayenir.
Ce que c'est,

N'est pas nécessaire pour obtenir un défaut faute de défendre, Avenirs pris au Gresse défendus par l'Ordon-

ne peut être appointée, on doit ordonner qu'il en sera délibéré, ou mettre les pieces

Avenirs pris au Greffe défendus par l'Ordonnance, 134, 189 Comment se donnent les avenirs aux Requ?

tes du Palais, 190 Ce que contient l'avenir. On y met quelquefois le nom des Avocats, ibid.

Il ne faut point d'avenir dans les Causes qui font au rôle, ibid.

sì les avenirs sont nécessaires à chaque fois que la Cause est continuée

# DES MATIERES. 713

#### Avocats.

Tenus de se trouver en l'Audience au jour de l'assignation, si la Cause est de leur ministere, 192

Causes qui ont besoin du ministère des Avocats,

Causes Consulaires doivent être terminées sans ministere d'Avocats ni de Procureurs, 228 Dans les matieres sommaires le ministere des Avocats & des Procureurs n'est pas nécessaires

re, Excepté dans les Cours & Sieges Préfidiaux,

Ecritures qui sont du ministere des Avocats,

Il faut qu'un Avocat soit inscrit sur le Tableau pour pouvoir faire des écritures, ibid. Tenus de mettre leur reçû sur leurs écritures,

Avocats-Généraux.

Causes de requêtes civiles leur doivent être communiquées, 68a

# Autorisation du mari.

N'est pas nécessaire dans les Exploits & autres Actes qui se font en Justice, lorsque le mari & la semme procédent conjointement, 16

R

# Pagues & joyaux.

Omment peuvent être vendus en cas do faisse,

Eailliages & Sénéchausses,

Comment les dépens y fonttaxés. Voyez Dépens.

1 11)

534

#### Baillis & Sénéchaux.

Connoissent des complaintes en matiere bénéficiale à l'exclusion des autres Juges, 212

#### Banniffement.

Condamnés au bannissement où doivent être assignés, 31

### Eanquiers-Expéditionnaires.

Leur création, 216
Doivent vérifier les fignatures faites en Cour de Rome, ibid.

Baptêmes.

# Voyez Registres de B. ptêmes, &c.

Registres de Baptêmes comment tenus, 317 Actes de Baptêmes comment doivent être concus, 318, 319, 324 Baptêmes peuvent êtres justifiés par les Registres

Baptêmes peuvent êtres jultifiés par les Regittres ou papiers domestiques des peres & meres décédés, 331

# L'énéfice de cession.

Voyez session.

# Bénéfice. Bénéficiers.

Voyez Sequestre. Récréance. Maintenue. Dévolut. Régale.

Dans les matieres de complaintes pour le poffessoire des Bénésies, comment les Exploits de demandes doivent être donnés, & des délais sur ces demandes,

Ce que c'est que complainte en matiere de Bénésice, ibid.

Ce que doit faire le Demandeur en complainte bénéficiale par l'Exploit de demande, 210 Affignation peut étre donnée au lieu du Bénéfice, 211

# DES MATIERES.

Devant quels Juges on doit affigner, 25, 212 Appointemens pour communiquer titres en complainte pour Bénéfice, abrogés,

Défendeur en complainte fournira ses défenses , & dans quel délai.

Trois jours après la Caule sera portée à l'Audience, & comment jugée,

Sentences de récréance en Bénéfice s'exécutent par provision.

Si durant le cours de la procédure le possesseur du Bénéfice décede, main-levée des fruits sera donnée à l'autre Partie.

Intervenant en complainte bénéficiale, ce qu'il est tenu de faire,

Dans quel tems on doit intenter la complainte en matiere bénéficiale,

Mineurs de vingt-cinq ans peuvent agir en Justice sans Tuteur ni Curateur. Quid? Si avant le jugement de la complainte

l'une des Parties réfigne son droit au Bénéfice, comment la complainte doit-elle être continuée.

Sentence de restitution de fruits en matiere bénéficiale s'exécute contre le Résignataire, 222 Dans quel tems les Sentences passent en force de chose jugée à l'égard des Titulaires de

Bénéfices, Condamnés à délaisser la possession d'un Bénéfice, non-recevables à faire aucunes poursuites sur requête civile, avant la preuve rapportée de l'entiere exécution du Jugement, 691

#### Lestiaux

Revenu des Bestiaux sais, a quiappartient, 181 Bestiaux & ustenciles servant à labourer & aux vignes ne peuvent être saiss, même pour deniers Royaux, 596 , 597

	ТАВ		
Exception à	cette regle,		196,597
Saisse de bes	tiaux à la ca	impagne d	éfendue par
Exception à Saisse de bes plusseurs E	dits & Décl	arations,	597, 598
	Billet	's.	
Voyez Recon	noissances d'a	écritures.	
Quels billets	font payables	par corps	,617,618
	Rled	-	

Estimation des bleds & autres gros fruits par qui doit être faite. \$10, \$II, \$I2

Bourgeois. Quand peuvent être nommés pour Experts,

Quand doivent être pris pour tiers, 353

Bureau des Pauvres. Grand - Bureau des Pauvres de Paris peut affi-

gner en premiere instance aux Cours, & par devant les Juges en dernier ressort, sans Lettres de Chancellerie, Commission ou Arrêt,

Calcul.

Ans quel cas les Clercs de Commissaires doivent avoir le droit de calcul pour dépens taxés, 5.55

Capacité

Titres & capacités d'un Bénéficier, ce que c'est, 211

Caufe.

Voyez Instance. Procès. Contestation en cause. Appointement. Ce qu'on entend par Cause, 73

DES MATIERES. 727
Quelles Causes doivent être communiquées au
Parquet , 65 , 132
Celles des Mineurs n'y font sujettes quand ils
ont un tuteur, 132
Caufes de requêtes civiles doivent être com-
muniquées au Parquet, 680
Des Caules qui le vuident par expédient. Voyez
Expédient.
Cause quand & comment se poursuit à l'Au-
dience, 63, 64, 132
Sera poursuivie à l'Audience trois jours après
la fignification des défenfes fur un fimple acte,
& fans avenir, 134, 189
De quand courent ces trois jours, 190
Demandeur dans le même délai de trois jours
pourra fournir des repliques, 191
Des délais pour poursuivre une Cause à l'Au-
dience dans les Maîtrises des Eaux & Forêts,
Elections, Greniers à Sel, Justices de Sei-
gneurs, &c. 207, 208
Cause non appellée ou non expédiée tera con-
rinuée & poursuivie à la prochaine Audience
fur un fimple acte, 195
Tout ce qui peut être jugé à l'Audience doit y
être jugé, 197
Causes qui ne peuvent être jugées à l'Audience,
seront appointées, ibid.
Aucune Cause ne peut être appointée sinon en
l'Audience à la pluralité des voix,
Causes qui peuvent être appointées à mettre,
135, 136, 141, 197, 492
Causes qui peuvent être appointées en droit,
145, 197
Causes qui ne peuvent être appointées, 77, 94,
138, 198, 250, 4, 1
Procureurs tenus de comparoître en l'Audience
au jour de l'assignation, 191
Sinon fera donne defaut ou congé avec profit,
. T▼ Ij=

728 TABLE	
Des Causes qui peuvent être plaidées pa	r Pro-
cureurs,	192
De celles qui ont besoin du ministere des	
cats,	ibid.
Lorsque les deux Parties comparoissent, la	
est jugée contradictoirement,	ibid.
Caufes pures personnelles , ce que c'est ,	238
Laufes réelles, ce que c'est,	ib:d.
Caution.	
On doit donner caution pour pouvoir ex- les Sentences qui s'exécutent par provi	ision ,
	, 483
Si l'on peut saisir avant que la caution se	
çüe,	267
Quelquefois il suffit de donner caution	
	, 484
Jugemens qui ordonnent de donner caution	
ront mention du Juge devant qui elle do	it être

reçûe,

Dans les Bailliages, Sénéchaussées, &c. c'est au premier Juge à recevoir cette caution, ibid.

Comment la caution doit être présentée & reçûe.

Ce qui doit être fait si la caution est contestée, 485 Ce qu'il faut pour qu'une caution soit réputée valable.

Valatic, 486
Celui qui fe rend caution est contraignable par
corps, ibid.
Caution reçûe fera ses soumissions au Gresse,

# Censives.

Des assignations pour censives, 17, 113

Dans quels cas garantir de la contrainte par corps, 651

488

DES MATIERES. 729
Pour quelles dettes la cession n'est point admité,
Chambre de l'Edit.
Voyez. Religion Prétendue-Réformée. Comment & dans quels cas ceux de la Religion Prétendue-Réformée peuvent faire évoquer leurs Causes en cette Chambre, 163
Chapitres.
Voyez Communautés.

## Citations.

Voyez Ajournemens. Ce que c'est,

,,

Clameur de Haro.

Ce que c'est, 140 Comparation sur les clameurs peut te faire en l'Hôtel du Juge, ibid.

# Collations de pieces.

Voyez Compulsires.

Ce que c'elt, & comment se font, 175,
Des affignations sur ces collations, 177

Ces affignations peuvent se donner au domicile des Procureurs, 179

Procédure pour parvenit à ces collations, 176

Jugemens rendus en cette matiere s'exécuene
par provision, 177

#### Commandement.

Voyez Saisies & exécutions. Est nécessaire pour faire une saisie & exécution,

Cas où il n'est pas nécessaire de faire contróler ces commandemens, 18

Tvi

# TABLE

73.0 Opposition au commandement n'empêche la Saisie & exécution,

# Commiffaires. Commiffion.

Des Juges employés dans des commissions. Voyez Juges.

Des Greffiers employés dans des commissions particulieres. Voyez Greffiers:

Commissaires & Gardiens.	
Ce que c'est que Commissaire,	276
Ce que c'est que Gardien,	ibid.
Ce qu'on entend par garnison,	277
Ce que c'est que Dépositaire,	276
Des Commissaires nommés au séquestre Sequestre.	•
Ouelles personnes les Huissiers ne peuve	nt prem-
dre pour Commulaires & Gardiens a	ux cho-
	7,288
Si les Huissiers peuvent établir leurs	Records:
pour Gardiens,	288.
L'Huissier ne peut s'établir lui-même po	our Gar-
dien aux choses par lui saisses,	289
Dans quels cas on peut établir pour Gar	dien ce-
lui sur qui les effets sont saiss,	ibid.
Commissaires & Gardiens sont responsa	bles des
choses commises à leur garde,	290
Et aussi les Dépositaires,	293
Les freres, onclès & neveux du Saisi	ne peu→
vent être établis pour Gardiens ou C	ommif-
faires aux effets faifis,	290
Ouid? Des Vassaux & Tenanciers du Sai	fi; 29
Saisissant ne peut être établi Gardien ou	Com-
miffaire aux effets par lui faisis,	292
Quid ? Des parens ou alliés du Saisissant	, ibid.
Oppofans à la saisse, dans quel cas peuve	nt être
établis Gardiens ou Committaires,	ibid.

ST .	
DES MATIERES	73 <b>t</b>
Huissiers ou Sergens mettront en possession	lcs
Commissaires ou Gardiens,	293
Devoirs des Gardiens & Commissaires,	
Fonction de Gardien ou Commissaire est	pu-
blique	ibid.
Des choses qui excusent de cette fonction,	296
Qualité que doit avoir le Gardien,	295
Peine contre ceux qui par violence empêc	hent
l'établissement des Commissaires ou Gard	iens,
	298
Comment to Comment to the	11:

Ce que d'oit faire l'Huissier en cas de rébellion à l'établissement d'un Séquestre, Commissaire ou Gardien, 297

Commissaires & Gardiens quand sont déchargés de la garde, 300, 301 Si la saisse finit par la mort du Commissaire ou

Gardien . 502
Commissaires , Gardiens & Dépositaires sont tenus de figner les originaux & copies des saifies, 5812
Si le Gardien ou Commissaire refuse d'accepte.

Si le Gardien ou Commissaire refuse d'accepter la commission, l'Huissier dont l'assigner, 582,

Gardiens ne peuvent le fervir des choses confiées à leur garde, 584 Gardiens riendront compte au Saili du profit

Gardiens tiendront compte au Saisi du prosit que les bestiaux saiss auront produit par euxmêmes, Gardiens & Commissaires sont tenus de seur né-

Gardiens & Commissaires sont tenus de leur negligence à l'égard des effets saiss, 184 Peuvent demander qu'il leur soit sourni des avances, lorsqu'il y a des frais à faire pour la

garde des bestiaux, récolte, &c. 185 Peuvent être condamnés par corps à la représentation des effets commis à leur garde, 618

Commissaires-Enquêteurs-Examinateurs.

Quelles sont leurs fonctions, 117, 370, 493, 508, 560

TABLE 732 Font les enquêtes. Voyez Enquêtes.

Peuvent être réculés comme les Juges. Voyez Recufation.

Committimus.

Ceux qui ont droit de Committimus ne peuvent faire ajourner aux Requêtes de l'Hôtel & du Palais qu'en vertu de Lettres, L'Huissier qui assigne doit être Porteur de ces Lettres. 37

Communautés.

Où doivent être assignés les Chapitres, Corps & Communautés,

Chapitres, Corps & Communautés nommeront un Syndic pour répondre sur faits & articles,

Quand tenus à se pourvoir par requête civile,

Ouelles ouvertures de requête civile ont lieu à leur égard, 687 Communication.

Voyez Production.

Communication des Procès jugés ne peut être donnée aux Parties par le Rapporteur, Mais il peut donner communication du Jugement, 145 Communication des productions dans les Procès

par écrit ne peut être faite qu'une fois, 204 Dans quels cas on ne peut prendre communication de la procédure de la Partie adverse. 201,201

# Communication au Parquet.

Voyez Caufe. Quelles Causes doivent être communiquées au Parquet, Quid ? Des Causes des Mineurs qui ont un Tutcur,

DES MATIERES. 73

Causes de Requête civile doivent y être communiquées, 680

Compétence.

Voyez Déc'inatoire. Renvoi. Incompétence.

Où se jugent les différends qui surviennent entre les Cours des Aydes & les Parlemens touchant la compétence, 86

Complainte.

Voyez Réintégrande. Pétitoire.

Ce que c'est que complainte en cas de saisine & nouvelleté, 270

Contre qui a lieu, 269 Doit être formée dans l'année du trouble, 168

Si le Défendeur en complainte dénie la posibilion du Demandeur, où de l'avoir troublé, le Juge appointera à informer, 272.

Complainte ne peut être formée contre le Roi,

Celui contre lequel la complainte ou réintégrande aura été jugée ne pourra se pouvroir au pétitoire, sinon après que le trouble aura cesse. 273

Demandes en complaintes ou réintégrande ne pouront être jointes au pétitoire,

Ceux qui succomberont dans les Instances de complainte & de réintégrande, seront condamnés à l'amende, 275

Jugemens rendus par les Juges Royaux en matiere de complainte & de réintégrande s'exécutent par provision, ibid.

Complainte en matiere bénéficiale. Voyez Bénéfice. Séquestre. Maintenue, Réinté-

grande
Ce que c'est que complainte en muiere de bénésice,

Comptable,

Yoyez Comptes.

aux Commissaires-Enquêteurs-Examinateurs
à recevoir cette présentation & assirmation,
ibid.

Dans les Procès par écrit le Rapporteur ne peur recevoir le compte, ibid.

Ce que la préface du compte doit contenir de rôles & quelles pieces doivent y être transfacrites,

493

Ce que c'est que la préface du compte, 494. Rendant compte tenu d'insérer dans le dernier article la somme de la recette, & celle de la dépense & reprile, ib d. Ce que c'est que la reprise du compte, ibid.

out on a Consess

DES MATIERES. 753 Si la recette est plus forte que la dépense l'Oyant compte pourra prendre exécutoire de l'excédent, sans préjudice des débats, 494 Préfentation & affirmation du compte par qui & dans quel tems doit être faite, & le déla passé, comment le Rendant sera contraint.
Rendant compte communiquera au Procureur de l'Oyant la copie de son compte & des pieces justificatives, ibid. Comment la recette du compte se justifie, 497 comment la dépense, ibid. Et comment la reptise temper de l'entre de l'entr
Juge peut en connoissance de cause proroger ce délai, 497, 498 il les Oyans ont un même intérêt, ils sont tenus de nommer un seul Procureur, 495 il y a pulseurs Procureurs, la communication du compte & des pieces justificatives ne se fera qu'à l'ancien, bid. Judé ? Si les intérêts des Oyans sont différens, & qu'il y ait des Créanciers intervenans, & qu'il y ait des Créanciers intervenans, ibid.
de délai de cette communication expiré, sera pris au Greffe l'appointement de fournir les consentemens ou débats & les soutenemens,
Procès-verbaux d'examens de compte abrogés,
Apostilles pour les consentemens, débats &

foutenemens ne se feront en la maison du Juge ou Commissaire, ibid. Exception à cette régle à l'égard des Commisfaires du Châtelet de Paris, ibid. Si les Oyans ne sournissent dans la huitaine leurs

Si les Oyans ne fournissent dans la huitaine leurs consentemens ou débats, le Rendant compte pourra

736 TABLE	
pourra mettre sa production au Greffe,	8c d.
500, 5	10
Comment les comptes doivent être écrits	en
liones & fyllabes	OI
De quoi doit être composé le chapitre de	dé-
	01
Lettres d'Etat obtenues par les condamnés à	ren-
dre compte, seront rejettées comme subr	cp-
tices, s'il n'y est expressément dérogé,	103
Jugement rendu sur l'Instance de compte c	en-
tiendra le calcul de la recette & de la	dé-
pense, & formera le reliquat s'il y en a,	bid.
Révisions de compte abrogées, & s'il y a	des
erreurs ou omissions, comment la dema	ınde
en doit être formée,	504.
Parties Majeures pourront compter à l'ami	
devant des Arbitres,	ibid.
Si les Oyans compte demeurent hors le Ro	yau-
me, ce que doit faire le Rendant,	101
Compulfoires.	
Ce que c'est,	171
Où se donnent les assignations pour y assi	ster,
	ibid.
Ces affignations peuvent se donner à don	nicile
de Procureur,	179
Comment se font les compulsoires, & dans	quels
cas ont lieu,	173
On peut y former opposition,	174
. Procédure sur les compulsoires,	176
Jugemens en matiere de compulsoires s'e	xécu-
tent par provision,	177
Procès-verbal de compulsoire ou collation	n de
pieces, ne doit être commencé qu'une	heure
antès l'échéance de l'assignation,	ibid.
- Si la Partie affignée ne compare, il fera	louné
défaut contre elle,	178
Quel est le profit de ce défaut,	ibid.

DES MATIERES. 737
Procès-verbal de compulsoire doit être signissé
à la Partie adverse, 178

Quelle peine encourt la Partie qui requiert le compulsoire, si elle ne compare ibid. Si les expéditions des actes compulsés, chez les Notaires, se font par eux ou par les Huisfiers,

Conclusions.

Voyez Procurcurs du Roi & Fiscaux.
Conclusions des Gens du Roi dans les Procès
par écrit ne doivent être signifiées, 154

Condamnés.

Condamnés aux galeres ou au bannissement à tems, où doivent être assignés, 3. Les héritages de ceux qui auront été condamnés par provision au payement de quesque somme, pourront être saits réellement, mais non vendus, 473

Dans quel tems les Sentences passent en force de chose jugée contre le Condamné, 476, 479 & 480

Congés.

Voyez Defauts. Delais.

Sont de trois fortes,
On peut se pourvoir par opposition contre les congés,
67

Confeil.

Voyez Droit de confeil.

Confignation.

Quelle somme sont tenus de consigner ceux qui veulent obtenir Lettres en forme de Requête civile, 672

Deniers provenants de la vente des effets saiss doivent être consignés, quand il y a Instance de présérence, 610

# TABLE

_	

# Constitution de Procureur.

Cas où il faut constituer un nouveau Procureur,

Ce qu'il faut observer alors,

A54
ibid,

Confuls.

Voyez Juge-Confuls.

## Confultation.

Voyez Droit de conseil & de consultation.

### Contestation en caufe.

Quand a lieu, 206, 207 Autres cas où cette contestation a lieu, 708 Dans les Procès par écrit l'appointement de conclusion forme la contestation en cause,

# Contrainte par corps.

A lieu contre les Avocats & Procureurs qu' ne rendent les pieces dont ils sont chargés,

204, 496, 619 & aussi dans le cas de resus de délaisser un héritage, contre une Partie condamnée à faire ce délaissement, 463

& aussi contre les cautions judiciaires , 486 & aussi contre les Huissiers pour le rapport des

deniers des ventes par eux faites, 613 Contrainte par corps après les quatre mois abro-

gée, 614
Mais non à l'égard des Etrangers, 618
Contrainte par corps après les quatre mois confervée pour dépens montant à deux cens livres

& au-dessus, 615 Quid? Pour épices & coût de l'Arrêt ou Jugement, ibid.

0 11,000

DES MATIERES. 739
Contrainte par corps après les quatre mois a
auffi lieu pour reliquat de compte dû par les
Tuteurs, Curateurs & autres Administrateurs,
617
Cas où les Juges peuvent condamner par corps
en matiere civile, 618 & fuiv.
Jugemens, obligations ou autres conventions
portant condamnation par corps, défendus,
632
Exceptions pour les Baux des terres & hérita-
ges de çampagne, ibid.
Contrainte par corps ne peut avoir lieu, à moins
qu'elle n'ait été prononcée, 618
Mais le Juge ne doit la prononcer d'office, ibid.
Contrainte par corps n'a lieu contre les Maîtres
& Gardes des six Corps de Paris pour resti-
tution de marchandises par eux saisses dans
leurs visites, 619
Quelles Lettres de change & Billets sont paya-
bles par corps, 620
Dans quels cas les Marchands sont contraigna-
bles par corps, 622
Et aussi les Fermiers des droits du Roi, 624
Ainsi que les Banquiers, Agens de change, &c.
623
Dans quels cas les Mineurs peuvent être con-

Autres cas où la contrainte par corps a lieu, Contrainte par corps a lieu pour les intérêts comme pour le principal, Femmes & filles ne peuvent s'obliger ni être contraintes par corps, fi elles ne sont Mar-

623, 624

traints par corps,

chandes publiques, ou pour stellionat. 635 Quid. Pour dépens en matiere criminelle. 636 Mari est contraignable par corps pour les dettes de sa femme Marchande publique,

Cas auxquels les septuagénaires peuvent être

40		Α		L	E
contraints	par	corp	s,		

7

Eccléfiastiques ne sont sujets à la contrainte par corps, 643 Autres personnes non sujettes à cette contrainte.

641

Procedure pour obtenir la contrainte par corps

après les quatre mois, 645 On ne peut arrêter les particuliers dans leurs maisons, 646

Exceptions à cette régle, ibid.

Quelles personnes ne peuvent être arêtées dans

les rues, 647, 648
On ne peut pas non plus arrêter personne les
Dimanches & Fêtes, 648

Si ce n'est avec permission du Juge, ibid. Autres formalités pour pouvoir emprisonner,

Appel ou opposition à la contrainte par corps en empéche l'exécution, Sechs, si la personne avoit été arrêtée avant cet appel ou cette opposition, 650 Ou si la Sentence étoir exécutoire par provision ibid.

Comment on peut se pourvoir contre les emprisonnemens, Du bénéfice de cession. Voyez Cession.

Des Lettres d'Etat & de Répi. Voyez Lettres d'Etat. Lettres de Répi.

Contrainte par corps n'empêche les saisses & exécutions, 653

Contrariété d'Arrêts ou Jugemens en dernier ressort.

Est un moyen de requête civile, 684

#### Contrats.

Passés sous Scel Royal s'exécutent par tout le Royaume sans Pareatis, 472

DES MATIERES. Secùs de ceux passés sous le scel des Seig.	741
beens de ceux panes tous le teet des Seig	-
Contrats maritimes.	473
Sont sujets à la contrainte par corps,	634 -
Contredits.	
Voyez Ecritures.	
Voyez Ecritures. Ce que c'est que contredits,	209

Des délais sur les contredits.

153

Contredits n'ont lieu fur les incidens , 157, 158 Ne seront plus offerts en baillant, mais seront fignifiés.

Contribution au marc la livre.

Ce que c'est, Comment elle se fait entre Créanciers en cas de déconfiture. ibid.

Contrôle d'Exploits,

Voyez Exploits.

Quels exploits ne sont sujets au Contrôle, 18,

Coobligés.

Voyez Garantie simple.

Copie.

Copie des pieces doit être donnée aux Perlonnes qu'on affigne, 20, 24, 27, 99 Secus, quand on fait affigner plusieurs personnes pour le même fait, Défendeur doit aussi signifier la copie des pieces justificatives de ses défenses, 57

Corps.

Noyez Communautés. Cours.

De la procédure qui s'observe dans les Cours, 127

## TABLE

742 Il n'est pas permis aux Cours ni aux autres Juges de donner des défenses ou surséances contre les Sentences de provision,

#### Créancier.

Ce qu'il doit faire pour obtenir & exécuter la contrainte par corps après les quatre mois, 645

#### Croix.

Voyez Dépens, Dans quel tems le Procureur de celui qui appelle d'une taxe de dépens est tenu de croiser les articles des dépens dont il y a appel, 556

#### Curateurs.

Voyez Tuteurs. Comptes.

# Curés.

Voyez Rezistres. Devoir des Curés ou Vicaires à l'égard des Registres de Baptêmes, Mariages & Sépultures . 324, 329 D.

#### . Date.

DAte des Jugemens, de quel jour doit être, 459

# Débats de comptes,

Voyez Comptes. Ecritures.

# Déboutés de défenses.

Abrogés par l'Ordonnance

#### Décès.

Preuve du tems du décès comment sera reçûe Procédures

DES MATIERES. 743 Procédures faites depuis le décès de l'une des Parties ou du Procureur, sont nulles,

Quid? Si l'une des Parties vient a changer d'état, Déclaration de dépens.

Yoyez Dépens.

Déclarations,

Voyez Ordonnance.

Déclinatoire.

78

Voyez Renvoi. Incompétence. Appel.

·Ce que c'est, Quand peut être proposé par une Partie, & com-

Doivent être jugés sommairement à l'Audience,

Dépens des déclinatoires doivent être adjugés à celui qui obtient , Et taxés sans frais, ibid.

Décrets.

Décrets en matiere criminelle s'exécutent par tout le Royaume sans permission ni pareatis.

Défauts & congés.

Différence entre défaut & congé, Il y a trois sortes de défauts & de congés , ibid. Des délais nécessaires pour faire juger valablement un défaut, 49, 62, 129, 130 Défaut avec profit comment sera donné aux Requêtes de l'Hôtel & du Palais, Cours des Monnoies, Maîtrifes des Eaux & Forêts, 57 Ouel est le profit du défaut faute de nommer Procureur & de signifier des défenses, 61 Défaut sera donné au Greffe au Demandeur, fi le Défendeur dans le délai accordé ne cotte

744 TABLE
Procureur, 62, 129, 132, 143
Défaut sera donné à l'Audience, si le Défen-
deur après avoir cotté Procureur ne fignific
copie de ses défenses & pieces, 62, 63, 130
Dans les Cours ce défaut se prend au Greffe,
130, 131
Dans ces deux cas le profit du défaut se juge
fur le champ, si les conclusions sont justes
& bien vérifiées, 63, 131
Si les conclusions du Demandeur ne sont pas
suffisamment justifiées, le Juge doit lui per-
mettre d'en faire la preuve, 131, 132
Ou entendre sommairement les Parties, 194
Quand il y a plus de trois chefs de demandes,
le défaut du profit pourra être jugé sur pieces
mises sur le Bureau sans épices, 68 Pour obtenir un défaut saute de désendre il n'est
pas besoin d'avenir,
Over dil a philippe Parties officences à diffé
Quand il a plusseurs Parties assignées à dissé rens délais, on ne peut prendre défaut contr aucunes d'elles, qu'après l'échéance de tou
aucunes d'elles qu'après l'échéance de tou
tes les assignations,

Si de plusieurs Parties assignées quelques-unes

font défaut, le défaut contre les Défaillans se joint au fond,

Demandeur qui veut lever un défaut doit y comprendie toutes,les Parties défaillantes . Quand le Demandeur ne se présente point, le Défendeur doit prendre son défaut au Greffe & le faire juger huitaine après, On peut se pourvoir par opposition contre les

défaute & congés, 67 Si avant le Jugement des défauts le Défendeur constitue Procureur, & fournit ses défenses avec copie des pieces justificatives, les Parties se pourvoiront à l'Audience,

Ne feront pris a l'avenir aucuns défauts fauf, purs & simples, & aux Ordonnances, 133

DES MATIERES. 745 Du défaut ou congé sur l'appointement de con-
clusion dans les Procès par écrit,
Procédure pour obtenir ce défaut ou congé,
Opposition n'a lieu contre les Jugemens qui pro-
noncent see Court les Jugemens qui pro-
faut faute de comparoir sur l'appel d'une Sen-
tence renduce B

e en Procès par écrit, on doit se pourvoir en la Cour comme en Procès par écrit.

Au jour de l'assignation échû, les Procureurs des Parties sont tenus de comparoir en l'Au-

dience, finon sera donné défaut ou congé avec profit, 191,192 Des défauts ou congés faute de plaider, Dans quel tems on peut former opposition faute

de plaider, Défauts ou congés ne seront rabattus, finon en

la même Audience, Du défaut sur les assignations pour parvenir aux compulsoires & collations de pieces. Voyez

Compulfoires. Du défaut sur les assignations pour parvenir à une reconnoissance d'écritures. Voyez Recon-

noissances d'écritures.

Des défauts ou congés sur les assignations dans les Justices consulaires. Voyez Juge-' onfuls. Des défauts ou congés sur les assignations en matieres sommaires. Voyez Matieres sommaires.

Des défauts sur les assignations pour rendre compte. Voyez Comptes.

# Défendeur.

Vovez Présentations. Défenses. Pardevant quel Juge doit être affigne; TABLE

746 Tenu de nommer Procureur & de signifier ses défenses avec copie des pieces justificatives, 49,57 57, 61, 62 Dans quel tems, Sous quelle peine, Peut cotter Procureur & se présenter tant que le Demandeur n'a point pris de défaut contre lui, Lorsque le Défendeur a constitué Procureur & fourni ses défenses, les Parties doivent se pourvoir à l'Audience, Ce qui doit être observé lorsque le Défendeur, après avoir cotté Procureur & fourni ses défenses, ne comparoit pas à l'Audience, 192 Ce que doit faire le Défendeur quand le De-

mandeur ne se présente point, Defenfes .-Ce que c'est, 59. Ne doivent le signifier dans les matieres sommaires, 50 Ni dans les Justices des Seigneurs. 57 Ce que doit faire le Demandeur quand la Partie affignée ne fournit point de défenses, 62 Défenses par écris ne sont pas nécessaires sur les incidens, En quoi les défenfes différent des exceptions, ibid. Ce que c'est que défenses au fond. 60-Dans les défenses seront employées les fins de non-recevoir, &c. 69

# Défense ou surseance.

Il n'est pas permis aux Cours d'en donner contre les Sentences de provision; Dans quels cas il est permis aux Juges de donner des défenses, Ces défenses doivent être données au Siege, &c

pon par le Juge d'instruction, ibid.

# DES MATIERES. 747.

# Délais sur les assignations.

and the same of th
Voyez Defauts. Consestation en caufe.
Quels sont ces délais dans les Prévôtés & Châ-
tellenies, 45, 46
Quid ? Aux Sieges Présidiaux , Bailliages & Se-
néchauslées, 47
Quid? Aux Requêtes de l'Hôtel & du Palais,
grang Stegges des Confervations, 40
Quid? Aux Justices de Seigneurs, Maîtrises
des Eaux & Forêts, Elections, Greniers à
fel, & Traite-Foraines, 207
Quid? Aux Officialités, 46, 208
Des délais sur les assignations dans les Cours,
- 1 1 1 1 1/2 in proferite
Juges ne peuvent abréger les délais preserts
Ne peuvent aussi être prorogés par les Juges
Délais n'ont lieu pour les assignations données
pendant le tems des Affifes, 44, 45
Ni pour les affignations incidentes données dans
le cours de la procedure pour l'intraction,
. 45
Partie assignée peut anticiper les délais sur les
affiguations .
Quels font les délais pour cotter Procureur &
fournir défenies, 49,50,128
Ces délais n'ont lieuen matieres fommaires, 50
Quels jours ne sont compris dans les délais des
assignations & procedures,
Quels jours v font compris, ibid.
Lorfque ni l'une ni l'autre des l'arties ne com-
pare fur l'assignation, la Cause est continuée
de droit 68, 198
Si avant le jugement des défauts le Défendeur
Viii
· )

748 TABLE
constitue Procureur, & fournit ses défenses & pieces, les Parties se pourvoiront à l'Au-
dience, 63, 64, 132
Des délais pour faire appeller garant. Voyez Garants.
Des délais dans les Proces par écrit, 142
Délais de fournir cause d'appels, griefs & ré- ponses,
De quel jour doivent courir contre l'Appellant
111
Ces délais étant expités, la Partie demeure for-
close, 152.
Délais de produire & contredire, de quel jour
doivent courir, 199
Ces délais étant expirés, l'autre Partie demeure forclose, ibid.
Des délais sur les assignations ès Justices Con-

fulaires. Voyez Juge-Confuls. Des délais ès matieres sommaires. Voyez Ma-

tieres sommaires. Des délais pour faire enquête. Voyez Enquêtes.

Des délais pour la reddition des comptes. Voyez Comptes. Des délais pour délibérer & faire inventaire.

Voyez Héritier.

Quels sont ces délais pour l'Héritier, 92. Et pour la Veuve, Cas où celui qui est assigné comme héritier en action nouvelle, n'a aucun délai pour délibérer,

Délaissement d'hérit ge.

Voyez Possession.

Délibérés sur le Bureau ou

fur le Registre

Ce que c'est,

DES MATIERES. 749	
Dans quels cas peuvent être prononcés, 68,	
81,250	
On ne peut y prendre d'épices, 68, 81	
A qui doivent être distribués, \$1	
Demandeur.	
Voyez Présentations. Garants.	
Tenu de faire donner dans l'Exploit eopie des pieces sur lesquelles la demande est fondée,	
ou des extraits, . 27	
Peut toujours se présenter tant que le Désen-	
deur n'a point obtenu de congé contre lui, 64	
Ce que doit faire le Défendeur quand le Deman-	
deur ne se présente pas, 67	
Ce qui doit s'observer lorsque le Demandeur,	
après s'être présenté, ne comparoit pas a l'Au-	
dience, 191	
Demandes.	
Des demandes qui ne peuvent se vérisier par	
Témoins, 314	
Toutes demandes qui ne seront entiérement jus-	
tifiées par écrit, doivent être formées par un même Exploit, après lequel les demandes, dont il n'y a preuve par écrit, ne seront re-	
çues, 316	
Déni de Justice.	
Comment les Juges peuvent être poursuivis en	
cas de déni de Justice, 438	
Déni de renvoi.	
Voyez Renvoi.	
Ce que c'est,	

Deniers Royaux. Leur Privilege conservé pour les contraintes par corps, Dans quels cas la contrainte par corps n'a lieu pour Deniers Royaux, 628, 629, 630
Comment la contrainte par corps se décerne
Viv

# Dépens.

Ce que c'est que condamnation de dépens, 117 Ceux des appels des déclinatoires, taxés sans frais sur un fimple mémoire, Et aussi ceux des appels d'incompétence, ibid. Ainsi que ceux des folles intimations & désertions d'appel, ibid. Dépens prononcés sur désertions d'appel doivent le payer comme frais préjudiciaux, Liquidation de dépens ne se fait contre les garantis, mais contre les garants, 106 Sechs, si le garanti n'a été mis hors de Cause, ibid. Dans quel cas le Demandeur originaire doit être condamné aux dépens en matiere de gaibid. Et dans quel cas le Défendeur originaire doit y être condamné, 107 Garants qui succombent, en quels dépens doivent être condamnés. Dans quels cas les dépens doivent être taxés par les Jugemens qui y condamnent, Condamnation de dépens n'a lieu dans les Procès poursuivis à la requête des Procureurs du Roi ou Fiscaux & des Promoteurs, tant en matiere civile que criminelle, 513, 514 Secus dans les cas où les Seigneurs plaident en leurs Justices, quoique sous le nom de leurs Procureurs Fiscaux, Toute Partie qui succombe doit être condamnée aux dépens, Sans pouvoir être modérés ni réservés, même pour parenté, ibid. Même en matiere de renvoi, déclinatoire, évocation ou réglement de Juges,

Cas où l'on peut modérer les dépens, Condamnation de dépens a lieu, même dans le

DES MATIERES. 751	
cas où l'on s'en rapporte a Justice, 517	
éfenses aux Juges de prononcer hors de Cour	
fans dépens, 513	
Quand peuvent être compensés, 518, 519	
ondamnation de dépens a lieu contre la Par-	
tie qui se désiste,	
elui qui est condamné en une partie des dé-	
pens, doit le coût du Jugement, ibid.	
ans les Jugemens interlocutoires on doit ré-	
ferver les dépens, 520	
rbitres tenus de condamner aux dépens la Par-	
tic qui fuccombe, ibid.	

D

Α

Par qui les dépens prononcés par les Arbitres doivent être liquidés, 521

Dépens doivent être adjugés, même sur les incidens qui surviennent, ibid.

Procureur du Demandeur en taxe donnera copie du Jugement qui a condamné aux dépens, & de la déclaration, & dans quel délai, pour y répondre dans la huitaine par le Défendeur. (22, 62)

Frais & salaires des Procureurs relativement à la Partie qui les a employés, commeut taxés,

Ce que doit contenir la déclaration de dépens,

Quand if y a plusieurs Parties condamnées aux dépens, qui ont occupé par différens Procureurs, copie de la déclaration ne doit être donnée qu'à l'ancien Procureur, 246 Quid ? Si les Parties ont des intérêts différens.

Procureurs ne peuvent arrêter aucune déclaration de dépens, que les droits de Taxateurs, &c. n'ayent été payés, ibid.

Partie condamnée peut offrir les dépens, & & se se offres sont valables, elle n'est tenue d'arcuns frais de taxe, 526, 527

752 IABLE
Si les offres du Défendeur sont rejettées, le De
mandeur fera procéder à la taxe, & si par le
calcul les dépens n'ex éd n les offres, les
frais de la taxe seront portés par le Deman-
deur, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,
Procureurs en dressant la déclaration de dépens,
ne feront qu'un feul article d'une feule piece,
Y make a 1.7 of the true
Droit de conseil ou de consultation, dans quels
cas se paye, & dans quelles Jurisdictions il
a lieu, 529, 532
Ecritures & contredits quand doivent être re-
jettés de la taxe des dépens, 533
Quelles écritures doivent être rejettées de la
taxe, \$34, 535, 536
Quelles significations doivent entrer en taxe,
& de celles qui doivent être rejettées, 537
Due is the profession there exists an aft to
Droit de présentation dans quels cas est dû, &
comment, 54I
Procureurs ne peuvent rien prendre pour le reçû
des actes qui se communiquent de la main à la main, ibid,
Tarif sera dresse dans chaque Jurisdiction pour la taxe des dépens, 541, 542
la taxe des dépens, 541, 542 Au défaut de ce tarif, comment & sur quel pied
Au deraut de ce tant, comment & nur quer pied
les dépens doivent être taxés, 542, 544
Comment se taxent les voyages & séjours, 545
Si sur la déclaration de dépens it n'est fait au-
cunes offres par le Défendeur, ou qu'elles
ne soient point acceptées, la déclaration sera
mife ès mains du Procureur-tiers, 546
Ce que doit faire le Procureur-tiers ensuite de
cette remife, 547, 7+8
Parties tenues de se trouver en l'Etude du Pro-
cureur-tiers, 548
Procureur-tiers arrêtera les dépêns & com-
ment, (4

DES MATIERES, 753
quel-pied les Procureurs-tiers des Cours
ont tenus de taxer les dépens sur l'appel des
urisdictions qui y ressortissent, 550

Procureur du Défendeur en taxe dans quels cas peut prendre fon droit d'affilhance, 551, 552 S'il y a plusieurs Procureurs, ils ne prendront qu'un feul droit d'affishance, 553

Sur

qu'un seul droit d'affissance, 553 Après que la déclaration aura été arrêtée par le tiers, le Demandeur en taxe le sera signisser au Défendeur, 554

Commissaires signeront les déclarations sans aucun droit, 555 Dans quels cas leurs Clercs auront le droit de

calcul, ibid.

Exécutoires de dépens contiendront les frais faits

pour les lever, ceux du premier Exploit & de la fignification, ibid.

Quand il y a appel de la taxe des dépens, ce

Quand il y a appel de la taxe des dépens, ce que doit faire le Procureur de l'Appellant,

Cet appel empêche l'effet de l'exécutoire, 557
Où se porte l'appel de la taxe des dépens des
Sentences Présidiales, ibid.

Après que le Procureur de l'Appellant aura croifé les articles dont il y a appel, il doit être délivré exécutoire des articles non croifés, Appellarions des articles croifés (pus deux croifés pus deux croifés pus deux croifés (pus deux croifés pus deux croifés (pus deux croifés pus deux croifés (pus deux croifés pus deux croifés pus deux croifés (pus deux croifés pus deux croif

Appellations des articles croifés fous deux croix fe portent à l'Audience, ibid.

Et quand il y en a davantage, il doit être pris appointement au Greffe, ibid.

Appellant doir être condamné en autant d'amerdes qu'il y a de croix, à moins que l'appel ne .oir fondé sur un moyen général, 559 Oû-se porte l'appel de la taxe des dépens, tôid. Dépens adjugés dans les Ballliages, Sénéchauf-

Dépens adjugés dans les Batiliages, Senechaulfées & Siéges Préfidiaux comment taxés,

\$59,560

754 TABLE
Cas où les dépens doivent être liquidés fur le
champ, & par le même Jugement qui y con-
damne, 560,561
En quelle Jurisdiction doivent se taxer les dé-
pens de la Cause principale dont il y a appel
jugé, 561
Juges subalternes, tant Royaux que des Sei-
gneurs, tenus de liquider les dépens dans leurs
Sentences, 562
Greffiers de ces Siéges ne doivent laisser ces
sommes en blanc dans les Sentences, à peine
d'amende & d'interdiction, 563
Quels dépens se payent par corps en matiere
civile, 615
Et aussi en matiere criminelle, ibid.
Des dépens en matiere de requêtes civiles, 683
Déporter.
•
Aucun Juge ne peut se déporter du rapport &
jugement d'un Procès, qu'après en avoir dé
claré les causes à la Chambre, 424
Dépositaires.
Vovez Commissaires & Gardiens.

Voyez Commissaires & Gardiens. Ce que c'est, ' Dépositions de Témoins.

276

Voyez Freuve par Témoins. Enquêtes. Témoins. Comment la déposition du Témoin doit être rédigée, 379. Lecture en doit être faite au Témoin, & il doit la signer, 481.

Dépôt.

Preuve par Témoins a lieu dans le cas de dépôt volontaire, 306 Secùs dans le cas de dépôt nésessaire, 310 A lieu aussi dans le cas du dépôt sait en logeant dans une Hôtellerie, 311

DES MATIERES. 755	
dépôt nécessaire on peut être condamné	
corps, 618	
fitaires de Justice sont contraignables par	

618, 619

Désaveu.

Pour pai Dépo

corps,

Quand est moyen de requête civile, 684

Descentes sur les lieux.

Juges n'en peuvent faire dans les mattères où il n'échet qu'un fimple rapport d'Experts, à moins qu'ils n'en foient requis par les Parties,

Dans quels cas il n'échet qu'un simple rapport d'Experts, ibid.

Dans quels cas les descentes peuvent être ordonnées d'office,

Il n'est pas nécessaire que les Experts y assistantent, ibid.

Quelquefois outre la descente le Juge ordonne une description des lieux, ibid.

Rapporteurs dans les Cours & aux requêtes de l'Hôtel & du Palais, ne peuvent être commis pour ces descentes, 342, 343

A qui ces defeentes doivent être confiées dans les Bailliages & Sénéchaussées, &c. 344 Ce qui doit s'observer dans la nomination du

Commissaire, ibid.
Devoirs du Commissaire, 344, 345

Frais de la descente doivent être consignés par celui qui l'a requise, 345

Procédure pour parvenir à la descente, ibid. Comment le Commissaire nommé peut être récusé, & de ce qui doit se faire en cas de récusairon,

Juges & Commissaires nommés pour faire une descente, ne recevront aucun présent des Patties, & ne seront désrayés par elles, 357

# Désertion d'appel.

Ce que c'est, 86
Comment doit être jugée, 82
Où se donnent les assignations pour voir déclarer un appel déser, 87
Quoique l'appel ait été déclaré désert, on peur
toujours appeller de nouveau, bid.
Dépensprononcés sur une désertion d'appel doivent se payer comme stais préjudiciaux, 88

Désobéissance.

Voyez Possession.
Désobéissance aux Arrêts & Jugemens, comment punie,
461

Dettes.

Voyez Contraintes par corps
Quelles dettes font payables par corps entre Marchands, 618, 622

Dévolut. Dévolutaire.

Ceux qui sont pourvus d'un Bénéfice pour canse de dévolut, tenus de donner caution, & jusqu'à quelle somme, 218, 219

En quels cas les Dévolutaires sont déchus de leur droit à un Bénéfice, 219

Dictum des Sentences & Arrêts.

Ce que c'est, 144
Doit être écrit de la main du Rapporteur, 460
Sera remis au Greffe par le Rapporteur trois
jours après le Procès jugé, 143
Dimanches & Fétes.

Dimanenes G Peres.

S'ils sont compris dans les délais des assignations & procédures,

Dol.

Empêche le Débiteur d'être admis au bénéfice

# DES MATIERES. 757 de cession, Si le dol est un moyen d'ouverture de requête civile . Domeftiques.

S'ils peuvent être Témoins en matiere civile, & dans quels cas, 379, 380 Différence entre ferviteurs & domeftiques , 380

Domicile.

Voyez Exploit.

En quoi le domicile différe de la residence, 2x Où doivent être affignés ceux qui n'ont aucun domicile certain,

Quand il y a contestation sur le domicile de l'Assigné, c'est à l'Ajournant à prouver ce domicile,

Ceux qui demeurent dans les châteaux & maisons fortes, sont tenus d'élire domicile en la plus prochaine Ville, &c.

Doit être élu par l'Ajournant qui ne cotte point Procurenr,

Election de domicile doit être faite dans les saifics , & pourquoi. Voyez Saifies & exicutions.

### Dommages & intérêts.

Ce que c'est, 164 Liquidation des dommages & intérêts ne se fait contre les garantis, mais contre les garants,

Secus, fi le garanti n'a été mis hors de Cause, ibid-

Condamnation de dépens, dommages & intérêts, comment s'éxécute en matiere bénéficiale,

Toutes Sentences , Productions & Arrêts rendus sur productions des Parties, qui condamnent à des intérêts, en doivent contennir la liquidation, 458

7×8

Déclaration des dommages & intérêts, comment doit être dressée, & copie donnée, ainsi que des pieces justificatives, 564

Ce que cette déclaration doit contenir, 565 Défendeur fera ses offres sur cette déclaration,

5i les offres sont contestées, & que par l'événement les dommages & intérêts n'excédent la somme offerte, le Demandeur sera condamné aux dépens du jour des offres, 566 Procureurs qui ont occupé dans les Instances

principales, tenus d'occuper dans celles de liquidation des dommages & intérêts, 566, 567

Droit d'affistance.

Voyez Affistance.

Droit de calcul.

Voyez Calcul.

Droit de conseil & de consultation.

Ce que c'est, 532 Comment se paye dans la taxe des dépens, 529, 532

Droit de révision.

Ce que c'est, & dans quels cas il doit être taxé,

Ducs & Pairs.

Peuvent pour raison de leurs Pairies saire ajourner en la Cour & pardevant les Juges en dernier restort, sans Lettres de Chancellerie, Commission ou Arret,

## Dupliques.

Abrogées par l'Ordonnance ainsi que les tripliques

# DES MATIERES 752

Ė.

# Ecclésiastiques.

1 '	
Omment peuvent être contraints de com	4
paroître en Justice pour déposer, 37	
Ne sont sujets à la contrainte par corps en ma	
tiere civile,	
Quand reçus à se pourvoir par requête civile	_
And reduce civile	•
66	
Quelles ouvertures de requîte civile ont lieu	
kur égard, 68	7,
Ecritures.	
Voyez Procès par écrit. Reconnoissance d'écri-	•
Ecritures dans les Procès par écrit sont de plu-	
ficurs fortes, 141	ζ
Ce que c'est qu'avertissemens, ibid	
Ce que c'est que griefs,	
Ce que c'est que causes & moyens a'appel, ibid.	
Des contredits, ce que c'est, 153, 157, 205	P
Des réponses & griefs,	
De quel jour courent les délais de fournir griefs	
& réponfes, • ibid.	
Juges n'auront égard aux réponses à griefs ni	
aux causes d'appel, s'ils n'ont été fignissés,	
154	
Contredits n'ont lieu sur les incidens, mais il	٠,
faut y répondre par requête, 158	
Dupliques, tripliques & autres écritures sem-	٠
blables, abrogées par l'Ordonnance, 191	
Contredits & salvations doivent être fignifiés.	
finon rejettés, 205	
Cette fignification ne doit être faite qu'au Pro-	
cureur de la Partie dont la production a été	
contredite, 206	
200	

760 TABLÉ

En général on ne doit rien fignifier qu'à ceux dont on conteste les droits, ou contre leiquels on prend des conclusions, Débats de compte, ce que c'est, 499 Soutenemens de compte, ibid. Quelles écritures doivent être rejettées de la taxe des dépens, Quelles écritures sont du ministere des Avoibid. cats. Quelles écritures sont du ministere des Procuibid. reurs, Ecritures qui sont du ministere des Avocats & ibid. des Procureurs concurremment,

#### Edits & déclarations.

Yoyez Ordonnances.

### Election de domicile.

Yoyez Domicile. Enquêtes. Voyez Preuve par Témoins. Témoins. Reproches. . Enquête en matiere sommaire , comment se fait, 247, 248 Dans les matieres où il échet de faire enquêtes, le Jugement qui les ordonne doit contenir les faits des Parties, dont elles informeront respectivement, Du tems pour faire enquête selon la distance des lieux. Quelquefois les Juges prorogent ce délai, & dans quels cas. Lorsque les enquêtes doivent se faire dans un lieu éloigné, on commet pour les faire, 166 Oucl Juge on doit alors commettre, Après les reproches fournis, ou que le délai d'en fournir est passé, la Cause sera portée à l'Au-

DES MATIERES. 761 dience sans aucune autre procédure, Réception d'enquête & moyens de nulfité abrogés, sauf à ses proposer en l'Audience, ou par contredits, si c'est en Procès par écrit,

Abrogation de l'usage d'envoyer les enquêtes dans un fac clos & scellé, ainsi que toutes pu-

blications & réceptions d'enquêtes, 369, 388 Si l'enquête n'est parachevée dans les délais, le Défendeur pourra poursuivre l'Audience sur un simple acte, sans forclusion de faire enquête,

Témoins seront assignés pour déposer, & la Partie pour les voir jurer,

Quid : Si l'enquête est faite hors le lieu de la

Jurisdiction, 370 Dans les Jurisdictions où il y a des Commissaires-Enquêreurs, c'est à eux à faire les enquê-

tes.

ibid. Sauf les enquêtes d'office qui fe font par les -Juges, ou par le Rapporteur, fi le Procès est appointé,

Le jour & l'heure pour comparoître seront marqués dans les affignations données aux Témoins & aux Parties, ibid.

Témoins seront assignés à personne ou à domi-

Et les Parties au domicile de leurs Procureurs. ibid.

Ce qui doit s'observer à l'égard des Témoins.

Voyez. Témoins.

Soit que la Partie compare ou non à la premiere assignation, il sera procédé à la confection de l'enquête, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, &c. Adjoints aux enquêtes supprimés,

Le Juge ou Commissaire recevra la déposition ou serment du Témoin

762 TABLE	
comment cette déposition doit être rédigée	j
. 37	9
l'émoins doivent être ouis léparément & lecre	۲-
tement, 38	
l'émoins signeront leur déposition, & lectur	
leur en doit être faire, ibia	
luges ou Commissaires feront rédiger par ecri	
tout ce qui sera dit par le Témoin, 38	
Quid } Si le Témoin change ou ajoute quelqu	č
chose à sa déposition, ibi:	
Fout ce que dessus sera observé dans les enqué	Ł
tes, à peine de nullité, 38	
Combien on paut fa re entendre de Témoin	
fur un même fait en matiere civile, 38.	4
Procès-verbal d'enquête doit être fommaire	,
& ce qu'il doit contenir, 38	
Vacations des Greffiers qui auront écrit l'en	-
quête & Procès-verbal, comment réglées	
385, 38	
A qui doivent être délivrées les expéditions &	

386 ns & Procès-verbaux d'enquêtes, 386 Et à qui celles des enquêtes faites d'office, ibid.

Ce que c'est qu'enquêres d'office, Greffiers des commissions particulieres, où doivent remettre les minutes des enquêtes & Pro-

cès-verbaux, ibid. A près l'inquête achevée, il sera donné copie du Procès-verbal à la Partie adverse, pour foutnir ses reproches dans la huitaine, Si ces reproches sont par écrit, ils peuvent être

proposés en tout état de Cause, En cas de refus ou négligence de donner copie du Procès-veibal d'enquête, ce que pourra faire l'autre Partie. ibid.

La Partie qui aura fourni ses moyens de reproches, ou qui y aura renoncé, peut demander copie de l'enquête de l'autre Partie, 391 Comment & fous quelles conditions celui con-

DES MATIERES. 763
tre qui l'enquête est faire, neur la lever 202
Quia? Si la l'artie qui a fait l'enquêre refuse
den faire donner copie.
Quels font les délais pour faire enquête dans
les i révotés & autres Jultices Royales . & dans
les Juitices des Seigneurs
Celui qui a fait faire une enquête ne peut de-
mander a l'autre Partie communication du
Proces-verbal de lon enquête, ni le lever.
ni demander copie de l'enquête, s'il n'a fait
fignifier la copie de son Procès-verbal & de
l'enquête .
Après cette communication on ne peut plus faire
entendre aucuns Témoins, ni fignifier aucuns
reproches, ibid,
Enquêtes seront portées à l'Audience pour y
être jugées sur un simple acte, à moins que
les Parties n'ayent été appointées à écrire,
Si l'anguées et désignée suite : 5 395
Si l'enquête est déclarée nulle par la faute du Juge ou Commissaire, il en sera fait une
Dans laquelle les mêmes Témoins pourront être
ouis de nouveau, ibid.
Quid ? Si l'enquête est déclarée nulle par la faute
de l'Huissier, peut-elle alors être recommencée,
Enquêtes d'examen à futur.
Enquetes a examen a jutar.
Voyez Examen à futur
Enquêtes par turbe.
Abrogées par l'Ordonnance, 188
Enregistremens des Ordonnances.
Voyez Ordonnances.

Voyez Fruits. Experts.

Etrangers. Où doivent être assignés,

3 G

#### Evocations.

Prohibées aux Juges des Procès pendans aux Sieges inférieurs, finon pour les juger diffinitivement, Quia ? Si les Parties consentent cette évocation ,

Comment ceux de la Religion Prétendue-Réformée peuvent faire évoquer leurs Causes en la Chambre de l'Edit,

Examen à futur.

Ce que c'est, Enquête d'examen à futur, abrogée, ibid.

Exceptions. Yoyez Defenfes.

DES MATIERES.	765
Ce que c'est qu'exceptions,	159
En quoi différent des défenses,	ibid.
Exceptions déclinatoires , ce que c'est ,	ibid.
Exceptions dilatoires, ce que c'eft,	ibid.
Exceptions péremptoires, ce que c'est,	60
Exceptions péremptoires seront décidées	avant
le fond, 69,71	
Et si elles sont mal fondées, les Juges par	Teront
outre,	71
	ibid.
Et quelquefois même les réserver au prin	icipal,
	ibid,
Celui qui a plusieurs exceptions dilatoir	es doit
les propoler par un même acte,	112
Et il est tenu de le faire avant contestat	ion en
cause,	ibid,
Quand ces exceptions doivent-elles être	
fées par un héritier, ou une veuve cor	nmune

en biens, Excuses,

Des excuses des Séquestres & des Commissaires & Gardiens, 282, 296.

ibid.

Exécutions.

Voyez Saisies & exécutions.

Exécutions des Jugemens,

Voyez Arrêts.

Ceux qui ont été condamnés par Arrêt ou Jugement passé en force de chose jugée à délaisser la possession d'un héritage, quand tenus de ce faire,

Peine contre les Juges qui empêchent ou retardent l'exécution des Arrêts. 470

Le Procès sera fait extraordinairement à ceux qui empêchent l'exécution des Arrêts ou Jugemens, 472, 473

#### Exécution provisoire.

Dans quels cas a lieu. Voyez Provision. Jugemens. Matieres sommaires.

#### Expédient.

Ce que c'est que vuider à l'expédient, 88, 89
Dans les causes qui se vuident à l'expédient, la
présence du Procureur n'est pas nécessaire, 89
En quelles Audiences ces causes sont poursuvies,
Procédure à cet esset, ibid.
Comment les appointemens rendus à ce sujer
sont reçus,
Expéditions.

Voyez Sentences. Arrêts.

On ne peut délivrer l'expédition d'aucune Sentence en Procès par écrit, que la minute n'en ait été mile au Greffe, 144

#### Expéditions en Cour de Rome.

Voyez Signatures.

#### Experts,

Voyez Descentes sur les lieux.

Jugemens qui ordonnent que les lieux & ouvrages fetont vus, vifités, toifés ou estimés par Experts, de quoi doivent faire mention.

Comment on doit proceder à la nomination des Experts, 348, 349

Si l'une des Parties ne compare, le Juge nommeta d'office un Expért pour cette Partie, 350 S'il y a récusation contre un expert, ce que doit faire le Commissiaire, ibi l.

Cette récusation doit être jugée au Siege, 351

Procédure

DES MATIERES. 767
Procedure sur la nomination des Experts, 351
Des Experis-Jurés,
Fonction des Experts est-libre, & ils peuvent
la refuser . ibid.
Experts tenus de vaquer incessammenr à la vi- fite, ibid.
Bourgeois peuvent être nommés pour Experts : ibid.
Experts délivreront leur rapport en minute
Comment ce rapport doit être conçu & dressé ibid.
Si une Partie peut révoquer l'Expert par elle
* nommée,
Si les Experts sont contraires en leur rapport : le Juge nommera d'office un tiers Expert :
355
Si les Experts peuvent faire leur rapport les jours de Fêtes d'Eglise, ibid.
Si ces rapports doivent être rédigés sur le lieu,
Cas où ils doivent être rédigés par les Greffiers
de l'écritoire, Procès-verbaux d'Experts n'ont pas besoin d'être
recus en Justice,
Procedure qui se tient sur le rapport des Ex-
Experts ne recevront aucuns présens des Parties
& ne seront défrayés par elles,
Peuvent avant d'opérer, demander que leurs va- cations foient confignées, ibid.
Vacations d'Experts, comment doivent se payer. Voyez Vacations.
Exploits.

Voyez Ajournemens. Issignations. Domicile.
Exploit mal libellé ou nul peut être révoqué, & compent, 10,69
Tome II. X

768 TABLE	
Doit contenir le domicile de l'Huiffier, 11	
Et aussi le domicile de la Partie à la requête de	
laquelle l'Exploit est donné, 11, 15	
Ce domicile doit être le domicile actuel, &	
non un domicile élû,	
Dans les Exploits donnés à la requête des Pro-	
cureurs du Roi ou Fiscaux, il n'est pas né-	
cessaire d'exprimer leur nom, ibid	
Dans les Exploits donnés à la requêre d'un mar	
& d'une femme, l'autorifation du mari n'ef	
pas nécessaire,	
Formalité des Exploits qui concernent des cen	
fives, rentes foncieres, héritages, & hypothe	
ques , 17 , 11:	
Autres formalités nécessaires aux Exploits, 1	'n
Doivent être contrôlés, & dans quel tems	
ibia	i.
Exceptions à cette regle, 17,1	
Quels Exploits ne sont sujets au Contrôle, 1	
Exploits doivent être sur du papier timbré,	9
Exception à cette regle, ibit	í.
Exploits doivent être donnés dans un lieu con	
	۵.
Ce que doit faire l'Huissier quand il ne trouv	re
	. 6
	4
Et non les jours de Dimanches & Fêtes, ibi	d
	3 5
Il n'est pas nécessaire que les Exploits soie	
écrits de la main de l'Huissier, 40,	41
. Tous Exploits d'ajournemens, d'intimations e	

anticipations contiendront le nom du Proeureur du Demandeur, en tous Siéges & matieres oil le miniftere des Procureurs est nécessaire, 42 Des Exploits en garantie. Voyez Garantie. Des Exploits en complainte pour Bénéfices.

Pes Exploits en complainte pour Bénéfices Voyez Bénéfices. DES MATIERES. 769
Des Exploirs de fasses & exécutions. Voyez Saifies & exécutions.

#### Extraits.

Voyez Registres de Baptémes, Mariages & Skipultures.
Comment on peut lever des extraits de Baptêmes, Mariages & Sépultures, 1.88. Quel droit est du pour chaque extrait, ibid, Quelles personnes peuvent lever ces extraits.

F.

335, 336

#### Faits.

V Oyez Preuve par Timoins.

Ne seront expédices aucunes Lettres pour articuler faits nouveaux,

Comment ces faits nouveaux doivent être articulés,

Faits qui gissent en preuve, comment doivent être articulés,

procédure à ce sujet,

303

#### Faits & articles.

Voyez Interrogatoires sur faits & articles.

#### Femmes & filles.

Si elles peuvent s'obliger & être contraintes par corps,

Si elles font contraignables par corps pour dépens,

En quels cas font contraignables par corps,

En quels cas font réputées Marchandes publiques,

X ij

770 TABLE.	derres
Mari contraignable par corps pour les de sa femme Marchande publique,	ibid.
Fermiers judiciaires.	
Voyez Comptes. En quel teins sont tenus de rendre comp leur administration,	ote de
Fêtes & Dimanches.	
Si elles sont comprises dans les délais des	affi-

gnations & procédures, Filles.

Yoyez Femmes.

Fin de non-procéder. Des différentes fins de non-procéder, 72 & suivi

Fin de non-recevoir,

Doivent être jugées préalablement avant le tond , 69,70,150 En quels cas n'ont lieu contre les Mineurs , 479 Ce qu'il faut observer pour établir les fins de non-recevoir contre la requête civile,

Foires , Ports , Etapes & Marches,

Quel est le privilége des Foires, &c. Leur privilége confervé pour la contrainte par corps, 628, 631 Folles intimations,

Ce que c'eft, Comment doivent être jugées,

Forclusion.

Voyez Procès par écrit. Ce que c'est que forclusion, 147 De la forclusion faute de produire, 147, 199 De la forclusion faute de fournir griefs, 151,152

82

## DES MATIERES. 771

De la forclusion faute de fournir causes d'appel,

Toute forclusion doit s'établir par le certificat du Greffier, 148 Forclusion doit être précédée de sommations,

Forclusion ne se fait de droit, & n'empêche pas la Partie de produire en tout état de cause, 147, 152, 153, 2221

#### Frais.

Voyez Salaires.

Frais & falaires des Procureurs relativement, à la Partie qui les a employés, comment doivent être taxés, \$23,,524

#### Fruits.

Condamnation de restitution de fruits, dépens dommages & intérêts, en matiere bénésiciale, comment exécutée,

Liquidation de fruits comment doit être faire quand il y a condamnation de restitution,

Condamnés à la restitution de fruits en donneront la déclaration avec les pieces justificatives.

Si cette déclaration est contestée, les Parties feront preuve respective de la quantité des fruis-& comment,

5i par le rapport des Experts, ou par autre preuve, la valeur des fruits n'excede le contenu en la déclaration, le Demandeur fera condamné aux dépens,

Et si la liquidation excéde le contenu en la déclaration, le Défendeur sera condamné aux dépens, ibid.

Estimation des bleds & autres gros fruits, com-

ment & par qui doit être faite, 510, 511 Maniere de faire cette estimation. 511,575 Preuve de la valeur des fruits dont sera fait rapporten Juflice, comment doit être faite, 512

damnés aux Galéres où doivent être assi-

Garans.

Vovez Garantie.

Doivent être assignés sans commission ni mandement, fi ce n'est dans les Cours, & devant les Juges en dernier ressort, Quel est le délai pour faire appeller le ga-

rant. \* Pareil délai est accordé au premier garant pour

faire appeller le second , & ainsi des autres ,

Quid? Si le Défendeur originaire ne fait pas appeller son garant dans ce délai, Quel est le délai pour appeller le garant, lors-

que le Défendeur originaire est assigné en qualité d'héritier, & qu'il y a lieu de lui donner délai pour délibérer,

Si le délai de l'affignation en garantie n'échet en même-tems que celui de la demande originaire, il ne sera pris aucun défaut contre le Défendeur originaire, en donnant par lui copie de l'Exploit de la demande en garantie, & des pieces,

Si le Demandeur originaire soutient qu'il n'y a lieu au délai d'appeller garant, l'incident sera jugé sommairement à l'Audience, 99, 100

Il n'y a point d'autre délai d'amener garant en

DES MATIERES. 773'
quelque matiere, & pour quelque caufe que

ce soit, sauf après le jugement de la demande principale à poursuivre les garans, 100

Garant qui n'étoit point en cause, peut faire juger de nouveau l'Instance principale entre lui & le Défendeur originaire qui a perdu sa Cause avec le Demandeur,

Affignés en garantie simple ou formelle tenus de procéder en la Jurisdiction où la demande originaire est pendante,

Si ce n'est que le garant soit privilégié, & qu'il demande son renvoi devant le Juge de son, privilége, ibid.

Mais ce tenvoi n'a lieu que pour la demande en garantie, & non pour la demande principale qui reste devant le premier Juge, 104

Garant privilégié ne peut demander son renvoi devant le Juge de son privilége, si ce Juge est inférieur à celui devant lequel il est assigné, ib.

Eccléfiastiques assignés en garantie ne peuvent demander leur renvoi devant le Juge d'Eglise, 103

Laïc garant d'un Eccléfiastique ne doit sur la garantie être assigné devant le Juge d'Eglise, ibid. Quand il paroit par écrit que la demande originaire, n'a étré sormée que nour traduire le ga-

naire n'a été formée que pour traduire le garant hors de la Jurifdiction, que doivent faire les Juges ! 101 Jugemens rendus contre les garants sont exé-

cutoires contre les garantis, & sous quellesconditions, 104, 105 Secius à l'égard des garants simples, 105

Comment les garants simples sont tenus d'indemniser le garant, 105, 106

Garants simples qui contestent mal-à-propos la garantie, doivent être condamnés aux dépens

Des dépens en matiere de garantie, quand doi-X iv

## TABLE.

vent être portés par le Demandeur ou par le Défendeur originaire, & quand par le ga-106, 107

Garans qui succombent, en quels dépens doi-

vent être condamnés,

Ce qui est dit des garants à l'égard des Demandeurs & Défendeurs originaires, a lieu. entre les garants & ceux contre lesquels ils ont des droits de garantie à exercer,

#### Garansie.

Ce que c'est que garantie formelle, 96 Ce que c'est que garantie simple, Exploit en garantie est sujet aux mêmes formalités que les ajournemens, 99 En garantie formelle, les garants pourront prendre fait & cause pour le garanti, Et il sera mis hors de cause s'il le requiert avant contestation. Garanti, quoique mis hors de cause, peut y affi-

fter pour la conservation de ses droits, ibid. En garantie simple, les garants ne pourront prendre le fait & cause des garantis, mais seulement intervenir,

Comment la demande principale & celle en garantie doivent se juger conjointement ou séparément, ibid.

Gardiens.

#### Noyez Commiffaires.

#### Greffiers.

Ne peuvent donner communication des productions, quand le procès a été remis au Greffe,

Sauf aux Parties à prendre des copies collationnées des pieces qui ont été produites, 146

2			
DES	MATI	ERES.	775
	ire ni délivi		
	ent fur leur		
appointein	proponcé pul	regime,	a moins

ou de faux, Ne peuvent recevoir de productions en blanc,

ni aucun inventaire dont les cortes ne foient . pas remplies, à peine d'amende, &c.

Ne peuvent expédier aucuns avenirs au Greffe.

Défenses à eux de recevoir la déposition des Témoins hors la présence du Juge, Leurs vacations aux enquêtes comment réglées, 385, 386

Greffiers des commissions particulieres, à qui doivent remettre les minures des enquêres & procès-verbaux, 387

Greffiers sont tenus de faire parapher les Jugemens à l'issue de l'Audience par celui qui a présidé.

Tenus d'écrire à la fin des Jugemens les noms des Juges qui y ont assisté,

Greffiers de l'écritoire.

Ce que c'eft,

Ne po

Griefs.

355

Voyez Ecritures.

H.

Haro.

Ovez Clameur de haro:

Heritages

Voyez Pareffion.

Heritier.

Voyez Delais pour deliberer . Ges

## 76 TABLE

A quarante jours pour délibérer, 22. Et trois mois pour faire inventaire; ibid. Si l'inventaire est fair avant les trois mois, le délai de quarante jours commencera du jour que cet inventaire aura été achevé, ibid.

Dans quel cas l'héritier n'a pas ce délai pour délibérer,

Si l'inventaire n'a pu être fait dans les trois mois, l'héritier doit avoir un délai convenable pour le faire, & quaranțe jours pour délibérer, & le délai fera réglé en l'Audience fans appointer,

Dans quel tems l'héritier peut proposer ses exceptions dilatoires,

De la reprise d'Instance par héritiers. Voyez Reprise d'Instance.

Dans quel tems les Sentences passent en force de chose jugée contre l'héritier du Condamné, 478

## Hipotheque.

Hipotheque des pieces reconnues court du jour du Jugement portant que la piece sera tenue pour reconnue, 186

Hipotheque court du jour du jugement quoique non fignifé, quand il est contradictoire & rendu à l'Audience, & seulement du jour qu'il est fignisé, si c'est par défaut ou en Procès par éctit, 668

#### · Hőpitaux

Ouch tems ils ont pour faire fignifier les requêtes civiles contre un Arrêt, 664 Et quel tems pour obtenir & faire fignifier celles contre les Sentences Préfidiales, 667

#### Hotel Dieu.

Peur faire assigner en premiere instance dans

DES MATIERES. 777

les Cours & par-devant les Juges en dernier ressort, sans Lettres de Chancellerie, Commission ni Arrêt, 37,38

## Huissiers & Sergens.

Voyez Assignation. Exploits. Ajournemens.
S'ils sont tenus dans les exploits d'ajournement
de se faire assister de deux Records,

Ne peuvent exploiter à la requête de leurs parens

Doivent déclarer par leurs Exploits la Jurifdiction où ils sont immatriculés, ibid. Ne peuvent exploiter hors leur ressort, ibid.

Mais peuvent affigner devant un Juge qui est hors leur collocation, pourvu qu'ils posent l'exploit dans leur ressort,

En matiere de saisse & emprisonnement pour

deniers Royaux, les Fermiers peuvent se servir de tels Huissiers qu'il leur plait, ibid. Ce que les Huissiers sont tenus de déclarer par

Ce que les Huitiers tont tenus de déclarer par leurs Exploits,

Tenus de mettre au bas des Exploits les sommes qu'ils auront reçues, 27

Sergens qui ne sçavent écrire & signer, tenus de se désaire de leurs Ossices, & désenses à eux d'en faire les sonctions, 40

Tenus de fignifier en personne les actes de procédure, 61

Leurs devoirs à l'égard des Séquestres. Voyez Séquestres.

Leurs devoirs à l'égard des Commissaires ou Gardiens. Voyez Commissaires ou Gardiens. Leurs devoirs touchant les saisses & exécutions.

Voyez Saisies & exécutions.

Ce que doit faire l'Huissier en cas de rébellion à l'établissement d'un Commissaire, Séquettre ou Gardien, 297

## TABLE

Leurs devoirs à l'égard des ventes d'effets saifis,

Ne se rendront adjudicataires des effets par eux vendus, ibid. Sont tenus par corps de rapporter les deniers des ventes par eux saites, 613

Doivent garder les minutes des ventes qu'ils font,

I.

#### Immeubles

Mmeubles des condamnés par provisson à une fomme ou espece, pourroit être saiss réellement, mais non vendus, 47;

#### Incidens.

Où se jugent ceux sur l'appel des Sentences rendues en Procès par écrit, quand le Procès n'est pas encore distribué,

Appellations ou demandes incidentes, Lettres de refeision, &c. comment doivent être formées en Procès par écrit, 154, 158 Dans quels cas peuvent être formées, 15;

Comment cos incidens doivent êtres réglés, 153

Contredits n'ont lieu sur les incidens, 157, 161

## Incompétence.

Ce que c'eff, 78, 83 Doit être jugée sommairement à l'Audience, 77 Appels d'incompétence comment doivent être vuidés,

Dans quels cas on peut appeller comme de Juge incompétent, 23

Instance,

Voyez Caule. Proces.

DES	MAT	IERES.	779
Ce que c'est,			71
Reprise d'insta	nce dans qu	els cas a lieu.	Voyez
Reprise d'in	lance.		•
Péremption d'i	nstance. Vo	yez Péremptio	n.

## Instance de préférence.

Ce que c'est, Quand elle a lieu, 610

#### Instructions.

Doivent le faire en l'Audience, & non ailleurs,

1.39

Instruction à la Barre & renvois, abrogés, ibid.

Instruction

Doivent être liquides par les Sentences qui les prononcent, 458

Interlignes.

Interlignes, apostilles & renvois deivent être
approuvés par les Parties, sinon on n'y a
point d'égard,
382

Interprétation des Ordonnances,

Voyez Ordonnances.

#### Interrogatoires sur faits & articles

Pourquoi ont été établis, 116
Quand & par qui doivent être faits, 116
Quand & par qui doivent être faits, 116
Tuteturs peuvent être interrogés pour le fait de leurs Mincurs, 117
Et la femnte pour le fait de fon mart, 116
Dans les Jurifdictions où il y a des Commissioneres-Enquêteurs-Examinateurs, c'est à cux à faire ces interrogatoires, 116
Dans les autres Jurisdictions on commet un Juge, 116

Dans les autres Jurisdictions on commet un Juge, 116

_	_		_	_	
78 <del>3</del>	Т	Å	В	L	E

Quand la Partie qu'on veut faire interroger est absente, elle doit être interrogée devant le Juge du lieu de sa résidence qui est commis à cet effet , Comment se donne cette commission, ibid. Assignations pour répondre sur faits & articles, feront données en vertu d'ordonnance du Juge fans commission,

Cette ordonnance doit contenir le jour & l'heure auxquels la Partie assignée doit comparoître,

Cette assignation doit être donnée à personne ibid. ou domicile. Et il doit être donné copie de l'ordonnance du

Juge & des faits & articles . Si la Partie ne compare, il en sera dressé Pro-

ces-verbal, & les faits seront tenus pour confessés . 120 Secus, fi la Partie préfente a une exoine vala-

ble. ibid. Ou si c'est un Tuteur qui refuse de répondre

pour son Mineur, ibid. Si la Partie prétend avoir quelque raison légi-

time pour ne pas répondre, cela forme un incident qui doit se porter à l'Audience & y être jugé,

Partie est toujours à tems de se présenter pour fubir interrogatoire, en payant les frais, 121

Interrogatoire doit être subi en personne, & nonpar Procureur, I 2 2

Quid? Si la Partie est malade, ibid.

Personnes quoique élevées en dignité doivent se transporter chez le Juge pour subir cet interrogatoire. ibid. Comment ont doit proceder à cet interroga-

toire, Juge peut interroger d'office fur certains faits

ibid.

## DES MATIERES. 781

Les réponses sur chaque fait seront précises & pertinentes, On ne peut diviser les réponses de la Partie interrogée,

Ceux qui dans leurs interrogatoires dénient des

faits contraires à la vérité, comment punis,

Chapitres, Corps & Communautés sont tenus de nommer un Syndic pour répondre, 125 Interrogatoires à quels dépens doivent être fairs,

Procédure sur ces interrogatoires après qu'ils sont Subis.

#### Intervention. Intervenant.

Toutes requêtes d'intervention en doivent contenir les moyens, & il en sera donné copie ainsi que des pieces justificatives, 160, 161 Cette intervention doit être réglée à l'Audience, Pour intervenir, il n'est pas besoin d'une commission en Chancellerie,

Si un Intervenant privilégié peut faire renvoyer la Cause devant le Juge de son privilege, & dans quels cas,

Ce que les Juges doivent ordonner sur ces interventions, Intervention en matiere bénéficiale, comment

doit se faire.

#### Intime.

Voyez Appointement. Appel. Procès par écrit. Ce que doit faire l'Intimé après l'échéance de l'assignation dans les Procès par écrit, 148 Ouid? Si les deux Parties sont appellantes , 149 Dans les appellations verbales l'Intimé ne doit rapporter la Sentence. ibia.

#### Inventaire.

Voyez Heritier. Veuve.

Pourquoi est requis,

# Inventaire de production, Inventaires ne doivent point être fignifiés,

Mais seulement les inventaires de production	ы
fur les incidens, 157, 1	70
Toute production au Greffe doit (tre accor	m-
pagnée d'un inventaire,	68
Comment cet inventaire doit être fait, 1	69
Défenses aux Procureurs de mettre au Gre	
des inventaires dont les cottes ne soient p	25
remplies,	65
Inventaire de la production principale doit é	re
mis au Greffe,	69
Préambules des inventaires n'entrein en tax	æ,
- 534, 5	3 5
Joyaux.	
Voyez Bagues.	
Jours.	

Quels jours sont compris dans les délais des assignations & procédures,

#### Jugemens:

Voyez Sentences: Arrêts. Caution. Opposition: Provisions. Appellations. Tous Arrêts & Jugemens rendus contre la difpolition des Ordonnances sont nuls, Jugemens rendus contre les garantis sont exécutoires, IO4 Voyez Garants.

On ne peut être reçû Oppolant aux Jugemens rendus par forclusion, Ni aux appointemens de conclusion. ILE.

169

DES MATIERES.	783
Greffiers ne doivent écrire sur leur reg	istres,
ni délivrer aucuns Jugemens ou appoint	mens,
à moins qu'ils n'ayent été prononcés	publi-
quement,	165
Ju gemens rendus en matiere de compul	oire &
de collations de pieces s'exécutent p	ar pro-
vision,	177
Quand & dans quel cas on est reçû op	polant
1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	

aux Jugemens rendus par défaut, 193 On ne reçoir jamais oppolant à un Jugement qui déboute d'une premiere opposition, 194 Jugemens en matiere de Police s'éxecutent par provision, 218

Dans quel cas les Jugemens diffinitifs s'exécutent par provision dans les matieres fommaires,

Cette exécution provisoire n'a lieu pour les dé-

Dans quel cas les Sentences de provision s'extent par provision dans les marieres sommaires, 256, 257

maires,

11 n'est pas permis aux Juges supérieurs d'en
arrêter l'exécution. Voyez Défenses.

Autres cas où les Juges peuvent ordonner l'exécution provisoire de leurs Sentences, 260 & suiv.

Tous Jugemens d'instructions s'exécutent par provision, 261

Jugemens en matiere de complainte & de réintégrande s'exécutent par provifion, 275 E aussi en matiere de récutation, 346, 347 Jugemens qui ordonnent que les lieux & ouvrages séront vus & visités ou estimés par Experts, de quoi féront mention, 348 Jugemens rendus sur récutation s'exécutent par

provision, 431
Exception à cette régle, ibid

Jugemens des Instances ou Procès qui sont en

784	TAF	LE	
état n	e seront différé	s par la mort	
	i de leurs Procu		449
Quand 1	ın procès ou In	istance est dite	être en ibid.
Jugemer	s dolvent être	paraphés à	l'issue de
	ience par celui		
Toutes	Sentences, Jug	emens ou At	rêts ren-
dus f	ur production of	les Parries oui	condam-

renndaman⊸ nent à des intérêts, en contiendront la liquidation.

Formalité des prononciations des Arrêts & Jugemens, abrogée, · · Sentences, Jugemens ou Arrêts feront datés du

jour qu'ils auront été arrêtés . Et sera le jour de l'Artêt écrit de la main du Rapporteur ensuite du dielum ou dispositif

du Jugement, avant de le mettre au Greffe, ibid. Minutes des Sentences & Jugemens rendus en

Procès par écrit doivent être fignées par tous les Juges qui y ont assisté, A l'égard des Arrêts, ils ne sont signés que du Prefident & du Rapporteur,

De l'exécution des Arrêts, ou Jugemens. Voyez Exécution.

Arrêrs ou Sentences ne pourront être signifiés à la Partie, s'ils n'ont été préalablement fignifiés à son Procureur, Quid? Si le Procureur vient à décéder avant

cetté fignification, Jugemens contradictoires, dans quels cas doi-

vent être signifiés, On ne peut fignifier aucun Jugement qu'il n'ait

été expédié par le Greffier, Ce que c'est que les Sentences ou Jugemens

passés en force de chose jugée, Procès sera fait à ceux qui empêchent l'éxécu-

tion des Arrêts ou Jugemens,

DES MATIERES. 785
Seines contre les tiers Opposans à l'exécution
des Jugemens, qui seront déboutés de leurs
oppositions,
474
Des Jugemens rendus sur les instances de compte. Voyez Comptes,

On peut le pourvoir par limple oppolition contre les Arrèts & Jugemens en dernier ressort où l'on n'a pas été l'arrie, & contre ceux donnés sur requête, 456

Contre quels Arrêts & Jugemens en dernier reffort on peut le pourvoir par simple requête

d'opposition dans la huitaine, ibid.

Jugemens & Arrêts rendus par défaut, ou en Pro-

cès parécrit, doivent être fignissés pour opérer une sin de non-recevoir,

668

Jugemens contradictoires rendus à l'Audience ont tous leur effer à l'égard des hypotheques, faifics & exécutions, &c. quoiqu'ils n'ayent été fignifiés,

#### Juges.

Ne peuvent abréger ni changer les délais fixés par l'Ordonnance pour les affignations, &c.

Sinon dans les affaires provisoires, ibid.
Voyez Matieres provisoires.

Ne peuvent ausi proroger les délais sans de bonnes raisons, ibid.

Dans quels cas ne peuvent prendre d'épices. Voyez Epices.

Doivent préalablement juger les fins de nonrecevoir, nullité des Exploits, & autres exceptions péremptoires, 69

Ne peuvent retenir aucune Cause dont la connoissance ne leur appartient point, 72

Dans quels cas ils peuvent être pris à partie.
Voyez Prise à partie.

Juges Royaux sont compétens pour connoître

786 TABLE
des Causes entre les Justiciables des Sei-
gneurs, 73
Dans quels cas peuvent connoître des Causes
entre autres que leurs Justiciables, 74
Doivent renvoyer d'office les Caufes qui ne sont
pas de leur compétence, ibid.
Comment se fait ce renvoi, 75
Ne peuvent évoquer aucune Cause, Instance ou
Procès pendant aux Siéges inférieurs, finon
pour les juger diffinitivement, ibid.
Quid? Si les Parties consentent cette évoca-
tion, 76
Juges d'appel en cas de mal jugé doivent ten-
voyer devant un autre Juge que celui qui à
rendu la Sentence, ibid.
Doivent condamner aux dépens sur les renvois
& déclinatoires, 82
Tenus de renvoyer les Causes de garants pri-
vilégiés qui demandent leur renvoi devant le
Juge de leur privilége, 101
Tenus avant d'appointer une Cause, de délibé-
rer préalablement si elle doit être appointée;
134
Juges d'Eglise ne peuvent connoître du péti-
toire des Bénéfices, lorsque la pleine main-
tenue a été jugée par les Juges laïcs, 215
Juges doivent figner la minute des Sentences

juges a Egitte in epeuvent commonte up perstoire des Benéfices, Jorfque la pleine maintenue a été jugée par les Juges laïes, 215 Juges doivent figner la minute des Sentences de récréance, féquestre ou maintenue en matiere bénéficiale, quand elles sont rendues sur Instance, 221, 222

Instance, 221, 222
Juges ne peuvent prendre d'épices dans les matieres sommaires, 250

Dans quels cas les Juges peuvent ordonner l'exécution provisoire de leurs Sentences, 260 & suiv.

Voyez austi Jugemens.

Devoirs des Juges touchant la nomination des Séquestres. Voyez Séquestres. DES MATIERES. 787

Devoirs des Juges à l'occasion des descentes sur

les lieux. Voyez Descentes,

Juges & Commissaires ne recevront aucuns présens des Parties, & ne seront défrayés par elles,

Comment les Juges & Commissaires doivent être payés de leurs vacations, Voyez Vacations.

Juges dans leurs commissions tenus de se servir des Greffiers du siége,

Devoirs des Juges & Commissaires en cas de récufacion ou prife à partie. Voyez Récufation. Prise à partie.

Devoir des Juges touchant les enquêtes. Voyez

Enquêtes.

Devoirs des Juges touchant les reproches de Témoins. Voyez Reproches.

Dans quels cas ils peuvent être récufés. Voyez Récufation.

Leurs devoirs touchant les récufations. Voyez

Ibidem. Dans quels cas ils peuvent folliciter pour eux ou leurs parens, & comment, 420,421

Comment un Juge peut se déporter du rapport & Jugement d'un Procès,

Tenus de proceder incessamment au jugement des Caules qui sont en état d'être jugées , 435

En cas de négligences peuvent être pris à paribid. tie.

Voyez auffi Prife à partie,

Juge pris à partie ne peut être Juge du diffé-. rend à moins qu'il ne soit follement intimé,

Peines contre les Juges qui empêchent ou re-

tardent l'exécution des Arrêts, Devoirs des Juges à l'égard des contraintes par corps. Voyez Contraintes par corps.

Leurs devoirs touchant les requetes civiles. Yoyez Requêtes civiles.

tre,

# Juges de Seigneurs. Peuvent connoître de tout ce qui concerne les domaines, droits & revenus de leurs Terres,

Quid? Si leur qualité de Seigneur est contestée.

A l'égard des autres actions où le Seigneur est
Partie ou Intéressé, ils n'en peuvent connot-

Juge-Confuls,

Ceux qui sont assignés devant les Juge-Co	)n·
suls, sont tenus de comparoir en personn	e à
	26
	1
En cas de maladie ou autre empêchement,	
Parties peuvent envoyer un mémoire con	-0
Parties penvent envoyer un memorie con	re.
nant leurs moyens de demande ou défense	-3
La Cause doit-être vuidée sur le champ, s	an
ministere d'Avocat ni de Procureur, il	ud
Pourront néanmoins les Juge-Consuls mes	tre
les pieces fur le Bureau, pour les examines	: 8
juger ensuite à l'Audience, 2	2
Peuvent interroger les Parties & commet	tr
en cas d'absence pour faire ses interrogat	toi
res.	id
Si l'une des Parties ne compare à la premi	cto
affignation, fera donné défaut ou congé e	m.
portant profit, 229, 2	
Si les réajournemens ont lieu dans les Justi	
Consulaires, 62, 2 Défauts ou congés peuvent être rabattus en l'a	
	30
Si l'opposition aux Jugemens a lieu dans ces	
rifdictions,	3.

DES MATIERES. 789 Comment se fait la preuve par Témoins dans
les Justices Consulaires. Voyez Preuve par
Juges-Consuls tenus de faire mention en leurs Jugemens des déclinatoires proposés, 233 Peuvent juger nonobstant tout déclinatoire,
appel d'incompétence, prise à partie, &c. ibid. Ne peuvent prendre aucunes épices, salaires,
&c. 234
Leurs Sentences s'exécutent par tout le Royau-
me sans permission ni Pareatis, 471
L.
Lettres de Change.
C

S Ont payables par corps quand il y a remise de place en place, 620 Quid? Des Billets de change, ibid.

#### Lettres d'état.

Celles obtenues par les condamnés à rendre compte seront rejettées comme subrepties; s'il n'y est expressément détogé, Empêchent les contraintes par cerps, 622

#### Lettres Patentes.

Voyez Ordonnances.

## Lettres de Répi.

Empêchent les contraintes par corps, 652

#### Libellé.

Voyez Exploit. Ce que c'est qu'Exploit libellé, Liquidation de dommages & intérêts,

Voyez Garans. Dommages & intérêts.

Liquidation de fruits.

Voyez Fruits.

Lif.

Doit être laissé au Saisi,

Excepté quand la saisse est pour loyer de maison,

595.

Litiscontestation.

Yoyez Contestation en cause.

Litispendance.

Quand peut donner lieu à l'évocation, 77, 80

Livres.

Doivent être laissés jusqu'a la concurrence de cent cinquante livres aux personnes saisses constituées dans les Ordres sacrés, 595

M.

Majeurs.

PEuvent compter à l'amiable devant des Arbitres, 504

#### Maintenue.

Ce que c'est que la pleine maintenue d'un Bénésice, 214 Dans quels cas doit être prononcée, 215 Quand les Juges ont prononcé sur la maintenue

DES MATIERES. 791
nue d'un Bénéfice, on ne peut plus se pour-
voir au pétitoire devant les Juges d'Eglise,
215
ntences de maintenue en matiere bénéficiale,
doivent être rendues par cinq Juges au moins,
121, 221
Marchandes publiques.
mmes & filles Marchandes publiques peuvent

Femmes & filles Marchandes publiques peuvent s'obliger & être contraintes par corps, 635 Ce que c'est que Marchande publique, 639

#### Mariages.

Voyez Registres.
Preuves du mariage, comment sont reçues, 316
Registres des mariages, &c. comment tenus,

Ce qui doit être observé dans les Actes de Mariage, 318, 320, 321, 324. Mariages peuvent être justifiés par les registres & papiers domestiques des peres & meres décédés, 331

Matiere bénéficiale.

Voyez Bénéfices.

Sc

#### Matieres ordinaires.

Voyez Assignations. Délais. Désaut. Cause. Appointement.

## Matieres provisoires.

Quelles font ces matieres, 44,235 En quoi différent des matieres fommaires, 235

## Matieres sommaires.

Ce que c'est, ibid, Y

TABLE	,
n quoi différent des matieres provisoires ibid Duelles choses sont réputées matieres sommai-	-
res, 238, 240, 241, 244 Choses concernant la Police sont réputées ma	٠
· Commaires	4
Matieres formmaires feront jugées à l'Audienc aussi tot après les délais des assignations échus	٠,
24	Ł
Quels sont ces délais, Il n'y a point de délai pour cotter Procureu ni fournir de désenses en matieres somma	i.
Et les défenses ne se signifient point dans co	e
Le ministere des Procureurs n'y est pas nèce	ſ
faire, 50,24	ŀ.
a l'agard des Cours & Sieges Pre	

diaux, Si la Cause ne peut être jugée, les pieces seront · mises sur le Bureau, sans aucunes écritures

250 & fans épices , Matieres sommaires ne doivent être appoin tées,

Comment se fait la preuve par Témoins dans les matieres fommaires,

Voyez Preuves par Témoins. Quelquefois on interroge les Parties, ou l'on prend leur ferment, Procédures des matieres sommaires a lieu tant

en Cause principale que d'appel, 2 5 I Dans quels cas les Jugemens diffinitifs donnés ès matieres sommaires s'exécutent par provision .

Dans quels cas les Sentences de provision s'exécutent par provision en matieres sommaires, 256, 257

Il n'est pas permis aux Juges supérieurs de donner des défenses contre ces Sentences , 257

DES	MAT	IER	E S.	793	
Yoyez austi uid? Si la Se disfinitive se	entence sur ont en état	r la prov d'être jug	ision & gées en s	fur la	

tems, Menaces.

Quand donnent lieu à la réculation, 410

259

#### Meubles.

Quelles choses sont regardées comme meubles pour pouvoir être saisses, 568

#### Mineurs.

Où doivent être assignés, Voyez Assignation. Peuvent en matiere bénéficiale agir en Justice sans l'autorité d'un Tuteur ou Curateur,

Dans quel tems les Sentences passent en force de chose jugée contre les Mineurs , 479 Si les Causes des Mineurs doivent être communiquées au Parquet , 65, 132 Quid. Sils ont un Tuteur , 132

Si les Mineurs sont sujets à la contrainte parcorps, 644

Dans quels cas ils y sont sujets, 623 Quand reçus à se pourvoir par requête civile,

Quid? S'ils ont été défendus par leur Turent ou Curareur, 688 Quelles ouvertures de requête civile ont lieu à leur égard, 687

Moyens de requête civile.

Voyez Ouvereures de requête civile.

Montrées.

Voyez Vues & montrées.

N.

#### Noviciat

Ovez Registres. Registres des Noviciats & des Professions de vœux, par qui tenus, & de leur forme, 334 Comment les actes de Noviciat & profession de vœux doivent être conçus, 333

#### Nullités.

Nullité des ajournemens est couverte par les défenses. Nullité d'ajournement est un des meilleurs moyens que le Défendeur puisse alléguer,

Nullité des Exploits, &c. doit être jugée avant 69 tout. Comment on peut rétablir une nullité. 79

Objets.

Ovez Reproches.

#### Officiaux.

Sentences des Officiaux s'éxécutent par tout le Royaume Sans Pareatis, 471

## Officiers.

Taxes des Officiers pour leurs transports & fejours, lorsqu'ils sont employés dans des commissions . Offres.

Voyez Dépens. Dommages & intérêts.

## DES MATIERES. 795

Omission.

Omissions de	compte,	comment	peuvent	être
réparées;				504
-	Орро	stions.		

Voyez Arrêts & Jugemens.

N'ont lieu contre les Arrêts & Sentences rendus pat forclusion, 148

Ni contre les appointemens de conclusion, 151 Si l'on peut former opposition contre les Sen-

tences rendues par défaut, 658,659 Quelles personnes peuvent revenir par oppofition contre les Sentences rendues par dé-

faut, & dans quel tems, 193,659 Il faut alors refondre les dépens, 660 Quid? Si la Partie jugée n'avoit point de Procureur. 661

On ne reçoit jamais Opposant à un Jugement qui déboute d'une premiere opposition, 194 Si l'opposition a lieu contre les Sentences Con-

fulaires,

Tiers Opposans à l'exécution des Arrêts & Sentences, à quoi condamnés s'ils sont débourés de leurs oppositions,

474

L'opposition d'un tiers à un Jugement n'empêche pas qu'il ne s'exécute par provision, 475,

Des oppositions du Sais & des Créanciers à la vente des effers saiss, & comment elles se reglent, 588, & suiv. Procédure sur ces oppositions, 611

Des oppositions aux contraintes par corps. Voyez

Contraintes par corps.

On peut se pourvoir en tout tems contre les Arrêts & Jugemens en dernier ressort où l'on n'a pas été partie, 656

Et dans la huitaine contre ceux rendus par défaut, 658

#### Ordonnances:

Doivent être observées généralement en toutes Cours,

Ordonnance & Edit font presque synonymes, 3

Ce que c'est que Déclaration,

Ordonnances seront incessamment publices &c enregistrées par les Cours, toutes affaires cesfantes. ihid. En quels cas les Cours peuvent faire des remon-

trances sur les Ordonnances,

Quel est l'effet de ces remontrances, Ordonnances, Edits, Déclarations & Lettres Parentes, doivent être observées du jour de la publication faite en présence du Roi, ou. de son exprès mandement, Dans quel tems doivent être faites les remon-

trances fur les Ordonnances envoyées dans les Cours pour y être registrées,

Ordonnances sont tenues pour publiées après,

la huitaine, & observées,

Dans quel tems sont-elles censées connues dans les Bailliages & Sénéchaussées,

Doivent être observées inviolablement , ibid. En cas de doute ou de difficulté sur leur exécurion, les Cours se retireront pardevers Sa-Majesté pour les interpréter,

Ordre de Saint-Jean de Jérufalem.

Voyez Religieux.

Ordres facrés.

Voyez Registres.

Registres des ordres Mineurs & Sacrés, par qui tenus, & comment,

Ouvertures de Requête civile.

Voyez Requête civile.

DES MATIERES 797 Quelles font les ouvertures de requête civile à l'égard des Majeurs, 684 Autres ouvertures, 686 Quelles font les ouvertures de requête civile à l'égard des Eccléfiastiques, Communautés & Mineurs, 687 Autre ouverture quand il s'agit de Procès concernant le domaine du Roi , 689
ternant le domaine du Roi,
P.
Pareatis.
Ou se peut prendre pour l'exécution des Arrêts ou Sentences, 479 Contrats par Notaires s'exécutent par tout le Reyaume sans Pareatis, 472
Parent.
Parens & alliés ne peuvent être Témoins, 376

Parentés.

Parentés & alliances, quand donnent lieu à la réculation de Juges, 404 , 406

#### Parifis,

Usage de compter par deniers, sols & livres parisis, abrogé, 482

#### Partie.

Ce qui doit s'observer dans le cas de décès d'une Partie pour reprendre l'Instance, 455, 456

#### Peines.

Contre ceux qui rroublent les Séquestres dans leurs fonctions, 297 Y iv

798 TABLE Contre ceux qui troublent les Commissaires ou Gardiens, 298 Contre ceux qui empêchent ou retardent l'exécution des Arrêts, 473

#### Peremp ion d'Instance.

Quelles Instances tombent en péremption , 465 Cas où la péremption n'a lieu, Court contre les Mineurs sans espérance de se faire relever, ibid. Ne court contre le Roi, 467 Péremption en Cause d'appel emporte de plein droit la confirmation de la Sentence dont est appel, Péremption ne s'acquiert de plein droit, mais il faut un Jugement, Dans quels cas la péremption est interrompue. ibid. Dans les Cours les Procès appointés ne tombent en péremption, Ni dans les Présidiaux, ibid. Après trente ans tout est péri, même dans les Cours,

Perte des Registres.

Voyez Registres.

#### Pétitoire.

Pétitoire des Bénéfices ne peut être poursuivi devant les Juges d'Eglise, quand la pleine maintenue a été jugée par les Juges Laïcs ,

Pétitoire des Bénéfices vacans en Régale. Voyez Rézale.

Celui contre lequel la complainte ou réintégrande aura été jugée, ne pourra se pourvoir au pétitoire, finon après que le trouble aura cessé. 273

# DES MATIERES. 799

Demandes en complainte ou réintégrande ne pourront être jointes au pétitoire, 274

#### Pieces.

Voyez Copie.

Celles en vertu desquelles on veut agir en Juftice doivent être contrôlees, 29

#### Pleine n'aintenue.

Voyez Maintenue.

### Plumitif.

Ce que c'est,
Doit être signé à l'issue de l'Audience par cesui qui a présidé,
ibid.

### Police.

Choles concernant la Police font matieres fonmaires , 240 En matiere de Police , les Jugemens s'exécutent

par provision, 251 Quid? S'ils'agit de la Police concernant les Arts & Métiers, ibid.

Voyez Benefice.

# Poffeffion.

Condamnés par Arr't, &c. à délaisser sa posses, fion d'un héritage, quand tenus de co faire,

Si quinzaine après la condamnation les Parties n'obéissent, elles pourront être condamnées par corps, 463

Si l'héritage est éloigné de plus de dix lieues, ce délai fera augmenté, 464

Celui qui aura été condamné à délaisser la polseilson d'un héritage, en lui remboursant quel-

15.000

7 /

800

que somme, ne peut y être condamné qu'apres avoir été remboursé, 474.

Condamnés à défaisser la possession d'un héritage ou autre immeuble, non-recevables à faire aucune poursuire sur requête civile avant la preuve rapportée de l'entiere exécusion du Jugement, ibid.

Possessoire.

Voyez Complainte.

Ne peut être cumulé avec le pétitoire, 274

Possessoire des Bénésices.

Voyez Benefices.

Poursaites.

Sont valables jusqu'au jour de la significatione du décès de la Partie, 456 Quid? Si celui à qui cette signification est faire, soutient que la Partie n'est pas décédée, ibid.

Préambules.

Préambules des Inventaires n'entrent en tare ?

Préférence.

Voyez Instance de présérence.

Présentation de compte.

Voyez Comptes: 0.1

· Présentations:

Voyez Défauts.

Sont nécessaires de la part des Demandeurs,
Intimés & Anticipés,

22

DES MATIERES. Soi
Et aussi de la part des demandeurs & Appel-
lans, 53,56
Dans quel tems doivent être faites dans chaque
Cour & Siege,
Peuvent être faites tous les jours sans distinc-
tion, ibid.
Si les présentations sont nécessaires de la part
des Intervenans

S Ont lieu cant en matiere civile que criminelle.

ib d. Sont nécessaires à peine de nullité des procédures, &c.

Ouelles Jurisdictions ne sont point sujettes à la formalité de la présentation , 54, 55 , 209 Ont lieu dans les matieres sommaires, Justices de Seigneurs n'y sont point sujettes, 14 Si elles ont lieu dans les Justices Consulaires.

Droit de présentation, en quels cas oft dû, & comment, 144

# Présidens.

Cas où celui qui a présidé pout être pris à partie, Celui qui a présidé verra à l'issue de l'Audience, ou dans le même jour, ce que le Greffier aura rédigé, signera le plumitif, & paraphera les les Jugemens,

## Prefidiaux.

Voyez Requêtes civiles.

Peuvent juger sans appel les causes de récusation, & comment, Dans les Préfidiaux les Procès appointés ne tom-

bent en péremption,

Comment les dépens te taxent dans les Préfis tidiaux. Voyez Degens ..

Yvi

#### Prétres.

Quelles choses doivent être laissées aux Prêtres; & autres personnes constituées dans les Ordres sacrés, qui sont saisse en seurs esters, 595.

#### Preuve vocale ou littérale.

Voyez Faits.

## Preuves par Témoins.

Voyez Enquête. Témoins. Dans quels cas peut être admise, En quels cas n'a lieu, 304 & Juiv. Quid? Si les Parties consentent la preuve par Témoins dans les cas où elle n'a lieu, 307 Si l'appel d'un Jugement qui ordonne une preuve par Témoins, est suspensif, Seront passés actes devant Notaires de toutes choses excédantes cent livres. 106 Même pour dépôts volontaires, ibid. Quid? A l'égard des Voituriers publics, 307 Ne fera reçu aucune preuve par Témoins contre & outre le contenu aux actes, encore qu'il s'agît d'une somme ou valeur moindre de cent livres, Exception pour les justices Consulaires, Preuves par Témoins s'admet quelquefois dans le cas d'usure ou de jeu, ibid\_ Et aussi quand il s'agir de constater l'état des personnes, Elle est aussi admise dans le cas de dépôt nécessaire, incendie, ruine, tumulte, naufrage , &c. 310 Er austi forsqu'il y a un commencement de preuve par écrit . A lieu ausli dans le cas de dépôt fait en logeant

Des demandes qui ne peuvent se vérisser par Té-	
moins,	
Si l'on peut se restreindre à cent livres pour être	
admis a la preuve par Témoins.	
Quand une fois on a formé la demande au-def-	
fus de cent livres, on ne peut plus se restrein- dre,	
Toutes demandes qui ne sont entiérement justi-	
fiées par écrit, doivent être formées par un	
même Exploit, après lequel les autres deman-	
des dont il n'y a point de preuve par écrit, ne	
ieront recues .	
Preuves de l'âge, mariage, & tems du décès,	
Recurse on Thursday Is Is a series Is Is	
Preuves par Témoins de la perte des Registres de Baptêmes, Mariages & Sépultures, com-	
ment reque, 330, 348	
, , , , , , ,	
Preuve par Témoins en matiere sommaire.	
Comment se fait, 247	
Témoins doivent être ouis en la prochaine Au-	
dience, ibid.	
Sans qu'il soit besoin de les faire assigner, 248	
Quid? Si l'une des Parties fait défaut, & manque de faire entendre ses Témoins,	
Quid? Si quelqu'un des Témoins fait défaut,	
ibid.	
Reproches, comment scront proposes, 248	
Preuve par Temoins dans les Justices	
. Confulaires.	-
Comment le fait	
Témoins seront entendus sommairement en	
!'Audience, ibid,	

DES MATTERES. 803
dans une Hôtellerie, 311
Autres cas où la preuve par Témoinsiest reçue,

TABLE

804 Il n'est pas nécessaire qu'ils soient a lignés, 232 Si les Témoins de l'une des Parties ne com-· parent, elle sera déchue du droit de les faire entendre,

Dépositions des Témoins seront rédigées par écrit, & si elles sont faites en la Chambre du Conseil, les Témoins les signeront, 233

# Prise à partie.

Ce que c'est, Cas où les Juges peuvent être pris à partie, 8, 72,444,445,446 Juges en cas de négligence peuvent être pris à partie, Quand on prend à partie un Juge de Seigneur, il faut intimer le Seigneur même, Cas où les Evêques & Archevêques peuvent -être pris à partie pour les Ordonnances & Jugemens par eux rendus, ou par leurs Officiaux. Comment les sommations doivent être faitesaux Juges en cas de prise à partie, 437, 438. Après deux fommations, la Partie pourra appeller comme de déni de Justice, & intimer le Rapporteur, ou celui qui devra présider, 438. Si les Juges en dernier ressort peuvent être prisà partie,

Quels Juges connoissent des prises à partie, 439 & Suiv. Juge pris à partie ne peut être Juge du diffé-

Et il doit être procédé au différend par autres: des Juges ou Praticiens du Siege,

# Privilege des deniers Royaux

Ce que c'est, Dans quels cas la contrainte par corps a heu-

DES MATIERES.	805
Privil giés.	
Quelles personnes sont privilégiées , les Nobles le sont , & comment , le aussi les Bourgeois de Paris en déser	ibid.
stami les nourgeois de Paris en derei	103
Quid? Des Ecclésiastiques,	ibid_
rivilégiés peuvent faire alligner devant l	le Juge
de leur privilege,	× 33

Etant assignés ailleurs, ils peuvent y demander leur renvoi, 70 Même en garantie 101 Voyez Garant,

Quid? Dans le cas d'intervention, '16; Voyez Intervention.

#### Procedure.

De la procédure sur les matieres ordinaires.
Voyez / signation. Délai. Désauts. Cause,
/ppointement.

De la procédure dans les Procès par écrit. Voyez

Procès par écrit.

De la procédure qui s'observe dans les Cours de Parlement, Grand-Conseil & Cours des Aydes,

De la procédure des Jurisdictions Consulaires, Voyez juges-Consuls.

#### Proces.

Ce que c'est, 73 Procès mis au Greffe ne seront communiqués avant qu'ils ayent été distribués, 205. Quand un Procès est dit être en état, 449.

## Procès par écrit.

Noyer, Appointemens. Production, Inventaire, Lastitures, Rapporteur,

806 TABLE
De la procédure qui s'observe dans les Procés
par écrit, 141 & Juiv.
Appointement en droit à écrire & produire, sera
de huitaine, & emportera aussi réglement à
contredire dans pateil délai, 141
De la procédure sur les appellations des ap-
pointemens en droit, ou a mettre, quand les
deux Parties ont produit, 142
Chacune des Parties mettra sa production au
Greffe du Siege d'appel dans la huitaine, &
Ie fignifiera, ibid.
Trois jours après le Procès jugé, le Rapporteur
mettra au Greffe le dictum de la Sentence &

le Procès entier, sans pouvoir donner com-· munication du Procès aux Patries, ni à leurs Procureurs, Mais il peut donner communication du Jugement,

Le Procès étant remis au Greffe, les Procureurs retireront leurs productions, sans prendre celles des Parties adverses.

Si l'une des Parties est en demeure de faire mettre ou joindre dans la huitaine sa production au Greffe du Siege d'appel, elle demeurera forclose de plein droit,

Et le Procès sera jugé sur ce qui se trouvera au Greife, sans aucun commandement ni some ibit. mation.

Dans la même huitaine après l'échéance de l'assignation, l'Intimé sera tenu de mettre au Greffe la Sentence en forme, ou par extrait,

Quid ? Si les deux Parties sont appellantes, 149 Appointement de conclusion, dans quels tems, & avec quelles formes se doit paster, Délais sur cet appointement ne sont point fa-

Amende doit être confignée par la Partie qui

DES MATIERES. 807
veut aller en avant sur son appel, 150, 151 De quel jour courent contre l'Appellant les dé-
lais de fournir griefs & réponfes, 151 Des appellations ou demandes incidentes, Let-
tres de rescision, &c. dans les Procès par
écrit, comment doivent être formées, 154
Dans quels cas on peut les former, 155 Comment ces incidens doivent être réglés,
155, 157, 159
Défendeur ou Intimé doit donner au Procureur, du Demandeur ou Appellant copie de l'inven- taire de sa production, & des pieces y conte-
nues, 157
Procureur qui aura produit, fera fignifier à l'au- tre que sa production est au Greffe, 199
Ce que doit faire le Procureur le plus diligent après l'appointement prononcé, ibid.
apres rappointement prononce,

#### Procès-verbal.

Voyez Compulsoires. Collations de pieces.

Des Procès-verbaux d'enquêtes. Voyez Enquêtes.

Des Proces-verbaux de descentes de Juges. Voyez

Descentes de Juges.

#### Procureurs.

En quelles matieres & Jurisdictions le ministere des Procureurs est nécessaire, 42 Sont tenus de signer les originaux & les copies

de tous les actes qu'ils fignifient dans le cours de la procédure,

Doivent avoir soin de retirer du Greffe les productions de leurs Parties, 145

Autrement ils en demeurent responsables, 145

Après le Procès remis au Greffe, ils doivent retirer leurs productions, 145, 522

8 TABLE.	
prendre celles des Parties adverses, 14	ć
enfes aux Procureurs en toutes Cours &	
ieges de mettre au Greffe aucunes produc	
ons en blanc, ni aucun inventaire de pro	
uction dont les cottes ne foient pas remplies	
peine d'amende, &c. 16	
cureurs ne peuvent prendre aucuns avenir	s
u Greffe, a peine de nullité & d'amende	
18	
us de se trouver à l'Audience au jour d	′.
chéance de l'assignation, 191, 19	
Conference de l'amignation, 191, 19	٠
Causes qui peuvent être plaidées par Pro	
irenrs, 19	
Jurisdictions où le ministere des Avocat	:9
Procureurs n'est pas nécessaire, 20	8

Causes Consulaires doivent être terminées sans ministere d'Avocat ni de Procureur.

218 Et aussi les matieres sommaires, 245 · Excepté dans les Cours, &c. & Sieges Prés-

diaux. 251 Ne peuvent fournir aucun reproche contre les Témoins, sans avoir un pouvoir spécial de

leurs Parties. 403 Si la mort des Procureurs empêche le jugement des Instances ou Procès qui sont en état, 450

Des reprises d'Instance, & constitution de neuveau Procureur. ibid. Voyez aussi Constitution de nouveau. Procu-

Procureur qui scaura le décès de sa Partie, sera tenu de le fignifier,

Idem, dans le cas de changement d'état de sa Partie,

Poursuites seront valables jusqu'au jour detette fignification,

Frais & salaires de Procureur relativement à la Partie qui l'a employé, comment doivent être taxés.

DES MATIERES, 800 Devoirs des Procureurs touchant les dépens.

Voyez Depens.

Des écritures qui sont de leur ministere , 533 Procureurs qui ont occupé dans les Instances principales, tenus d'occuper dans celles de liquidation de dommages & intérêts, Procureurs qui ont occupé en la Cause ou Jugegement en dernier ressort, tenus d'occuper sur la requête civile . 663

#### Procureurs-tiers.

Voyez Dépens. Si fur la déclaration de dépens il n'est fait aucunes offres, ou qu'elles ne soient acceptées, la liquidation sera mise ès mains du Procureur-tiers. Ce que doit faire le Procureur-tiers, Comment il doit arrêter les dépens, 549, 550 Il doit mettre sur chaque piece, taxé, avec son paraphe, 355

### Procureurs du Roi & Fiscaux.

Dans quelles Causes doivent donnner des conclusions. Leurs devoirs à l'égard des Registres des Baptêmes, Mariages & Sépultures, 330 S'ils peuvent être réculés, 404 Doivent veiller à la punition de ceux qui empêchent l'exécution des Arrêts ou Jugemens , Doivent être mandés au jugement des Procès concernant les droits de la Couronne & du Domaine,

#### Procureurs-Généraux.

Leurs devoirs à l'égard des Registres des Baptêmes, Mariages & Sépultures., 336

## Sio TABLE

S'ils peuvent être récufés, 404
Doivent veiller à la punition de ceux qui empêcheat l'exécution des Arrêts ou Jugemens,

Doivent être mandés au jugement des Procès concernant les droits de la Couronne & du Domaine, 689

#### Productions.

Voyez Procès par écrit. Ecritures. Inventaires.
Comment se fait la production dans les Procès
par écrit,

Toute production principale doit être déposée au Greffe, 143, 166, 201 Mais non les productions nouvelles & inciden-

Mais non les productions no

Après le Procès jugé, les Procureurs doivent retirer leurs productions, 145, 512

Sans prendre celles des Parties adverses, 145 Défenses aux Greffiers de les communiquer,

Sauf aux Parties à prendre des copies collationnées des pieces produites, 146 Ce que-c'est que production principale, 167

Ce que c'est que production nouvelle, ibid.
Comment les Procureurs doivent composer leurs

productions, ibid.

Défenses aux Procureurs de mettre au Greffe

des productions en blanc, & aux Greffiers de les recevoir, 165 Toute production au Greffe doit être accom-

pagnée d'un inventaire,

Procureur qui aura produit, doit faire fignifier
à l'aurre que sa production est au Greffe,

Dans quels cas on peut prendre communication de la production de la Partie adverse.

101

DES MATIERES. 811
\$i les productions peuvent être communiquées & retirées sur les récépissés des Procureurs,
202
Comment & sous quelles peines les productions communiquées aux Procureurs doivent être

par eux rendues, 203 Contrainte par corps a lieu dans ce cas contre les Avocats & Procureurs, 204

les Avocats & Procureurs, 204 On ne doit communiquer le Procès ou la production qu'aux Procureurs des Parties principales, ibid.

Et ne le donner qu'une seule fois en communication, ibid.

Productions mises au Greffe ne seront commu-

niquées avant la distribution,

Profession de Vœux.

Voyez Registres.

Registres des Professions de vœux, par qui tenus, & de leur forme, 332

Comment les actes de Profession de vœux doiyent être conçus, 333 Des Actes de profession des Religieux de l'Ordre de Saint Jean de Jétusalem, 334

Profit des défauts & congés.

Voyez Défauts & congés.

Promeffe.

Promesse reconnue, de quand emporte hypotheque, 186

E TORONCIALION.

Formalités des prononciations des Arrêts & Jugemens, abrogées, 459

Propositions d'erreur.

Abrogees,

20€

Propriétaires.

Propriétaires de terres & héritages de campagne, peuvent stipuler dans leurs Baux la contrainte par corps, 632, 633 Ce privilége n'est continué par la tacite reconduction, ibid.

Provision.

Des Jugemens qui s'exécutent par provision. Voyez Jugemens. Sentences. Matieres sommaires. Complainte.

Surféance défendue contre les Sentences de provision, 257

Ce que doivent faire les Juges quand les Inftances sur la provision & la diffinitive sont en même-tems en état d'être jugées, 259 Quel est l'esse de l'exécution provisoire, 267 Héritages de ceux qui ont été condamnés par provision au payement de quelque somme, pourront être saiss réellement, mais non vendus, 475

Provifoires.

Voyez Matieres provisoires.

Publication.

Publication d'enquêtes abrogées, Ce que c'étoit,

ibid.

Publication des Ordonnances.

Yoyez Ordonnances.

Qualités.

Doivent être signifiées avant que d'aller

# DES MATIERES. 813

·R. .

Rabat des défauts & congé.

 $\mathbf{V}_{ ext{Oyez }D\acute{e}fauts.}$ 

Rapport d'Experts.

Voyez Experts.

## Rapporteur.

Tenu de mettre la Sentence & le Procés au Greffe trois jours après qu'il a été jugé, 143 En remettant le Procés au Greffe, il doit faire rayer fa signature sur le registre de distribution, 144

Autrement il demeure responsable des pieces,

ibid.

Ne peut donner communication des productions

après le Procès jugé, 145
Mais il peut donner communication du Juge-

ment, ibid.

Requêtes dans les Procès par écrit doivent être
intitulées du nom du Rapporteur, 156

Doit se charger sur le registre du Greffe des Procès qui lui sont distribués, 205. Rapporteurs dans leurs Cours & aux Requêtes de

l'Hôtel & du Palais, ne peuvent être commis pour faire les descentes sur les lieux,

Peut être pris à partie en cas de négligence,

# Réajournemens.

Abrogés par l'Ordonnance, 62 Quid? A l'égard des Jurisdictions Consulaires, 62,230

### TABLE

## Rébellion.

Ce que doit faire l'Huissier en cas de rébellion à l'établissement d'un Séquestre, Commissaire ou Gardien,

## Réception de caution.

Voyez Caution.

# Réception d'enquête.

Abrogée par l'Ordonnance

368

		•
	Reconnoissances d'écritures.	-
	Du & comment se doivent faire, 179	
	N'ont licu dans les Jurisdictions Consula	ires,
		180
	Procédure sur ces reconnoissances,	ibid.
	Edit de Décembre 1684, touchant ces re	
,	noissances, 1816	Suiv.
	Devant quel Juge doivent être faites, 179,	
	Ce que doit faire le Juge pour parvenir à	
	reconnoissance.	182
	Pieces & écritures dont on poursuit la re	con-
	noissance, doivent être communiquées	à la
	Partie adverse,	
	Si le Défendeur ne compare, sera donné de	
	contre lui,	184
		ibid.
	Vérification d'écritures sera faite par Ex	
	Con -incarion d'etitules leia faite par Ex	berra
	fur pieces authentiques, & aussi par titr	cs oc
	par Témoins, 185,	400
	Si l'une des Parties ne compare, comment	1012
	procédé à la vérification,	
	Hypotheque des pieces reconnues court du	jour

du Jugement portant que la piece sera tenue

pour reconnue,

11/1/000

ibid. Juge DES MATIERES. 815
Juge ne dreffera qu'un teul Procès-verbal pour la vérification d'une ou plutieurs pieces, 186
Ceux qui dénient leurs écritures, condamnés en l'amende. 1887

## Reconnoissance de meubles reclamés.

Comment doit se faire,

180, 364

### Records.

Leur affiftance autrefois nécessaire dans les Exploits d'ajournemens & autres, 11 Cet usage a été supprimé, 12 Excepté à l'égard des exploits des saisses féodales & réelles, 2 Dans les saisses mobiliaires, l'usage des Records

Dans les tallies mobiliaires, l'utage des Récords a été confèrvé, ibid. Et aussi dans les Exploits de demandes en retrair lignager, ibid.

lignager, ibid.
Records doivent figner l'original & la copie des
Exploits, 1 B

Ne doivent être parens, alliés ni domestiques de la Partie, ibid. Si dans les Procès-verbaux de sequestre l'usage

Si dans les Proces-verbaux de l'equeltre l'ulage des Records est nécessaire, 225 Si les Records de l'Huissier peuvent être établis Gardiens aux saisses, 228

#### Récréance en mattere bénéficiale.

Ce que c'est,

Dans quels cas on doit prononcer cette récréance,

213

Sentences de récréance sont exécutoires par provision, 216 Non pour la restitution des fruits, ni pour les

dépens, 217
Récréance & sequestres doivent être exécutés

avant qu'il soit prononce sur la pleine main-

Sentences de récréance, sequestre ou maintenue, seront données par cinq Juges au moins, 221, 222

## Récusation.

A lieu contre les Commissaires nommés pour faire des descentes sur les lieux, ou autres commissions de Justice, 347 Quand cette récusarion peut être proposée, 348 A lieu pareillement contre les Commissaires-Enquêreurs-Examinateurs pour leurs fonctions, 347

tions,

Dans quels tems on peut les recufer,

De la récufation contre les Experts,

Où doit fe juger cette récufation contre les Ex-

Ce qui doit se faire quand celui qui fait une enquête est recusé, 374, 375

Si les Sentences rendues sur réculation propofée contre des Commissaires s'exécutent par provision, 431

# Résufation de Juges.

Ce que c'est, 404 Pour quelles parentés & alliances ont lieu en matiere civile, ibid. Quid? En matiere criminelle, Comment on doit confidérer la parenté ou alliance, Parenté & alliance doit être confidérée, même à l'égard de la femme du Juge, ou de celle de la Partie, 498 Si l'on peut récufer un Siege entier , 404 Si les Procureurs du Roi ou Fiscaux peuvent ibid. être réculés.

Récufation est valable quand le Juge a un diffé-

DES-MATIERES. 817 rend fur parcille question, que celle dont il s'agit entre les Parties; Et aussi si le Juge a un intérêt direct ou indi-

rect au Procès,

Juge peut être récusé, s'il a donné conseil, sollicité . &c. Et aussi s'il a un Procès en son nom dans une

Chambre où l'une des Parties est Juge, 410 Juge peut aussi être récusé pour menaces & iniibid.

mitié capitale,

Juge est aussi récusable, si lui ou ses enfans, &c. ont obtenu quelque Bénéfice des Prélats, Collateurs & Patrons qui soient Partie au Procès,

Il en est de même si le Juge est Protecteur ou Syndic de quelque Ordre, & nommé dans les qualités; s'il est Abbé, Chanoine ou du Corps d'un Chapitre, Tuteur, Héritier, Donataire, Maître ou Domestique d'une des Parties, 413

Si le Juge peut connoître des causes de son Fermier, Locataire, vassal, &c.

Si les Juges qui sont Administrateurs d'Hôpiraux & Paroisses, peuvent être récusés dans les Causes & Procès des Hôpitaux dont ils ont l'administration,

Juges de Seigneurs peuvent connoître de tout ce qui concerne les Domaines, droits & revenus de leurs Seigneuries, 414, 415

Quid? Si la qualité de Seigneur leur est contestée,

Mais à l'égard des autres actions où le Seigneur est Partie ou Intéressé, leurs Juges n'en peuvent connoître, 415, 416 Aurres moyens de fait & de droit pour lesquels

un Juge peut être réculé, 417 & Juiv. Quand & comment les Juges peuvent sollici-

ter pour eux ou pour leurs parens, 420, 421 Si la récufation cît jugée valable, le Juge doit

18 T	ABLE	
se retiter de la	Chambre du	Confeil ou de
l'Audience, à pe		421
a même chose a li	eu à l'égard de	
fide à l'Audienc		422
out Juge qui fçau	ra causes de ré	culation en la
personne, doit	les déclarer,	423
i le Juge est tenu		
cas ou il neur l'	arre.	ikid

Aucun Juge ne pourra se déposter du rapport & jugement d'un Procès qu'après en avoir déclaré les causes à la Chambre, Pans quels tems on peur récuser un Juge, 415

Dans quel cas on peut le faire en tout état de caule,

Comment les récusations doivent être propofées,

418

Seront communiquées au Juge réculé, 429 Effet de la réculation à l'égard du Juge réculé,

En quel nombre de Juges doit être jugée, 430 Sentences sur réculations s'exécutent par provifion, 431 Exception à cette régle, bid.

Appellations des Sentences rendues für réculation feront vuidées sommairement, & sans frais, 432

Présidiaux peuvent juger sans appel les causes de récusation, & en quel nombre de Juges,

Peine contre celui dont les récufations auront été déclarées impertinentes & inadmiffibles, ou qui en aura été déboute faute de preuve; ibid.

Autre peine pour raison des dommages & intérêts envers les Juges, 434

Reddition de comptes,

Voyez Compter.

# DES MATIERES. 819

## Régale.

Ce que c'est,
Pétitoire des Bénéfices vacans en Régale se pourfuir en la Grand'Chambre du Parlement de
Paris, ibid.
Comment s'en forme la demande à l'Audience,
ibid.
Procédure sur l'assignation, les défenses & délais,

Demande en Régale fait cesser toutes autres contestations pour raison du même Bénésice, & elles demeurent évoquées de droit en la

Grand Chambre,

Après la Caufe plaidée, fi le Bénéfice a vaqué
en Régale, il fera adjugé au Demandeur,
finon il fera adjugé à l'autre Partie,

116

## Registres

Voyez Baptémes. Mariages. Sépultures. Registres de Baptémes, Mariages & Sépultures, comment tenus, 317 De quoi sera fait mention dans l'article des

Baptemes, 318, 319 Quid? Dans les actes de Mariages, 318, 320,

Et dans ceux de Sépulture, 319,321,332 Obfervations à l'égard de ces registres, 333 Baptémes, Mariages & Sépultures feront écrits de suite sur un même registre sans aucun blanc, & signés, 3344 Evovirs des Curés ou Vicaires à l'égard de ces

registres, 325, 329 Ce qui doit être observé à l'égard de ces registres en cas de décès du Curé, 326, 327 Comment on peut lever des extraits de ces registres, 328, 314

820 TABLE	
Quel droit est dû pour chaque extrait,	318
Quelles personnes peuvent lever ces ext	raits,
335	, 336
Devoirs des Marguilliers , Administrateurs	, &c.
à l'égard de ces registres,	329
Preuve par Témoins de la perte de ces reg	
	, 331
Registres des Tonsures, Ordres, Vetures	₹ No-

Registres des Tonsures, Ordres, Vetures & Noviciats, par qui tenus, & comment, 332, 334 Registres de la Profession des Religieux de l'Or-

Registres de la Profession des Religieux de l'Ordre de Saint Jean de Jérusalem, 334 Observations touchant les Registres de Baptêmes, Mariages, Sépultures, Vêtures, &c. 336 & faiv.

# Réintégrande.

Vovez. Complainte. Pétitoire.

Ce que c'est,	270
Peut se demander par action civile, ou	par action
criminelle,	271
Celui contre lequel la réintégrand	le aura été
jugée, ne pourra fe pourvoir au	pétitoire,
finon après que le trouble aura c	ellé, 2,73
Demandes en réintégrande ne poi	urront être
jointes au pétitoire,	274
Ceux qui succombent dans les Instan	aces de réin-
tégrande, condamnés en l'amene	de, 275
Jugemens en matiere de réintégran	de s'exécu-
tent par provision,	ibid.
Et par corps,	615

Religieux.
S'ils peuvent être entendus comme Témoins en matiere civile, 377

Religieux de l'Ordre de Saint Jean de Jerusalem. Des actes qui concernent leur Prosession, &

	D	E	Š	M	٨	T	Ĭ	Ė	R	Ė	S.	821	
ďu	reg	ift	re e	de ce	s a	icte:	,			3	34	. 335	

## Religion Pretendue-réformée.

Comment & dans quels cas ceux de la Religion Prétendue-réformée peuvent faire évoques leurs Cause en la Chambre de l'Edit, 163 6 suive

Comment leurs Procès sur requêtes civiles doivent être jugés, 677

#### Remontrances.

#### Yoyez Ordonnances.

En quels cas il est permis aux Juges de faire des remontrances sur les Ordonnances, & quel est leur effet, 4,5

### Renvoi.

Voyez Déclinatoires. Juges. Ce que c'est que renvoi, Juges doivent renvoyer d'office les Causes qui ne sont de leur compétence, Comment se fait ce renvoi. Renvois doivent être jugés sommairement l'Audience , Partie doit demander son renvoi avant contesttation en cause. Et quelquefois même après, Partie affignée doit se présenter pour demander fon renvoi, Renvoi peut être requis en tout état de cause par le Juge, ibid. Seigneurs de Justice doivent demander en leur nom le renvoi aux Juges Royaux, & non au nom de leurs Procureurs Fiscaux, Dépens du renvoi doivent être adjugés à celui qui obtient.

Ziv

ζ	2.2	T	A	B	T.	F	
,	44		л	D	L	Ľ	

Tout ce qui est fait avant le renvoi demandé est valable, ibid. Appellations des dénis de renvoi, comment doi-

vent être vuidées;

# Renvoi & apostilles.

## Voyez Interlignes.

#### Réparations.

Réparations & impenses aux lieux sequestrés, comment seront faites, 287

#### Repliques.

Seront fournies dans les trois jours,

#### Réponfes.

Noyez Interrogatoires sur saits & articles. Réponses à griefs & à causes & moyens d'appol.

# Yoyez Ecritures.

# Reprise d'Inflance.

Voyez Constitution de nouveau Procureur. Dans quels cas doit avoir lieu.

Comment se fair, 45t
Marguilliers & Syndies de Communaurés ne sont
tenus de reprendre les instances de teurs pré-

décesseurs, ibid. Héritiers quand peuvent reprendre l'Instance,

Quid : Si la veuve & les héritiers refusent de reprendre,

Quid? Si les héritiers sont Mineurs, ibid.

Dans quel tems la reprise d'Instance & constitution de nouveau Procureur se present., 455.

# Feproches.

Voyez Enquêtes. Temoins.

DES MATIERES	8,,
Dans les matieres sommaires, les reproches	doi
vent être proposés à l'Audience avant que	les
	248
n 1 4 6	389
Quand ils font par écrit, ils peuvent être p	ro-
	190
La Partie qui a fourni fes moyens de reproch	ics.
of qui y a renoncé, peut demander copie	e dé
l'enquête de l'autre Partie	101
Ne peuvent plus être proposés contre les	Te-
Ne peuvent plus être proposés contre les moins après qu'on a eu communication	de
l'enquête,	94
Ce que c'est que reproches,	98
Reproches contre les Témoins doivent être p	er-
tinens,	97
Quels sont les reproches les plus ordinaires er	111-
tre les Témoins, 398 & fu	iv.
Reproches d'emprisonnement, décrets, co	-110
damnarions, ou reprise de Justice, doive	
être justifiés avant le jugement du Proc	
& comment, finon réputés calomnieux, 4	
Reproches calomnieux, comment punis, ib	
Comment les reproches aux Témoins peuve	
être faits,	Οľ
Quand les Juges peuvent appointer fur	les
moyens de reproches, ib	id.
Procedure qui s'observe à cet égard, ib	id.
Reproches feront juges avant le Proces, 4	02
Procureurs ne peuvent fournir aucun reproc	he:
contre les Témoins sans un pouvoir spéc	
	03;
Requêres.	4
Requêtes dans les Procès par écrit doivent ê	
	ec.

Rapporteur doir en faire son rapport à la Chambre,

Lerfqu'il n'y a point de Rapporteur, les reque-

# Requêtes civiles.

1 7
Voyez Ouvertures de requête civile. Rescindan Rescisoire.
Ce que c'est que requête civile, 65
Si les requêtes civiles ont lieu en matiere cr
minelle, & dans quels cas, 653,65
Arrêts & Jugemens en dernier ressort ne pour
rant ârea eles Ole aux aux Terror en form
ront être rétractés que par Lettres en form de requête civile, & à l'égard de qui, 65
de requere civile, & a regard de qui, b)
Où s'obtiennent les Lettres de requête civile
65
Simple requête requise pour se pourvoir con
tre les Sentences Présidiales rendues au pre
mier chef de l'Edit, ibid
Requêtes civiles dans quel tems feront obte
nues, tant à l'égard des Majeurs que des M
neurs, 66
Dans quel tems à l'égard des Ecclésiastiques
Hópitaux, Communautés & absens hors d
Royaume, 66
Dans quel tems à l'égard des héritiers ou ayan
cause, 66
Dans quel tems à l'égard du successeur à un Bo
néfice , 66
Dans quel tems on peut obtenir & fignifier le
requêtes contre les Sentences Préfidiales au
premier chc£, 66
Procureurs qui ont occupé en la Cause ou Ju
gement en dernier reffort, tenus d'occupe
fur l'instance de requête civile, 66
Si les requêtes civiles contre les Arrêts , & cel
les contre les Sentences Présidiales, sont son
dées fur pieces fausses, ou nouvellement re-
. couvrées, dans quel tems doivent être obte-
nucs, 669
*
the state of the s

DES MATIERES. 82	5
Consultation de deux Avocats sera actachée au	x
Lettres de requête civile, & de qui fignée	,
67	
Lesdites Lettres seront nulles, fi les condition	S.

ci-dessus ne sont observées.

Forme de clore les Lettres, & d'y attacher une commission, abrogée, Quelle somme doivent configner les Impétrans

Lettres de requête civile, Requêtes civiles n'empêchent l'exécution des

Arrêts & Jugemens rendus en dernier resfort, 674

Condamnés à quitter la possession d'un Bénéfice, ou délaisser quelque héritage ou autre immeuble, ne sont recevables à faire aucunes poursuites sur lesdites Lettres avant la preuve rapportée de l'entiere exécution du Jugement,

Ce qu'il faut faire pour mettre la Cause au rôle. Lettres de requête civile, où seront portées &

plaidées, Seront portées en la Grand'Chambre des Cours

où il y en a une. 675,676 Quid? Des requêres civiles obtenues en matiere criminelle.

Quid? Si les Parties sont appointées sur la requête civile.

Si la requêre civile est entérinée, & les Parties remises en l'état qu'elles étoient auparavant, où sera jugé le Procès principal, Exception pour les requêtes civiles renvoyées

par Arrêt du Conseil aux Chambres des Enquetes.

Requêres civiles contre les Atrêts rendus en autres Cours ou Chambres ne pourrout être renvoyées, retenues ni évoquées aux Chambres de l'Edit par ce ux de la Religion Prérenduc-réformée, fans distinction s'ils ont été Parties principales, jointes, Intervenans ou Intéresses.

Requêtes civiles incidentes, où seront obtenues,

fignifiées & jugées,

Si les Arrêts ou Jugemens en dernier reflort produits ou communiqués font diffinitifs, & rendus entre les mêmes Parties, pardevane, quels Juges les Parties doivent-elles se pontvoir, & ce que doivent faire les Juges pardevant qui ils seront produits & communiqués, 679

Requêtes civiles, tant principales qu'incidentes, seront communiquées & portées à l'Audience, sans pouvoir être appointées, sinon en plaidant, & du consentement des Parties,

Lors de la communication au Parquet, l'avis des Avocats Consultans sera représenté, 681: Lettres d'ampliation de requête civile, abrogées, ibid.

Les nouveaux moyens de requête civile découverts seront énoncés dans une requête signisée au Procureur du Désendeur, ibid. Usage de faire trouver à l'Audience les Avocats.

qui auront été confuités, abrogé, 682 Aucunes ouvertures ne pourront être alléguées par le Demandeur ou son Ayocat, que celles

mentionnées aux Lettres, & en la requête

d'ampliation, le ferne de la després de la dernier reflort rétractés fous précette de mal jugéau fond, s'il n'y a ouverture de requête civile,

S'il y a ouverture de requête civile suffisante, les Parties seront remisée en pareil état qu'avant l'Arrêt, encore que ce sit une quession de Droit ou de Contume qui eût été jugée, ibid.

DES MATIERES. 827
Qui doit alors porter les dépens, ibid.
Quelles font les ouvertures de requête civile à
l'égard des Majeurs . 684
Autres ouvertures . 686
Si l'on peut obtenir Lettres de requête civile
contre une partie du Jugement, sans toucher
au turplus, 687
Quelles ouvertures de requête civile ont lieu
à l'égard des Eccléfiastiques & Communau-
tes, ibid.
Quand il s'agit des droits de la Couronne ou
du Domaine, les Procuveurs-Généraux, ou
Procureurs du Roi fur les lieux, scront man-
dés en la Chambre du Conseil, sinon il y
aura ouverture de requête c'vile, 689
Ne seront plaidées que les ouvertures de requête
civile & les réponses du Défendeur, sans en-
trer dans les moyens du fond, ibid.
Exception à cette regle, 690 Celui au rapport duquel fera intervenu l'Ar-
Ceiui au rapport duquei iera intervenu l'Ar-
rêt contre lequel la requête civile aura été obtenue, ne pourra être Rapporteur du Pro-
cès sur le rescindant, ni sur le rescisoire, 691
Si les ouvertures ne sont jugées suffisantes, le
Défendeur sera condamné en l'amende, 692
Cette amende n'a lieu quand il s'agit de requê-
tes civiles Présidiales, ibid.
Requêre civile appointée au Confeil, fera ju-
gée comme se elle eût pu l'être à l'Audience,
fans entrer dans les moyens du fond, ibid.
Celui qui aura été débouté de sa requête civile,
ne sera plus reçu à se pourvoir par autre re-
quête civile, 693
Propositions d'esreur abrogées, ibid.
Rescindant, Rescisoire,

ilid.

Résidence.

En quoi differe du domicile ..

21

# Résignant. Résignataire.

Quelle procédure s'observe à l'égard du Résignant, & du Résignatzire d'un Bénésice, 220 Rélignataire peut se faire subroger aux droitsdu Résignant, & continuer la procédure, 221 Restitution de fruits, quand s'exécute contre le Réfignataire, 222.

Réfignation. Voyez Bénéfices,

En cas de réfignation du Bénéfice de la part d'une des Parties, la procédure peut être continuée contre le Résignant

## Restitution de fruits.

Voyez Fruits.

Restitution de fruits en matiere bénéficiale, quand a lieu, 217 Quand s'exécute contre le réfignataire, 222 Comment se doit faire la restitution des fruits par le condamné,

## Rétention de Caufe.

Défendue aux Juges, lorsque la connoissancede la Cause ne leur appartient,

Révendication. Voyez Renvoi.

Revenu des besliaux faisis.

A qui appartient,

585.

507

# DES MATIERES. 829

Révision,

Voyez Droit de révision.

Révision de compte.

Abrogée, Voyez aussi Comptes. 504

s.

Saifi.

V Oyez Saisses exécutions. Ne peut se rendre adjudicataire des fruits saisse étant sur pied. 298

Saifies & exécutions.

Voyez Gardiens. Commiffaires. Dépofnaires.

En quoi la faisse differe de l'exécution, 5686 Huissiers ou Sergents déclareront par leurs Procès-verbaux, si les exécutions ont été faites

avant ou après midi, 293. Déclaration portant établissement d'un Bureau

public, pour y déposer les meubles & effets

Cette Déclaration a été révoquée, ibid. Partie saisse ne peut se rendre adjudicataire

des fruits saiss étant sur pied, 298
Ce que doivent contenir les exploits de saisse

& exécution, 567

Ouelles font les choses mobiliaires qui peuvent

être saisses , 568 Saisses de fruits pendant par les racines , peuvene

être regardées comme faisses mobiliaires. ibid.
Tous Exploits de faisses contiendront l'électionde domicile du Saisssant, 567

de domicile du Sailillant, 367. Quel est l'effet de cette élection de domicile,

568,569,578

Sio TABLE	
Abus de faire cette élection de domicile	Contes
ment pour vingt-quatre heures,	
Cas où l'élection de domicile n'est pas né	cessaire
pour la faisse,	571
Saifies & exécutions ne fo feront que pour	r chofe
certaine & liquide, & si c'est en espece	s , fera
furfis à la vente jusqu'a ce que l'appré	ciatien
en ait été faite,	ibid.
Ce qu'on entend par chose certaine & li	iquide , <i>ibid</i> .
Comment se fait l'appréciation des che	ofes en
especes.	575
Voyez austi Fruits.	
Saisies & exécutions doivent être faites e	n vertu
d'un titre exécutoire,	572
Ce que c'est que titre exécutoire, 57	2 2 5 7 4
On peut quelquefois saisir & exécuter es	
de la Courume,	574
Toutes les formalités des ajournemens	
observées dans les Exploits de saisses	
cutions,	578
Saisses & exécutions doivent être précédé commandement,	ibid.
commandement,	

De quel tems ce commandement doit précéder la faisie,

L'opposition à ce commandement n'empêche la faifie .

Ce que doit faire le Sergent avant d'entrer dans une maison pour y faire une saisse & exécution, Quid ? Si les portes de la maison sont fermées,

Si l'ulage des Records est nécessaire dans les faifics .

Exploits & Procès-verbaux de faisses contiendront par le menu & en détail les meubles 5,80

Sera laissé au Saist copie de la saisse,

•
DES MATIERES. \$31
Et s'il y a plusieurs Saisis, il en sera donné co-
-1- \$ -15 p
Quid? Si l'Huissier ne trouve personne en la
maifon, (82
Huissier doit aussi donner Copie de la saisse au
Gardien , ibid.
Saisie doit être signée du Gardien ou Commis-
faire, ibid,
Quid? Si ce Gardien ou Commissaire refuse
d'accepter la commission, ibid,
Le nom & domicile du Gardien seront fignifiés
au Saisi par le même Procès-verbal, 183
Gardiens ne doivent se servir des choses con-
fiées à leur garde, 584
Gardiens & Commissaires tiendront compte au
· Saisi du profit que les bestiaux auront pro-
duit par eux-mêmes, 185
Tenus de leur négligence à l'égard des effets
faisis, ibid.
Vente des chofes faifies, comment & quand doit
être faite, 186
Quid ? Si l'Huissier ne peut se faire représentes
par le Gardien les effets saisis, ibid.
Vente doit être faite au plus prochain Marché,
ibid.
Exception à cette régle, 987
Quel intervalle il doit y avoir entre la faisse &
la vente, 🌲 588
Des oppositions du Saisi & des Créanciers à
la vente des effets laisis, & comment ces op-
positions se réglent, 588,591
Bagues & joyaux, comment doivent être ven-
dus, çoı
Et aussi la vaisselle d'argent, ibid.
Quid? Des carrosses, livres, bateaux, navires,
mouline, 592, 593
En saisse & exécution de bestiaux, quelles cho-

852 TABLE
ses on doit laisser aux saiss pour soutens
Sera laissé au Saisi un lit, & l'habit dont il sera
couvert , ibia
Et aussi un lit pour ses enfans, &c. ibia
Quand la saisse est faite pour loyers, on peu
. father le lit du Locaraire. (9)
Quelles choses doivent être laissées aux person-
nes constituées dans les Ordres sacrés, lor s
ou'elles font failies.
Tous bestiaux & ustenciles servant à laboure
& cultiver les terres & vignes, ne pourron
être saisis, même pour Deniers Royaux
596, 597
Exception à cette régle, 597
Autres effets qui ne peuvent être sais pour
Taille & Deniers Royaux, 596, 597 Des choses qui ne peuvent être saisses, 598
60;
Saisses ne doivent être faites d'une manière in-
juricuse, 605, 606
Si on peut pour une dette légere, saisir une
grande quantité d'effets, 606
Des personnes qui ne peuvent être saisses dans
leurs caroffes & chevaux, 606
Choses saisses seront adjugées au plus offrant
& dernier Enchérisseur, en payant sur le
champ, ibid
Prix des effets vendus doit être payé comptant
607
Effets délivrés aux Adjudicataires sont censés
payés, ibid.
Huistiers tenus de faire mention dans leurs Pro-
cès-verbaux des noms & domiciles des Adju-
dicataires des effets faifis, 608
Huishers ne prendront rien des Adjudicataires

# DES MATIERES. 833

Concussion,

Et ne se rendront Adjudicataires des effets.par

cux vendus, ibid.
Tous les articles ci-dessus seront observés à

peine de nullité, dommages & intérêts, ibid. Auffitôt après la vente, les deniers qui en proviennent leront remis par l'Huisher au Sai-

fiflant, 609
Quid? S'il y a des oppositions à la vente, 610

Procedure fur ces oppositions, 611

A qui doivent être remis les deniers après les oppositions jugées, 611

Huilhers ne peuvent faire aucun paiement, même aux Créanciers privilégiés, finon du conferrement des oppolans, 611

Ou par autorité de Justice,

Après la vente faite, l'Huisser portera au Juge la minute de son Procès-verbal pour le faire taxer, sans frais, 61;

Huisliers doivent garder les minutes des ventes qu'ils font, 614

Contraintes par corps n'empêchent les saisses & exécutions & ventes,

En matière de Gifies & exécutions, les Jugemens contradictoires ont lieu du jour qui lo ont été donnés en l'Audience, quoique non fignifiés, & ceux par défaut donnés à l'Audience, & fur Procès par écrit, du jour qu'ils auront été fignifiés aux Procureurs, 608

# Saifine & nouvelleté.

## Yoyez Complainte.

#### Salaires.

Salaires des Procureurs relativement à la Partie qui les a employés, comment doivent êtreSalvations.

\$25

Voyez Ecritures. Doivent être fignifiées, finon seront rejettées,

Salvations ou réponses aux reproches des Témoins, comment peuvent être faites, 401

## Seigneurs:

Seigneurs Justiciers peuvent plaider en leurs Justices sous le nom de leurs Procureurs Fiscaux, pour les droits & revenus de leurs Seigneuries,

Mars sur l'appet, les Seigneurs doivent être en Cause .

Seigneurs Justiciers ne jouissent de ce droit pour leurs autres actions, Seigneurs sont condamnés aux dépens envers leurs Parties adverses, aut vice versa, quoi-

qu'ils plaident en leurs Seigneuries fous le nom de leurs Procureurs Fiscaux,

Voyez Voyages.

Voyez. Jugemens. Caution. Provision. Opposition. Appellations.

On ne peut délivrer l'expédition d'aucune Sentence en Procès par écrit, que la minute n'en ait été mife au Greffe .

Ce que c'est que Sentence en forme, 143 Ce que c'est que Sentence par extrait, ibid. Sentence dont est appel doit être rapportée &

mise au Greffe en forme ou par extrait, par l'Intimé, dans les Procès par écrit, Mais dans les appellations verbales, l'Intimé

	DES MATIERES. 833
	ne doit pas rapporter copie de la Sentence sur
	l'appel, 149
	Sentences de récréance en matière bénéficiale
	* font exécutoires par provision, 216
	Sentences en complainte bénéficiale doivent être
	rendues par les Baillis & Sénéchaux, 212
	Sentences de récréance, séquestre & mainte-
	nue, doivent être rendues par cinq Juges au
	moins, 221, 222
	Et si elles sont rendues sur Instance, ils en si-
	gneront la minute, 222
	Sentences de Police s'exécutent par provision,
	251
	Quelles autres Sentences s'exécutent par provi-
	fion, 261, 167
	Voyez aussi Jugemens & Matières sommaires. Sentences d'instruction s'exécutent par provision,
	261
	Et aussi les Sentences de séquestre, 299
	Ce que c'est que Sentences passées en force de
	chose jugée, 464
	Sentences ne peuvent être mises à exécution
	hors le ressort, sans un pareatis du Juge des
	licux , 479
	Quels Contrats, Sentences & Décrets s'exécu-
	tent par tout le Royaume sans pareatis, 471
	Tiers Opposans à l'exécution des Sentences qui
	font déboutés de leurs oppositions, à quoi
	condamnés, 474
	Dans quel tems les Sentences passent en force
	de chose jugée, 476, 477, 479. Quid? A l'égard des Titulaires de Bénéfices,
	0 1/1 :
	Ces délais courent tant entre présens qu'absens,
	Qued? Si le condamné par la Sentence vient à
	décéder, ikid
	more der 3
,	

#### Sentences de provision.

Voyez Execution provisoire & Matieres sommaires.

Les héritages de ceux qui auront été condamnés par provision au payement de quelque somme ou espèce, pourront être saiss réellament, mais non vendus,

Sentences de provision ne peuvent être mifes à exécution, sans donner caution,

## Septuagenaires.

A quel âge on est dit septuagénaire, Dans quels cas les septuagénaires ne peuvent être emprisonnés pour dettes purement civiibid Ni même pour Deniers Royaux, 642

Ils peuvent même être élargis, s'ils sont emprisonnés, ibid.

## Sépultures.

Voyez Registres.

Registres de Sépultures, &c. comment tenus, 317

Ce qui doit être observé dans les Actes de Sé-319, 321, 322, 324

Sépultures peuvent être justifiées par les regifres & papiers domestiques des peres & meres décédés, 3 3 E

#### Sequestre.

Ce que c'est,

Demandes en sequestre, comment doivent être formées, 277

Dans quels cas & comment les sequestres doivent être ordonnés, 277 , 278 . Et par qui,

•
DES MATIERES. 837
L'affignation pour nommer le Sequestre peut
être donnée à domicile de Procureur, 280
Le Juge nommera d'office un Sequestre, quand
l'une des Parties sera en demeure d'en nom-
mer', 279
Dans quels cas on nomme plusieurs Sequestres,
Samuel Links Coffice of Calcula
Sequestre doit être suffisant & solvable, 280 Et résident, ou proche du lieu, ibid.
Autres qualités nécessaires à un Sequestre, 281
Le Juge ne pourra nommer pour Sequestre au-
cun de ses parens, 281
Peut-il nommer pour Sequestre son Vassal ou
Fermier, &c. ibid.
Soquestre nommé doit être assigné pour prêter
ferment, ibid.
Pourquoi on fait prêter le serment au Sequestre,
Fonction de Sequestre est une fonction publique,
ronction de sequente en une fonction publique,
Des excuses que le Sequestre peut alléguer,
282
Sequestre peut demander qu'il lui soit remis des
deniers pour exercer fa commission, 283
Comment le Sequestre est mis en possession des
choses qui sont commises à sa garde, 184
Chofes sequestrées seront déclarées dans le Pro- cès-verbal du Sequestre, ibid.
cès-verbal du Sequestre, ibid. Formalités de ce Procès-verbal, 285
Si le Sergent qui met le Sequestre en possession
est tenu de se faire assister de deux Recoords
ou Témoins, ibid,
Comment & dans quel cas se doit faire le bail
des choses sequestrées, 285, 285
Sequestre est tenu de faire arrêter sur le champ
par le Juge les frais du Bail, 286
Réparations & impenses aux biens sequestrés,

8	T	A	R	L	F
, 0		7.7	-		L. •

8 comment doivent être faites, 287 Sequestres ne peuvent se rendre Adjudicaraires de ces réparations, ibid. Peine contre ceux qui empêchent l'établissement des Sequestres,

Ce que doit faire l'Huissier en cas de rébellion à l'établissement d'un Sequestre. Parties ne peuvent prendre directement ni indirectement le Bail des choses sequestrées.

298 Sentences de sequestres sont exécutoires par ( provision, Sequestres peuvent être condamnés par corps.

30 I Dans quel tems les Sequestres sont déchargés de leurs fonctions, 299, 100

## Seque le en matière bénéficiale.

Ce que c'est. Dans quels cas les Juges doivent prononcer fur le sequestre . Ce qui doit s'observer par le Sequestre des fruits d'un Bénéfice, Sequestres & récréances en matière bénesiciale doivent être exécutés avant qu'il soit prononcé sur la pleine maintenue, Sentences de sequestre en matière bénéficiale doivent être renducs par cinq Juges au moins.

Sergens.

21 I

#### Yoyez Huisiers.

#### Serviteurs.

S'ils peuvent être Témoins en matière civile, & dans quels cas, 379,380 En quoi différent des domestiques,

Signatures.

# DES MATIERES. 839

Signatures.

On ne doit ajouter foi aux fignatures & expéditions en Cour de Rome, a moins qu'elles ne foient vérifiées par deux Banquiers-Expéditionnaires,

#### Signification.

Voyez Ecritures.

Est nécessaire dans les Jugemens rendus par défaut, & en Procès par éstit, 668

Signification des Sentences & Arrêts, à qui doit être faite, 61, 102, 462, 537
Voyez aussi Jugement.

Signification des actes & procédures, quand se doit faire à domicile, 247

A quels Procureurs cette fignification doit être

Conclusions des Gens du Roi dans les Procès par écrit ne doivent point être fignifieés,

Ni les inventaires de productions, 154, 170

#### Sollicitation.

Dans quels cas les Juges peuvent solliciter pour eux & leurs parens, & comment, 420, 421

# Sommaires.

Voyez Matieres sommaires.

Sommations.

Voyez Prise à partie.

Sommes.

Somnies employées dans les condamnations & Tome II. A a

840	T	A	В	L	E		
conventions	fere	ont	схр	rim	écs	à l'avenir	par
deniers, fol	s &c	livr	cs,	& n	on	par parifis	ou
tournois						7 -	.0.

## Voyez Comptes. Ecritures.

#### Stellionataires.

Soutenemens.

Peuvent être condamnés par corps, 618, 619 Même les femmes & filles , quand le stellionat procéde de leuf fait,

#### Subrogation.

Subrogation du Réfignataire d'un Bénéfice aux droits du Résignant, Subrogation à la poursuite d'une saisse, dans quel cas a lieu, Comment se fair, 6 I I

## Surfeance.

Yoyez Défenses, Surféances défendues contre les Sentences de provision, 217

Arif ou Tableau pour la taxe des dépens sera dressé en chaque Jurisdiction, Quel Tarif on doit suivre au défaut de ce Tableau , 542 , 544 Taxe.

Taxe des Juges employés dans des commissions, Taxe des Témoins, comment doit être faite,

481

DES MATI	ERES. 841
Taxe des dépens, comment &	fur quel pied doit
se faire en chaque Jurisdicti Taxe des voyages & séjours,	on, 542,544
Taxe des voyages & séjours,	fur quel pied dofe
être faite,	545
Des dépens qui ne doivent po	
Témoins.	534-535
Vanna Danni ali winata	Ti day Famel

Doivent être assignés à personne ou à domicile,

Tenus de comparoir à l'affignation, & sous quelles peines, Ordonnances du Juge à cet égard sont exécut-

toires par provision, Même celles des Commissaires - Enquêteurs Examinateurs.

Comment les Ecclésiastiques peuvent être contraints'à comparoître, ibid.

Soit que la Partie compare ou non à la premicre ou seconde assignation, le Juge ou Commissaire prendra le serment des Témoins. & procédera à l'enquête,

Parens & alliés ne peuvent être Témoins en matière civile, & jusqu'à quel degré, Exception à cette régle,

Religieux peuvent être entendus en déposition.

Juge ou Commissaire recevra le serment & la déposition du Témoin, Comment cette déposition doit être rédigée,

Si les serviteurs & domestiques peuvent être Témoins en matiere civile, Témoins ne peuvent déposer en la présence des

Parties ni des autres Témoins, mais doivent Aan

842 TABLE	
	3 S I
êrre ouis séparément, Lesture doit être faite au Témoin de sa	łépo-
fitton, & il doit la figner,	ibid.
Juges ou Commissaires feront rédiger to	ut ce
qui sera dit par le Témoin,	382
Quid ? Si le Témoin change ou ajoute qu	
chose à sa déposition,	ibid.
Si le Témoin neu: rétracter la déposition	. 282
Juge tenu de demander au-Témoin s'il re	auiert
taxe,	ibid.
Comment cette taxe doit être faite,	ibid.
Tout ce qui est dit ci-dessus des Témoin	s doit
être observé, à peine de nullité, Combien on peut faire ouir de Témoins e	ibid.
Combien on peut faire quit de Témoins e	n ma-
tiere civile fur un même fait,	184
Quand l'enquête est déclarée nulle par. la	fane
du Juge, les Parties peuvent faire en	tendre
de nouveau les mêmes Témoins,	206
Des reproches contre les Témoins. Voye	z Re-
mes reprocues course les remouns tole	

Tiers Oppofans.

proches.

Voyez Oppofans.

Titre exécutoire.

Ce que c'est ,

572 , 574 , 574

Titres & capacités d'un Bénéfice.

♥oyez Capacités. -

Tonfure.

Registres des Tonsures, par qui tenus, & comment,

Tournois.

1 eurnoi.

Usage de compter par livres, sols & deniers rournois abrogé, 482

# DES MATIERES. 843

## Transport sur les Juges.

Parties ne peuvent prendre aucun transport ou concession de droits litigieux sur les Juges,

Tripliques.

Abrogées par l'Ordonnance

191

#### Trouble.

En combien de maniere on est troublé dans la possession d'un bien, 268, 269

#### Turbes.

Noyez Enquêtes par turbes.

## Tuteurs.

Voyez Comptes.

Tuteurs & Administrateurs du bien d'autrui sont toujours réputés comptables, jusqu'àcc qu'ils ayens payé le reliquat de leur compte, 488 Tuteurs & Curateurs, quand peuvent être contraints par corps, 617

#### •

Vacations de Juges, Commissaires, Greffiers, Experts, &c.

N ne doit payer qu'une feule vacation aux Juges employés en même-tems en différentes commissions, 358. Idem à l'égard des Experrs, Quid? Si le voyage ou la commission est augmentée, Commissaires dans leurs procès-verbaux feront manaion des jours de leurs transports, voyage.

Aa iij

1 12 4	
Quid? Si le Commissaire est trouvé sur les lieu	
Parties avanceront les vacations de leurs Pros- reurs, lbi Taxe des vacations dues aux Juges employ dans des commissions, 3 Vacations des Greffiers pour enquêtes, comme réglées, Vaisselle d'argent.	d. és i
Comment doit être vendue en cas de saisse  Vente.  59	
Voyez Saifes & extentions. Vente des choles saises, comment doit se fait Doit être faite au plus prochain Marché, ibit Exception à cette régle, 98 Quel intervalle il doit y avoir entre la saise & la vente, 98 es oppositions à la vente des effets saisis, & comment elles se réglent, 988, 599 Comment se fait la vente des bagues, joyau & vaisselle d'argent, 988, 599 Autres meubles qui doivent être vendus avoi des formalités particulieres, 592, 592 Choses saises seront adjugées au plus offtan & dernier Enchérisseur, en payant sur le champ, 600 Effetts délivrés sont censés avoir été payés comp tant, 600 Huissers en prendront rien des Adjudicataires outre le prix de l'adjudication, 608 Huissers doivent garder les minutes des ventes	6 TX 8 X O X I C 3 E E S - T F I S
qu'ils font,	

DES	MATIERES.	845
Veri	fication de Ecritures,	
Reconnoi	Jances d'Ecrisures.	10
	Vetures.	

Voyez Registr.s.

**¥**oycz

Registres de Vêrures, par qui tenus, & de seur forme,

Comment les Actes de Vêtures doivent être con-

Voyez Héritier.

A les mêmes délais que l'hétitier pour faire inventaire, & délibérer, 95

Daus quel tems pour proposer ses exceptions

dilatoires,

Villes d'Agrêts

Quel est leur privilége,

Quel est leur privilège, 140, 612.
Comparution sur ces arrêts peut se faire à l'Hôttel du Juge, 140
Leur privilège conservé pour les contraintes par

Violence & voie de fait.

Visite par Experts.

Voyez Experts.

Voux.

Voyez Registres.

Registres de Profession de Vœux, par qui doivent être tenus, & comment,

33e
Actes de la Profession des Vœux, quelle some
doivent avoir.

333

Voyages & sejours.

Comment doivent être taxés à l'égard des Par-

	THE LAND	DEC	2	TTDD TO
346	LABLE	DES	MA	TIERES.

ties, 545 Comment à l'égard des Juges employés en des commissions, 361

Vu des Sentences & Arrêts.

Doit être fait par le Rapporteur,

Vues & montrées.

Ce que c'est, Abrogées par l'Ordonnance, 115

Fin de la Table des Matieres.

### Additions & corrections.

P Age 6, ligne 25, ajoutez alineâ... Dans les Bailliages & Sénéchaussées où il y a des Parlemens, c'est la date de l'enregistrement au Parlement qui fixe la date de l'exécution de la Loi.

Page 23, ligne 7... ajoutez de suite.... Néanmoins dans les eas où il s'agit plutôt des biens que de la personne du Mineur, l'assignation se donne ordinairement au domicile du Tuteur onéraire.

Page 130 ligne 6.... page 46, lifez page 49. Page 130 lig. 6.... pag. 331, lifez pag. 321

Page 331, ligne 28, ajouter alineá... Dans le cas ou un Curé, ou bien un Vicaire auroient été affez négligens pour ne pas écrire sur le registreun Baptême, ou un Mariage qu'ils auroient fair ; il femble que si le Curé ou le Vicaire étoient encore vivans, il doît y avoir en saveur des Parties intéresses la voie de la plainte & de l'information, ou celle de l'Enquête, pour saire établir l'omission, ou celle de l'Enquête, pour saire établir l'omission du registre, & qu'on ne peut alors leur resuser la preuve par témoins, sus au Procureur du Roi de prouver le contraire.

Page 347, ligne 24, ajoutez alineá... Faute d'avoir proposé la récusation dans les trois jours avant le départ du Commissaire, sa commission subsiste, & il peut passer outre.

Page 364, ligne 25, ajoutez alineâ... Le Jugement qui ordonne la preuve, doit accorder aux deux parties la preuve des faits contraires, à peine de nullité. (Ainfi jugé par Arrêt du 4 Mai. 1740, rendu en la seconde Chambre des Enquêz tes, & par un autre du 30 Août 1759 rendu au rapport de M. Roussel.)

Page 372, ligne 19, ajoutez alineá... Si lignation avoit été ordonnée: au domicile de la Partie demeurante fur lieu, "Enquête n'en feroit pas moins valable. (Ainfi jugé par Arrêe. du 10 Août 1739, rendu en la quatrième Ghambre des Enquêtes, au rapport de M. Angran.)

Page 398, ligne 12 ... & 397, ... Mifez & 379.

Page 431, lighe antépenult.... effacez cette ligne & les deux suivantes.

Page 465, ligne 2, ajoutez alined... L'intimé avec lequel l'Arrêt de conclusion a été rendu en fa qualité d'intimé, & qui a conclu vis-à-vis de l'appellant à la confirmation de la Sentence, est recepble a appeller de cette Sentence dans les chefs qui le biessen, pendant le cours de l'instruction du Procès sur l'appel s' jusqu'à ce que l'Arrêt ou le Jugement soit rendu. Telle est la Jurisprudence constante. Mais quand l'Arrêt a été une sois rendu , il parost que la partie qui a obtenu la constirmation de la Sentencodont il avoit été appellé par la partie adverfe, n'est plus recevable à en interjetter elle-même appel vis-à-vis de cette Partie adver-se.

Celui qui fignifie une Sentence sans se reserver le droit d'en appeller, est censé l'approuver en entier, & on peur lui opposer une sin de non-recevoir, s'il appelle ensuite vis-à-vis de celui a qui cette Sentence est signisée: mais il peut en consentant d'exècuer cette méme Sentence

fur certains articles, faire des réserves sur les Chefs qui lui font préjudice, & par la se conserver la liberté d'appeller,

Lorsqu'on appelle indéfiniment d'une Sentence, on peut 'enstitue déterminer par ses gness
les Chers dont on est appellant, quand même
on les auroit fixés par une première requête;
rear cela n'empécheroit pas d'attaquer dans la
suite par une Sentence possérieure les autres
Chers de la Sentence qui peuvent faire préjudice. Mais dans le cas où l'Appellant auroit
restreint son appel, si l'Intimé demande Acte
de cette restriction, l'appellantine peut plus
ajouter dans la suite à son appel, ni chauger ses
griess, parce qu'alors il s'est formé un Contrat
entre les deux Parties.

Page 475, ligne 7, ajoutez alineá... Un Acquereur ne feroit pas recevable à former oppointion à un Arrêt rendu contradictoirement avec son Vendeur; parce qu'il n'y a que celui qui a un intérêt principal & indépendant, qui puisse former cette sorte d'opposition 5 mais celui qui n'a qu'un intérêt secondaire & subordonné n'a pas le même droit. C'est la distinction de Dumoulin.

Page 482, ligne 20,....XXVIII....lifez XVIII.

Page 533, ligne 2,.... ou autres Actes, lifez.... ou autres Actes du Défendeur.

Page 562, figne 16, après ces mots édition de 1737, ajoutez de faite. Autre Arrêt du .... Mars 1749 rendu en la quatrième des Enquêtes, au rapport de M. de Murard; ce qui a étéctabls 850
pour éviter les frais qu'occassonneroit une nonvelle taxe.

Page 656, ligne 4.... ajoutez alineá,.... Joignez à cet article la disposition de l'article 60 du tit. 2. de l'Ordonnance des substitutions du mois d'Août 1747.

Page 681, ligne 9 .... pag. 634, ... lifet page 670.

Page 694, ligne 13, ...ajoutez alineâ.... Il y a quelques Provinces en France où les prepositions d'erreur ont encore lieu; comme ca Flandres où elles ont été autorisées par Edit du mois d'Avril 1688.

> Achevé d'imprimer au mois & Avril 1767.

## APPROBATION

J'AI lu par ordre de Monseigneur le Chancelier les nouveaux Commentaires sur les Ordonnances de 1667, 1669, 1679, & jur El Edit de 1695; le Recueil des Ordonnances, Edits, Déclarations & Arrêts cités dans lesdits Commentaires; le Traite de la Jurisdiction des Présédiaux; & le Traite des sonctions des Commissaires. Je n'y ai vien trouvé qui puisse en empecher la réimpression. A Paris ce vingt-quatre Mars mil sept cent soixante-trois.

Coqueley Be Chaussepierre.

## PRIVILEGE DU ROI.

OUIS, par la grace de Dieu Ro de France & de Navarre : A nos amés & féaux Confeillers, les Gens tenant nos Couris de Parlement, Maitres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel, Grand-Confeil, Prévôt de Paris, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenans-Civils, & autres nos Jufficiers qu'il appartiendra; SALUT: Notre bien amé le Sieuz J \* \* Nous a fait exposer qu'il désireroit faire imprimer & donner au Public des Livres de sa composition, qui ont pour titre: Nouveaux Commentaires sur les Ordonnances de Louis XIV. de 1667.1669, 1670.1673, 6 1695.; Recueil des Edits, Ordonnances, Déclarations & Arrits cités dans les dis Commentaires; Traite de la Jurissation des Présidants; Traite des sondiens

des Commissaires, s'il Nous plaisoit lui accorder nos Lettres de privilége pour ce nécessaires. A CES CAUSES , voulant favorablement traiter l'Exposant, Nous lui avons permis & ermettons par ces Préfentes, de faire réimprimer lesdits Livres autant de fois que bon lui semblera, & de les faire vendre & débiter par som notre Royaume pendant le tems de douze années confécutives, à compter du jour de la date des Présentes : Faisons défenses à tous Libraires, Imprimeurs & autres personnes de quelque qualité & condition qu'elles foient. d'en introduire d'impression étrangere dans aucun lieu de notre obéissance : Comme aussi de'réimprimer ou faire réimprimer , vendre , faire vendre, débiter ni contrefaire lesdits Livres, ni d'en faire aucun extrait, sous quelque prétexte que e soit, sans la permission expresse & par écrit dudit Exposant, ou de ceux qui auront droit de lui, à peine de confiscation des exemplaires contrefaits, de trois mille livres d'a contre chacun des Contrevenans. dont un tiers à Nous , un tiers à l'Hôtel-Dieu de Paris . & l'autre tiers audit Exposant, ou à celui qui aura droit de lui; & de tous dépens, dommages & intérêts : A la charge que ces Présentes feront enregistrées tout au long sur le registre de la Communauté des Libraires & Imprimeurs de Paris, dans trois mois de la date d'icelles ; que l'impression desdits Livres fera faite dans notre Royaume, & non ailleurs, en bon papier & beaux caracteres, conformément à la feuille imprimée, attachée pour modèle sons le contre-scel des Présentes; que l'Impétrant fe conformera en tout aux Réglemens de la Librairie, & notamment à celui du 10 Ay. 1725 ; qu'avant de les expofer en vente,

les Imprimés qui auront servi de copie à la réimpression desdits Livres, seront remis dans le même état où l'approbation y aura été donnée, ès mains de notre très-cher & féal Chevalier-Chancelier de France le Sieur de Lamoignon ; & qu'il en sera ensuite remis deux exemplaires dans notre Bibliotheque publique, un dans celle de notre Château du Louvre & un dans celle de notredit très-cher & féal Chevalier Garde des-Sceaux de France l' Sieur Feydeau de Brou ; le tout à peine de sullité des Présentes : Du contenu desquelles vous mandons & enjoignons de faire jouir ledit Expolant & fes ayant causes , pleinement & paisiblement, sans souffrir qu'il leur foit fait aucun trouble ou empêchement. Voulons que la copie des Présentes, qui sera imprimée tout au long au commencement ou à la fin desdits Livres, foit tenue pour dûcment fignifiée; & qu'aux copies collationnées par l'un de nos amés & féaux Confeillers-Secrétaires, foi soit ajoutée comme à l'original. Commandons au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, de faire pour l'exécution d'icelles tous actes requis & nécessaires, sans demander autre permission, & nonobstant clameur de Haro, Charte Normande , & Lettres à ce contraires : CAR tel est notre plaisir. Donne à Paris le quatrieme jour du mois de Janvier , l'an de grace mil fept cent soixante-trois, & de notre Regne le quarante-huitième : Par le Roi en son Confeil. Signé, LE BEGUE.

Registré le présent privilège, ensemble la ceffion dudit privilège, du 23 Mai 1763, faite par M. J \* \* fur le Registre XV. de la Chambre 4844
Royale & Syndicale des Libraires & Imprimeurs de Paris, nº. 981. fol. 432. conformément au Réglement de 1723, qui fait défenses, article 41. à toutes personnes de quelqués qualités & conditions qu'elles soienit, autres que les Libraires & Imprimeurs, de vendre; débiter, faire afficher aucuns Livres, pour let vendre en leurs nons, soi qu'ils s'en disent les Auteurs ou autrement; 6 à la charge de fournir à la suidite chambre neus exemplaires, prescrits par l'article 108 du même Réglement. A Paris ce trente Mai mil sest soit pour les vent soits au les BRETON, Syndie.

ANT 131884h







